

LE VALAIS FACE A LA REVISION

DE LA CONSTITUTION FEDERALE

DU 19 AVRIL 1874

Mémoire présenté à la Faculté des Lettres

de l'Université de Fribourg / Suisse

pour obtenir le titre de

licencié ès lettres

par

Patrice FRASS

(Sion VS)

. 1976

R 2120 14760

Bibl. cant. VS Kantonsbibl.



1010160078

TB 3385-



77/1100

INTRODUCTION

Voilà un peu plus de cent ans, le peuple suisse se donnait une nouvelle Constitution. A cette occasion, le débat porta, quant au fond, sur la question des limites à tracer entre les tendances fédéralistes et centralisatrices; le problème était déjà ancien et devait connaître encore bien des rebondissements.

En un siècle, nombre d'ouvrages se sont attachés à en décrire la genèse, le contenu, les intentions des auteurs, les multiples manoeuvres et marchandages qui assurèrent le succès de l'entreprise, les positions globales des cantons. Or chacun d'eux s'exprima sur ce texte en fonction d'options durables, découlant de son passé d'Etat fédéré, d'un certain stade de développement, de sa place et de son rôle dans la Confédération. Si l'on a parlé des motifs religieux, du ralliement d'une partie des radicaux fédéralistes, d'opposants conservateurs irréductibles, on ne connaît en fait pas bien ce qui se passa à l'intérieur de chaque canton, quelles furent les motivations profondes qui agirent et les différentes tendances qui s'exprimèrent.

Ainsi, à l'heure où l'on parle de réviser la charte fondamentale du pays, il peut être intéressant de se pencher sur ce que furent les réactions des Etats confédérés face à la révision de 1874. Tel sera le but de cette étude, retrouver, analyser, comprendre les prises de position d'un membre de la Confédération, en l'occurrence le Valais.

Il est évident que cette question s'inscrit dans un débat beaucoup plus vaste, constitué par l'interminable confrontation entre tenants du fédéralisme et partisans de la centralisation. C'est un processus s'étendant, en ce qui

concerne le Valais, sur près de deux siècles, qu'il conviendrait d'analyser. Une telle entreprise dépasserait cependant largement les limites de ce travail. Notre recherche devra donc être considérée comme une coupe effectuée dans une évolution à long terme, coupe intervenant cependant à un moment crucial, témoin privilégié des options et des rapports de forces valables à l'amorce du dernier quart du XIXème siècle.

CHAPITRE UN : LES DONNEES DU PROBLEME

Nous avons déjà laissé entendre que le choix opéré par le canton lors du scrutin du 19 avril 1874, portant sur l'acceptation ou le refus d'une nouvelle constitution fédérale, dépendait pour l'essentiel d'options fondamentales acquises de longue date.

En effet, si le détail du projet, les remous provoqués par le Kulturkampf, la situation particulière du Valais vers 1872 jouèrent sans aucun doute, le rôle principal revint à des facteurs historiques, géographiques, économiques, d'échanges, agissant sur le long terme et touchant fort inégalement les différentes parties du canton.

Dans ces conditions, avant d'analyser le verdict populaire, il est indispensable d'esquisser, par la présentation de certains paramètres, les traits caractéristiques du canton, éclairant tant le vote global du canton que celui des diverses régions qui le composent. De plus, il convient, en vue de relativiser l'importance de ces dernières, de développer très rapidement quelques données démographiques.

En un second temps, nous comptons étayer ces données par une mesure de la force des partis politiques en présence, effectuée à partir des résultats enregistrés par ces derniers à l'occasion d'élections fort importantes. De plus, nous en profiterons pour pénétrer de plein pied dans l'atmosphère créée par le grand débat sur la révision de la Constitution fédérale.

Nous avons déjà laissé entendre que le choix n'est pas le canton lors du scrutin de 19 avril 1874. Portant sur l'ensemble du canton ou le reste d'une nouvelle constitution fédérale, dépourvue de l'essentiel d'options fondamentales acquises de longue date.

En effet, si le détail du projet, les remous provoqués par la Constitution, la situation particulière du Valais vers 1873, tout cela sans aucun doute, la règle principale revient à des facteurs historiques, géographiques, économiques, d'échanges, agissant sur le long terme et touchant tout également les différentes parties du canton.

Une fois ceci dit, avant d'analyser le verdict populaire, il est indispensable d'expliquer, par la présentation de certaines caractéristiques, les traits caractéristiques du canton, éclairant tout le vote global du canton par celui des diverses régions qui le composent. De plus, il convient, en vue de faciliter l'appréhension de ces données, de développer très brièvement quelques données démographiques.

En un second temps, nous comptons étayer ces données par une mesure de la force des parties politiques en présence, effectuée à partir des résultats enregistrés par ces dernières à l'occasion d'élections très importantes. De plus, nous en profiterons pour présenter de façon claire dans l'introduction, car le grand débat sur la révision de la Constitution fédérale.

I. SITUATION GENERALE

A. LA REVISION SUR LE PLAN FEDERAL

La Constitution fédérale née en 1848 de la défaite du Sonderbund, louée de toutes parts lors de sa création, laissa apparaître, au fil des ans, des manques dus bien plus à l'évolution constante de la Confédération qu'à une tare originelle.

Le coup d'envoi de la première tentative destinée à modifier la charte fondamentale du pays fut le fait du hasard. A la suite d'un accord de libre échange signé en 1864 avec la France, il se trouva que les Juifs français disposaient désormais de plus de droits en Suisse que leurs corréligionnaires helvétiques. Cette situation ne pouvait être normalisée que par un amendement apporté à la Constitution.

Profitant de l'occasion, tant le Conseil fédéral que les Chambres avancèrent une série de modifications qui se concrétisèrent en neuf amendements. Soumis au vote populaire en 1866, ils subirent, à l'exception de celui concernant les droits des Juifs helvétiques, un très net échec. Le peuple refusait de modifier une Constitution qui manifestement emportait la majorité des suffrages.

Cet échec aurait peut-être pour longtemps bloqué toute transformation de la charte de 1848 si, aux besoins intérieurs toujours plus pressants n'étaient venus s'ajouter des événements extérieurs de la plus haute importance. Au Nord, l'Allemagne, victorieuse de l'Autriche et à la veille de fondre sur l'empire français, suscitait admiration et envie dans de larges milieux helvétiques, pour son oeuvre de centralisation entreprise tant dans le domaine politique que militaire. Au Sud, le Concile du Vatican était sur le point de proclamer l'infailibilité pontificale.

Une nouvelle tentative vit le jour lorsque le Conseil fédéral fit parvenir aux Chambres un message portant cette fois sur la révision totale du texte en vigueur. Après deux

années de travail, le projet fut soumis au peuple, le 12 mai 1872. Les transformations portaient essentiellement, ainsi que nous le résume William Rappard, sur:

"...la centralisation militaire, l'unification juridique, la laïcité politique et la démocratie directe." 1)

Quand bien même les questions religieuses n'étaient pas encore trop envenimées, tous les cantons sonderbundiens se retrouvèrent dans le camp des opposants, en compagnie des cantons romands ainsi que du Tessin, d'Appenzell et des Grisons. Cette alliance des cantons catholiques avec les cantons fédéralistes provoqua l'échec du projet, qui fut rejeté par 5 000 voix d'écart environ et par 13 cantons contre 9. 2)

Devant cet échec, les parlementaires ne se découragèrent point; dès la session d'automne 1872, ils invitèrent le Conseil fédéral à élaborer un nouveau projet. Ce dernier, accepté en vote final le 31 janvier 1874 par les Chambres, devait être soumis au peuple le 19 avril suivant.

S'il ne différait pas fondamentalement du précédent projet, il ne s'en distançait pas moins sur deux points précis: d'une part, des concessions étaient faites aux tenants du fédéralisme, d'autre part, les articles dits confessionnels se faisaient plus irritants pour la population catholique du pays. Pour assurer la victoire du projet, Berne n'avait pas hésité à s'engager dans ces deux voies. La première, positive, devait effectivement rallier au projet nombre de fédéralistes, tandis que la seconde, au moment où le Kulturkampf battait son plein tant en Suisse qu'en Europe, si elle devait inévitablement dresser contre le projet les populations catholiques, devait en contre partie faire passer dans le camp révisionniste bon nombre d'hésitants de confession protestante.

Les adaptations se révélèrent efficaces: le 19 avril 1874, le 63,2 % des votants et 13½ cantons donnèrent au pays une nouvelle charte.

B. LE CANTON DU VALAIS

1. Le Valais face à la Confédération

Il est indispensable, si l'on veut comprendre les prises de position du Valais dans la question de la révision de la Constitution fédérale, de garder en mémoire deux faits essentiels, différents et pourtant liés; il s'agit d'une part de l'évolution des rapports entre la Confédération et le Canton du Valais, d'autre part de l'évolution politique intérieure de ce dernier.

Dans l'état ancien, renversé en 1798, le Haut-Valais, allié de la Confédération, administrait le Bas-Valais, pays sujet depuis sa conquête sur la Savoie.

Après l'intermède de l'empire, le Valais entend bien retrouver son indépendance. Ce vœu, caressé durant les premiers mois de 1814, se brisera cependant contre la volonté des puissances, qui opteront pour son rattachement à la Confédération. A l'issue d'une diète extraordinaire de trois jours, on se résout à envoyer une mission à Zurich, avec pour tâche de demander l'admission du Valais dans le sein de la Confédération. 3) Au lendemain de la signature du Pacte fédéral, intervenue le 7 août 1815, le Valais ne se fera pas l'écho des réjouissances générales:

"Fêtée à grand renfort de sonneries de cloches et de coups de canon dans toute la Suisse, la signature du Pacte fédéral n'est saluée en Valais par aucune manifestation publique, ni civile ni religieuse, ni militaire. On estimait qu'un acte qui amputait le Valais de sa souveraineté, et ne lui permettait plus de s'allier librement, mais l'obligeait à s'aligner, ne méritait pas de feux de joie." 4)

Quelques mois avant la prestation du serment fédéral, était entrée en vigueur la nouvelle constitution cantonale. Elle allait être à l'origine de graves difficultés intérieures. Instituant une diète dans laquelle chaque dizain avait droit à quatre sièges, elle préférait le Bas-Valais. En effet, tandis que les anciens baillages formaient désormais cinq

dizains totalisant 29 514 âmes, ce qui leur assurait 20 sièges à la diète, les huit dizains de l'ancienne partie souveraine, pour une population à peine plus forte - 34 013 âmes - en comptaient 32, auxquels venaient s'ajouter les 4 attribués à l'évêque, personnage choisi régulièrement dans le Haut. 5) Cette situation, qui amena coups d'état et guerre civile, contribua à diriger les regards des Bas-valaisans vers une Confédération dont le renforcement des pouvoirs pouvait signifier le rétablissement de leurs propres droits à l'intérieur du canton.

Effectivement, il fallut attendre le Sonderbund pour que des changements puissent enfin être acquis. Tandis que les conservateurs rejoignaient le camp des vaincus, les radicaux bas-valaisans, portés par les troupes fédérales, prirent le pouvoir. Les options étaient prises, les électeurs avaient choisi leur camp, les partis allaient désormais pour longtemps coucher sur leurs positions.

2. Le cadre valaisan

Le facteur politique ne reflète que de manière fort insuffisante les réalités valaisannes de l'époque. Nous y ajoutons donc une série d'éléments tels que la situation géographique, le poids démographique des diverses régions, le nombre et les lieux d'implantation des étrangers au canton ainsi qu'une rapide revue de la situation économique. Qu'il soit bien clair que notre propos n'est absolument pas de construire un tableau exhaustif mais bien de brosser un rapide canevas destiné à faciliter la compréhension des événements traités plus loin.

a. le facteur géographique

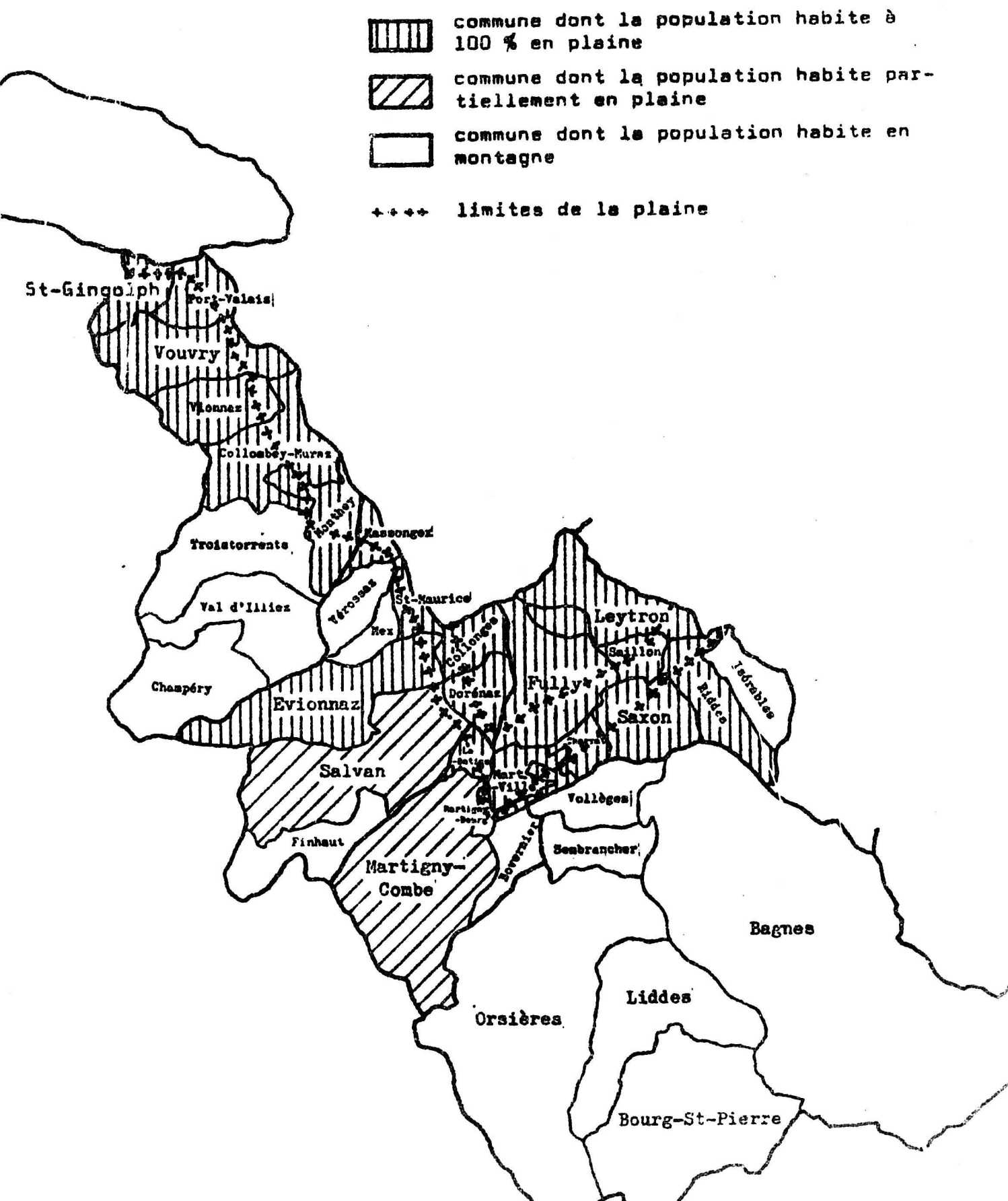
Celui-ci intervient vigoureusement dans le contexte valaisan. Encerclé de toutes parts de montagnes difficilement franchissables, le canton est formé d'une série de vallées plus ou moins profondes, débouchant à la perpendiculaire sur l'étroite plaine formée par le sillon rhodanien, par ailleurs

unique débouché praticable en toute saison, ouvert en direction de la Suisse romande.

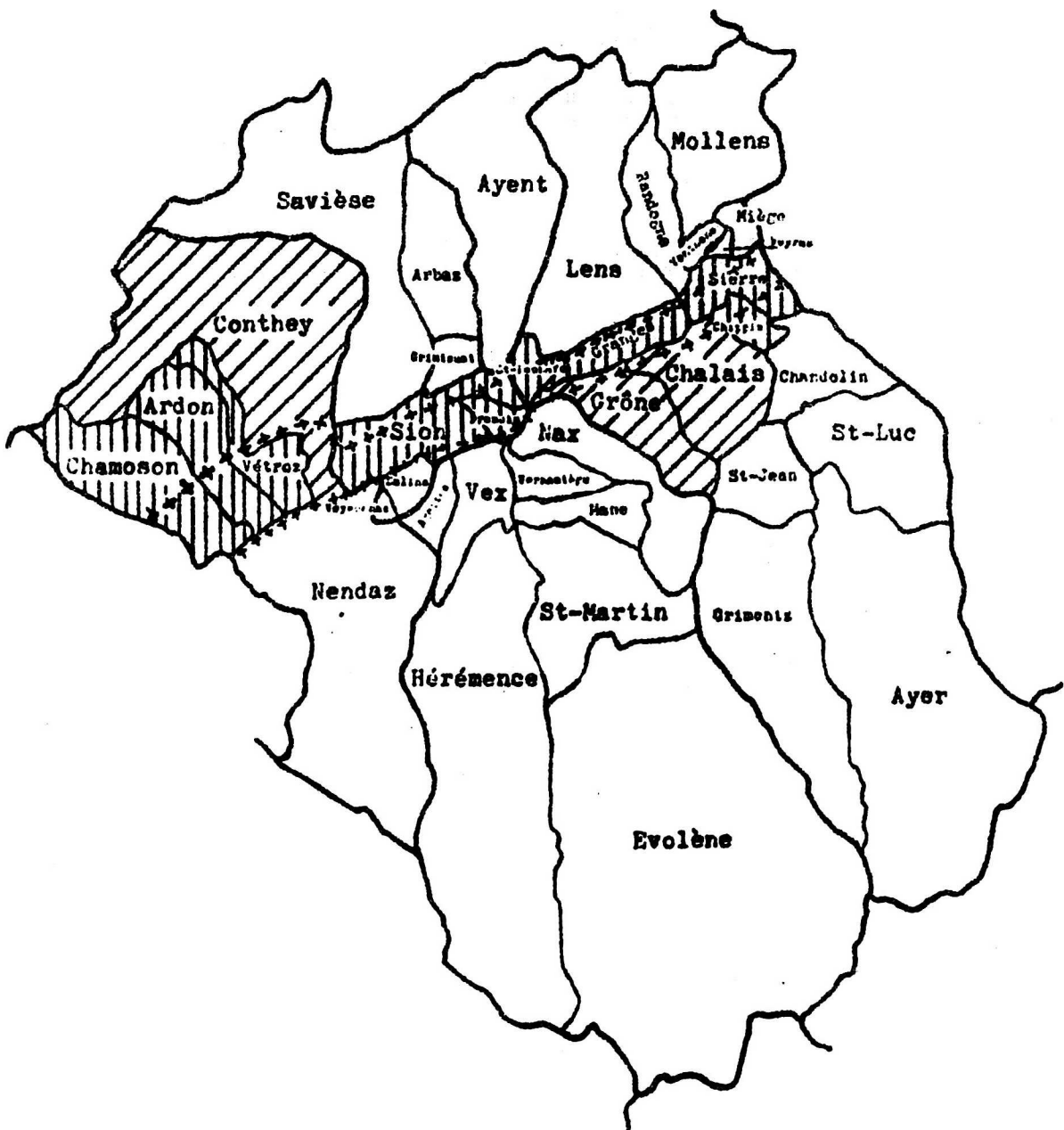
Cette plaine est encore loin, en 1874, de ressembler à ce que nous connaissons de nos jours. Les effets du "diguement" du Rhône, dont les travaux ont commencé quelques années plus tôt, ne se font pas encore sentir. Dans ces conditions, les habitants se concentrent sur les cônes d'alluvions et en bordure des bas-fonds marécageux, trop souvent visités par les crues du fleuve et qui ne servent qu'à donner de la litière et à nourrir quelques animaux. Quoi qu'il en soit, cette portion du territoire cantonal, dont la largeur et partant, les possibilités agricoles, sont en constante diminution à mesure que l'on remonte du Léman en direction de Brigue, n'en représente pas moins un secteur plus riche, plus aisément cultivable, aux productions plus lucratives et plus ouvert au passage des gens, des marchandises et des idées que la montagne alentour.

Cette dernière occupe la majeure partie du territoire cantonal; un monde plus ou moins isolé suivant l'éloignement par rapport à la plaine et où l'horizon se limite au territoire communal. Maîtres de leur sort, méfiants envers tout ce qui vient du dehors, les habitants sont prêts à tous les sacrifices plutôt que de faire appel à un pouvoir cantonal qui pourrait rogner au passage une quelconque parcelle de leur autonomie. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que le pouvoir fédéral, d'autant plus inquiétant qu'il est plus éloigné, et rendu responsable de mesures attentatoires à la liberté la plus chère, la liberté communale, n'y recueille aucun suffrage. Ces caractéristiques générales ne peuvent cependant être appliquées indistinctement à toutes les régions de montagne. Que de différences en effet, entre un district de montagne tel que l'Entremont, traversé par une artère internationale - le col du Grand-St-Bernard - depuis de nombreux siècles, et des vallées profondes et isolées telles que celle de Saas dans le district de Viège.

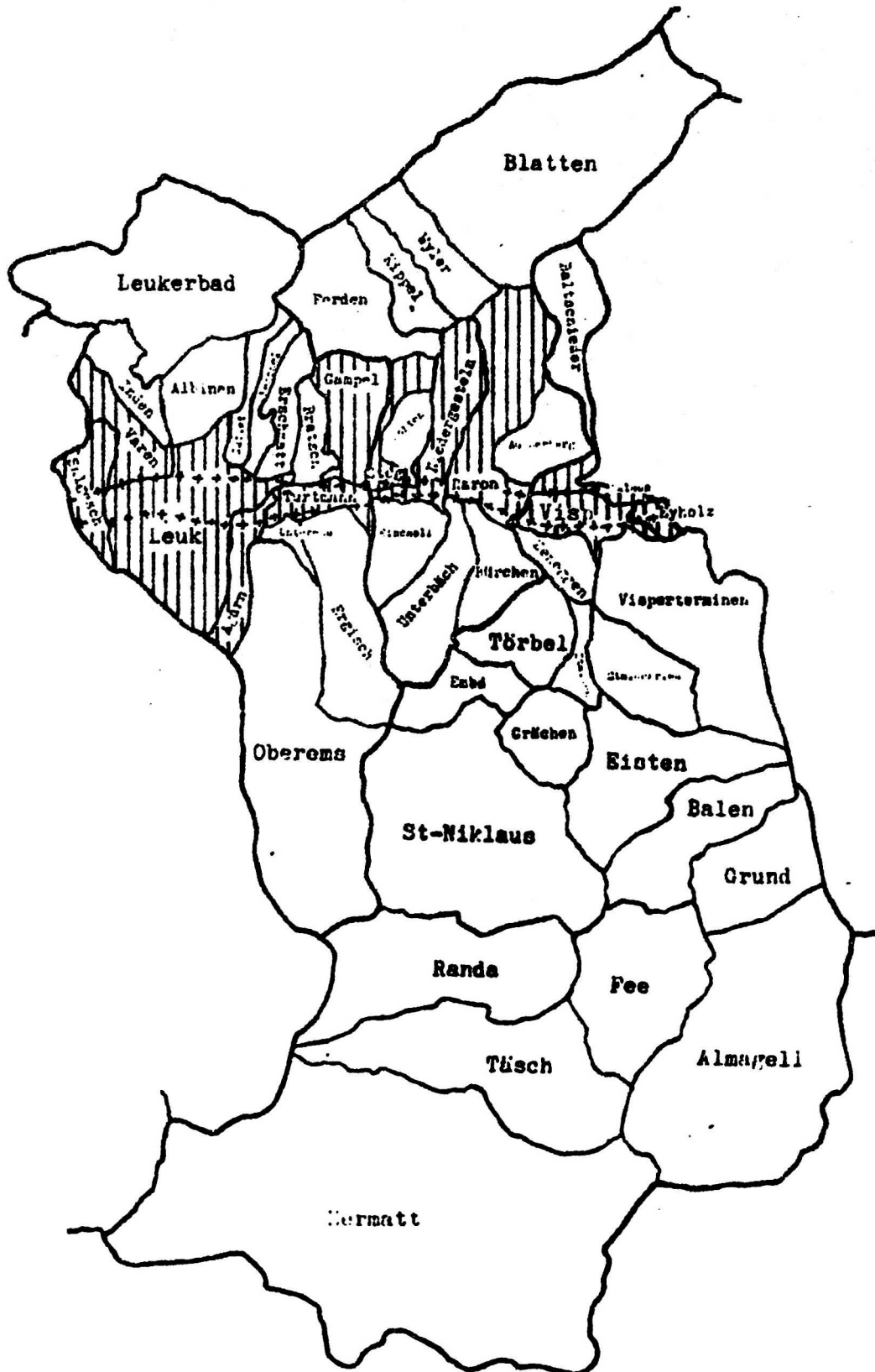
CARTE 1 : COMMUNES DE PLAINE ET COMMUNES DE MONTAGNE.



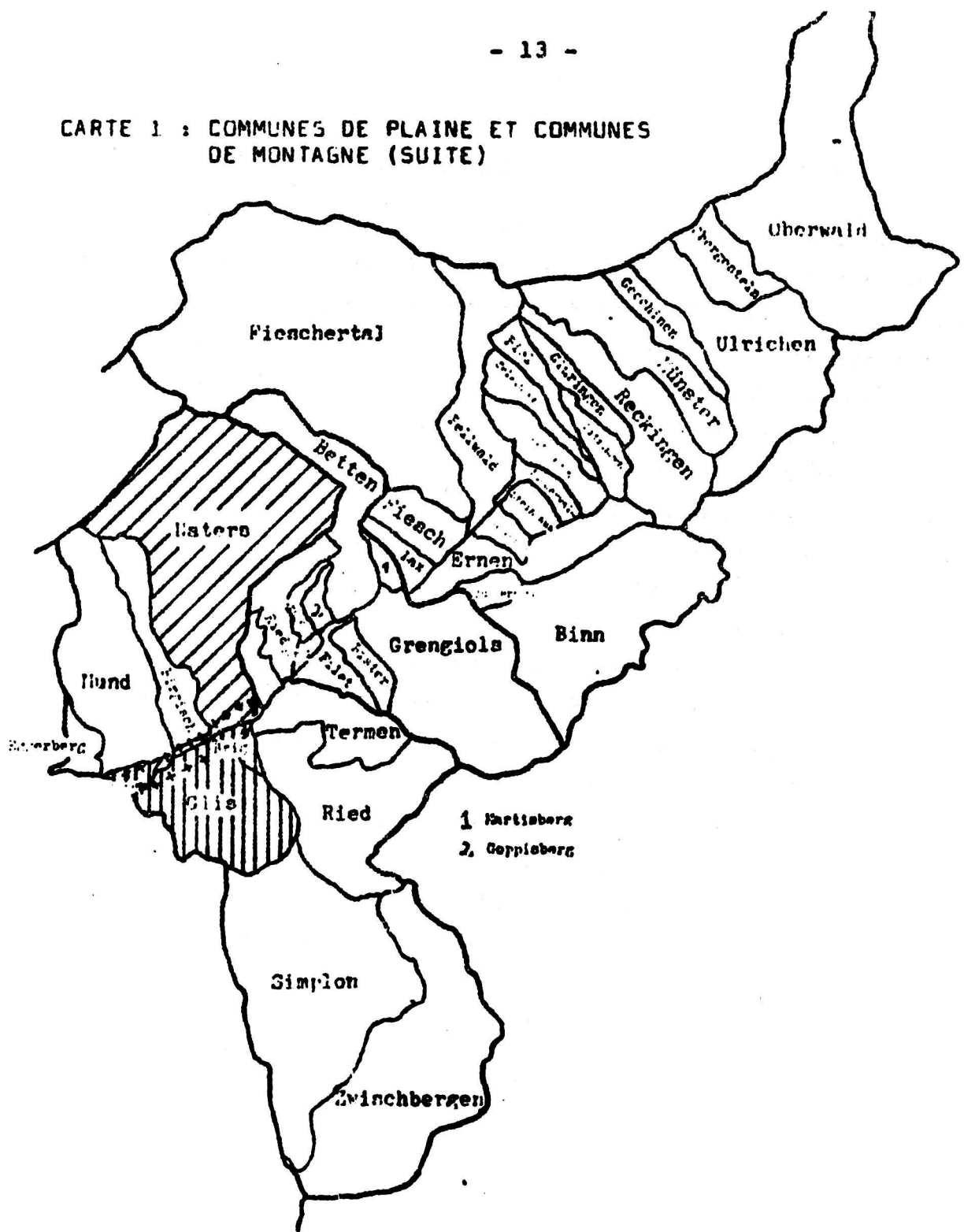
CARTE 1 : COMMUNES DE PLAINE ET COMMUNES DE MONTAGNE. (SUITE)



CARTE 1 : COMMUNES DE PLAINE ET COMMUNES DE MONTAGNE. (SUITE)



CARTE 1 : COMMUNES DE PLAINE ET COMMUNES
DE MONTAGNE (SUITE)



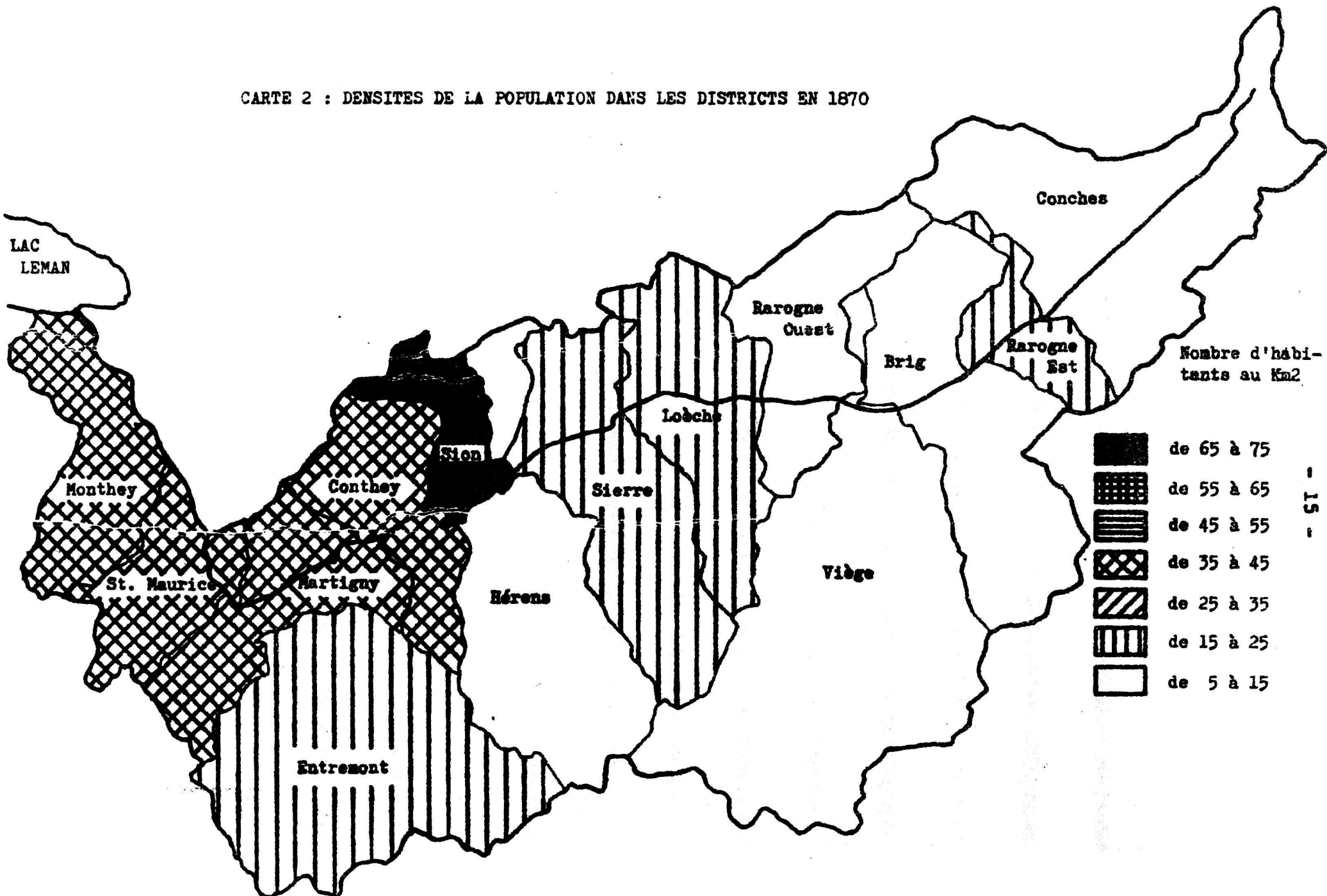
b. répartition de la population (données de 1870) 64

Tandis qu'un regard sur les densités peut donner une idée des possibilités offertes par les divers districts, à une époque où, à l'exception peut-être de la plaine, l'essentiel de la consommation concernait des produits obtenus sur place, une rapide énumération du poids démographique des diverses régions doit permettre de mesurer la part prise par ces dernières lors des divers votes que nous rencontrerons plus loin. (voir carte et graphique pages suivantes)

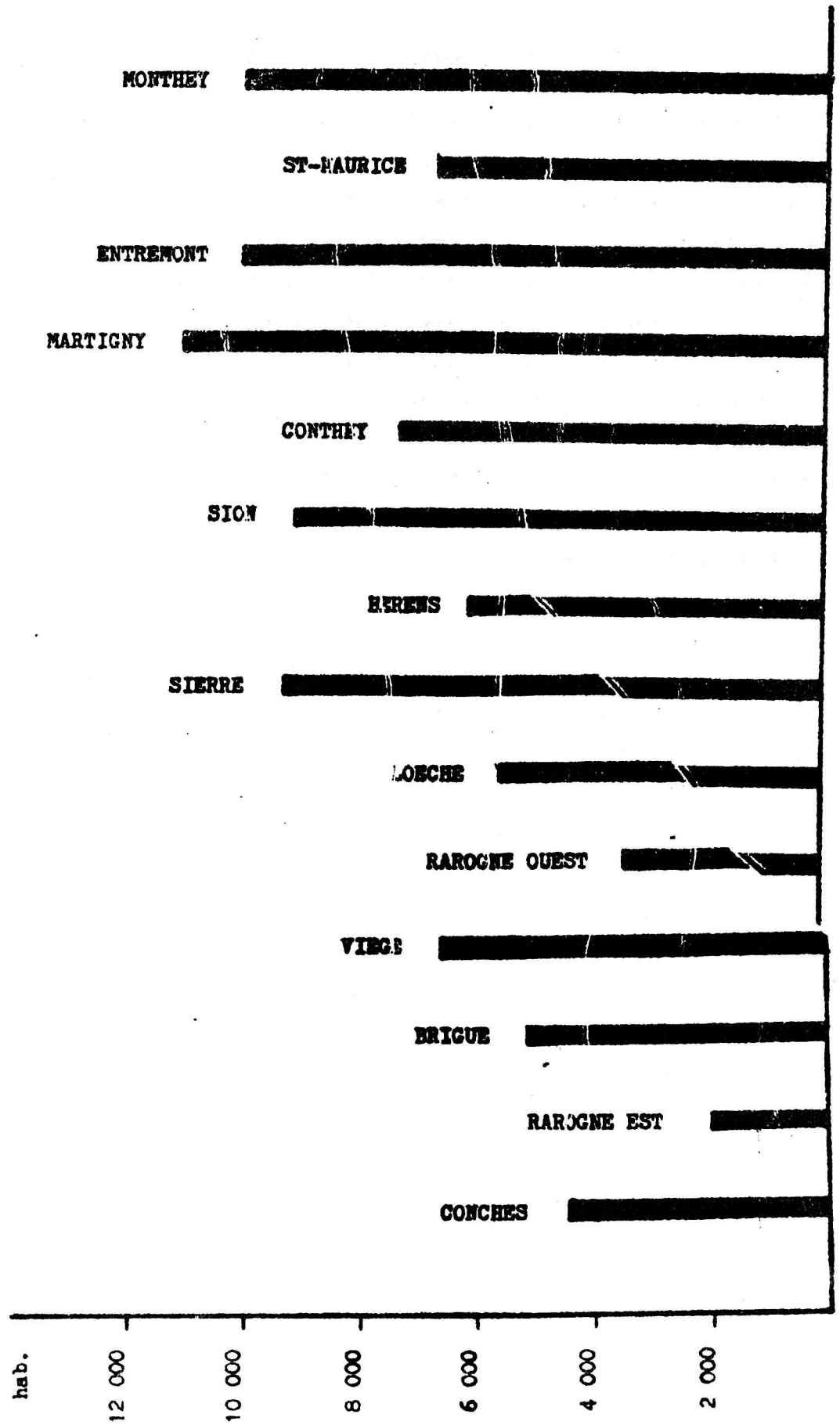
En ce qui concerne les densités, les régions de montagne viennent largement en queue. Quatre districts, auxquels s'ajoute le demi-district de Rarogne occidental, ont des densités inférieures à quinze habitants au kilomètre carré. Légèrement mieux placés sont les districts de Sierre et Loèche, à cheval sur la plaine, ainsi qu'Entremont et le demi-district de Rarogne oriental, avec des densités se situant entre 15 et 25 habitants au km². Tandis que le district de Sion vient largement en tête, avec une densité de plus de 70 habitants au km², ceux de Conthey, Martigny, St-Maurice et Monthey se situent entre 35 et 45 habitants au km². Par région, le Haut auquel nous attribuons les districts de Conches, Rarogne oriental et occidental, Brigue, Viège et Loèche présente une densité moyenne de 10,36 habitants au km²; le Centre, auquel nous rattachons les districts de Sierre, Hérens, Sion et Conthey atteint une moyenne de 25,54; le Bas-Valais enfin, avec les districts de Martigny, Entremont, St-Maurice et Monthey compte 27,76 habitants au km². Quant à la population totale du canton - 96 887 personnes - elle se répartit sur 5235 km², donnant un taux moyen de 18,5 habitants au km².

Vu les étendues fort variables des districts, l'analyse des densités ne nous renseigne pas sur le nombre d'habitants. Cette seconde donnée est présentée un peu plus loin (cf. graphique). Les districts du Haut-Valais, occupant le 50,16 % du territoire, ne rassemblent que le 23,09 % de la population; les districts du Centre abritent pour leur part le 32,96 % de la population sur le 23,87 % de la superficie du canton;

CARTE 2 : DENSITES DE LA POPULATION DANS LES DISTRICTS EN 1870



GRAPHIQUE 1 : POPULATION DES DISTRICTS EN 1870



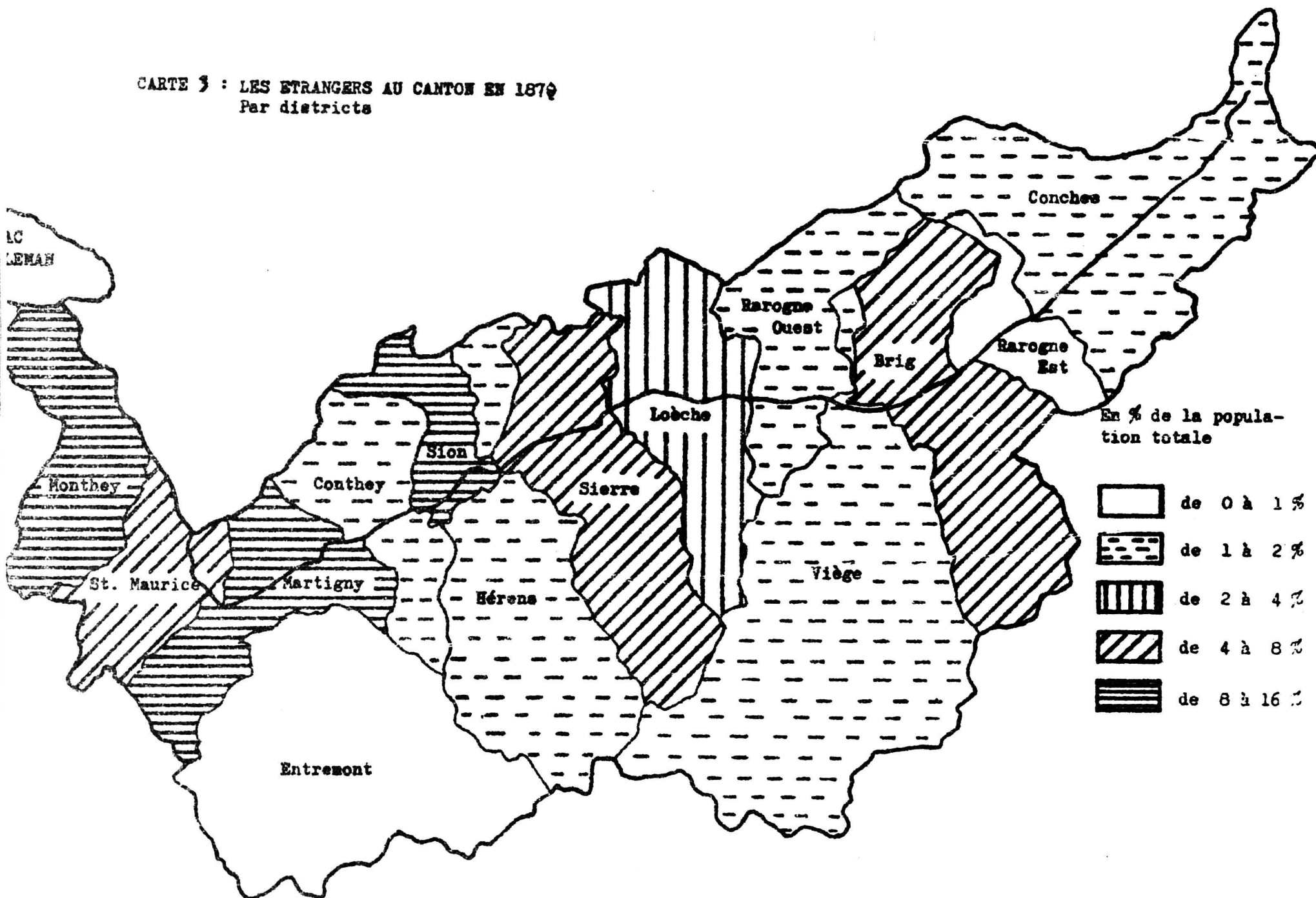
quant aux districts du Bas, s'étendant sur le 25,95 % du territoire, ils rassemblent le plus fort contingent, soit le 38,95 % de la population.

c. les étrangers au canton (données de 1870) 7)

La connaissance du nombre d'étrangers et de confédérés établis dans le canton peut être utilisée comme indicateur du degré d'ouverture et du brassage des gens, et partant des idées. Sur l'ensemble du territoire valaisan, sont installés, en 1870, 2 098 confédérés et 3 606 étrangers, soit respectivement 2,16 % et 3,72 % de la population du canton. Cette catégorie d'habitants, déjà peu représentée, se répartit très inégalement. Le Haut-Valais en compte à peine 810, tandis que le Centre en recense 2 050 et le Bas-Valais 2 844. Si, dans les districts de Monthey, Martigny et Sion, leur nombre s'inscrit entre 8 et 16 %, ils sont moins de 1 % dans le district d'Entremont et à Rarogne oriental. Entre ces deux extrêmes, tandis qu'à St-Maurice, Sierre, Loèche et Brigue, ils représentent le 4 à 8 % de la population, ils sont entre 1 et 4 % dans tous les autres districts. (cf. carte page suivante)

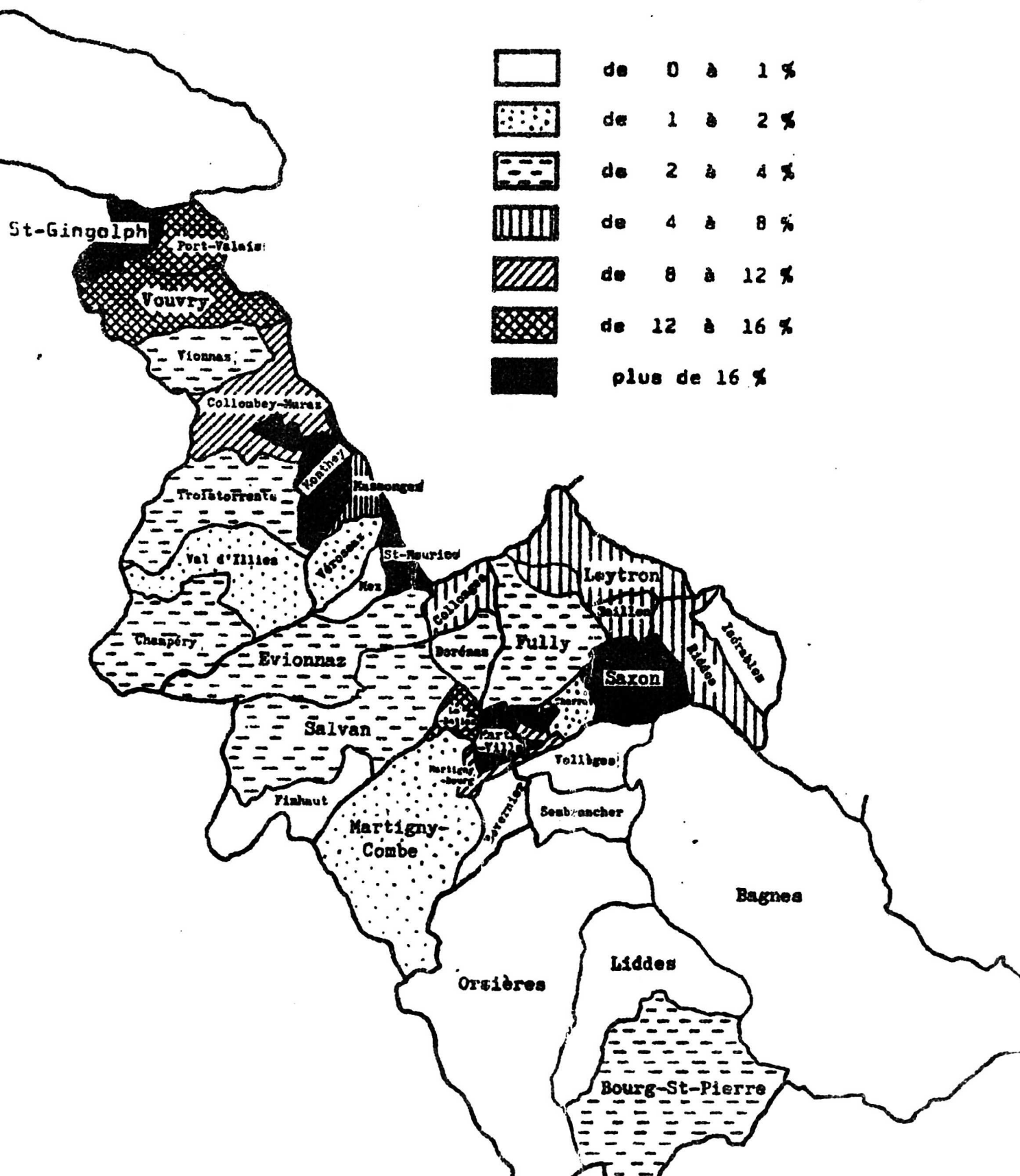
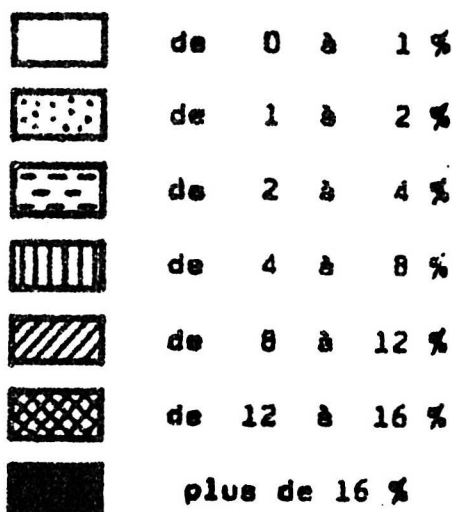
Si l'on se penche maintenant sur les répartitions au niveau communal (cf. cartes pages suivantes), les différences sont encore plus marquées. Les communes de plaine l'emportent très nettement. Onze d'entre elles - dont les villes de Monthey, St-Maurice, Martigny, Sion, Sierre et Brigue - comptant plus de 12 % d'étrangers au canton, en rassemblent le 67,61 %. D'un autre côté, les 82 communes comptant moins de 1 % d'étrangers au canton sont toutes situées en montagne. Il est à noter que, parmi celles-ci, 52 n'en abritent pas un seul; 2 étant situées dans les districts du Bas, 7 dans les districts du Centre et les 43 autres dans le Haut-Valais.

CARTE 3 : LES ETRANGERS AU CANTON EN 1870
Par districts

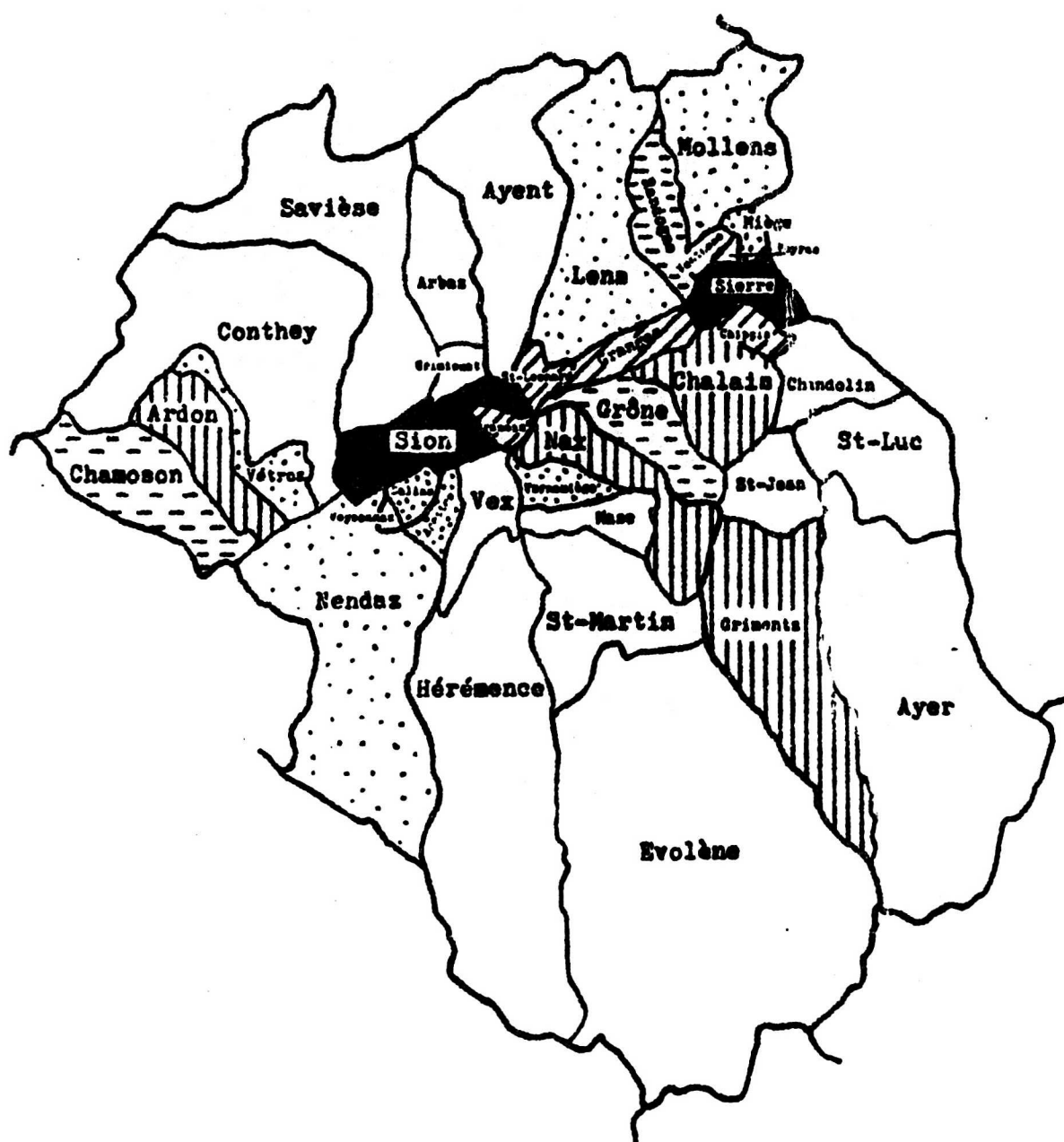


CARTE 4 : LES ETRANGERS AU CANTON EN 1870 - AU NIVEAU DES COMMUNES

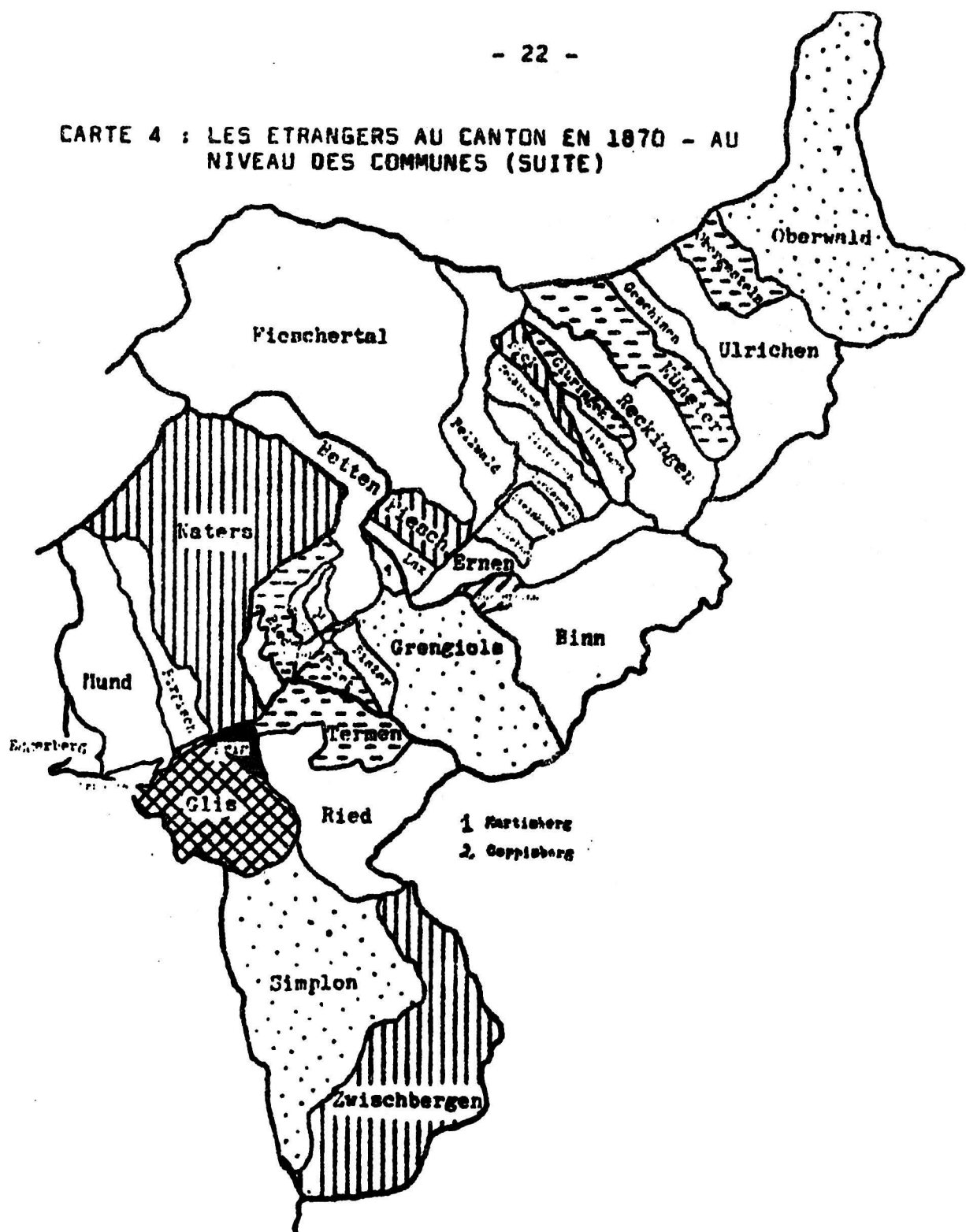
En % de la population totale



CARTE 4 : LES ETRANGERS AU CANTON EN 1870 - AU NIVEAU DES COMMUNES (SUITE)



CARTE 4 : LES ETRANGERS AU CANTON EN 1870 - AU NIVEAU DES COMMUNES (SUITE)



d. économie et développement

Dernier point esquissé, l'état économique du canton dans les années 1870. L'agriculture y domine très nettement:

	Valais	Suisse
Secteur primaire :	74,7 %	43,3 %
Secteur secondaire :	11,2 %	35,3 %
Secteur tertiaire :	8,1 %	14,3 %
sans profession :	6,0 %	7,1 % 8)

Enfoncé dans l'agriculture, le canton n'est pas près d'en sortir. La faillite catastrophique de la banque cantonale, intervenue en 1871, n'est pas faite pour faciliter un décollage du secteur secondaire qui ne repose en 1872 que sur:

"6 fabriques, 1954 industriels proprement dits, 818 diverses catégories de commerçants, 27 entrepreneurs; 108 maîtres d'hôtel ou aubergistes, 21 cafetiers; 504 débits de vin, 23 débits de liqueur et 323 débits de tabac. 9)

Ces 6 fabriques répertoriées sont vraisemblablement: une papeterie à Vouvry, des verreries à Monthey, une fabrique de draps à Bagnes, une fabrique de chapeaux à Bramois, des forges à Ardon, une brasserie à Sion.

Deux activités importantes méritent encore d'être évoquées: les travaux d'endiguement du Rhône et la construction du chemin de fer. Le domptage du Rhône, commencé en 1862, devait être la pierre angulaire du développement futur du canton; quant à la construction du chemin de fer - ce dernier avait atteint Sierre en 1869 - elle connaissait des rebondissements aussi fréquents que passionnément débattus, devenant même un motif de discord entre Berne et le Valais.

Une fois de plus, tant les implantations économiques que les grands travaux touchaient en priorité la pleine valaisanne.

3. Situation politique du canton en 1872

La situation politique du canton du Valais à l'heure de la révision fédérale peut expliquer l'acharnement que montrèrent tant les partisans que les ennemis du projet.

Revenus au pouvoir en 1857, les conservateurs, disposant d'une confortable majorité au sein du Grand Conseil, condamnèrent les éléments libéraux à une opposition sans issue. Alexis Allet, artisan de la remontée conservatrice, leader du parti, Conseiller d'Etat indélogeable, fut l'incarnation même de cet état de choses jusqu'en 1871. A cette date, la faillite de la banque cantonale, véritable désastre, provoqua un scandale énorme, réveilla l'opposition radicale, mit le Grand Conseil en émoi, entraîna la démission en bloc du Conseil d'Etat et déclancha une crise au sein du parti conservateur.

Les députés de la majorité se montrèrent tout d'abord prêts à faire d'importantes concessions: ils étaient disposés à accorder deux sièges de Conseillers d'Etat sur cinq au parti d'opposition, pour autant que les élus appartiennent à l'aile modérée du parti. Devant le refus radical de se plier à cette condition, la majorité se cabra, puis, se ressaisissant, réélut cinq conservateurs; les libéraux avaient manqué le coche.

Quant aux organes des partis, le Gazette du Valais pour les conservateurs et le Confédéré pour les radicaux, ils entamèrent un conflit qui allait durer plusieurs années.

C'est donc dans cette atmosphère tendue que se présenta la révision de la Constitution fédérale. Motif supplémentaire d'irritation et d'affrontements, elle offrit peut-être également à la majorité conservatrice le moyen de faire oublier plus rapidement les erreurs de ses chefs.

L'échec du projet, lors du scrutin du 12 mai, fut donc accueilli sur des airs de triomphe par la presse conservatrice, ce d'autant plus que le canton avait refusé par 19 494 voix contre 3 005. Quant à la feuille libérale, elle ne pouvait, une fois de plus, qu'enregistrer un échec. Cependant, durant l'été 1872, à mesure que la reprise du projet devint une

certitude, le ton s'inversa. Dans ces conditions, les deux partis réarmèrent leur tir, en vue de l'élection des députés au Conseil national, fixée au 27 octobre 1872.

II. LES ELECTIONS DE 1872 AU CONSEIL NATIONAL

Les élections de 1872 pour le renouvellement du Conseil National revêtent une importance toute particulière. Il s'agit, en effet, de la première confrontation directe entre fédéralistes et centralisateurs depuis le vote du 12 mai. La signification de cette échéance n'échappant à personne, en Valais comme dans le reste de la Suisse, on votera en fait pour ou contre la révision, en élisant des partisans ou des adversaires de celle-ci. C'est ainsi que l'on peut lire dans la Gazette du 6 octobre, date à laquelle le journal conservateur valaisan ouvre la campagne, ces mots, tirés de la Gazette Jurassienne, qui elle-même a démarqué le Tagespost:

"Le Tagespost rappelle aux indifférents que les temps approchent et que le programme électoral est des plus simples puisqu'il ne s'agit que de reprendre à nouveau la question de la révision." 11)

Cette simple phrase résume la campagne acharnée qui se déroulera en Valais, nécessitant même un second vote dans l'arrondissement du Bas. Cet épisode fera donc l'objet de cette partie. Deux points seront placés au centre de l'étude; on tentera d'une part de présenter les points de vue divergents des radicaux et des conservateurs; d'autre part on essayera, au travers de l'analyse des résultats, de déterminer la force réelle du parti radical valaisan, ainsi que sa pénétration dans les diverses régions du canton, afin de pouvoir étudier par la suite, en le comparant avec les résultats du 19 avril 1874, dans quelle mesure cet électorat, dans la question de la révision de la Constitution fédérale, suivit les directives du parti ou au contraire s'en distança.

A. LES CANDIDATS

1. Les arrondissements

Comme par le passé, le Valais est découpé en trois arrondissements, à savoir: un pour le Haut-Valais, un autre pour le Centre, un troisième pour le Bas. 12) Tandis que l'arrondissement du Centre n'a droit qu'à un seul député, ceux du Haut et du Bas comptent chacun deux représentants. En ce qui concerne l'arrondissement du Haut, les élections ne présentent qu'un intérêt limité, ceci en raison de la quasi inexistence du parti radical, représenté par quelques modérés seulement à Brigue, Loèche, Sierre-Chalais et St.Léonard. 13) Dans le Centre, les effectifs des radicaux, bien que déjà plus fournis, ne justifient pas l'entrée en lice d'un candidat. Dans ces conditions, la lutte entre les deux partis se joue dans l'arrondissement du Bas. Là, en effet, les radicaux se retrouvent traditionnellement majoritaires, sans que l'on puisse parler pour autant d'une suprématie libérale.

2. Situation générale

Pour le Haut-Valais, le parti conservateur se contente de désigner, quelques jours avant les élections, à côté de Hans-Anton von Roten, député sortant, Ignace Zen-Ruffinen, Conseiller d'Etat en charge, en remplacement d'Alexis Allet, tombé en disgrâce depuis l'éclatement de l'énorme affaire de la faillite de la banque cantonale du Valais. Le district de Sierre a beau présenter un candidat de la région en la personne de Victor de Chastanay, il n'en reste pas moins que les personnages en lice sont tous d'ardents défenseurs du fédéralisme, tous conservateurs bon teint, et de surcroît leaders du parti.

Dans le Centre, les diverses tendances conservatrices se mettent, non sans mal, d'accord pour patronner la candidature de Maurice Evéquoz, député sortant. 14)

En ce qui concerne l'arrondissement du Bas-Valais, le

situation est tout autre. Les deux députés sortants sont radicaux. Le premier, Louis Berman, parlementaire depuis 1860, se présente une fois de plus, tandis qu'Alexandre Dénérier, le chef de file des radicaux valaisans, élu en 1871, en remplacement de Maurice Cretton, décédé en cours de mandat, ne se représente pas, laissant la place à Maurice de Lavalley. De leur côté les conservateurs alignent également deux candidats: Louis Gross et Cyprien Barlatay. 15)

3. Les candidats bas-valaisans

Si l'on vote en principe pour ou contre la centralisation en élisant soit un radical soit un conservateur, il n'en demeure pas moins que d'autres facteurs entrent en ligne de compte; sans oublier que l'on peut voter pour un candidat radical tout en étant fédéraliste, quoi qu'en dise la propagande de la Gazette, 16) il convient de prendre en considération un facteur important, à savoir celui de la personnalité des candidats; leur nom, leur réputation jouant un rôle qui, s'il est difficile à apprécier, n'en compte pas moins.

a. les candidats radicaux

Le premier candidat radical est une personnalité bien connue. Le colonel Louis Berman, de St-Maurice, siège en effet depuis douze ans déjà au Conseil national. Malgré son âge - il est né en 1805 - il demeure une des figures de proue du parti. 17)

A ses côtés se présente Maurice de Lavalley; personnage très en vue dans le district de Monthey, député au Grand Conseil en même temps que Louis Berman et Cyprien Barlatay, il a - détail que le Confédéré ne manquera pas de faire sonner bien haut à la face de ses détracteurs du parti conservateur - largement contribué à la construction de l'église de la commune de Collombey. 18)

b. les candidats conservateurs

Face au tandem libéral, le parti conservateur met sur les rangs deux candidats aux tendances et à la réputation pour le moins contrastées.

Louis Gross, avocat de Martigny, remplit les fonctions de juge de district. Jouissant de l'estime générale, il fait l'unanimité de l'électorat conservateur. Le Confédéré lui-même s'incline devant ce choix, reconnaissant le candidat digne de représenter le parti conservateur. 19) Ce sera d'ailleurs la seule aménité échangée au cours de la campagne.

Cyprien Barlatay, candidat aux côtés de Louis Gross, ne jouit pas de la même estime. Conservateur très à droite, figurant parmi les leaders du Pius Verein valaisan, 20) il semble être passablement contesté par une certaine fraction de son parti. Compromis de plus dans le scandale financier déclenché par la faillite de la banque cantonale, il sera violemment pris à parti par la feuille libérale.

B. AUTOUR DU 27 OCTOBRE

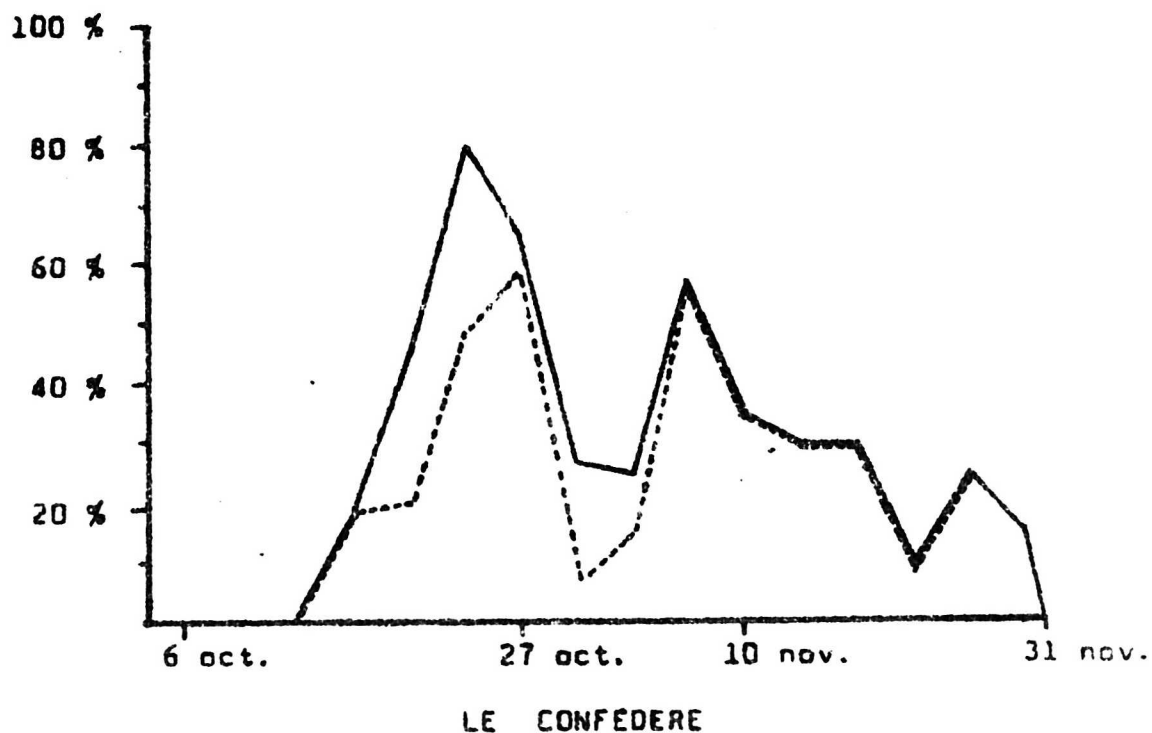
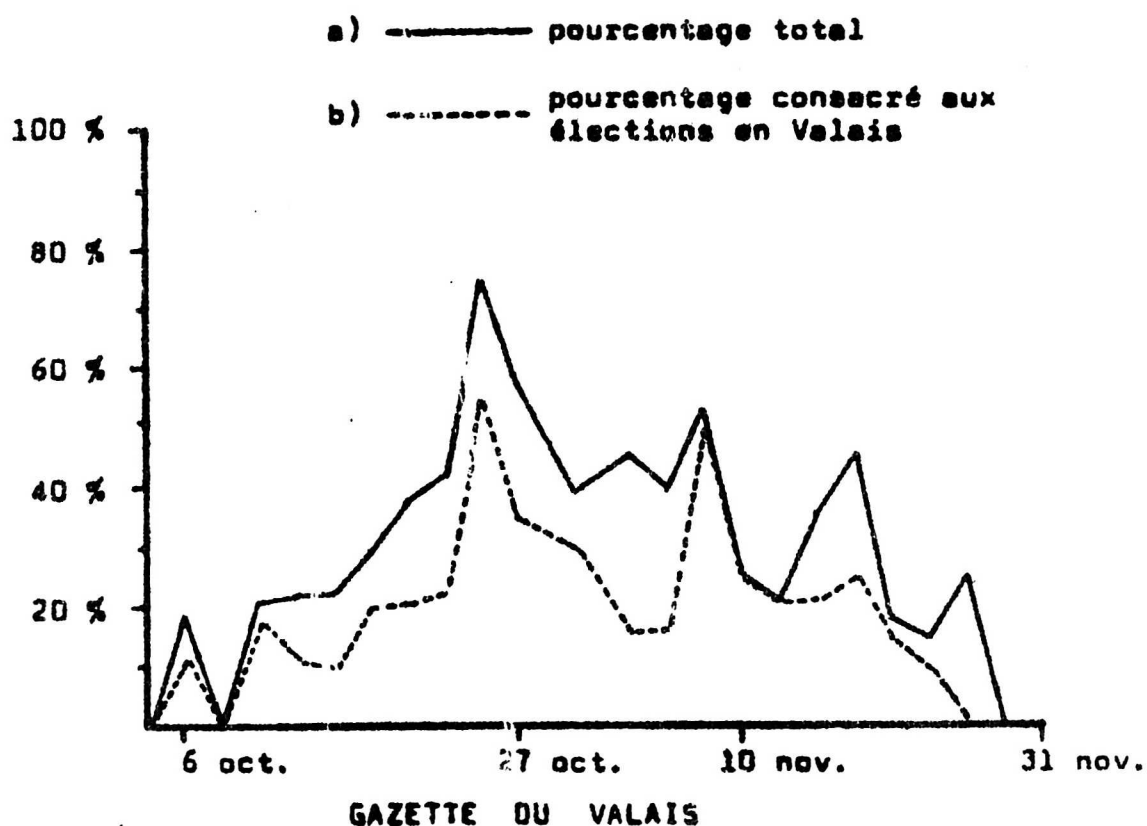
1. La campagne

Les deux partis sont fermement décidés à jeter toutes leurs forces dans la lutte. Après les résultats du 12 mai, le parti conservateur se retrouve en position de force; le moment est enfin venu d'en finir avec la majorité radicale dans le district du Bas. Les radicaux, de leur côté, conscients de cette situation, s'installent dans la défensive.

a. l'ampleur de la campagne

Avant d'aborder le contenu des journaux, il peut être intéressant de traduire sous forme de graphiques, les surfaces rédactionnelles consacrées par les deux feuilles antagonistes à la propagande en vue des élections.

GRAPHIQUE 2 :
Surfaces rédactionnelles consacrées aux élections de 1872



Les deux graphiques de la page précédente montrent bien l'importance accordée à ces élections. La campagne menée par la Gazette du Valais dure sept semaines, du 6 octobre au 24 novembre. Le 25 octobre, rien moins que le 76 % de la surface rédactionnelle sera consacré à cette question. La courbe b, concernant les articles consacrés aux élections en Valais, présente deux maxima, le 25 octobre et le 8 novembre, soit à la veille des deux scrutins, atteignant respectivement 56 % et 50 % de la surface totale.

Le graphique consacré au Confédéré présente les mêmes caractéristiques. Si la campagne est légèrement plus courte, débutant le 17 octobre seulement, elle n'en est pas moins vive. Le maximum est atteint le 24 octobre. La courbe b culmine de son côté, au 27 octobre et au 7 novembre, avec respectivement 59 % et 58 % de la surface rédactionnelle.

b. la campagne de la Gazette du Valais

Celle-ci démarre donc trois semaines avant les élections. Dès le début, il est clair que tout se joue autour de la reprise de la révision.

"Le 27 octobre nous nous retrouverons sur le terrain du 12 mai, car les centralisateurs, depuis ce jour fatal à leur cause, n'ont cessé de répéter que la révision n'était pas morte et que bientôt elle effacerait par une victoire la honte de sa défaite." 21)

Il s'agit de détacher l'électorat radical de ses candidats en le persuadant de l'incompatibilité existant entre le vote négatif apporté par l'immense majorité le 12 mai 1872 et le soutien des candidats radicaux à l'occasion du renouvellement des députés au Conseil national. A aucun moment le journal conservateur, trop engagé dans la lutte partisane, ne reconnaît à l'électeur valaisan le droit d'opter pour un représentant radical après avoir voté contre la révision.

Les arguments utilisés sont relativement simples et se regroupent autour de deux thèmes, inlassablement repris, à savoir: liberté et religion, deux biens fondamentaux que le peuple valai-

san se doit de défendre à tout prix.

"Ce peuple, que de prétendus progressistes ont trop longtemps trompé, ce peuple qui veut conserver son indépendance, sa nationalité, son histoire et sa foi, ce peuple qui veut s'appartenir à lui-même et qui est surtout résolu à ne plus confier aux bernois le soin de ses affaires, ce peuple qui a chassé les brouillons du 12 Mai, ce peuple qui est aujourd'hui et toujours le même, toujours fier et jaloux de sa liberté, nous attendons avec calme et avec confiance son verdict." 22)

Liberté cantonale, refus de l'accroissement du pouvoir fédéral, c'est bien là le point le plus important du credo des conservateurs valaisans, qui n'ont pas encore oublié les événements de 1848, restés inscrits dans les consciences comme une intolérable atteinte à l'indépendance cantonale. S'accrochant au mauvais par crainte du pire, ceux-là mêmes qui s'étaient élevés contre la constitution de 1848 s'y raccrochent désormais avec l'énergie du désespoir, devant la perspective d'une aggravation des dispositions constitutionnelles au travers d'une nouvelle révision.

Convaincue de la valeur de sa cause, la Gazette se permet même de proposer des réformes qui, si elles devaient voir le jour, recréeraient tout bonnement des situations révolues depuis bientôt trois décennies.

Quant au thème de la religion en péril, il est largement utilisé, mélangé qu'il est avec les arguments politiques. Tout en étant peut-être moins virulent qu'à l'ordinaire, 23) il n'en demeure pas moins omniprésent:

"Au nom de la foi et des principes essentiels de l'ordre social, nous ne pouvons pas accepter, des mains des adversaires de nos principes, des candidats qui ne seraient pas très franchement résolus à soutenir l'indépendance de l'Eglise, nos droits et nos libertés catholiques, et en politique l'état fédératif." 24)

Et plus loin encore, parlant des catholiques:

"Voteront-ils avec les révisionnistes, les centralisateurs et les unitaristes et pour ceux qui veulent la déchéance des cantons, l'anéantissement des institutions sur qui reposent cinq siècles de prospérité? Non, les catholiques ne s'uniront

point aux ennemis de leurs libertés civiles et religieuses, ils ne voteront pas pour ceux qui ont élaboré le projet de révision ou qui l'ont approuvé par le vote du 12 mai." 25)

Si l'on se bat pour des idées, on n'en doit pas moins proposer des candidats, en l'occurrence, pour le Bas-Valais, Louis Gross et Cyprien Barlatay, que la Gazette pare de toutes les vertus:

"Ces candidats ne sont pas seulement des hommes aux principes solidement catholiques, ils sont aussi les défenseurs des libertés cantonales, de la liberté de la commune et des bourgeoisies. Ils seront les représentants indépendants et incorruptibles des populations et non de clubs, de majorités serviles ou de minorités factieuses. En les choisissant, les électeurs Bas-Valaisiens ne choisiront pas seulement des défenseurs des droits des catholiques contre l'absolutisme révolutionnaire, athée, libre-penseur; ils donneront au canton, à la commune, à la bourgeoisie des champions contre tous les envahissements. 26)

Pourtant, en cours de campagne, sentant bien que la candidature Barlatay ne fait pas l'unanimité, la Gazette se prend à dire:

"Arrière les questions de personnes et l'esprit de localité et de clocher. Il s'agit ici de principes et peut-être de l'existence du Valais comme canton indépendant; les personnes ne sont quelque chose qu'autant qu'elles représentent des principes. D'un côté il y a l'indépendance du canton et la liberté de l'Eglise; de l'autre l'enservissement du canton et l'asservissement de l'Eglise: à nous de choisir, comme au 12 mai." 27)

C'est donc dans cet état d'esprit - trop brièvement dépeint ici - que la Gazette aborde les élections du 27 octobre. Les positions sont claires, le désaccord est total entre des adversaires irréconciliables.

c. la campagne du Confédéré du Valais

Celle-ci débute le 17 octobre seulement, par une série d'articles enflammés, dans lesquels, faute de pouvoir faire campagne pour les candidats radicaux - ceux-ci ne seront connus qu'à l'issue d'une assemblée tenue le 21 octobre à Martigny-Bourg -

le Confédéré entreprend de démolir les arguments conservateurs tels qu'ils sont présentés dans le Gazette.

S'en prenant au Haut-Valais, l'organe radical ne manque pas de relever:

"...les progrès faits par le peuple du Haut-Valais et par ses représentants depuis 24 années. En 1848, peuple et représentants du Haut-Valais étaient unanimes pour rejeter la Constitution qui devait perdre la religion. Aujourd'hui, ils s'éprennent pour cette même Constitution d'un amour platonique et veulent la conserver comme soutien de la religion." (28)

Fort d'avoir relevé cette évolution, l'organe libéral valaisien s'attache à démontrer que 24 années ont vieilli la Constitution fédérale, qui demande à être revue sans retard. Si le projet mis en avant en 1872 prêtait le flanc à la critique, il n'en représentait pas moins un essai sincère destiné à apporter des adaptations devenues indispensables. En aucun cas il ne pouvait justifier le passage des voix libérales dans les rangs conservateurs, n'ayant été rejeté que pour des raisons de contenu, son principe étant quant à lui admis par le plus grand nombre. (29)

Poursuivant dans la même veine, le journal libéral fait le tour des améliorations qu'aurait connues le Valais à la suite d'un vote favorable le 12 mai 1872.

Puis, revenant à un style plus polémique, il fustige, une fois de plus, le parti majoritaire et son journal détesté.

"En imposant ses candidats, en insultant le parti patriotique libéral valaisien, en excitant contre lui la haine des autres citoyens, le Gazette et les siens détournent l'attention des méfaits qui ont conduit le canton au bord de l'abîme.

Ils se cramponnent à l'éternel refrain de la révision et de la religion en danger pour leurrer et duper un peuple que leur fine fleur de grands hommes ont effrontément ruiné." (30)

Mais ces phrases sont encore mesurées à côté du fiel déversé sur Barletay:

"On élirait Barletay aux chambres fédérales! On prendrait ce brouillon politique pour représenter le Valais! Mais quel

titre : -t-il donc à l'estime des électeurs? Il a failli ruiner sa commune en démolissant, par d'indignes cabales, l'industrie qui faisait la prospérité de Monthey; il a été la cause directe ou indirecte de ce demi million de perte que les fameuses verreries ont fait éprouver à la banque cantonale. Enfin lui seul, au milieu du Grand Conseil consterné par les révélations faites au sujet de la banque et des réscriptions, lui seul, disons-nous, a osé entonner l'éloge de l'ancien chef des finances et soutenir des actes inqualifiables et d'énormes abus de pouvoir. Et il l'a fait en face du peuple, c'est-à-dire, en face de la victime!" 31)

Dans les jours précédant les élections les candidats radicaux étant enfin connus, le Confédéré entreprend de brûler ses dernières cartouches en leur faveur:

"Le parti patriotique libéral est fier des candidats qu'il vous propose.

Vos adversaires politiques eux-mêmes les respectent et les estiment; ils repoussent leur candidature uniquement parce qu'ils sont des hommes de progrès. Leur organe, la Gazette du Valais, sera désavouée dans leurs consciences, lorsqu'elle vous dira que nos candidats sont des unitaristes et des ennemis de la religion.

Parce que vos députés admettent que la Constitution de 1848 est susceptible d'améliorations, seront-ils pour cela des destructeurs de la souveraineté cantonale?

Pour ce qui touche à la religion, c'est faire injure à votre bon sens que de la proclamer en danger. S'il en était ainsi, les députations de tous les cantons protestants de la Suisse romande seraient-ils les alliés des conservateurs catholiques?" 32)

Voilà donc, rapidement dépeints, les principaux points développés par l'organe libéral dans la lutte pour l'élection des conseillers nationaux du 27 octobre 1872; il est temps de voir maintenant quels furent les résultats de ce scrutin.

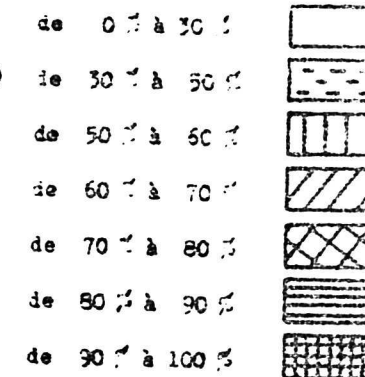
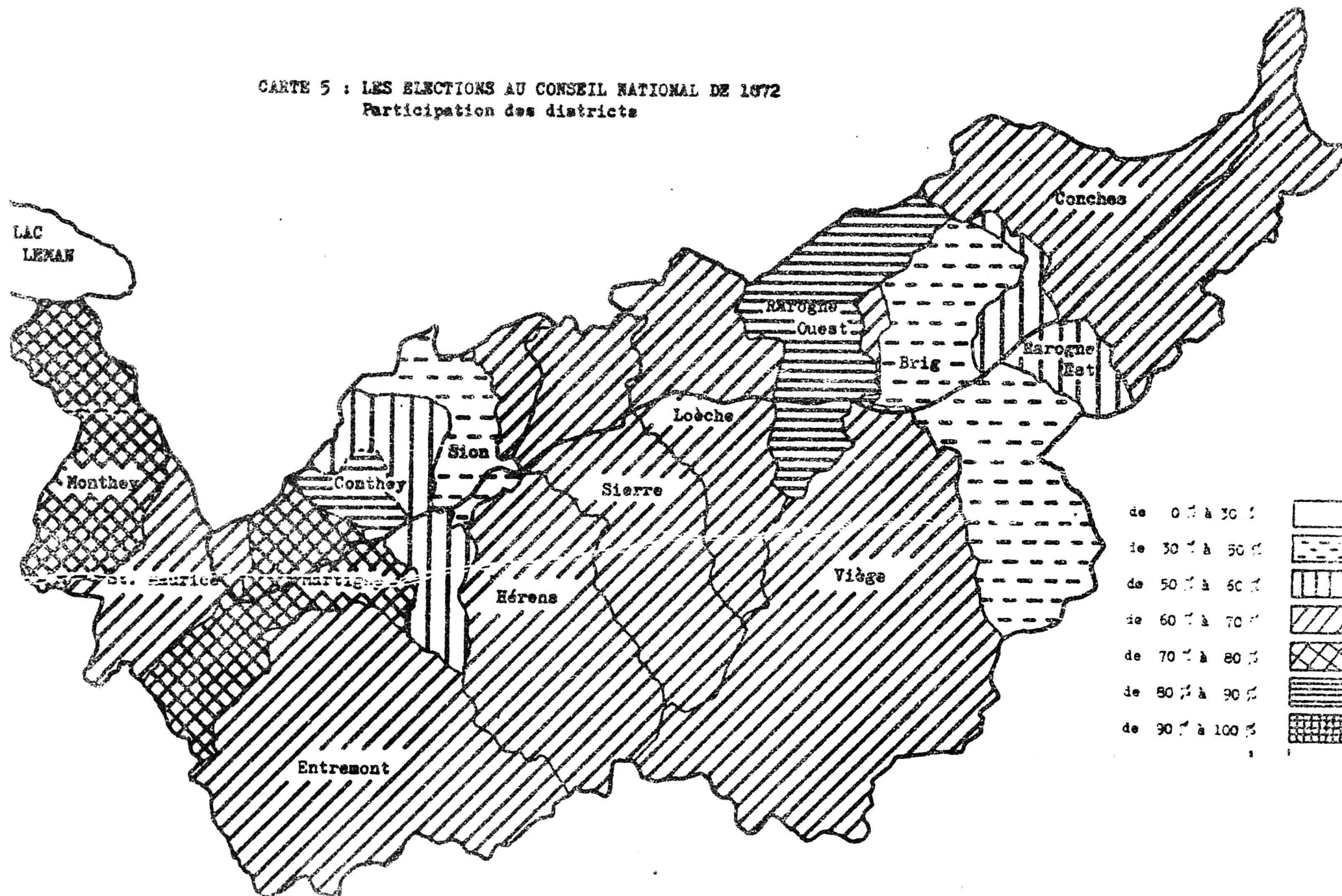
2. Les résultats 33)

a. les arrondissements du Haut et du Centre

Dans l'arrondissement du Haut-Valais, en l'absence de toute opposition, Hans-Anton von Roten connaît une brillante réélection, obtenant 92 % des suffrages.

Quant au Conseiller d'Etat Ignace Zen-Ruffinen, vigoureuse-

CARTE 5 : LES ELECTIONS AU CONSEIL NATIONAL DE 1972
Participation des districts



ment contré par le député sierrois Victor de Chastonay, sur qui se reportent 29 % des suffrages, il n'est élu que de justesse (51 %). Les 27 % restantes se répartissent, pour leur part, sur six candidats de moindre importance.

Le taux de participation est révélateur du faible enjeu: avec un 63 %, il reste nettement en-dessous des résultats enregistrés le 12 mai.

Dans le Centre, Maurice Evéquez, seul candidat en lice, est réélu sans histoire, avec 70 % des suffrages.

Il vaut cependant la peine de remarquer que l'avocat de Montheys, candidat soutenu par le Pius Verein et par la droite du parti conservateur obtient, malgré son désistement officiel, le 23 % des voix. Autre facteur intéressant à relever: la participation; tandis que l'ensemble de l'arrondissement moins la capitale participe à 61 %, cette dernière, à majorité radicale, boude littéralement les urnes, ne participant que pour un 21 % seulement.

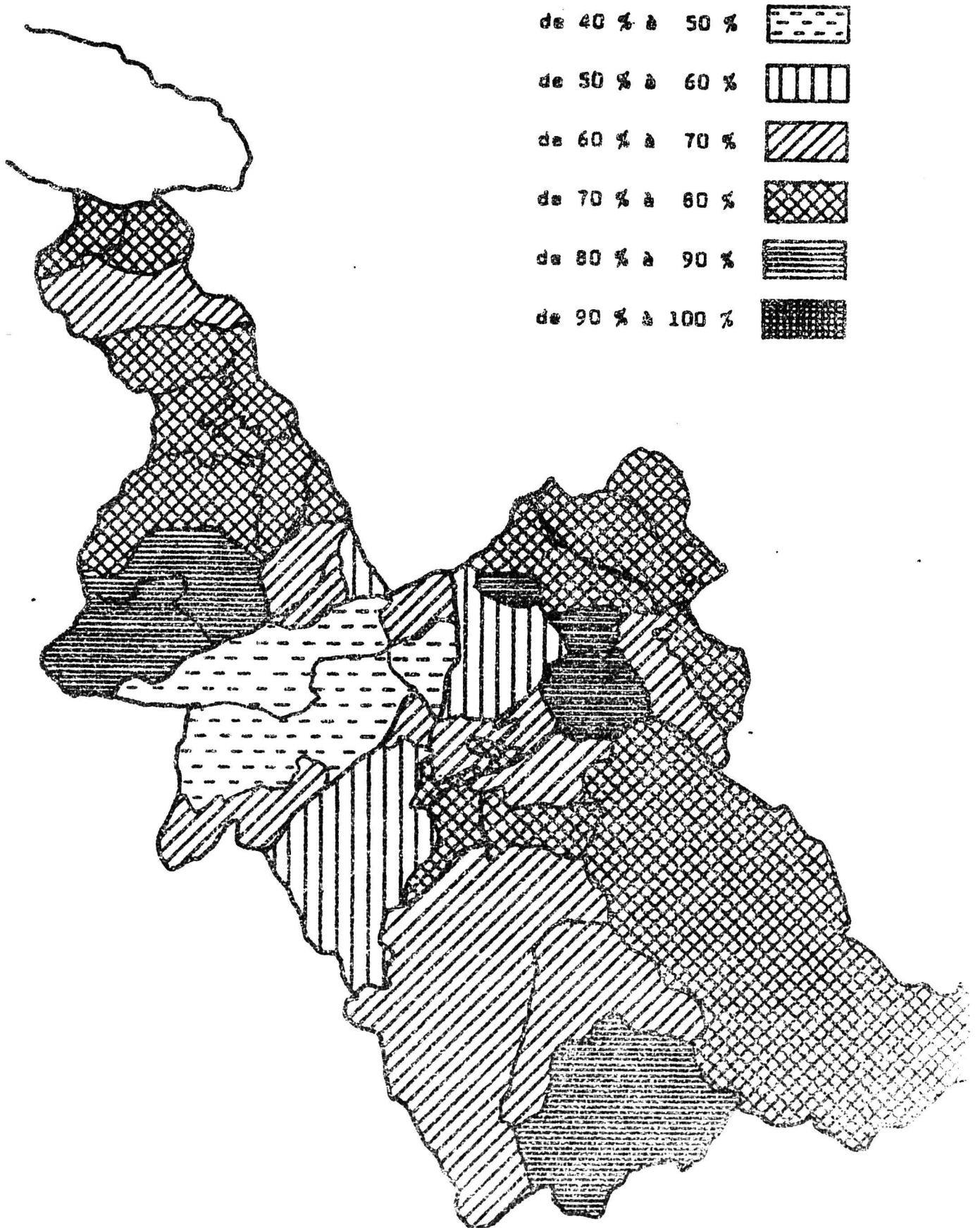
b. l'arrondissement du Bas

Dans le Bas-Valais, la situation se présente tout autrement. Contrairement aux arrondissements du Haut et du Centre, où les résultats étaient connus d'avance, ici tout est possible.

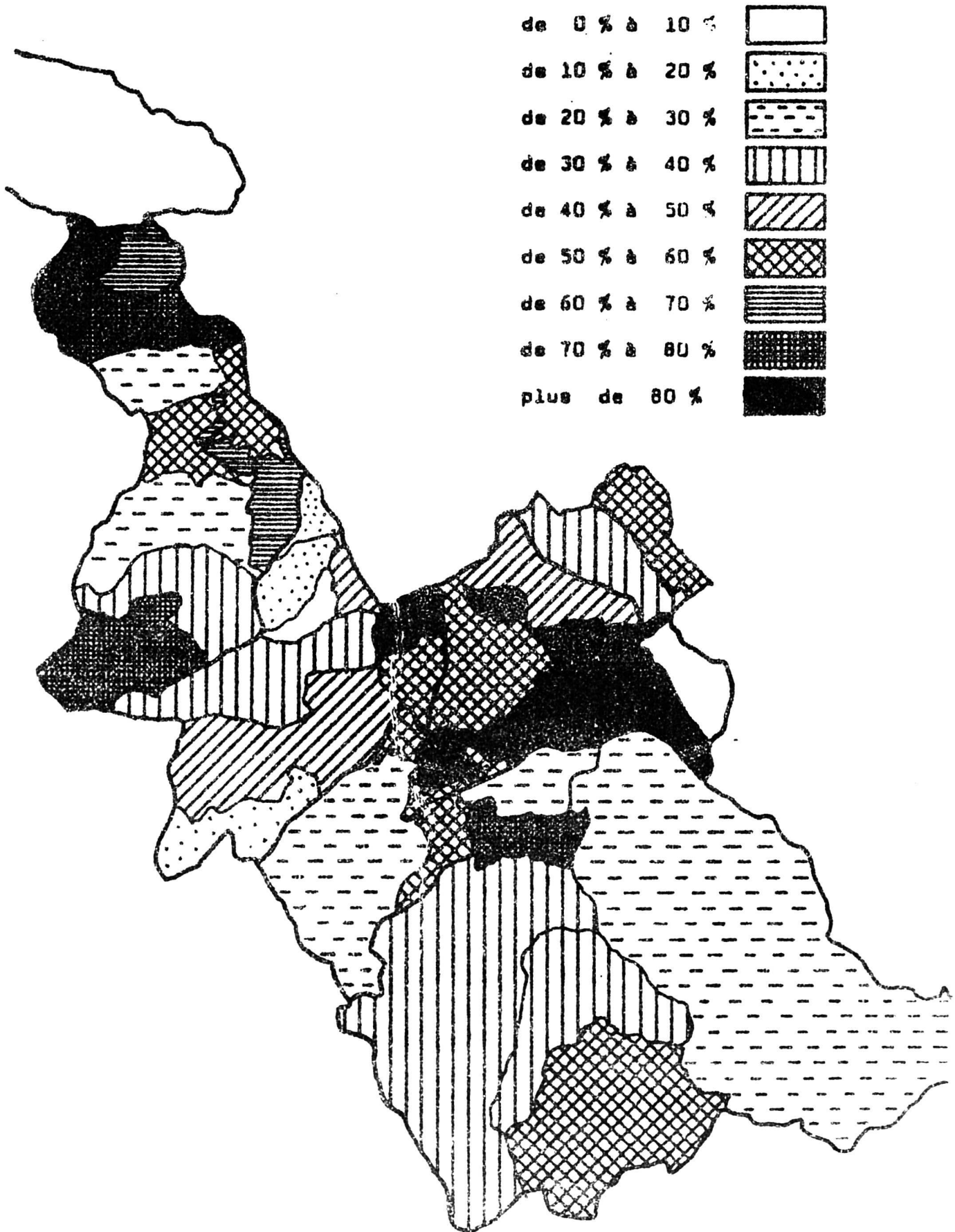
La participation, avec un taux global de 68,7 %, est bien soutenue. Au niveau des districts, Monthey, avec une participation de 75,5 %, arrive en tête, suivi par l'Entremont et Martigny, qui atteignent respectivement 69,7 % et 69,2 %. Quant au district de St.Maurice, il ferme la marche avec un 54,9 % de participation seulement. Tous ces districts sont cependant dépassés par les deux communes du district de Conthey, rattachées à l'arrondissement du Bas, à savoir Chamoson et Ardon, dont le taux de participation s'élève à 78 %.

En ce qui concerne les résultats globaux, Louis Gross arrive en tête, ayant recueilli le 56,3 % des suffrages. C'est le seul élu. Son coéquipier, Cyprien Barlatay, échoue pour un demi pour-

CARTE 6 : arrondissement du Bas-Valais
Elections du 27 octobre 1872 Participation



CARTE 7 : arrondissement du Bas-valais
Elections du 27 octobre 1872 Les voix radicales



cant seulement. Le colonel Barmen arrive en troisième position, avec un 47,4 %, suivi à trois points par son compagnon d'infortune.

Les résultats par districts sont les suivants. Martigny, qui vote à 57 % radical, se montre une fois de plus le meilleur soutien de la cause libérale; il est suivi par Monthey (54,3 %). Quant aux districts de St. Maurice et d'Entremont, ils votent nettement conservateur, n'accordant respectivement que le 38,9 % et le 33,8 % des voix aux candidats radicaux. Les deux communes du district de Contrey accordent elles la 40,4 % de leurs suffrages à Barmen et de Levalloz.

Au niveau des communes les contrastes sont très marqués. Les suffrages obtenus par les radicaux s'échelonnent de 7,7 % pour Iséables à 90,6 % pour Charrat, les deux communes se trouvant par ailleurs dans le même district, la première en montagne, la seconde en plaine.

Dans le district de Monthey, trois communes sont réfractaires aux radicaux: Vionnaz, commune d'origine de Barlatay, ainsi que Troistorrent et Val d'Illiez, traditionnellement très conservatrices.

Dans le district de St. Maurice, conservateur, Collonges et Dorénav se rattachent, quant aux choix politiques, aux communes proches du district de Martigny.

En Entremont, pendant que Sembrancher et Bourg-St.-Pierre votent radical respectivement à 77,3 % et 57,2 %, les autres communes se montrent très conservatrices.

Pour le district de Martigny, après le cas déjà cité d'Iséables, il convient de nommer la grande commune de Martigny-Combe qui elle aussi vote massivement conservateur.

La défaite rejoint donc le camp radical. Pour la première fois depuis 1848, aucun candidat de leur bord n'est élu. L'échec est sévère. Le soutien massif apporté par la plupart des communes du district de Martigny n'a pas suffi. L'offensive conservatrice a payé. Louis Gross parvient à creuser l'écart. Peu s'en faut que Barlatay, profitant du succès de son co-listier, ne parvienne

également à ses fins. L'élection semble bien marquer le coup des remous causés par la révision de la Constitution, le glissement vers la droite est indéniable.

3. Les réactions des journaux

Elles sont fort brèves tout en étant sans équivoque. Pour la Gazette, c'est le triomphe:

"Le Valais vient d'affirmer encore une fois son profond attachement aux institutions de la Suisse fédérative; les élections du 27 octobre ont répondu aux espérances qu'avait fait naître la mémorable journée du 12 mai.

Il y a plus, car c'est ici une double victoire. Depuis quinze ans, le Bas-Valais choisissait coup sur coup ses délégués au Conseil national parmi les adeptes les plus dévoués du radicalisme. Aujourd'hui, cette tradition est rompue. On s'est lassé du joug imposé par une opposition systématique et du triste rôle que remplissaient les meneurs. On ne voyait aucune issue à leurs vaines criaileries et la stérilité de leurs projets était difficile à concilier avec les boniments et les promesses splendides de ces prétendus inventeurs de la panacée universelle. La révision révéla enfin le néant de leur doctrine et de leur petricisme..." 34)

Un seul article pour savourer sa victoire, c'est peu; mais les impératifs de la lutte sont là, le second tour est proche, il faut sans tarder continuer la campagne.

Pas d'avantage que le Gazette, le Confédéré ne perd son temps à épiloguer sur les résultats. Chaque ligne compte si l'on veut garder une chance de faire passer Louis Barman. Tout au plus peut-on lire:

"...Toutefois, nous pouvons constater notre défaite dans le 45ème arrondissement, le seul où nous espérions obtenir deux députés libéraux, puisque M. Louis Gross a été élu et que M. le colonel Barman reste, dit-on, en ballottage avec M. Barlatay. A la vue de ce résultat, nous ne pouvons que rendre justice à la discipline de nos adversaires; car il a fallu faire taire chez eux leur propre antipathie contre le député cléricale pour le faire préférer à M. le colonel Barman, qui jouit de l'estime de tous les partis....

C'est donc la première fois que depuis 1848, le parti libéral valaisan ne sera pas représenté dans les conseils de la Confédération. Nous avouons que ce résultat nous afflige profondément et nous prouve une fois de plus qu'il

importe que la révision fédérale mette un frein à certaines influences..." 35)

C. LE SCRUTIN DE BALLOTAGE

1. La seconde campagne

Ainsi, à peine les résultats du 27 octobre sont-ils connus, que déjà les deux feuilles rivales s'appliquent à redéployer leurs arguments. S'ils demeurent pratiquement les mêmes, le ton lui, devient encore plus âpre. On glisse de plus en plus vers les attaques personnelles.

En ce qui concerne la Gazette, passons sur les longues tirades consacrées à Berletay, pour écouter son crédo, lancé à la veille de l'élection.

"Ainsi, point d'attédissement, point d'abstention. Affirmons une fois de plus notre attachement à la patrie et à la souveraineté cantonale. Nos libertés sont encore menacées, affirmons-les sans relâche. Qu'une participation constante au scrutin rende vaines les entreprises tentées par une poignée d'audacieux qui voudraient par l'extorsion du suffrage populaire se rendre maîtres d'un pouvoir auquel ils n'ont plus aucun droit.

Que voulons-nous? Quelles sont nos aspirations? Quel est le but que nous poursuivons depuis un quart de siècle? Ce but est noble et grand. Il répond à ce désir d'indépendance qui anime tout vrai suisse, à cet esprit de liberté altière qui a formé les premières alliances et qui nous a conduits nous-mêmes à nous agréger à cette belle fédération d'Etats maîtres chez eux, mais unis par les liens de la solidarité et d'une mutuelle amitié: Tous pour un, un pour tous.

Les novateurs font injure à notre devise; ils sèment les discordes et préteritent les anciens droits. Nous voulons, nous, leur sauvegarde par le maintien de l'Etat fédératif.

Electeurs!

Pas d'abstention.

Pas de centralisation

Vive le Valais, Etat souverain!

Vive la Suisse, Etat fédératif! 36)

Le Confédéré ayant décidément trouvé le point faible du parti conservateur, à savoir le choix du candidat, s'acharne sur sa victime, s'indignant à l'idée qu'un tel homme puisse

Être opposé au candidat libéral:

"Electeurs honnêtes du Bas-Valeis! Hésitez-vous devant le nom du digne et honorable député que vous avez déjà élu quatre fois à une forte majorité, qui a accepté la candidature malgré lui, par pur dévouement à son pays et qui subit l'humiliation d'être en ballottage avec un Barlatay, l'associé constant d'Allet dans tant d'affaires véreuses qui ont causé à la Banque du Valeis et à tant de familles des pertes colossales en égard aux petites ressources du Valeis, où jamais de pareils désordres économiques ne s'étaient produits. 37)

2. Le scrutin du 10 novembre

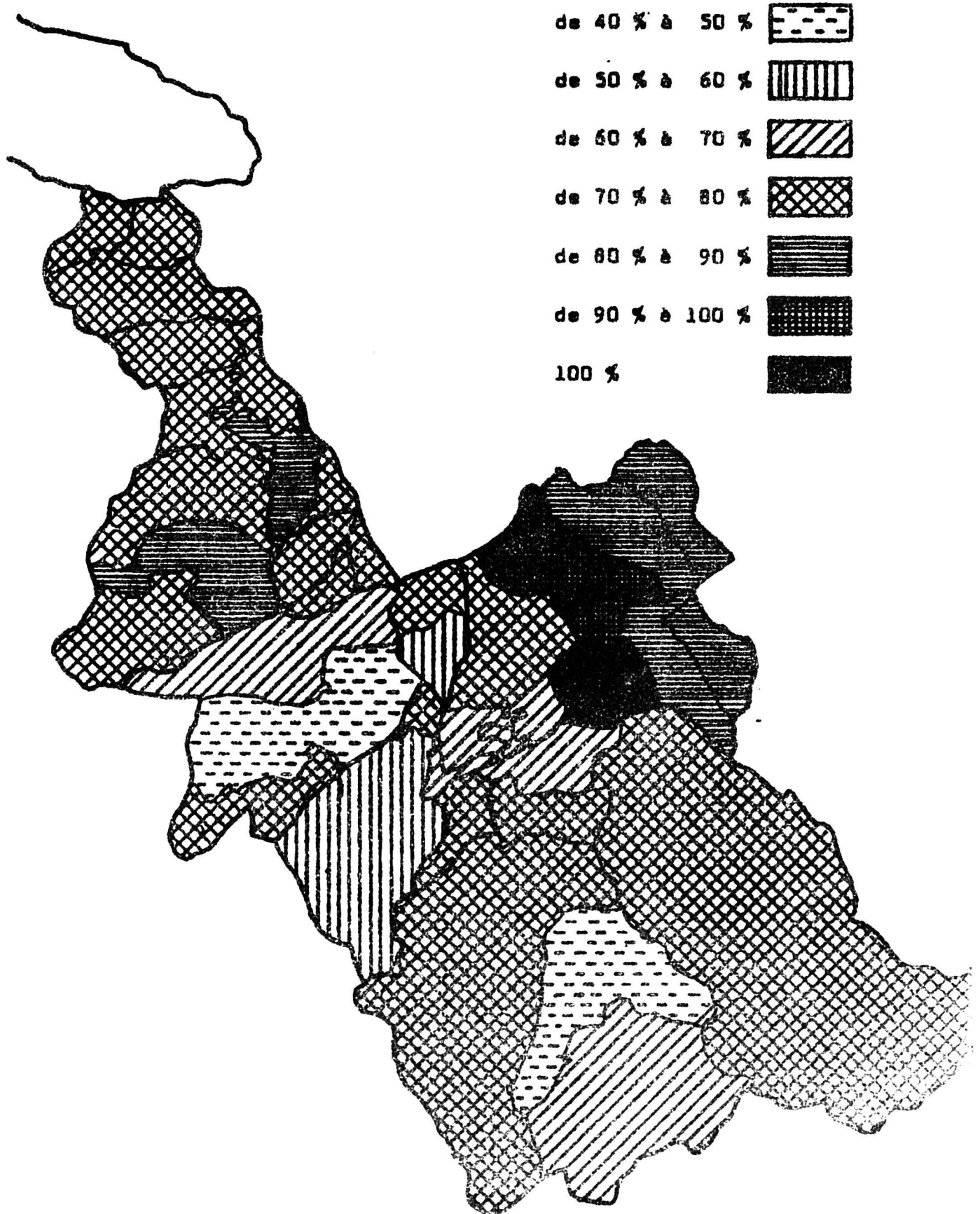
a. les résultats

A la veille des élections, le député de Vionnaz, qui n'avait échoué, le 27 octobre, que pour 46 voix, pouvait espérer l'emporter. Il n'en fut rien, les 142 voix d'avance sur son rival s'étant transformées, au soir du 10 novembre, en 949 de retard; résultat sans appel. Le colonel Barman prendrait donc pour la cinquième fois le chemin de la ville fédérale.

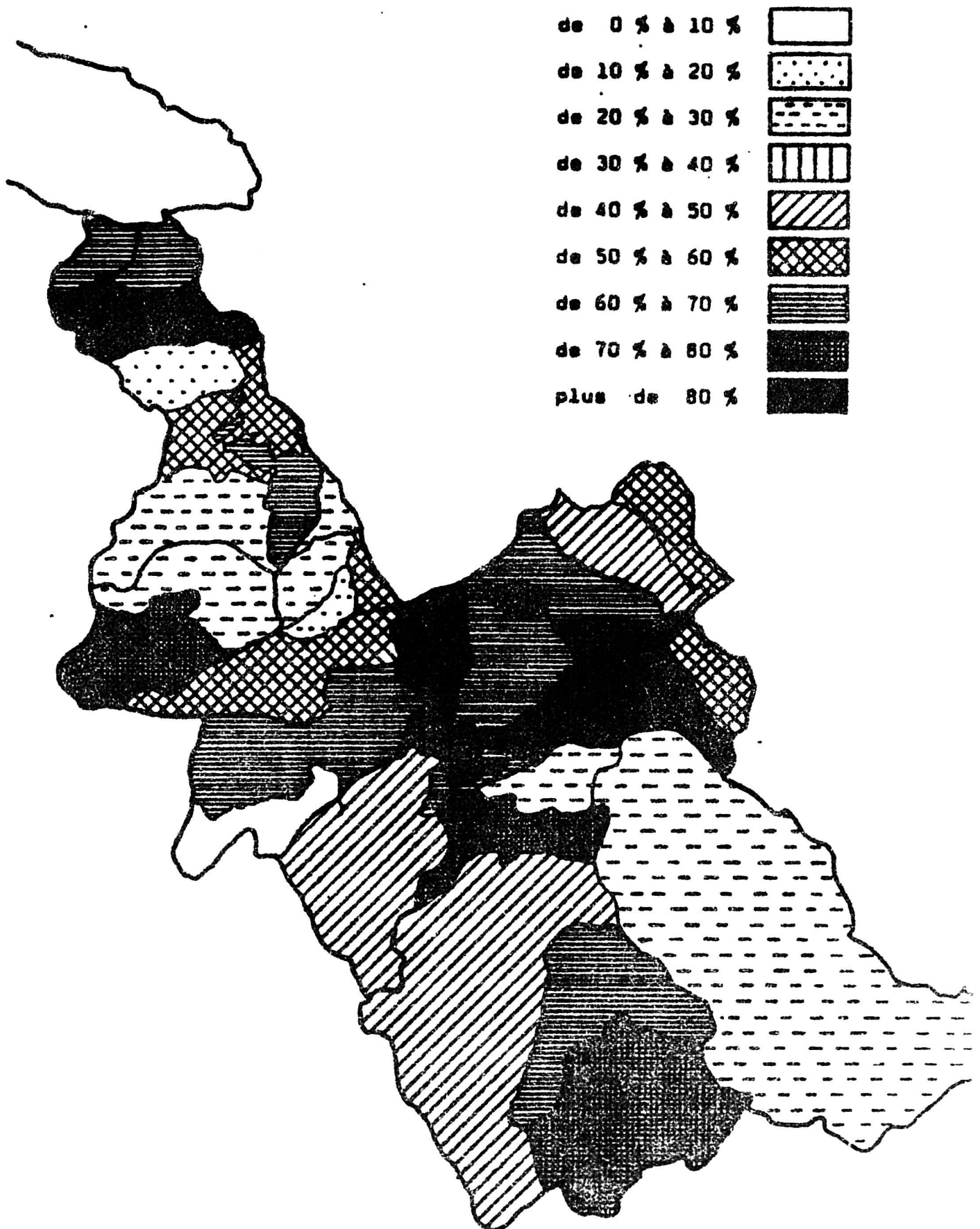
Voyons les chiffres; la participation tout d'abord. La moyenne de l'arrondissement s'inscrit à 71,9 %, en hausse de 3,2 %. Le district de Martigny, où le 76,2 % des électeurs se rend aux urnes, l'augmentation est sensible: + 7 %. St. Maurice atteint 63,4 %, accusant une progression de 8,5 %. A Monthey, où la participation au premier tour avait été relativement élevée, on n'enregistre qu'une augmentation de 1,5 %, ce qui porte le total à 77 %. Les deux communes du district de Conthey enregistrent une forte poussée, la participation grimpant de 78 % à 84,8 %. En fin de compte, seul le district d'Entremont voit sa participation baisser - moins 3 % - , pour se fixer à 66.6 %. Cette diminution trouve son explication dans le fait que la date de la votation ne fut connue, dans les communes de Liddes et Bourg-St-Pierre, que dans l'après-midi du 10 novembre, ainsi que nous le rapporte la Gazette. 38)

Dans tout l'arrondissement, mis à part le cas signalé pour le district d'Entremont, la participation augmente donc assez

CARTE 8 : arrondissement du Bas-Valais 39)
Elections du 10 novembre 1872 Participation



CARTE 9 : arrondissement du Bas-Velais
Elections du 10 novembre Les voix radicales



nettement.

En ce qui concerne la répartition des voix entre les deux candidats, les changements enregistrés sont encore plus nets. Le district de Martigny vote à 75 % pour le candidat libéral, marquant une progression de 18 %. Dans le district de St.Maurice, où il progresse de 10,9 %, le colonel Barman est bien près d'obtenir la majorité (49,8 %). En Entremont, le score se fixe à 41,6 %, en augmentation de 7,8 %; progression similaire à Chamon et Ardon: + 8,5 %, les voix favorables à Louis Barman passant ainsi à 48,9 %. Ce n'est finalement que dans le district de Monthey que le candidat conservateur parviendra à limiter les pertes, n'y enregistrant qu'un recul de 1,2 %. Le résultat final est très net: Barlatay perd pied, le colonel Louis Barman est élu avec le 55,6 % des voix.

b. commentaires

La percée réussie par les conservateurs le 27 octobre ne se reproduit pas. Il semble que la personnalité des candidats ait joué en cela un rôle décisif. Alors qu'au premier tour Gross avait sans doute réussi à attirer des voix nouvelles autour de sa candidature, facteur profitant du même coup à Barlatay, une fois le candidat de Martigny élu, la majorité conservatrice se désagrège. Le fait est particulièrement net à Martigny, où les voix conservatrices s'écroulent littéralement, passant de 43 % à 25 %.

Comment expliquer autrement que par une question de personnes le revirement d'une commune telle qu'Iséables, qui accorde 59,2 % de ses voix au candidat libéral contre 7,7 % seulement au premier tour.

Ce problème ressort très bien dans le district de St.Maurice. Là se développe en effet, jusqu'au sein du parti conservateur, un mouvement patronné par le président du Grand Conseil, Maurice Chapelet, préfet du district. Il s'agit ni plus ni moins de susciter de nouvelles candidatures à opposer à celle de Barlatay.

dans le seul but de faire barrage à son élection. Cette affaire provoquera d'importantes remous auxquels les deux feuilles antagonistes consacreront une large place jusqu'à la fin de l'année.

Il est donc permis de se poser la question suivante: que serait-il advenu si le parti conservateur avait été plus heureux dans le choix de son second candidat? Peut-être aurait-il emporté les deux sièges, si l'on songe que seules 46 voix firent défaut au premier tour.

3. L'affaire François Alet

Intervenant durant la campagne, cette affaire est révélatrice de l'animosité entretenue par certains milieux conservateurs valaisans à l'encontre du pouvoir fédéral.

Reprenons rapidement les faits. A la suite du conflit franco-allemand, un jésuite, originaire de la commune de Loèche en Valais, doit quitter l'Alsace, où il exerce son ministère depuis des années. Reverant au pays, il se voit offrir la charge de curé dans son ancienne paroisse. 40)

Le choix est à peine fait lorsque, le 12 septembre, le Confédéré le porte à la connaissance de ses lecteurs avec les commentaires suivants:

"En présence de cette nomination et des circonstances qui l'ont précédées aussi bien qu'accompagnées, nous demanderons à notre tour si les dispositions fédérales concernant les membres de la Compagnie de Jésus sont abrogées ou si elles ne doivent pas avoir d'application dans le cas présent." 41)

Trois jours plus tard on apprend, toujours par le même journal, que le Conseil fédéral a été saisi de l'affaire. 42)

Le Gazette, ne pouvant rester muette dans pareille affaire, se met également de la partie, fustigeant tant le Confédéré que le Conseil fédéral. 43)

Une correspondance au sujet de cette affaire sera échangée durant plus d'un mois entre Berne, Sion et Loèche. 44) En fin de compte, l'arrêté du Conseil fédéral interviendra au début du

mois de novembre, en plein dans la campagne en vue du renouvellement des députés au Conseil national, ce qui ne manquera pas d'ajouter encore à l'animosité ambiante.

L'arrêté, publié dans la Gazette, dit en substance que le nouveau curé de Loèche, n'ayant pu fournir des preuves suffisantes de son renoncement à l'ordre des Jésuites, est prié de se démettre de sa charge. D'où le courroux de la feuille conservatrice, exprimé dans l'édition du 6 novembre:

"Les Jésuites, a dit un grand écrivain, n'appartiennent pas aux gouvernements contre les peuples, ni aux peuples contre les gouvernements; ils appartiennent à la religion pour tous ceux qui la servent contre tous ceux qui l'oppriment, et ne savent point d'autre politique que celle-là. Qui veut pratiquer et maintenir la foi catholique les a pour amis; qui veut la maintenir parmi les peuples et l'enfreindre personnellement, reçoit leur appui et leurs remontrances; qui veut la persécuter et l'abolir, doit les combattre.

C'est ce dernier but que poursuivent en Suisse les libres-penseurs des Conseils fédéraux et avec eux les révisards de toutes les époques. De là cette première atteinte portée à nos libertés religieuses en 1848 par la réforme du pacte. De là cet odieux article 58 inscrit dans la Constitution fédérale, signe d'alliance dont on a fait le jouet du despotisme. De là les interprétations arbitraires des Chambres accentuant encore l'hostilité contre le catholicisme. De là, une suite de proscriptions et enfin cet acte d'infamie grossière, cet édit fédéral qui frappe un de nos compatriotes, un religieux, et en lui nos droits les plus sacrés, l'indépendance du peuple valaisan et la liberté de notre culte.

Et nunc erudimini! Que les Thomas s'instruisent. Pour nous, avant d'examiner la nouvelle situation faite à la cure de Loèche par l'intolérance fédérale, nous constaterons que ce machiavélisme autoritaire, ces supercheries, cet abus des interprétations ne suffisent plus à assouvir la haine des persécuteurs. Il leur faut de nouvelles tortures et les voilà qui approfondissent, dans leurs clubs et leurs journaux, les moyens, selon l'expression de Voltaire, d'écraser l'infâme. Ces moyens, on l'a vu, servent de base à leurs projets de révision constitutionnelle." 45)

L'affaire François Allet, relancée par cet article, provoquera encore, au lendemain de la campagne, des protestations véhémentes de la part du Confédéré, qui s'attachera à défendre, dans cette affaire comme partout ailleurs, le pouvoir fédéral. 46)

CONCLUSION

L'étude de ces élections devait permettre d'une part de prendre connaissance des arguments mis en avant par les deux tendances, d'autre part de juger les effectifs des partis, ainsi que leur implantation dans les divers endroits du canton.

Les arguments, développés au sein d'une campagne acharnée, tournèrent essentiellement autour de la question de la révision, sans oublier, au niveau de la polémique, les attaques directes extrêmement violentes subies par les candidats.

En ce qui concerne les enseignements que l'on peut tirer des résultats, ils sont nombreux, quoique complexes.

Il est d'abord évident que les oui enregistrés au 12 mai ne correspondaient en aucun cas à la force réelle du parti radical. Les longues tirades de la Gazette ne suffirent pas à détacher l'électorat radical de ses candidats.

Si ces résultats entraînent certaines explications, ils sont cependant difficiles à admettre tels quels. En effet, il semble bien que ni les résultats acquis par Gross au premier tour, ni ceux enregistrés par Barlatay au second tour ne reflètent la force réelle du parti conservateur. Il semblerait que la frontière passe bien plutôt entre les deux résultats, dans les deux cas des questions de personnes ayant interféré, la première fois positivement, la seconde fois négativement.

Quoi qu'il en soit, il n'en demeure pas moins que, pour la première fois, la majorité radicale s'est trouvée contrée, échouant au premier tour, devant même peut-être l'élection de Louis Berman à la mauvaise réputation de Cyprien Barlatay. Sans tourner à la catastrophe, ce résultat n'en représente pas moins un premier avertissement. Aidé par les événements du 12 mai le parti conservateur semble bien refaire son chemin, jusque dans les fiefs radicaux du Bas.

CHAPITRE DEUX : LE GRAND CONSEIL VALAISAN

Ce deuxième chapitre, consacré au Grand Conseil valaisan, doit nous permettre de compléter les enseignements du premier, et montrer rapidement quelles furent les réactions de cette instance face à la révision de la Constitution fédérale.

En effet, pour préciser les résultats enregistrés lors de l'élection des députés valaisans à Berne, nous analyserons les scores acquis cette fois par les deux partis à l'occasion du renouvellement du législatif cantonal.

Une fois ces données connues, nous nous pencherons sur la répartition des délégués par district, sur leur domicile et sur le renouvellement de la députation. On verra que ces renseignements s'ajoutent en fait aux paramètres révélateurs des disparités régionales que nous avons présentées plus haut.

Après avoir fixé, grâce à l'analyse de certains votes, les tendances réelles des députés, nous aborderons rapidement les motifs qui déclenchèrent au sein de l'assemblée une activité législative soutenue à partir de 1872.

I. LES ELECTIONS DU 2 MARS 1873

A. L'ENJEU

De même que les élections d'automne 1872, celles du 2 mars 1873, destinées à renouveler la députation du Grand Conseil valaisan, subiront le contre-coup des troubles évoqués plus haut. La lutte sera acharnée; chaque parti s'engageant à fond,

bien décidé à réaliser le plein des voix en faveur de ses candidats. Les motivations sont réelles; tant les troubles intérieurs que la victoire fédéraliste récente font craindre ou espérer un revirement d'une frange de l'électorat, qui dans certains cas pourrait être décisif.

N'oublions pas cependant que cette confrontation, survenant sur le plan intérieur, et qui devrait nous permettre de préciser les résultats enregistrés lors de l'élection des Conseillers nationaux, ne présente pas le même intérêt sur tout le territoire cantonal.

Dans le Haut-Valais, si un enjeu existe peut-être, il ne se situe en tout cas pas au niveau de la confrontation entre conservateurs et radicaux. A l'exception du colonel fédéral Joseph Brindlen, député sortant du district de Brigue, établi à Sion, et qui passe pour être libéral, tous les candidats seront par la force des choses conservateurs.

Dans le Centre, la situation change quelque peu. La ville de Sion, à majorité radicale, alliée désormais à la commune voisine de Bramois, forme un cercle séparé en vue des élections.¹⁾ Ce sont ainsi cinq députés radicaux qui devraient être élus contre quatre seulement pour le reste du district. Dans le district d'Hérens, la situation se rapproche de celle régnant dans le Haut-Valais: le radicalisme n'y compte pratiquement pas d'adeptes. Quant à celui de Conthey, si une opposition radicale existe de toute évidence, il est malheureusement impossible de la connaître, les résultats ayant disparu.

Dans ces conditions, le gros de la lutte entre radicaux et conservateurs va une fois de plus se dérouler dans les districts du Bas-Valais.

Dans le district de Monthey, les conservateurs, espérant faire basculer la majorité radicale, renoncent au cercle de Vionnaz - Port-Valais, grâce auquel ils avaient réussi, pour la législature précédente, à faire élire un de leurs représentants en la personne de Cyprien Barlatay. Ils décident d'entrer dans la lutte avec une liste compacte de dix candidats, sur tout le territoire du district. C'est bien là un signe

des espoirs mis dans le renversement des tendances à la suite de la victoire fédéraliste âprement soutenue par le parti.

En Entremont, les positions se durcissent également. Les deux représentants radicaux sortants, admis sur une liste fusionniste lors des précédentes élections, se voient désormais exclus. Cela oblige le parti minoritaire à mettre sur pied sa propre liste, forte de dix candidats, engagée sur tout le district, en l'absence d'un cercle qui lui permettrait d'assurer l'élection d'un ou deux députés.

Si la situation est claire pour Monthey et l'Entremont, où des listes compactes s'affrontent, il n'en va pas de même dans le district de St.Maurice. Les conservateurs modérés, emmenés par le député Chapelet, décident de pactiser avec la minorité radicale. C'est en termes peu amènes que la Gazette du Valais annonce la réunion fusionniste, tenue le 17 février 1873, 2) à l'issue de laquelle une liste électorale comprenant cinq conservateurs et deux libéraux est publiée.

Contrant l'apaisement qui aurait pu en résulter, le Conseiller d'Etat Henri Bioley, patronné par la droite cléricale, se met sur les rangs. Une fois de plus, et par la faute des conservateurs, le district de St.Maurice vivra des élections mouvementées. 3)

Quant au district de Martigny, c'est le fief radical par excellence. Les conservateurs n'ont pratiquement pas l'espoir de placer un des leurs. La formation d'un cercle séparé est elle-même impensable. Si un tel cercle existe cependant pour la commune de Fully, c'est qu'elle entend tout simplement faire passer en priorité son candidat qui de toute façon sera radical. Dans le reste du district, face à la liste radicale officielle, forte de dix noms, les conservateurs se contentent donc de mettre sur les rangs deux candidats, dont le récent vainqueur des élections nationales, Louis Gross. Notons encore qu'une discorde radicale se crée; Alphonse Morand, député sortant lâché par le parti en raison de ses convictions fédéralistes, se présente en compagnie de deux autres candidats.

8. LA CAMPAGNE

1. L'atmosphère

Cette nouvelle confrontation se déroule partiellement sous le signe de la révision fédérale. En plus des habituelles manœuvres électorales, chaque parti utilisera en effet toute une batterie de thèmes en rapport avec cette grave question. De part et d'autre on mettra en avant soit le spectre, soit les espoirs suscités par cette éventualité passionnément débattus.

Dans les journaux, la propagande se fait moins virulente que quatre mois plus tôt; on ne peut en effet descendre au niveau des attaques personnelles, comme cela avait été le cas à la veille du 10 novembre. On ne reprend que les grands thèmes. L'essentiel des manœuvres électorales n'apparaissent pas dans les colonnes des deux feuilles rivales, seuls quelques articles laissent transparaître les préparatifs fébriles entrepris en vue de cette importante confrontation. Écoutons d'abord la description que nous propose la Gazette du Velsis dans son édition du 16 février 1872:

"Voyez l'activité fébrile qui règne dans le camp de nos adversaires. Une idée fixe, celle du succès et du triomphe, y fait taire les jalousies mesquines, les intérêts personnels, les vues d'ambition et de coterie. Unis, enrégimentés, nos concurrents ne laissent jamais passer la moindre occasion de parler ou d'agir. A propos et hors de propos, ils sont en quête de moyens pour parer les coups et gagner du terrain. Des visites à domicile se font par les agents et les adeptes des prétendus libéraux, jusqu'au dernier coin du hameau le plus reculé. Poignées de mains, promesses de protection, flatteries, caresses, feintes, tromperies, ruses les plus raffinées, tout est mis en oeuvre, avec un ensemble de vues, d'action, d'abnégation, de solidarité, dont on se fait à peine une idée." 4)

Pour sa part, la description que nous brosse l'organe libéral, des remous agitant le district de St.Maurice, est également fort révélatrice:

"Messieurs les curés se trémoussent très fort cette semaine dans le district de St.Maurice, et dans plusieurs paroisses ils visitent les familles en cherchant à faire croire au danger de la religion. Ceci n'est déjà pas très bien puisqu'ils ne peuvent ignorer qu'il n'y a rien de plus faux. Mais ils se servent de calomnies, qu'ils n'ont pas inventées c'est vrai, mais qu'ils pourraient se dispenser de croire et de répéter. La religion fut-elle même en danger, ne les autorise pas d'aller jusques là; et s'exempteraient-ils de suivre la Gazette et son patron dans la noble tactique qu'ils ont choisie, qu'ils ne perdraient rien en considération.

A Salven on paie les voix 2 fra. 50 pièce, et il y a, dit-on, des électeurs assez lâches pour céder. L'argent de la propagation de la Foi et du Pius-Verein serait-il peut-être un bûnit qu'on peut offrir et accepter sans vergogne?"
5)

2. Les thèmes

La feuille conservatrice, fidèle à elle-même, puisse sans se laisser dans la même veine. Elle ne se gêne pas, une fois de plus, d'exploiter le domaine des questions religieuses.

"Il faut qu'alors les électeurs catholiques séparent leur cause des desseins que l'impiété déroule partout avec tant de cynisme. Par son vote, le dernier des citoyens aussi bien que le premier, est appelé à sauvegarder les intérêts les plus grands et les plus chers de la patrie. La gloire passée de la Suisse, ses angoisses présentes, son avenir incertain, telles sont les considérations qui doivent guider nos suffrages. La Foi, la Religion, la Liberté, la Conscience, voilà les bases indispensables de la vie tant civile que morale des peuples." 6)

Utilisant les troubles religieux de Genève et d'ailleurs, elle ne manque pas d'en faire retomber une partie sur les radicaux valaisans.

"Ainsi le Confédéré qui verse toujours des larmes avec des gémissements sur les victimes du despotisme, ne souffle mot aujourd'hui parce que les despotes sont dans son camp. il n'a pas une parole de pitié pour les persécutés. il n'ose pas se réjouir, ouvertement du moins, mais on sent, on voit que ses sympathies sont acquises aux persécuteurs."
7)

En suite de quoi, se laissant aller, le journal ira jusqu'à dire:

"Les élections du 2 mars ont une importance que rarement élections ont eue! Elles auront pour résultat de conserver:

La Religion et la Patrie valaisanne ou de les livrer l'une et l'autre entre les mains d'ennemis que les aboliront." 8)

Ainsi, ce sont encore et toujours les mêmes thèmes qui reviennent: Religion, foi, Conscience, Liberté, Patrie. Ces valeurs qui semblent bien ancrées dans la mentalité conservatrice valaisanne, sont cette fois trop accentuées pour ne pas faire penser à une utilisation politique, à la veille d'élections malgré tout incertaines, survenant après les importants faux pas de l'équipe au pouvoir.

Face à ces exagérations, trop brièvement décrites, la feuille libérale ne peut rester sans réagir. Ses arguments seront de deux ordres, il s'agira d'une part de réduire à néant les accusations du journal conservateur, d'autre part d'étaler au grand jour les méfaits du parti hégémonique et de ses serviteurs.

Premier point d'importance, les questions religieuses. Ses arguments, mesurés à la situation valaisanne, paraissent, il faut le dire, nettement plus proches de la réalité que ceux avancés par la Gazette du Valais.

Il n'est pas question pour le parti libéral de mettre en cause la foi catholique, à laquelle il se déclare attaché - ce que l'on peut d'ailleurs constater dans maintes circonstances - mais bien plutôt de s'élever contre une ingérence certaine des milieux du clergé dans des affaires devant, à leurs yeux, demeurer du seul ressort de l'Etat. Là où pour des raisons de campagne électorale, les conservateurs voient de l'impiété, il n'y a en fait que la volonté bien arrêtée d'opposer un frein à des empiètements trop fréquents.

"Dans l'ordre d'idées de la Gazette, la députation au Grand Conseil ne devrait être composée que d'hommes brevetés par le clergé pour leur obéissance. Telle n'est pas notre manière de voir. Il est bon qu'il y ait dans les Conseils du pays des hommes qui, respectant la religion de

leurs pères, ne perdent pas les traditions historiques de la vigilance des droits de l'Etat." 9)

Se déclarant aussi bons catholiques que les tenants de la majorité, c'est écoeurés qu'ils constatent que:

"D'après les doctrines de la Gazette, les catholiques libéraux ont une position bien difficile: vont-ils à la messe et remplissent-ils leurs devoirs religieux? Ils sont des hypocrites. Ne pratiquent-ils pas régulièrement? Ils sont des impies. Ne fréquentent-ils pas les réunions du Pius Verein, cette sentinelle politique avancée du cléricalisme? Ils sont des enarchistes, des communards, des pétroleurs! Avec des procédés aussi déloyaux, il est facile de comprendre que les hommes habitués à regarder comme évangile tout ce que dit le prêtre, lors même qu'il se lance dans l'arène politique, se laissent éblouir." 10)

Parallèlement à cette question, l'organe libéral introduit certains thèmes en rapport avec les récentes fausses manœuvres des hommes au pouvoir. Revenant sur la faillite, catastrophique pour le Valais, de la banque cantonale, il demande à un électorat libéral décidé, de châtier les responsables qui osent se représenter pour l'obtention d'un mandat.

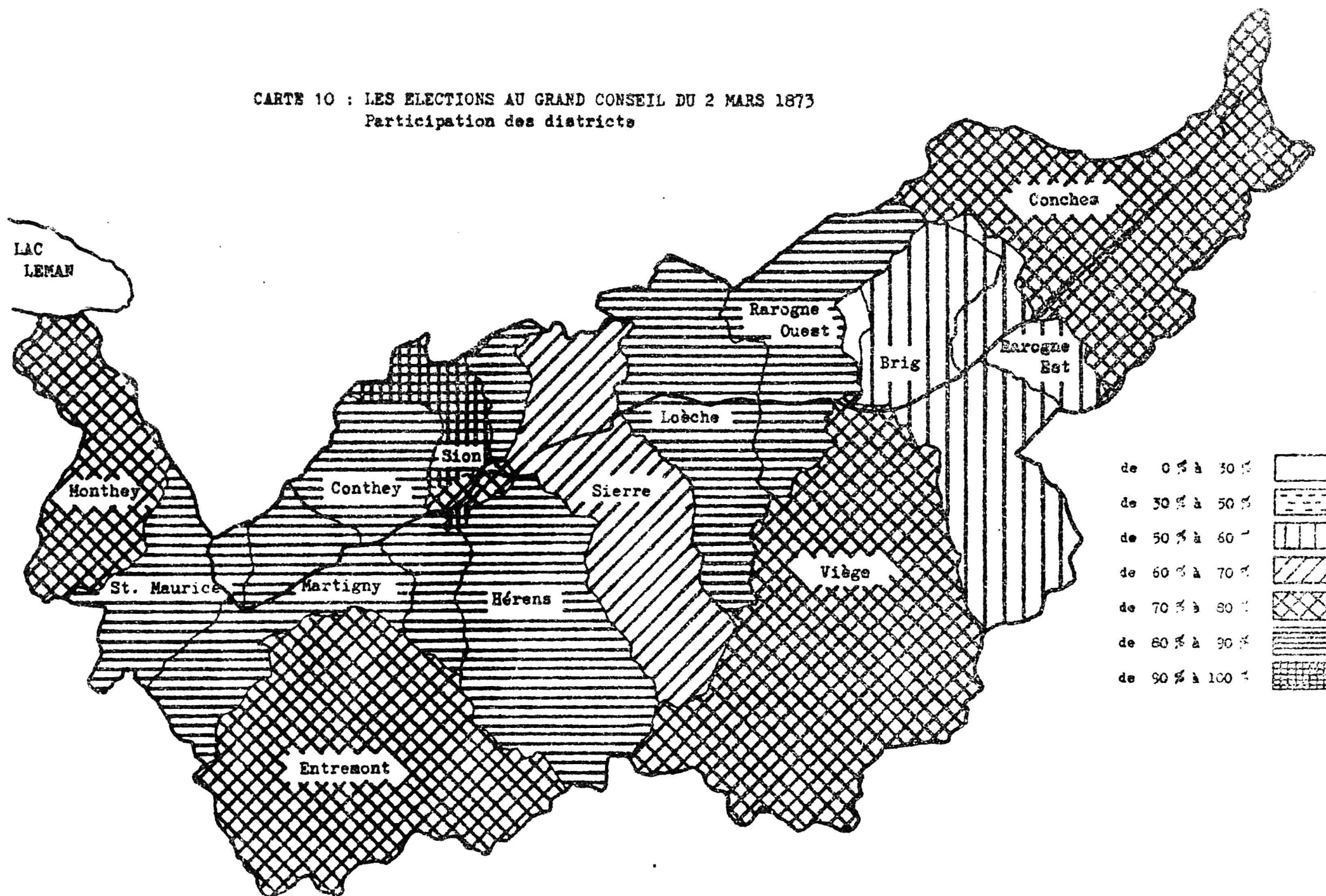
"Les libéraux, nous l'espérons, sauront se présenter unis au scrutin. Leurs suffrages écarteront ces hommes qui ont compromis d'une manière si grave les intérêts matériels du pays, en même temps qu'ils ont abaissé le niveau de la moralité publique, en se livrant à des entreprises condamnables et en fermant les yeux sur les transgressions de leurs subordonnés." 11)

C. LES RESULTATS 12)

La moyenne du canton est élevée, atteignant 78,55 %. Par rapport aux élections de l'automne précédent, la progression est de 15 %. Une motivation naturelle plus grande envers des élections locales, ajoutée à la compétition entre radicaux et conservateurs dans la capitale, explique cette augmentation de la participation. A l'exception des districts de Brigue et Rerogne-Occidental, où seul le 50 % environ des inscrits se rend aux urnes, tous les districts dépassent la cote des 70 %.

Les districts compris dans l'arrondissement fédéral du

CARTE 10 : LES ELECTIONS AU GRAND CONSEIL DU 2 MARS 1873
Participation des districts



Valais central, à savoir Sion, Hérens et une partie de Conthey, arrivent en tête, avec une participation très forte: 85,98 %. La progression est énorme, elle atteint 31,77 %.

En deuxième position se présentent les districts du Bas, dans lesquels le 78,55 % du corps électoral se déplace: la progression par rapport au scrutin national est de 9,85 %.

Fermant la marche, les districts du Haut présentent encore un taux de participation élevé: 74,42 %, en progression de 11,42 %.

Sur l'ensemble du canton, contrairement aux craintes ou aux espoirs des deux partis, les résultats des élections n'apportent pas de grands changements, à l'exception de ceux provoqués par l'accroissement démographique.

Dans le Haut-Valais, le colonel Brindlen, passant à tort ou à raison pour le dénonciateur du curé Allet, 13) n'est pas réélu. Écoutons à ce propos les commentaires du Confédéré:

"Le district de Brigue a rayé de sa députation M. le colonel Brindlen, le seul libéral de toute la partie allemande du canton." 14)

Si les adeptes de la cause libérale se recrutent déjà plus nombreux dans le Centre, seul le cercle de Sion-Bramois assure l'élection, sans difficulté d'ailleurs, de députés acquis à cette tendance. Grâce à l'apport de la population bramoisienne, ce sont désormais cinq députés radicaux, soit un de plus, qui prennent le chemin du Grand Conseil.

Dans le Bas, on assiste, sur l'ensemble des districts, à des changements mineurs qui s'annulent d'ailleurs réciproquement. Dans le district de Monthey, la liste radicale passe en bloc, le seul représentant de la tendance conservatrice disparaît; Monthey ayant de plus désormais droit à dix représentants, ce sont deux radicaux nouveaux qui apparaissent.

Ce gain est cependant immédiatement annulé par l'échec, dans le district d'Entremont, de la liste radicale, échec qui entraîne la disparition des députés radicaux Jules Massard et Emile Gaillard.

A St.Maurice, malgré la campagne mouvementée suscitée par la candidature du clérical Henri Bioley, la liste fusionniste passe sans difficulté, maintenant le statu quo au niveau de la répartition des sièges du district entre les deux partis.

Dans le district de Martigny, où la liste radicale était assurée d'avance de passer, une surprise de taille se produit: la liste conservatrice réduite assure l'élection du conseiller national Louis Gross, qui obtient 57 % des suffrages et arrache ainsi la dixième place. Cette élection ne modifie cependant en rien la députation radicale, le district ayant droit à un député supplémentaire.

Ainsi, le parti radical, en ce qui concerne le nombre de ses représentants, couche sur ses positions, renvoyant à Sion 27 députés. Ne pouvant fêter une victoire, le Confédéré insiste sur la valeur de ses représentants.

"Le parti libéral ne compte que 27 représentants; mais s'il est resté stationnaire par le nombre, il n'en est pas de même sous le rapport des intelligences." 15)

Autre sujet de consolation pour la feuille libérale, l'échec de Henri Bioley, dans le district de St.Maurice, consolation ternie, il est vrai, par la réélection sans problème, dans le district de Loèche, de l'ancien chef du gouvernement, Alexis Allet.

"Les élections qui viennent d'avoir lieu ne présentent que deux faits saillants, l'un c'est la victoire des conservateurs modérés du district de St.Maurice sur le coryphée le plus qualifié du cléricalisme valaisan et l'autre la réélection de M. Alexis Allet comme député de son district." 16)

Cette stagnation radicale correspond cependant à un recul. En effet, la députation est désormais, de par le jeu de l'augmentation de la population, de sept membres plus nombreuse, passant de 89 à 96 représentants. La minorité radicale n'ayant pu que conserver sa députation sortante, le gain est intégralement réalisé par les conservateurs. Quant à la députation radicale, elle n'occupe plus que le 28,1 % des sièges.

Le parti majoritaire a de quoi se réjouir, ses positions déjà fortes se renforcent encore, faisant oublier l'échec du Conseiller d'Etat clérical. L'organe du parti, de son côté, ne manque pas de noter l'événement comme il se doit:

"La journée du 2 mars n'a donc pas amoindri la majorité: elle revient compacte, unie et fortifiée par l'éclatant témoignage de confiance que lui a donné le peuple valaisan....

Les autres districts envoient une députation conservatrice compacte, de sorte que le résultat général du pays renforce au lieu de l'affaiblir, le nombre des représentants de la majorité. Le résultat est des plus réjouissants et nous console des défaillances que nous avons vues ici et là se produire. L'Eglise et la patrie peuvent se féliciter de l'attitude du peuple valaisan dans la mémorable journée du 2 mars." 17)

D. ANALYSE DES RESULTATS

1. Le district de Monthey

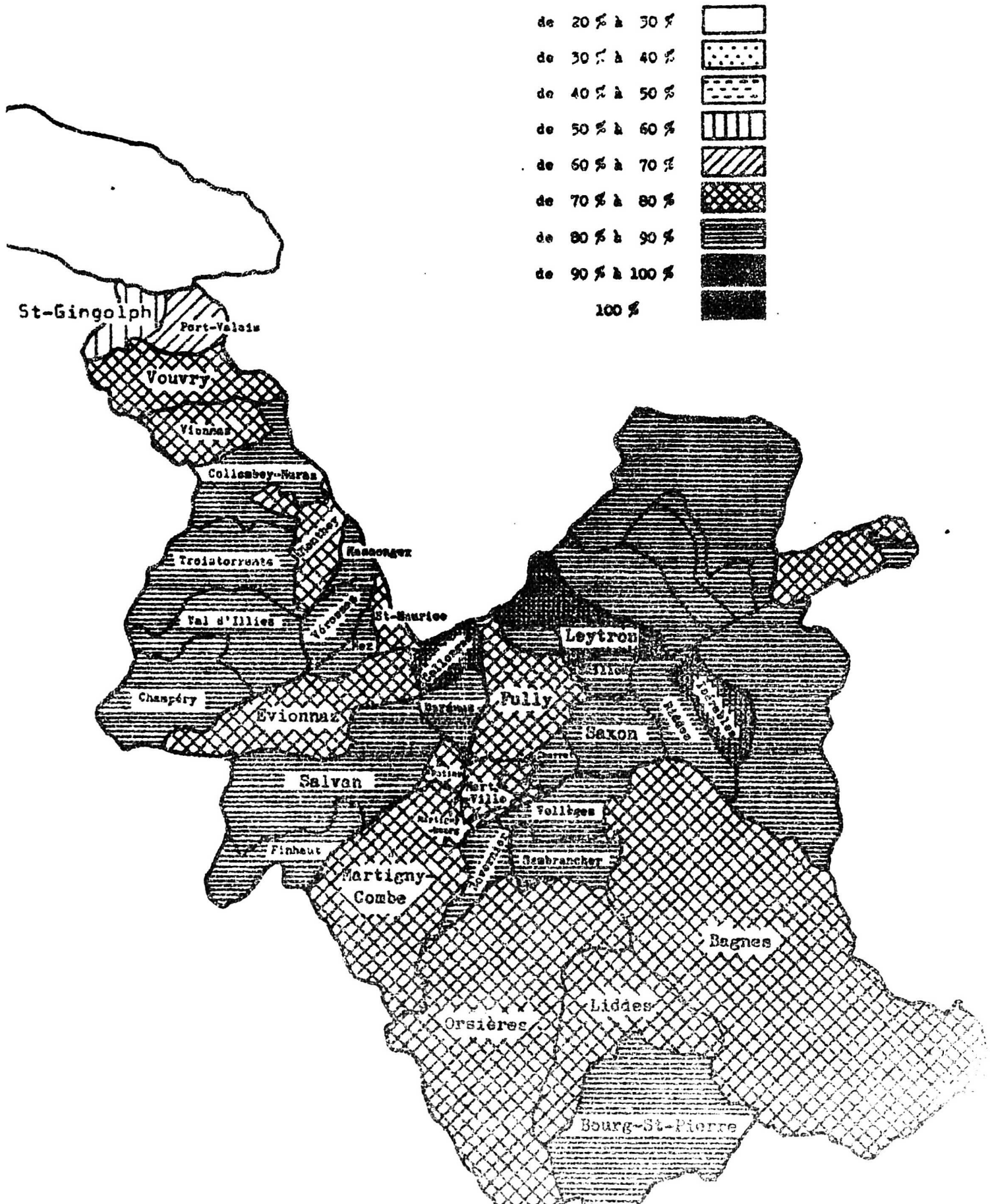
Contrairement donc à ce qui s'était produit lors des élections précédentes, où la formation d'un cercle avait permis à un candidat conservateur de s'imposer dans le district, le choc de deux listes compactes tourne au désavantage des conservateurs: ils perdent leur unique représentant.

La participation au scrutin, se montant à 76,94 %, reste très proche de celle enregistrée quelques mois plus tôt, l'écart n'étant en effet que de 1,5 % seulement.

Au niveau des communes, les taux de participation s'échelonnent entre 88,44 % (Troistorrent) et 58,33 % (St-Gingolph). Les communes de montagne - Champéry, Troistorrent, Val d'Illiez - votent plus massivement que la plaine, où les participations déclinent à mesure que l'on se rapproche du lac, avec une exception cependant pour la commune de Collombey-Muraz.

En ce qui concerne la détermination de l'électorat radical, la tâche nous est grandement facilitée par l'existence de deux listes compactes. Après élimination des cas limites, nous constatons que le 57,5 % de l'électorat est acquis aux idées

CARTE 11 : LES ELECTIONS AU GRAND CONSEIL DU 2 MARS 1873
Participation des communes du Bas-Valais



libérales. 18)

Comparés aux résultats du 27 octobre, ceux du 2 mars ne varient que de 3,2 % en faveur des radicaux, écart se réduisant encore si on prend en considération les résultats du second tour (environ 2 %). La similitude est indéniable.

L'analyse des résultats au niveau communal va nous permettre de contrôler si cette similitude est le fait d'une réelle stabilité de l'électorat.

On peut rassembler les communes du district en trois groupes, ceci en fonction de leur attitude lors de la votation. Le premier, comprenant Vouvry, Port-Valais et St-Gingolph, vote très nettement radical (89,37 %, 77,31 %, 73,94 %). Curieusement, ce sont également les trois communes du district qui présentent les participations les plus faibles.

En deuxième position arrivent les communes de Monthey, Champéry et Collombey-Muraz, qui accordent encore la majorité aux candidats radicaux, avec des scores approchant 65 % (66,1 %, 65,62 %, 62,49 %).

Un troisième groupe enfin, de trois communes également, est acquis aux idées conservatrices, il s'agit de Val d'Illiez et Troistorrent, communes de montagne, ainsi que de Viogez, commune de plaine traditionnellement très à droite. Ces trois dernières n'accordent respectivement que 38 %, 24,08 % et 22,54 % de leurs voix aux candidats radicaux.

Connaissant maintenant la physionomie du vote du 2 mars au niveau communal, nous allons comparer les résultats avec ceux de l'automne 1872. (voir le tableau de la page suivante).

Les résultats sont très nets. Dans six communes, les écarts restent très faibles, n'atteignant, dans quatre d'entre elles, pas même 1 %.

Ainsi, trois communes seulement voient la répartition des voix entre les deux tendances évoluer dans une certaine mesure. Toutes trois sont radicales, dont deux très fortement. Tandis que Champéry fait progresser les voix conservatrices de 7 %, Vouvry et Port-Valais se montrent nettement plus radicales, leur

Commune	A	B	C
Vouvry	89,37	71,14	18,23
Port-Velsais	77,31	63,63	13,68
St-Gingolph	73,94	70,89	3,05
Monthey	66,17	65,54	0,63
Champéry	65,62	72,61	-6,99
Collombey-M.	62,49	59,52	2,97
Val d'Illicz	38,00	38,78	-0,78
Troistorrent	24,08	24,32	-0,24
Vionnaz	22,54	23,19	-0,65

A = pourcentages de voix radicales lors des élections
du 2 mars 1873

B = pourcentages de voix radicales lors des élections
du 27 octobre 1872

C = écarts entre les deux résultats

accordant respectivement 18,23 % et 13,68 % de plus; une explication peut être recherchée dans le fait que toutes deux sont voisines de la commune de Vionnaz, lieu d'origine de Cyprien Berlatay, candidat en 1872.

En conclusion on peut dire que, dans l'ensemble du district, l'électorat est nettement divisé entre tenants de l'une ou l'autre tendance, les résultats ne varient, dans leur grande majorité, pratiquement pas.

2. Le district d'Entremont

Après un district radical, en voici un acquis aux conservateurs. Deux listes compactes s'affrontent, pour l'élection de dix députés.

La participation atteint 79,58 %, en progression de 9,9 % par rapport au 27 octobre. Les communes votent de manière très homogène, leurs participations respectives étant comprises entre 78,58 % et 81,11 %.

Dans l'ensemble du district, les suffrages obtenus par les candidats radicaux atteignent le 30,96 %. Cependant, après analyse des résultats, c'est le 34,84 % du corps électoral du district que nous accorderons au parti minoritaire. 19)

Par rapport aux résultats enregistrés en automne, date à laquelle les candidats radicaux avaient obtenu 33,84 % des voix, la différence est donc de 1 % seulement. (scrutin du 27 octobre)

Au niveau des communes, on peut distinguer deux groupes. Le premier comprend les communes conservatrices du district, à savoir Bagnes, Vollèges et Orsières. Celles-ci rassemblent au 2 mars, 1795 des 2385 votants, soit pratiquement le 75 % du corps électoral. Ces trois communes présentent dans les résultats une stabilité remarquable; en effet, avec respectivement 24,92 %, 28,4 % et 36,44 % de voix accordées au parti radical, elles sont à moins de 1 % des résultats du 27 octobre.

Le second groupe, fort également de trois communes, ne présente pas du tout la même stabilité. Si à Bourg-St-Pierre la répartition de l'électorat ne varie que de 5 % en faveur des conservateurs entre le 27 octobre et le 2 mars, il n'en va pas de même à Sembrancher et Liddes. Dans cette dernière commune, les candidats radicaux, qui n'avaient obtenu au 27 octobre, que le 33,26 % des voix, progressent de 18,5 %. Quant aux électeurs de Sembrancher, après avoir véritablement plébiscité Louis Barman, lui accordant 77,3 % des suffrages, ils ne votent plus cette fois qu'à raison d'un 59,26 % en faveur des députés radicaux. Dans ces deux cas, il semble bien que les choix soient fortement influencés par la personnalité des candidats. En effet, alors qu'à Sembrancher, lors de l'élection complémentaire du 10 novembre, Louis Barman obtient à nouveau 77,5 % des voix, Liddes vote, après l'élection de Gross, à 65,81 % pour Barman; le transfert de voix atteignant 32,5 %.

Au vu de ces résultats, on peut dire que l'électorat est, dans sa grande majorité, très stable. De même qu'à Monthey, cette stabilité est due en premier lieu aux communes conservatrices.

3. Le district de St.Maurice

Contrairement aux districts de Monthey et d'Entremont, celui de St.Maurice, avec sa liste mixte groupant cinq conservateurs et deux radicaux, ne se prête pas à une analyse des résultats.

Le lancement de la candidature Bioley, replongeant le district dans des remous que devait lui éviter la liste fusionniste, n'est pas étranger au taux de participation élevé qui, avec un 81,86 %, se place à la tête de ceux relevés dans le Bas. En ce qui concerne les communes, entre les deux extrêmes de St.Maurice et Collonges, qui participent respectivement à raison d'un 71,08 % et d'un 95,76 %, toutes les communes se placent entre 80 % et 85 %.

Le candidat d'extrême droite est défait, n'obtenant que 700 suffrages sur 1521 votants. La liste fusionniste passe sans difficulté; si l'on peut constater que Louis Berman, candidat radical, vient en tête, récoltant 1451 suffrages, il est cependant impossible d'estimer la force du parti radical à partir de tels résultats.

Un indice permet de fixer une limite inférieure à la force du parti minoritaire; deux représentants radicaux sur une députation forte de sept membres, cela représente un 28,5 %. Mais il est bien certain que les troupes radicales sont plus nombreuses que cela.

Dans ce cas, la détermination de l'électorat du district repose entièrement sur les résultats du 27 octobre et du 10 novembre 1872. Les analyses faites à Monthey et dans l'Entremont nous ont montré des similitudes très fortes existant entre les deux votations, ce qui nous permet d'attribuer le 40 %

environ de l'électorat du district au parti radical. "

S'il n'est à plus forte raison pas possible de tirer des conclusions précises au niveau des communes, il peut cependant être intéressant de prendre en considération les résultats de trois d'entre-elles, à savoir Finhaut, Vérossaz et Collonges. Tandis que Finhaut et Vérossaz sont fortement conservatrices, Collonges est un bastion radical. Dans les deux premières, où les candidats radicaux n'avaient obtenu en automne 1872, que 10 % et 17,41 % des voix, le candidat de droite Bioley, obtient 91,89 % et 90,79 % des suffrages; à Collonges par contre, où en 1872, le 85,36 % des voix s'était porté sur les candidats radicaux, Bioley n'obtient que 8,84 % des suffrages.

4. Le district de Martigny

En compagnie de St.Maurice, le district de Martigny pose de sérieux problèmes d'estimations. Dans ce fief libéral en effet, face à une liste radicale officielle compacte, se dressent deux candidatures conservatrices seulement. Dans ces conditions, il est très difficile de tirer des conclusions précises des résultats disponibles.

La participation est élevée; elle atteint 80 % sur l'ensemble du district.

La liste radicale officielle obtient 77,17 % des suffrages, tandis que les deux candidats conservateurs recueillent un petit 10,31 %. La liste radicale dissidente grignote pour sa part 7,72 %, les % manquants étant des suffrages non exprimés.

La prépondérance du parti radical est incontestable. Sa force, malheureusement, de par l'absence d'une liste conservatrice compacte, ne peut être estimée avec précision. De plus, Louis Gross, confirmant son succès personnel du 27 octobre, obtient, avec le 57,49 % des suffrages, un mandat de député. Or des communes fortement radicales telles que Saxon et Riddes n'hésitent pas à plébisciter le candidat conservateur, lui accordant respectivement 91 % et 74,9 % des suffrages.

Dans ces conditions, si le vote du 2 mars confirme bien la domination du parti radical dans le district, il faut cependant renoncer à l'utiliser comme indice déterminant sa force réelle. De plus, constatant la popularité de Louis Gross, popularité sans commune mesure avec l'audience qu'il rencontre le parti conservateur, force est de nous rabattre sur les résultats du second tour de scrutin, tenu le 10 novembre 1872, et mettant aux prises deux candidats étrangers au district. Dans ces conditions, nous admettrons que la cohorte radicale y rassemble le 70 % des électeurs.

5. Le cercle de Sion-Bramois

Dans ce cercle radical, la participation atteint 73,51 %. C'est en fait le taux sédunois: 72,02 %, légèrement renforcé par la meilleure participation de la commune de Bramois, où le 84,68 % des électeurs se rend aux urnes.

L'entrée en lice tardive des conservateurs n'enlève rien au succès du parti radical. Celui-ci remporte le 66,62 % des suffrages; c'est à nouveau plus ou moins le résultat de la capitale, (62,93 %) infléchi vers le haut par le vote des bramoisiens, qui attribuent 92,34 % de leurs suffrages à la liste radicale (celle-ci compte deux ressortissants du village).

Cette nette victoire libérale correspond bien à la bouderie constatée lors des élections d'automne 1872, à l'occasion desquelles, seul le 21,22 % du corps électoral sédunois avait pris part au vote

Une correction doit cependant encore être apportée aux résultats ci-dessus; les conservateurs n'ayant présenté que quatre candidats, nombre de leurs voix se reportèrent sur un candidat radical, en l'occurrence Joseph Bruttin. Après rectification, on peut admettre que, au vu de ces élections, la force du parti libéral atteint, dans la ville de Sion, 58,33 %. 20)

Cet état de fait est sans doute un des points les plus difficilement admis par le parti conservateur; écoutons à ce

propos de quelle manière la Gazette du Valais commente ces résultats:

"A Sion, la victoire des radicaux n'en est pas une. Les conservateurs, qui ne se sont décidés que la veille à prendre part au scrutin ont obtenu, en ville, une importante minorité d'environ 260 suffrages. Cela nous prouve qu'il y a beaucoup de bons éléments à Sion et qu'il ne manque qu'un peu d'énergie, une bonne direction et surtout une protection efficace contre la terreur qu'exerce le radicalisme." 21)

II. LA DEPUTATION ET SES ACTIVITES

A. LA DEPUTATION

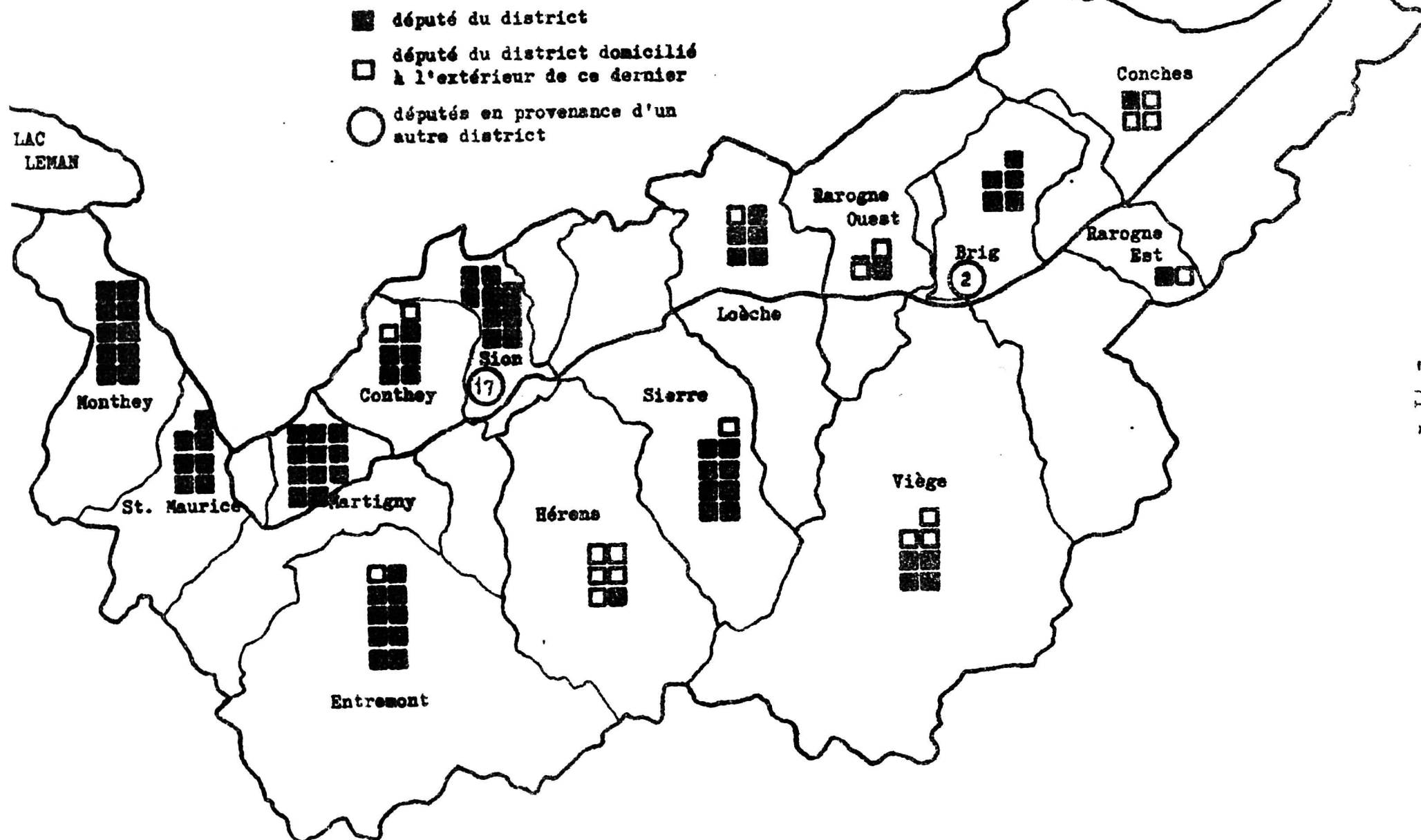
1. Répartition géographique des députés 22)

Les 96 députés élus au 2 mars dans les treize districts, à raison d'un représentant pour mille habitants, se répartissent très inégalement sur le territoire cantonal, en raison des importantes différences de densités de peuplement observées plus haut. Les quatre districts du Bas délèguent le plus fort contingent: 38 députés, représentant le 39,6 % du total. Les districts du Centre (Conthey, Sion, Hérens, Sierre) ont droit à 31 membres, occupant le 32,3 % des sièges. Quant aux districts du Haut-Valais, ils doivent se contenter de 27 députés, atteignant à peine un 28,1 % de la délégation.

Par le jeu de la croissance démographique, la députation est désormais de 7 membres plus forte. Les nouveaux venus proviennent des trois régions, à raison de deux pour le Haut (districts de Loèche et Viège), de deux pour le Centre (districts de Sierre et Sion), et de trois pour le Bas (districts de Martigny, St-Maurice et Monthey).

La carte de la page suivante, prenant en compte le nombre de députés par district, introduit un renseignement supplémentaire en notant par une case laissée en blanc, les membres du Grand Conseil non domiciliés dans le district qui les a élus. Les résultats sont des plus révélateurs. Sur les 38 députés élus dans les districts du Bas, un seul ne réside pas dans son district; il s'agit en l'occurrence de l'ancien Conseiller d'Etat Antoine Ribordy, démissionnaire en même temps qu'Alexis Allet, et qui n'a pas cru bon de retourner chez lui. Dans le Centre, seul le district de Sion fait le plein de ses délégués; en ce qui concerne les trois autres subdivisions administratives, une voit un député domicilié à

CARTE 13 : LES DEPUTES AU GRAND CONSEIL VERS 1873



l'extérieur, il s'agit de Sierre, une autre, en l'occurrence Conthey, voit deux des siens faire de même, tandis que, dans le cas du district d'Hérens, pas moins de cinq députés sur six sont absents. Au total, le 25,8 % des députés ne réside pas au milieu de ses électeurs. Dans le Haut, la situation se dégrade encore plus nettement; à l'exception de Brigue, tous les districts constatent l'absence de un ou plusieurs de leurs représentants. Au total, les 10 absents représentent le 40 % des députés du Haut-Valais.

Cette désertion progressive accentuant encore l'écart d'0 au plus petit nombre de députés du Haut, devient presque choquant au moment où l'on se penche sur le domicile communal des députés. (Carte 14, pages 74 à 77)

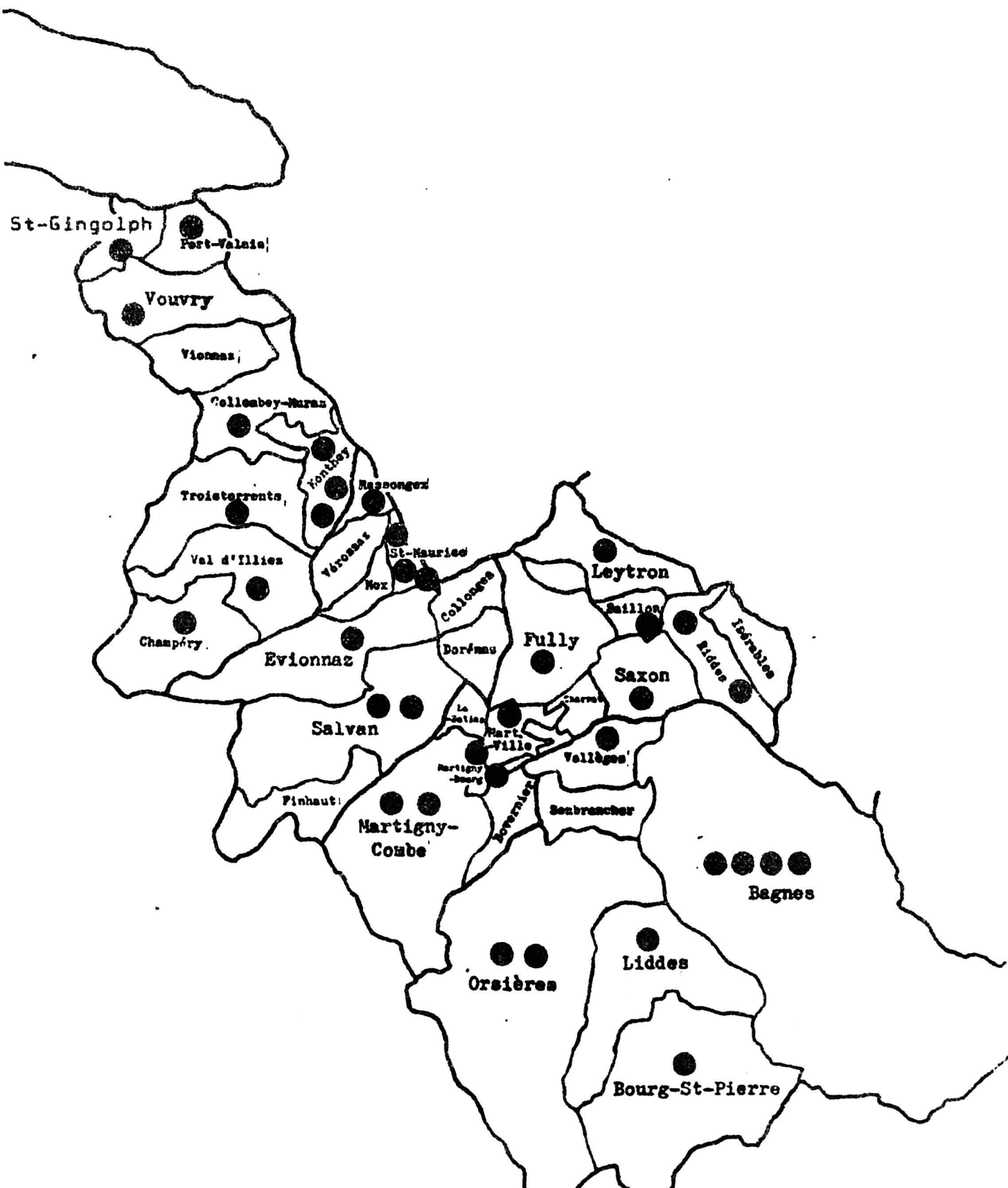
Dans les cinq districts que l'on rencontre en remontant le cours du Rhône: Monthey, St-Maurice, Martigny, Entremont et Conthey, 10 communes seulement sur 41 ne servent pas de domicile pour un ou plusieurs députés. Dans le district de Monthey, seule la commune ultra conservatrice de Vionnaz ne compte aucun représentant au sein du Grand Conseil. Si la ville de Monthey en compte trois, les deux communautés conservatrices de Troistorrens et Val d'Illiez n'en sont pas pour autant dépourvues, étant logées à la même enseigne que la commune radicale du fond de vallée, Champéry. Si cette dispersion peut s'expliquer par la compétition très vive existant entre les deux partis, rendant nécessaire de contenter partout où cela est possible les sympathisants, elle n'est pas moins le signe de la vitalité politique de chacune d'entre elles. Dans le district d'Entremont, la situation est pratiquement la même, à la différence près que, cette fois, c'est la commune la plus nettement radicale qui doit se passer de représentant. Dans les districts de Conthey et Martigny, le souci ou la nécessité de représenter le plus grand nombre de communautés possible est à nouveau très clair. Seules les communes les plus faibles, démographiquement parlant, se voient privées de représentant. Quant à la ville de Martigny, qui semble pourtant être la capitale du radicalisme en Valais, elle doit se contenter, à l'égal des autres communes du district, d'un

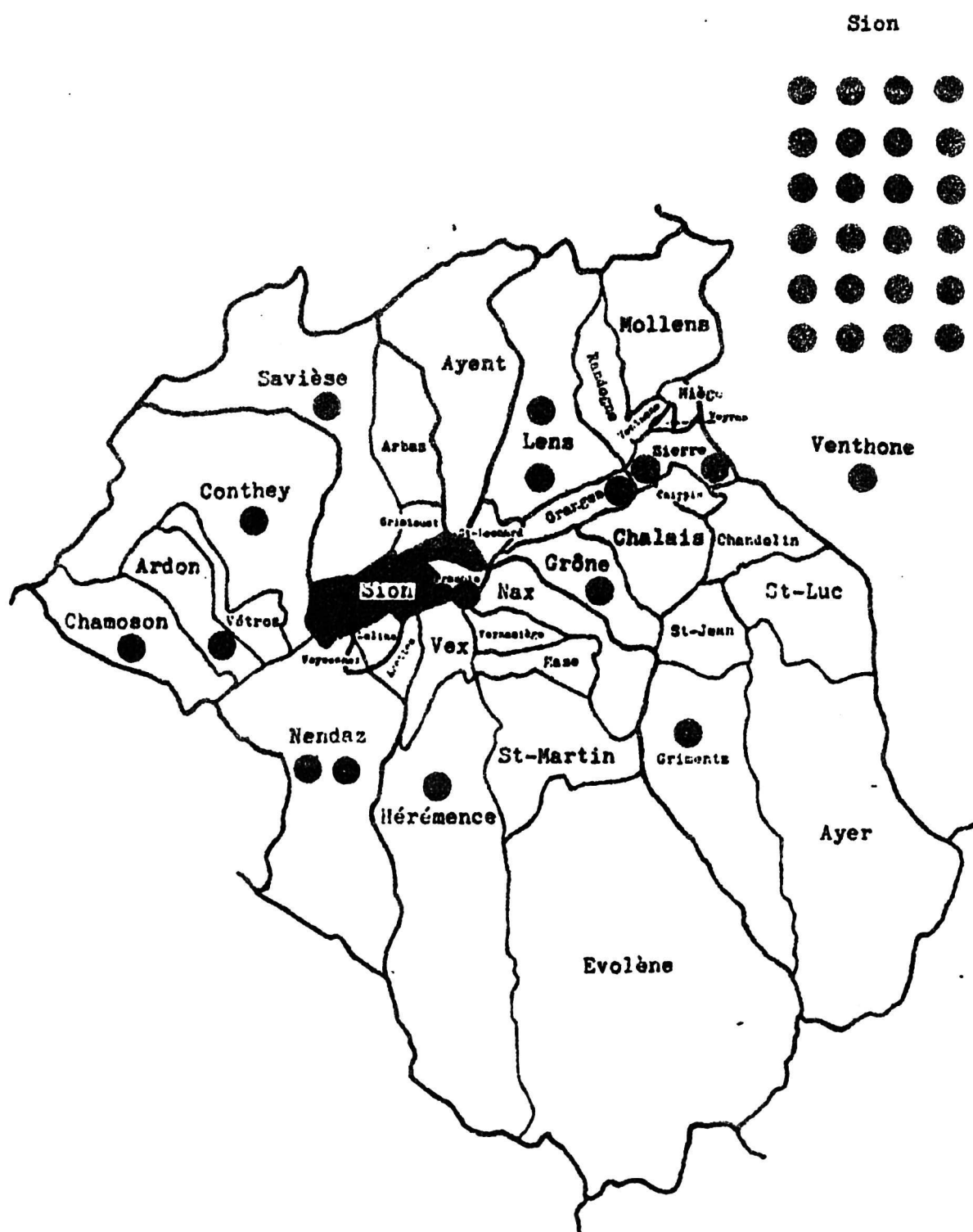
seul et unique représentant. Dans ces conditions, le seul district situé en aval de Sion qui voit les communes moins bien représentées, est celui de St-Maurice. Tandis que la ville du même nom retient trois députés, cinq communes en sont dépourvues. Encore faut-il remarquer que trois d'entre elles sont de très petites communautés montagnardes (Vérossaz, Max et Finhaut) ultra conservatrices, tandis que les deux autres sont les deux communes les plus nettement radicales du district: Collonges et Dorénav. L'existence d'une liste de fusion lors des élections de 1873 peut en partie expliquer cette situation.

Une deuxième région, comprenant les districts de Sion, Hérens et Sierre, voit la dispersion des députés diminuer assez nettement déjà. Tandis que dans la capitale se rassemblent 24 députés, ce qui correspond au quart de la députation, les diverses communes des environs se voient déjà beaucoup plus nettement privées de représentants. Sur les quatre délégués des communes rurales du district de Sion, 23) un seul vit au milieu de ses électeurs, situation guère plus brillante, que celle déjà constatée pour le district d'Hérens. Dans le district de Sierre, on constate une très nette avance des communes de plaine: Sierre, Granges et Grône, qui rassemblent le moitié des députés installés dans le district. De toutes les communes du Val d'Anniviers, seule Grimentz compte un représentant.

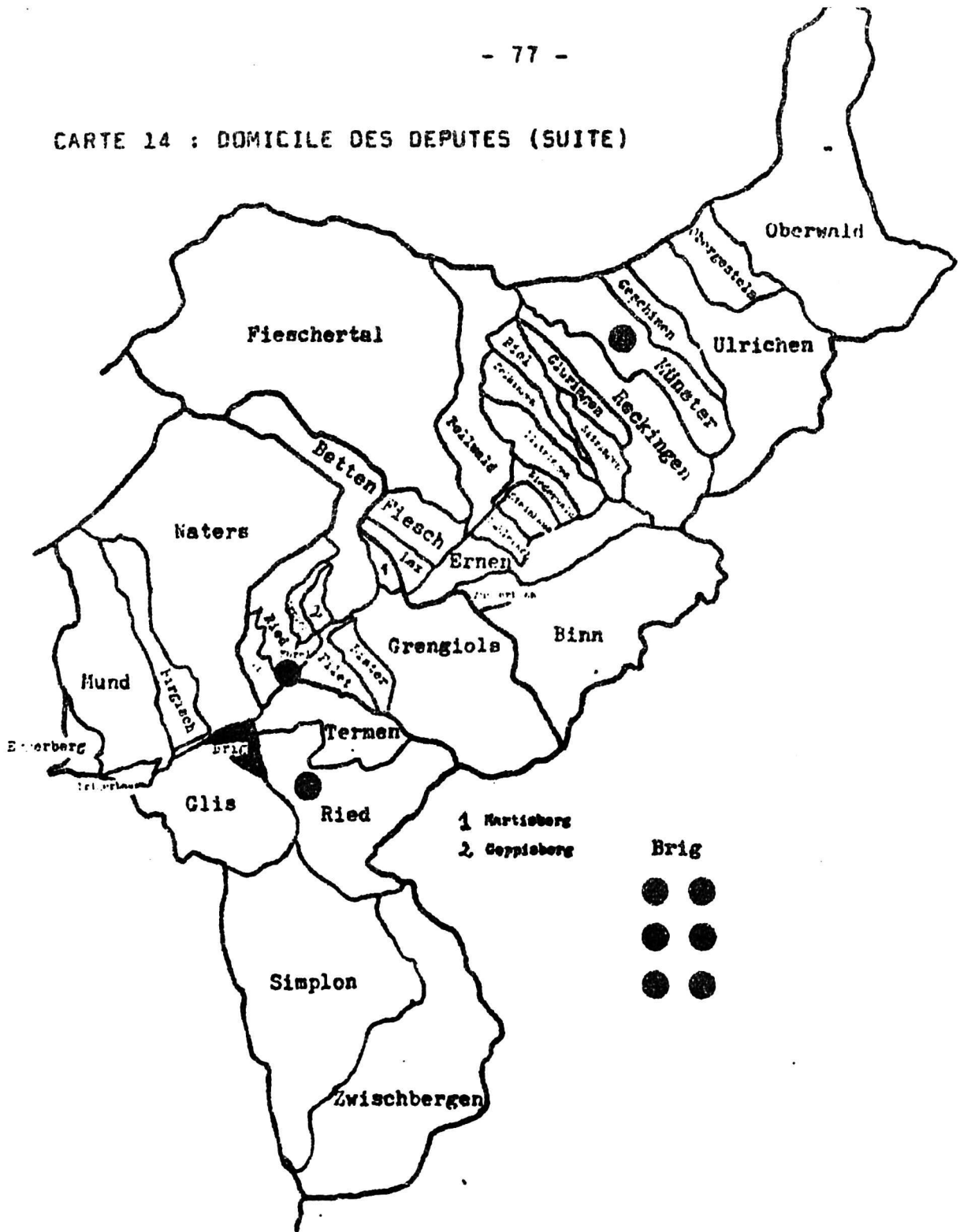
En amont de Sierre, la situation achève de se dégrader. Sur les 19 députés habitant dans ces districts, 4 seulement sont domiciliés dans les communes de montagne: un dans la Vallée de Zermatt, dans le district de Viège, un autre au coeur de la vallée de Conches, un troisième dans le district de Parogne-oriental, le dernier à Ried-Brig, près de Brigue. Quant aux quinze autres, tous en plaine, ils se concentrent, à l'exception d'un seul (établi à Parogne), dans les trois "villes" de Loèche, Viège et Brigue.

CARTE 14 : DOMICILE DES DEPUTES





CARTE 14 : DOMICILE DES DEPUTES (SUITE)



Ainsi, un renseignement qui au départ pouvait paraître banal fournit des indications tout à fait intéressantes. Deux paramètres jouent à nouveau à plein; d'une part le facteur plaine-montagne, d'autre part la dégradation continue, à mesure que l'on remonte le cours du Rhône. En effet, pas moins de 72 députés sur 96 habitent dans les communes situées totalement ou partiellement en plaine. De plus, à mesure que l'on remonte la vallée, les communes de montagne sont de moins en moins bien loties. Tandis que chaque commune de la vallée d'Illyez possède son député, les deux grandes vallées de Saas et de Zermatt, dans le district de Viège, ne voient qu'une seule commune en posséder un, alors que cela pourrait être le cas pour sept d'entre elles. Au total, sur les 24 députés domiciliés dans les communes de montagne, 14 se trouvent en aval de Sion, 6 entre Sion et Sierre, 4 seulement en amont de Sierre. Cet indice est révélateur d'une vie politique différente. Il est indéniable que l'intérêt pour la politique cantonale est beaucoup plus développé dans des districts où presque chaque commune compte dans ses rangs un député, que dans des vallées totalement désertées par ces mêmes hommes. Il semble bien que dans ces dernières, l'essentiel des préoccupations ne dépasse pas le niveau communal. De plus, en l'absence d'une quelconque opposition entre partis, il est facile aux politiciens des gros bourgs que sont Loèche, Viège et Brigue, de se faire élire dans ces contrées reculées.

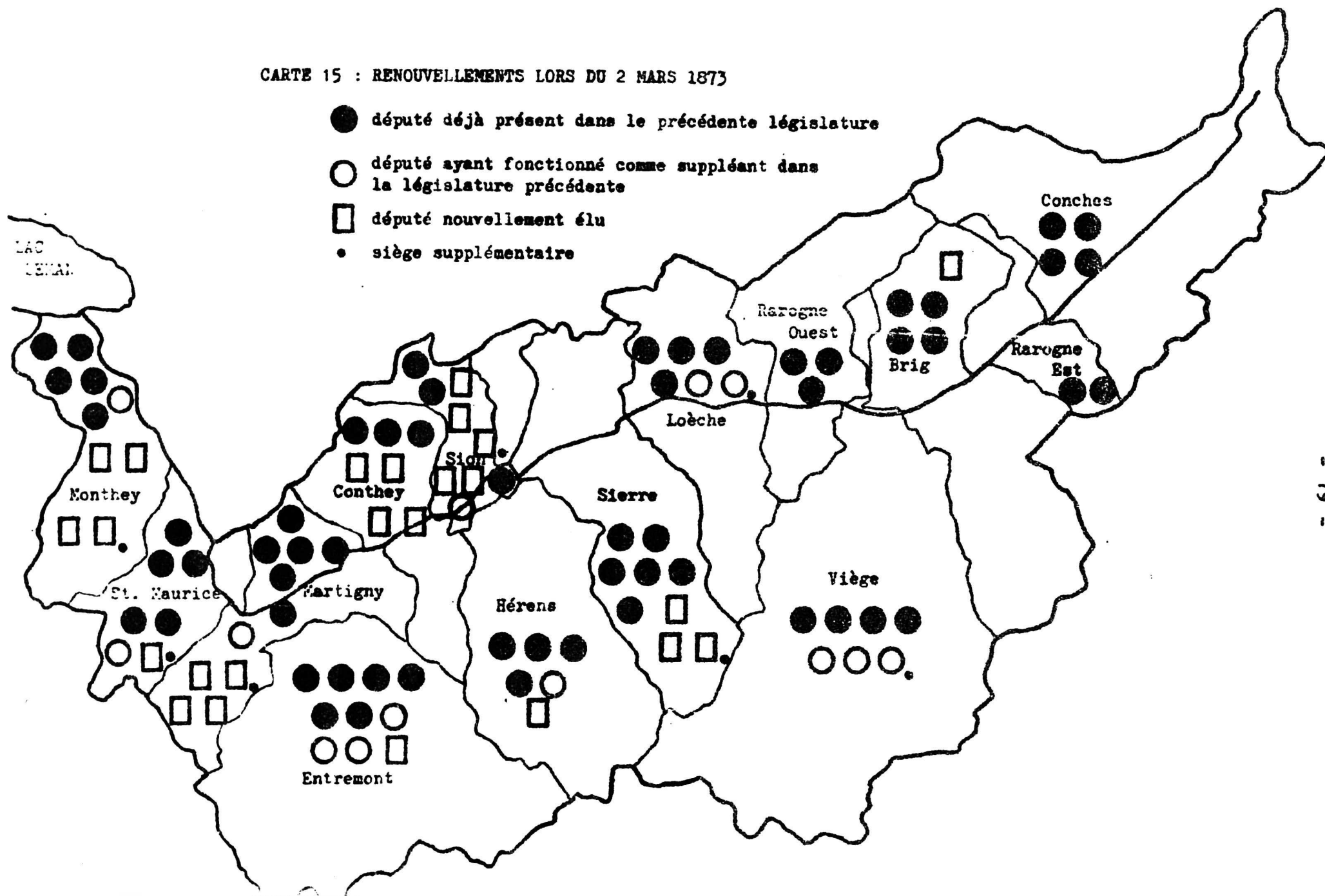
2. Analyse des renouvellements 24)

Un autre indice intéressant est celui concernant le renouvellement des députés entre 1869 et 1873. Sur les 89 membres sortants, 58 sont réélus au 2^e tour, ce qui représente le 65,1 % de l'ancienne législature ou le 60,4 % de la nouvelle, de sept membres plus forte. (Carte 15, page 79)

Ce renouvellement diffère très fortement d'une région à l'autre. Dans les cinq districts du Haut-Valais, sur 25 députés sortants, 21 sont toujours là. Sur les 6 nouveaux

CARTE 15 : RENOUVELLEMENTS LORS DU 2 MARS 1873

- député déjà présent dans la précédente législature
- député ayant fonctionné comme suppléant dans la législature précédente
- député nouvellement élu
- siège supplémentaire



(dont deux pour des sièges supplémentaires), s'étaient déjà députés suppléants dans la précédente magistrature. Quant au nouveau, il remplace le colonel Brindlen, non réélu dans le district de Brigue. 25)

Dans le Valais central, 16 députés sur 29 conservent leur siège, ce qui représente, par rapport aux 31 postes auxquels cette région a désormais droit, un 51,6 %. En ce qui concerne les nouveaux élus, 2 seulement sont d'anciens suppléants. Si, dans les districts de Sierre et Hérens, deux députés sur trois reviennent, dans le district de Sion, la proportion s'inverse; il est à noter que, dans le cercle radical de Sion-Bramois, sur cinq députés, un seul faisait déjà partie de la législature précédente, en l'occurrence le leader radical Alexandre Dénériaz.

Dans le Bas-Valais, le 57,9 % de la nouvelle députation est formé d'anciens. Parmi les 16 nouveaux, on compte 6 anciens suppléants. La situation la plus stable se rencontre dans le district conservateur d'Entremont, ainsi que dans celui de St-Maurice, où la liste mixte a remis sur les rangs plus ou moins les mêmes personnages. Dans ces conditions, les changements les plus nets enregistrés dans le Bas sont le fait des districts de Monthey et Martigny, à majorité radicale.

Les élections du 2 mars, succédant à la catastrophe financière causée par la faillite de la banque cantonale, ainsi qu'aux remous qui s'en suivirent, n'apportent donc pas de grands changements. Dans tout le Haut-Valais, ainsi qu'en Entremont, à St-Maurice et dans les districts de Sierre et Hérens, sur 59 sièges, 7 seulement sont occupés par des nouveaux venus, et encore, deux de ces sièges existent pour la première fois. Dans ces conditions, ce sont les fiefs radicaux qui présentent les renouvellements les plus nets, remplaçant certains de leurs membres jugés trop mous, ou accusés de rallier les sphères modérées au sein du Grand Conseil.

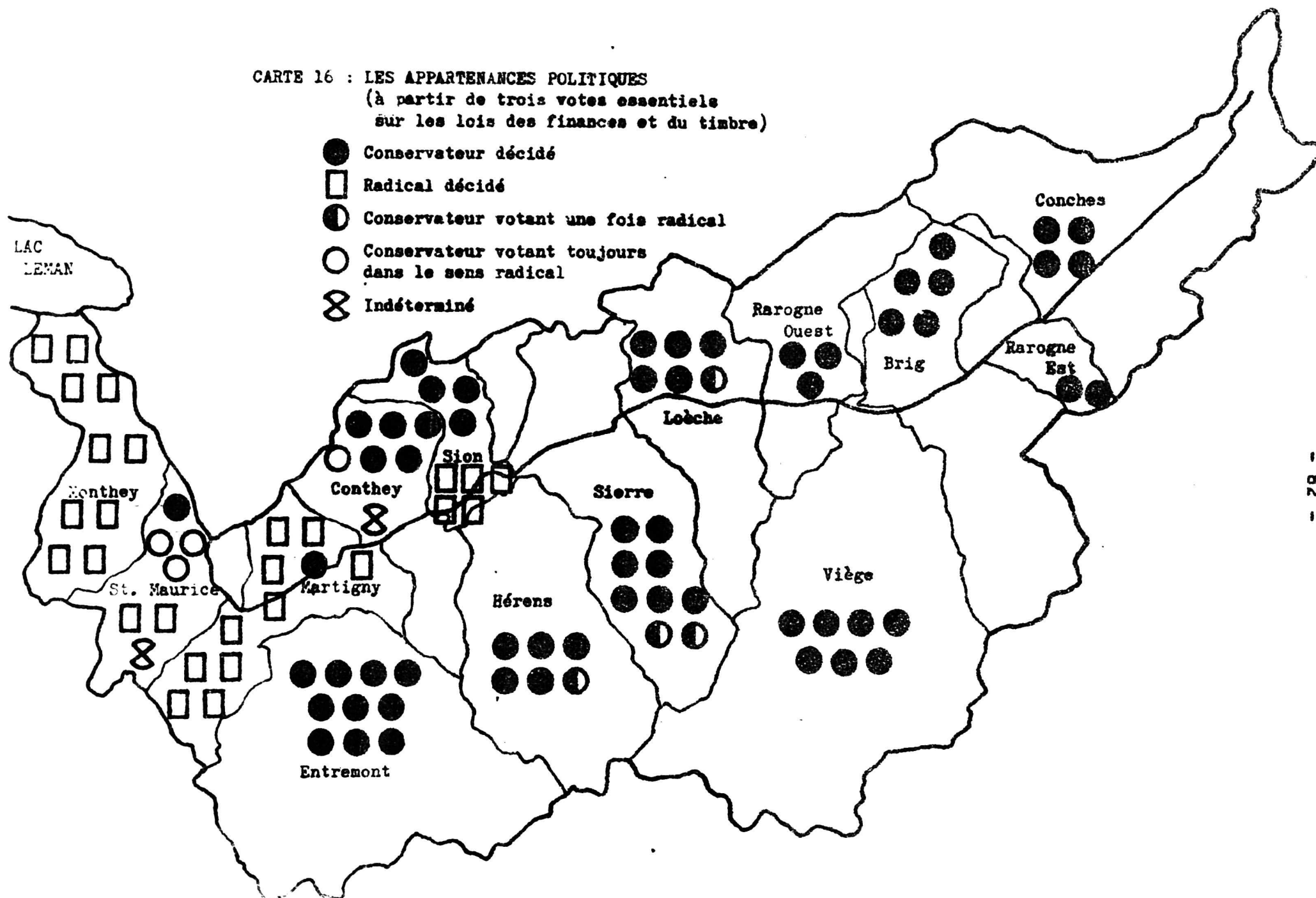
3. Les appartenances politiques

Nous savons que les députés élus en 1873 se répartissent officiellement à raison de 27 radicaux et de 69 conservateurs. Mais ces élections nous ont également montré que l'unanimité ne règne pas au sein du parti majoritaire. Afin d'y voir plus clair, nous allons analyser les comportements des députés à l'occasion de trois votes nominatifs extrêmement importants concernant les nouvelles lois des finances et du timbre, sur le contenu desquelles nous reviendrons d'ailleurs plus loin.

Le résultat de ces votes est reporté sur la carte de la page suivante. Une fois de plus, le Haut-Valais fait montre d'un ensemble quasi parfait. Seul un député de Loèche se permet, lors d'un vote, de s'écarter de la ligne du parti. Dans le Centre, tandis que l'opposition entre les députés conservateurs et radicaux (élus par le cercle de Sion-Bramois) du district de Sion est très nette, on observe dans les trois autres districts, quelques petites variations. Il se trouve deux députés dans le district de Sierre pour faire bande à part lors d'un vote, un encore dans le district d'Hérens; dans le district de Conthey, dont la députation passe pour être intégralement conservatrice, on remarque que cinq députés seulement votent dans le sens du parti. Un sixième vote régulièrement avec les radicaux, tandis que le dernier, ne s'étant jamais exprimé, ne peut être classé. Dans le Bas, aucune surprise n'est à enregistrer dans les districts de Monthey, Martigny et Entremont, où chaque député vote en fonction de ses couleurs. La situation change nettement dans le district de St-Maurice. Alors que la liste fusionniste semblait comporter cinq conservateurs et deux radicaux, on ne retrouve, lors des votes analysés, qu'un seul député, en l'occurrence le très conservateur Camille de Werra, d'accord avec les mots d'ordre du parti. Quant aux six autres, à l'exception d'un député qui ne se prononce jamais, ils votent tous dans l'opposition. 26)

On remarque donc que, si dans l'ensemble les députés votent bien en fonction de leur étiquette, certains conservateurs auraient tendance à pencher vers l'opposition.

CARTE 16 : LES APPARTENANCES POLITIQUES
(à partir de trois votes essentiels
sur les lois des finances et du timbre)



B. LES ACTIVITES DU LEGISLATIF VALAISAN

Nous avons vu que les élections du 2 mars, venant à la suite de graves remous intérieurs, n'amenèrent pas d'énormes changements dans la composition de la députation. Dans ces conditions nous nous permettrons d'observer les activités de la députation non pas à partir de la première session de la nouvelle législature, mais à partir de 1872 déjà.

Sous le régime Allet, le Grand Conseil s'était semble-t-il quelque peu endormi, remettant aux calendes grecques des réformes toujours plus pressantes. Sous les coups de la faillite de la banque cantonale et face à la révision fédérale, le pouvoir législatif se trouve enfin contraint de réagir. Une fois remis du choc, de nouveaux conseillers d'Etat étant arrivés au pouvoir, il décide la mise en oeuvre de certaines lois; entre temps, réconfort bienvenu, le peuple suisse avait, le 12 mai 1872, rejeté le projet de Constitution fédérale.

Cette volonté de réformer les lois cantonales les plus contestées étant désormais bien réelle, leur mise en route allait se faire assez rapidement; dans la session de mai 1872 déjà, alors même que les difficultés financières consécutives à la faillite de la banque étaient en passe d'être surmontées, mettant un terme aux débats passionnés qu'elles avaient occasionnés, certaines propositions concrètes devaient être avancées. Écoutons à ce propos un des leaders conservateurs, le sierrois Victor de Chastonay:

"La journée du 12 mai impose aux pouvoirs publics des obligations auxquelles vous avez la noble mission de satisfaire. Vous avez compris ces obligations en travaillant immédiatement au perfectionnement de nos institutions. Les réformes importantes que vous décréterez dans la réorganisation de l'administration judiciaire et de l'instruction publique correspondent à un désir généralement exprimé depuis nombre d'années. Avec l'appui intelligent et dévoué du pouvoir exécutif, nous avons l'assurance de voir ces réformes très prochainement passer à l'état de réalité. Le Valais aura ainsi prouvé à ceux qui voudraient lui imposer leur volonté qu'il sait par lui-même marcher résolument dans la voie du progrès pour autant que ses ressources le lui permettent. Les améliorations que nous introduirons dans notre organisme intérieur seront en même temps

l'arme la plus puissante contre le parti qui vient de succomber devant le souffle populaire, lorsqu'il s'avisera de reproduire sur les mêmes bases cette oeuvre de révision dont quelques dispositions sont d'une utilité incontestable, mais que la nation a rejetée, parce qu'elle portait dans son ensemble l'empreinte déguisée de l'absolutisme." 27)

En novembre 1872 débute la session d'automne, la dernière de la législature. Quoique relativement longue - elle sera prorogée en janvier - elle se déroule dans le calme, malgré la discussion en première débats de la première loi mise en route conformément aux décisions prises, loi concernant l'instruction publique. A quelques mois du renouvellement de la députation, les joutes oratoires cèdent la place aux préoccupations électorales.

Un détail intéressant que nous livre cette session est constitué par le discours de clôture, prononcé par le président du Grand Conseil, Maurice Chapelet, membre de la petite fraction de conservateurs modérés siégeant au Grand Conseil. Contrastant avec le discours tenu quelques mois plus tôt par Victor de Chastonay, il constitue un des seuls témoignages de cette tendance. Écoutons-en le passage consacré à la révision de la Constitution fédérale:

"On ne peut se dissimuler qu'il existe un second plan qu'un certain lointain encore nuageux empêche de définir. La révision sera la lumière qui achèvera d'éclairer le tableau. Mais selon les points de vue divergents où se placeront les spectateurs, les uns croiront contempler la perspective des plus heureuses destinées, tandis que les autres ne sauront voir que le spectre des menaces les plus redoutables pour les libertés religieuses et politiques de notre chère patrie." 28)

Le mouvement des réformes, lancé en 1872, se précise dès la première session de la nouvelle législature, en mai 1873. A côté de la réforme de l'instruction publique s'inscrivent désormais les discussions sur une nouvelle loi forestière et une nouvelle loi sur l'Heimatlosat, en attendant la mise en route de la réorganisation des tribunaux et des nouvelles lois des finances, dont les discussions se poursuivront jusqu'en 1874.

Ces diverses lois font l'objet de travaux récents ou-en cours, aussi notre propos n'est-il pas d'en refaire l'histoire. S'il en est fait mention, c'est en raison des motifs qui les déclenchèrent, motifs que nous rappelle Ferdinand de Montheys, à l'occasion de la discussion de la loi sur l'instruction publique:

"Il n'est pas éloigné le temps où nous avons pu voir des hommes chercher dans notre organisation et nos lois scolaires des arguments et des armes pour les mettre au service du parti suisse qui est hostile à la souveraineté des cantons. Pour combattre cette tendance, pour faire tomber ces armes, le moyen le plus efficace et le plus sûr, est de nous mettre à l'oeuvre, non pas sans prudence, mais avec résolution, pour combler les lacunes de la loi et de l'organisation présentes, après avoir reconnu, sans pour cela oublier ce que nous devons à nos prédécesseurs, après avoir reconnu, dis-je, que dans des temps et pour des besoins nouveaux il faut des lois nouvelles."29)

CHAPITRE TROIS : FACE A LA REVISION

Les éléments développés jusqu'à maintenant nous ont permis de prendre conscience des divergences fort importantes existant entre les diverses parties du canton. Leurs causes sont connues. Les rapports de forces entre les deux partis, sanctionnant précisément ces disparités, ont été précisés. Il est temps d'aborder l'étude des prises de position des différentes autorités valaisannes, ainsi que de la presse du canton, face à la révision de la Constitution fédérale.

En ce qui concerne les prises de position des personnalités, en l'absence de fonds privés, nous nous concentrerons sur les attitudes des délégués valaisans à Berne, sur celles des députés au Grand Conseil ainsi que sur celles de nos Conseillers d'Etat.

L'essentiel du chapitre sera cependant consacré à l'analyse des prises de position observables dans les organes politiques valaisans, au nombre de deux. Porte parole officiels des partis en présence, ils nous permettront d'analyser l'intensité de la campagne, les thèmes avancés pour ou contre le projet; de plus nous tenterons de confronter ces derniers avec la situation effective du canton.

I. LES PRISES DE POSITION DES AUTORITES

A. LA DEPUTATION VALAISANNE A BERNE

1. Carrière et options politiques des députés

a. les Conseillers aux Etats

Les Conseillers aux Etats chargés de la défense des opinions de la tendance dominante en Valais sont élus par le Grand Conseil durant la première session de la députation élue le 2 mars 1873, soit dans la session de mai, lors de la séance du 28. Pour la partie allemande du canton, Jean-Baptiste Graven est élu par 65 voix sur 93 bulletins rentrés, le candidat de l'opposition en obtenant 22. Quant au candidat romand de la majorité conservatrice, Ferdinand de Montheys, il passe sans difficulté, obtenant 61 voix sur 95 bulletins rentrés; le candidat de l'opposition couche pour sa part sur ses positions, obtenant à nouveau 22 voix. 1)

Jean-Baptiste Graven, né en 1839 à Viège, étudiera tout d'abord à Brigue, effectuera deux années d'études en Hollande, fréquentera l'école de droit à Sion pour reprendre, en 1864, une étude d'avocat et notaire à Sion. Elu député au Grand Conseil, il y demeurera de 1869 à 1897 et de 1903 à 1907, assurant même la présidence de 1887 à 1889. Entre 1897 et 1903, il fera un passage dans les rangs du Conseil d'Etat. 2)

Lorsque le Grand Conseil l'envoie siéger à Berne, il est âgé de 34 ans seulement. Très à droite, tant en Valais que sous la coupole fédérale, il se déclare adversaire acharné du projet de révision de la Constitution fédérale, au nom de la défense de sa foi, ainsi qu'il le déclare dans un discours tenu devant le Grand Conseil à l'issue de son élection. Prenant acte du fait que cette fois la révision va se faire sur le dos du catholicisme, il entend bien ne pas se laisser fléchir par les éventuelles concessions qui s'annoncent en faveur du fédéralisme:

"...ma tâche sera surtout ardue pour représenter dignement le canton lors des prochains débats sur le nouveau projet de révision, qui, cette fois-ci, très probablement tendra à s'accomplir surtout sur le terrain de nos rapports confessionnels. Les actes de violence dernièrement commis en matière religieuse sont là pour nous convaincre qu'on pourrait bien ne pas respecter suffisamment nos convictions catholiques et le culte de notre religion, que par contre, pour faire triompher la révision on ménagera davantage certaines susceptibilités de nos cantons confédérés au point de vue de la souveraineté cantonale. Et du moment qu'on tendra à gêner la libre profession de notre religion, il sera certes du devoir d'un député catholique de combattre, dans la mesure de ses forces, cette tendance et ce courant anti-religieux afin d'assurer à la foi de nos pères, garantie par notre Constitution, sa pleine liberté d'action. Qu'on garantisse la liberté de notre Eglise qui, certes, n'est point incompatible avec notre liberté politique. C'est dans ces sentiments que j'irai à Berne représenter notre canton." 3)

Son compagnon de lutte, Ferdinand de Montheys, ne lui cède en rien au niveau des convictions. La carrière de ce dernier représentant d'une vieille famille valaisanne se divise en deux parties. Tout d'abord avocat et notaire, professeur au collège de Sion de 1854 à 1860, il assumera la tâche de rédacteur de l'organe conservateur, le Gazette du Valais, de 1855 à 1869. Ce n'est qu'en 1873 - il est alors âgé de 49 ans - qu'il entre dans la carrière politique, en obtenant un siège de député au Grand Conseil. Moins de trois mois plus tard, il est envoyé à Berne. Conservateur catholique convaincu, il poursuit, dans ses nouvelles fonctions, la défense des idées exposées pendant quatorze ans dans la feuille conservatrice. 4)

b. les Conseillers nationaux

Au nombre de cinq, il se répartissent donc, depuis les élections de 1872, à raison de quatre conservateurs et un radical.

Ignace Zen-Ruffinen, issu d'une famille noble très influente de Loèche, a déjà, en 1873, une longue carrière derrière lui. Né en 1809, il est devenu, après avoir suivi les cours du Collège de Sion et de l'école de droit de la même ville, avocat et notaire. Préfet de Loèche de 1856 à 1870, député au

Grand Conseil en 1841 et de 1852 à 1890, président du Grand Conseil en 1870, Conseiller d'Etat de 1843 à 1847, il y revient entre 1871 et 1876. Délégué à la diète fédérale en 1841 et 1842, Conseiller aux Etats entre 1859 et 1861, il y retournera encore entre 1876 et 1878; entre temps, il accomplira encore une législature au Conseil national entre 1872 et 1875. 5)

S'il est catholique conservateur, il ne représente pas moins une tendance modérée; versé dans les questions financières, il sera appelé en 1870 au poste de Conseiller d'Etat, avec comme mission de redresser la situation financière du canton après la faillite de la banque.

Hans-Anton von Roten, issu d'une importante famille patricienne, fils et frère de Conseillers nationaux, naquit à Rarogne en 1826. Préfet de Rarogne de 1858 à 1895, notaire à Sion, président de Rarogne de 1856 à 1895, député au Grand Conseil de 1856 à 1895, Conseiller aux Etats entre 1863 et 1865, il entra au Conseil national en 1866, pour y demeurer jusqu'à sa mort, en 1895.

Pur catholique conservateur, il se situera à Berne très nettement à droite, faisant à plusieurs reprises partie du comité directeur de la fraction conservatrice. 6)

Maurice Evéquoz, l'élus du Centre, naquit à Conthey en 1824; après avoir fait son collège à Sion et à Fribourg, il étudia le droit à Munich, Sion et effectua un séjour à Paris. Avocat et notaire à Sion, il fut préfet du district de Conthey de 1861 à 1887, suppléant au tribunal d'appel de 1861 à 1877, juge au tribunal d'appel et de cassation de 1887 à 1889, député au Grand Conseil de 1861 à 1889. Sur le plan fédéral, il fut député au Conseil des Etats de 1863 à 1865 et de 1875 à 1880 et député au Conseil national de 1866 à 1875 et de 1881 à 1887. 7)

Evidemment conservateur catholique, personnalité en vue du parti, il refusa le projet de 1872, non sans avoir voté en faveur de l'unification du droit. 8) Fidèle à ses positions, il garda la même ligne deux ans plus tard.

Louis Gross, dernier représentant conservateur de la députation valaisanne, était originaire de Martigny-Bourg. Après des études secondaires aux collèges de St-Maurice et de Sion, il poursuivit à Munich, Paris et Sion. (école de droit). Devenu avocat et notaire, il accéda à la charge de conservateur des hypothèques du district de Martigny (1861-1869), siégea en tant que président du tribunal de ce même district de 1869 à 1877, fut élu président de sa commune en 1868, poste qu'il conserva jusqu'à sa mort, survenue en 1878. Nous avons déjà rencontré plus haut tant son élection comme Conseiller national, survenue le 27 octobre 1872, que comme député au Grand Conseil, datant elle du 2 mars 1873. 9)

Cet homme, poète à ses heures, fidèle tenant de l'idéologie conservatrice, n'hésite pas à défendre devant le Conseil national, le recours des catholiques de Genève, durant l'été 1873.

Le cinquième député valaisan, Louis Berman, est également l'unique représentant de la minorité radicale. Né en 1805 à St-Maurice - il y mourra en 1890 -, il a déjà, en 1873, l'essentiel de sa carrière derrière lui. Sa jeunesse se passe dans les armées étrangères, tout d'abord en France, où il sert Charles X de 1823 à 1830, prenant part à la campagne d'Espagne, puis au service du Pape. Rentré de Rome en 1849, avec le titre de Lieutenant-colonel, il devint Inspecteur fédéral de l'Infanterie dès 1853, Commissaire de la Confédération et Commandant de la troupe d'occupation à Genève, lors des troubles du 22 août 1864, Commandant de la 2ème division de l'Etat major fédéral. Après son retour au pays, il devint tout d'abord, dans son canton, président de St-Maurice, de 1853 à 1855, en 1861 et de 1865 à 1872, puis Conseiller national de 1860 à 1878, enfin député au Grand Conseil, à partir de 1865 et pour vingt ans. Il est intéressant de noter que le seul représentant radical à Berne est également le seul à ne pas avoir une formation de juriste. 10)

2. Interventions des députés valaisans à Berne -

Il est temps de voir quel fut le comportement des délégués valaisans à Berne, à l'occasion de la mise au point du projet de révision de la Constitution fédérale.

Rappelons tout d'abord que le projet élaboré par le Conseil fédéral fut étudié par une commission, dans laquelle ne figurait d'ailleurs aucun député valaisan, avant de faire l'objet des débats aux Chambres fédérales.

Au Conseil national, les premiers débats durèrent du 3 novembre au 22 décembre. Lors de la discussion des articles militaires, Louis Barman intervint en faveur de la proposition de la commission de révision, qui prévoyait de confier à la Confédération toutes les questions d'instruction et d'organisation, laissant aux cantons le soin de régler les questions d'équipement, d'habillement et tous les problèmes de détail. 11)

Lorsque arrivèrent sur le tapis les questions ayant trait à l'instruction publique, Ignace Zen-Ruffinen intervint vigoureusement en faveur des ordres religieux.

"(il) prouve que l'enseignement religieux vaut celui des instituteurs laïcs et que les populations instruites par eux n'ont rien perdu de leur patriotisme." 12)

Cette hostilité ne pouvait, selon lui, que faire partie d'un plan destiné à supprimer en fin de compte tous les ordres religieux.

Au moment de la discussion de l'article 35, prévoyant la fermeture des maisons de jeu, Maurice Evéquoz demanda à l'Assemblée de reculer la date de fermeture des maisons de jeu en Suisse du 1er janvier 1876 au 1er janvier 1878, afin de permettre à l'Etat du Valais de respecter ses engagements pris à l'égard du Casino de Saxon. 13) Il se permit d'ajouter que bien des maisons en Suisse, autrement moins morales qu'un casino, ne se verraient point touchées par cette mesure. La proposition fut finalement rejetée. 14)

Quelques jours plus tard, ce fut au tour de Hans-Anton de Rotten de prendre la parole pour défendre la subvention

annuelle de 50 000 francs accordées au canton du Valais pour l'entretien de ses routes alpestres. Son amendement fut accepté par 64 voix contre 35. 15)

Entre temps, au Conseil des Etats, à côté de Ferdinand de Montheys, qui intervint uniquement pour remercier ses collègues du maintien des subventions pour les routes alpestres. 16) Jean-Baptiste Graven prit à trois reprises la parole. Il plaide tout d'abord en faveur de la fixation au 31 décembre 1877 de la date de fermeture définitive des maisons de jeu. 17) demande acceptée par 17 voix contre 16; puis, lors de ses deux autres interventions, il s'oppose à l'élection des prêtres par les communes et prit la défense des couvents. 18)

Lors des seconds débats, tenus en janvier 1874, l'intervention des députés valaisans au Conseil national fut une fois de plus provoquée par la question du Casino de Saxon. Louis Barman prit à cette occasion la défense du choix fait au sein du Conseil des Etats:

"Le Conseil des Etats a eu de graves raisons pour prendre une détermination différente de celle du Conseil national. On ne savait pas au Conseil national que la convention n'expirait réellement qu'au 31 décembre 1877. C'est donc par pur respect pour les conventions et les droits acquis, que le Conseil des Etats a accordé une prolongation d'un an, faveur peu importante, après tout, puisque les maisons de jeu sont condamnées en principe." 19)

Le député haut-valaisan Roten tenta pourtant de prouver que la concession concernant les jeux de Saxon prenait bel et bien fin au 31 décembre 1876, ce à quoi répliqua Ignace Zen-Ruffinen en rappelant que la véritable autorité compétente, le Grand Conseil valaisan, avait déclaré la date du 31 décembre 1877 comme celle mettant fin à la concession incriminée.

Par la suite, au moment de la discussion sur les questions d'établissement, Roten proposera d'inclure dans les motifs justifiant un retrait du droit d'établissement celui consistant à avoir une conduite notoirement immorale:

"Ce serait...l'unique moyen de sauver quelques grandes

viles de l'invasion toujours croissante de l'immoralité." 20)

La proposition sera rejetée à une forte majorité. Le même député réagira encore lors de la discussion des articles confessionnels, réfutant en bloc les accusations portées contre l'Eglise catholique. 21)

En ce qui concerne les interventions valaisannes au Conseil des Etats lors des débats de janvier, on ne remarque que la prise de position de Ferdinand de Montheys, s'opposant à l'abolition de la peine de mort. 22)

Le vote final sur le projet interviendra le 31 janvier 1874. Au Conseil national, il sera adopté par 103 voix contre 20. Tandis que Louis Barmen se rangera parmi les acceptants, Louis Gross, Ignace Zan-Ruffinen et Hans-Anton de Roten rejeteront le texte. Maurice Evéquoz, pour sa part, ne répondra pas à l'appel. Au Conseil des Etats, où la Constitution sera acceptée par 22 voix contre 17, les deux représentants valaisans rejoindront bien entendu l'opposition. 23)

Deux constatations peuvent être faites. D'une part, les six représentants de la majorité conservatrice, comptabilisant ensemble cinq postes de député, un poste de Conseiller d'Etat, une présidence de commune, trois postes de préfet et deux postes de juge - indice éloquent de leur insertion dans les sphères politiques du canton - adoptèrent à Berne une attitude intransigeante, rejetant jusqu'au bout, à l'exception peut-être de Maurice Evéquoz, l'oeuvre de révision. D'autre part, tous les membres de la délégation, pourtant très en vue et habitués à intervenir dans les affaires cantonales, ne se firent pratiquement jamais entendre à Berne, intervenant tout au plus lors de l'arrivée sur le tapis de la fermeture des maisons de jeu, des subventions pour les routes de montagne, et pour défendre la religion catholique et ses institutions. En fait l'action des députés valaisans se révéla très faible, pour ne pas dire nulle.

B. LE GRAND CONSEIL VALAISAN

Le 9 février 1874, le Grand Conseil valaisan se réunit en session extraordinaire, afin de décider si le vote du peuple, appelé à se prononcer le 19 avril suivant sur le texte de la constitution fédérale révisée, sera accepté comme vote de l'Etat. Il s'agit également de savoir si une proclamation au peuple s'impose ou non. 24)

Une commission est nommée; elle doit présenter pour la séance du 10 février le résultat de ses délibérations. Les sept membres choisis se répartissent entre cinq conservateurs et deux radicaux. Les deux radicaux, le docteur Beck de Monthey et le député Bruttin du district de Sion, comptent parmi les plus décidés du parti. Quant aux cinq conservateurs, trois représentent la partie allemande du canton: Pierre-Louis In-Albon de Brigue, César Clemenz de Viège et Benjamin de Preux du district de Sierre; les deux autres, Ferdinand de Montheys, élu par les communes rurales du district de Sion, et Camille de Werra de St-Maurice sont choisis parmi les représentants conservateurs du Valais romand. Parmi ces cinq conservateurs, si César Clemenz ne semble pas être un enragé, Ferdinand de Montheys et Camille de Werra représentent pour leur part l'extrême droite du parti au pouvoir; quant aux deux autres membres de la commission, il est difficile de préciser leur position au sein de la majorité. 25)

Le lendemain donc, la commission présente son rapport. En ce qui concerne le vote de l'Etat, aucune divergence n'est apparue; on propose de reconnaître le vote du peuple comme vote de l'Etat. Cette manière de voir est également celle des députés qui entérinent la proposition très rapidement.

Si le vote de l'Etat ne pose pas grand problème, il en va autrement en ce qui concerne l'opportunité d'une déclaration du Grand Conseil au peuple valaisan. La commission s'est sur ce point partagée; tandis que la minorité, composée de Camille de Werra et Pierre-Louis In-Albon, propose de rédiger une déclaration antirévisionniste, la majorité s'y refuse.

attendu que le texte de la Constitution révisée n'est pas encore disponible. Les deux défenseurs de la proclamation reviennent à la charge, proposant que le Conseil d'Etat s'occupe de la rédaction du texte. Pour le député de St-Maurice, les autorités doivent éclairer le peuple en une telle circonstance:

"Si l'on adopte l'avis de la majorité de la Commission, le peuple valaisan pourrait nous reprocher de ne pas lui avoir, en cette circonstance si solennelle pour lui, donné aucune direction." 26)

Après une intervention plus vigoureuse encore de la part du second membre de la minorité de la commission, 27) Ignace Zen-Ruffinen, Conseiller d'Etat, prend la parole, déclarant qu'il préfère ne pas avoir à rédiger, avec ses collègues, une proclamation au peuple valaisan, préférant voir ce dernier exprimer son choix spontanément.

Après une dernière intervention, repoussée d'ailleurs, du leader radical Alexandre Dénérier, demandant une nouvelle réunion du Grand Conseil après la parution du texte définitif du projet fédéral, on passe au vote. Il est décidé par 44 voix contre 32 de confier au Conseil d'Etat la rédaction de la proclamation, sitôt connue la version définitive du projet. 28)

Ainsi donc, si la grande majorité est opposée à la révision, 44 députés seulement jugent utile d'éclairer le peuple; 32 députés se refusent à cautionner une déclaration, nombre supérieur aux effectifs radicaux, tandis que 20 délégués ne jugeront pas utile de venir prendre part aux délibérations ou de se prononcer lors du vote.

C. LE CONSEIL D'ETAT VALAISAN

1. les membres du Conseil d'Etat.

Sur les cinq conseillers d'Etat élus à la suite de la faillite de la banque cantonale, quatre sont encore en fonction durant les premiers mois de 1874. Il s'agit du haut-valaisan Ignace Zen-Ruffinen, de Charles de Rivaz, élu pour le Centre, et de Henri Bioley de Monthey et Joseph Chappex de Massongex, représentants du Bas-Valais. Quant au second haut-valaisan élu en 1871, Antoine Clemenz de Viège, il est déjà remplacé par Alphonse Walther, originaire de la commune concharde de Selkingen.

Charles de Rivaz, fils de Charles-Louis de Rivaz - un des fondateurs du régime radical en Valais en 1840 - reçoit le titre de notaire après avoir suivi les cours de l'école de droit de Sion. Conseiller national de 1863 à 1866, il est nommé en 1871 Conseiller d'Etat; il est alors âgé de 49 ans.

En retrait par rapport aux positions de son père, il peut être qualifié de conservateur modéré, étant d'ailleurs intervenu comme pacificateur entre les conservateurs et les radicaux lors de la crise de 1871. Restant en charge pendant dix ans, il occupera tour à tour les départements Militaire, de l'Intérieur et de Justice et Police. 29)

Joseph Chappex, après avoir fait son collège à St-Maurice, poursuit à Lausanne des études de géomètre. Président de sa commune d'origine pendant 45 ans, il sera en outre député au Grand Conseil de 1852 à 1857, de 1865 à 1877, de 1881 à 1885. Sur le plan fédéral, il occupera un siège de Conseiller aux Etats de 1865 à 1868 et de 1880 à 1888. Lors de son arrivée au Conseil d'Etat, il est âgé de 43 ans.

De libéral modéré, il évoluera vers le conservatisme. En 1871, il peut être considéré comme un conservateur modéré. Lors de son premier passage à Berne, il figure au centre, lors de son second passage, il est classé à droite. 30)

Henri Bioley, second représentant du Bas, n'a que 30 ans lorsqu'il entre au Conseil d'Etat. Né en Italie - son père était au service du Saint-Siège -, il fait son collège à St-Maurice pour aboutir, comme tant de valaisans de l'époque, à l'école de droit de Sion. Ce président de la Société des étudiants suisses en 1861 et 1862, fondateur de la section Aysunia, se mêlera très vite de politique, intriguant dans le district de St-Maurice. Son début de carrière semble dominé bien plus par la volonté de percer que par celle de représenter une idéologie définie. Débutant dans les rangs des modérés, flirtant même avec les radicaux de sa région lors de certaines élections au Grand Conseil, il déchaînera la colère de ces derniers lorsque, en 1873, il se portera garant des intérêts de la tendance cléricale au sein de la majorité conservatrice. 31)

Entre temps, cet arriviste, beau frère de Joseph Chappex, entre donc au Conseil d'Etat. Il y demeurera jusqu'en 1884, puis à nouveau de 1904 à 1913. Dans l'intervalle il sera président du tribunal de Monthey (1884-1901), président du tribunal cantonal (1901-1904), député au Grand Conseil (1883-1904) et Conseiller national (1895-1905). 32)

En ce qui concerne les Conseillers d'Etat du Haut-Valais, on rencontre, en compagnie de Ignace Zen-Ruffinen, 33) Alphonse Walther, l'élu de 1873. Avocat formé à Sion, il fut d'abord secrétaire au département des finances, rapporteur au Contentieux de l'administration, député au Grand Conseil. Connu grâce à ses activités au sein de cette dernière assemblée, il est désigné à 37 ans pour remplacer César Clemenz. Il conservera ce poste jusqu'en 1893, dirigeant le département de l'Intérieur puis celui des Finances. 34)

Les cinq conseillers d'Etat en charge à la veille du vote présentent une moyenne d'âge acceptable: environ 45 ans. Si l'on excepte Ignace Zen-Ruffinen, le vétéran de l'équipe gouvernementale, on obtient une moyenne proche de 40 ans. Il ne peut donc être question de patriarches rassis auxquels le temps aurait enlevé toute capacité d'adaptation.

En ce qui concerne leurs positions, ils sont censés représenter, à l'exception d'un seul, les tendances modérées de la majorité conservatrice. Il est indispensable de garder ces caractéristiques à l'esprit avant d'analyser le contenu de la proclamation qu'ils publieront, conformément à la décision prise par le Grand Conseil.

Auparavant, nous allons nous pencher sur un test intéressant, en l'occurrence l'analyse des résultats fournis par leur élection périodique, intervenue en séance du Grand Conseil, le 28 mai 1873. 35)

Henri Bioley, le candidat le plus contesté, n'est élu que par 57 voix contre 37 pour le candidat des radicaux, Louis Barmen. Les deux voix éparses se partagent entre un conservateur et un radical. Dans ces conditions, sachant que le parti radical compte 27 représentants dans la députation, on constate que pas moins de 10 conservateurs ont préféré voter pour le candidat de l'opposition.

Lors de l'élection du second représentant du Bas, les radicaux renoncent à présenter un des leurs, face au modéré Joseph Chappex. Ce dernier connaît une brillante réélection, rassemblant 80 suffrages. Le solde se répartit entre 10 bulletins blancs et 6 votes épars. Contrairement à l'élection précédente, celle-ci voit un bon nombre de députés radicaux apporter leurs voix à un candidat manifestement beaucoup mieux accepté.

L'élection du candidat du centre, plus réjouissante que celle de Bioley, est en retrait par rapport à celle de Chappex. Charles de Riva obtient en effet 67 voix; on note 8 votes épars, 16 bulletins blancs et 4 nuls (95 votants).

Alphonse Walther obtient un résultat analogue: 69 voix. 10 voix vont à d'autres candidats conservateurs; on note encore 14 bulletins blancs et 1 nul (94 votants). Ignace Zen-Ruffinen est finalement le moins bien élu, avec 48 voix. Il est à noter cependant que ce relatif échec est dû au fait que 26 voix se sont reportées sur des candidats conservateurs dont un en tout cas, le Conseiller d'Etat déchu Alexis Allet, est situé, poli-

tiquement, nettement plus à droite que le candidat officiel. Il ne peut donc s'agir d'une bouderie radicale en règle. Une fois de plus on note 14 bulletins blancs et 5 nuls

L'analyse de l'élection des membres du Conseil d'Etat tendrait donc également à prouver que, à l'exception de Bioley, tous soient les tenants d'une certaine modération, obtenant des suffrages de la part de certains radicaux, se voyant même, dans le cas de l'élection de Zen-Ruffinen, contrés par des votants leur préférant des conservateurs de meilleur teint.

Il ressort encore de cette élection que, parmi les députés radicaux, 14 environ refusent absolument de cautionner ces candidats conservateurs, préférant rendre systématiquement un bulletin blanc.

2. La proclamation du Conseil d'Etat

Sur décision du Grand Conseil, le Conseil d'Etat se voit donc chargé de la rédaction d'une proclamation au peuple valaisan, afin de l'éclairer sur les dangers contenus dans le projet de révision.

S'il ne peut se défilier en ce qui concerne la proclamation, c'est par contre sur son initiative propre qu'il décide de faire imprimer, aux frais du gouvernement, la brochure ultra antirévisionniste due à la plume du radical fédéraliste de Martigny, Alphonse Morend, et de la faire paraître en plus dans les colonnes de la feuille conservatrice, la Gazette du Valais 36). Si l'opposition ne peut s'emparer de ce détail, elle n'en relève pas moins l'apparition en ville de Sion, d'affiches annonçant la parution de la brochure, et dépourvues du timbre 37). On ne peut, à la lecture de cette brochure, douter des sentiments antirévisionnistes animant les membres du Conseil d'Etat au moment où il prirent la décision de la faire imprimer.

Quant à la proclamation, mise en route en séance du 20 mars 38), elle se verra adoptée en sa forme définitive le 3 avril suivant. 39) Cette dernière sera lue dans toutes les

communes du canton une semaine avant le vote. Le président de Riddes, pour avoir refusé de le lire en entier et s'être contenté de la commenter, se verra infliger une amende de vingt francs, avec l'obligation de le lire avant l'ouverture du scrutin. 40)

Voyons d'un peu près le contenu de cette proclamation. Tout d'abord sont posés les principes fédéralistes au nom desquels le projet ne peut être reçu:

"Le peuple valaisan a hérité de ses pères le bien sacré de la liberté tout imprégné d'un sang généreux. C'est comme Etat indépendant qu'il est entré dans l'alliance des Confédérés, afin de pouvoir plus efficacement défendre ce précieux héritage en face de l'Etranger, tout en le conservant intact à l'intérieur. Nous avons donc le droit d'exiger avant tout le maintien du système fédératif, et le devoir d'empêcher qu'on nous réduise au rôle de province absorbée dans l'Etat unitaire." 41)

Ensuite, le texte aborde successivement la nouvelle organisation militaire, l'instruction publique, l'unification du droit et de l'administration judiciaire, et insiste sur toutes les dispositions en germe dans les lois fédérales qui découleront de l'acceptation du projet. Suivent les articles confessionnels et les questions financières.

En ce qui concerne les questions militaires, reproche est fait de tout diriger dans les compétences fédérales et d'augmenter les désagréments subis par le soldat:

"La force militaire, base et garantie de la liberté d'un peuple, passe presque complètement entre les mains du Pouvoir fédéral. Le peu qui en reste aux cantons est entouré de tant de restrictions et de réserves que cette compétence n'est plus qu'une vaine et trompeuse apparence. Dans la nouvelle organisation, la durée et les charges de service militaire seront considérablement augmentées, et le milicien se verra plus longtemps soustrait à sa famille et à ses affaires." 42)

L'instruction publique ne trouve pas non plus grâce aux yeux du Conseil d'Etat:

"...le projet de Constitution attribue à l'autorité fédérale un droit de surveillance qui pourra être exercé sans restriction et qui amènera, peut-être plus tôt qu'on ne le pense, la défense de l'enseignement religieux ainsi que l'exclusion d'instituteurs ecclésiastiques."

En ce qui concerne les articles touchant au droit:

"les principes qu'il renferme provoqueront de telles complications que, pour sortir de la confusion, on devra réclamer une centralisation complète." 43)

Par la suite, la proclamation aborde le grave problème de la future législation fédérale qui ne manquera pas d'être mise en route, avec pour conséquence d'enlever aux cantons les prérogatives qu'ils possèdent encore en matière de chemins de fer, dans les droits de pêche et de chasse, dans la fixation des droits politiques, dans les poursuites pour dettes et faillites, etc., etc..

Le ton se fait plus violent à l'approche des articles confessionnels:

"Après les douloureux événements de Genève, de Soleure et du JURA BERNOIS, tout catholique sincèrement attaché à la foi de ses pères, doit être saisi d'effroi à la lecture des articles confessionnels." 44)

Le Conseil d'Etat s'élève avec vigueur contre l'ingérence de la Confédération dans l'exercice des cultes, dans la fixation des normes concernant l'érection de nouveaux évêchés. Le maintien de l'interdiction de l'ordre des Jésuites, la possibilité d'étendre cette interdiction à d'autres ordre similaires, la suppression de la juridiction ecclésiastique, l'introduction du mariage civil sont dénoncés avec la dernière énergie. L'émancipation des enfants à l'âge de seize ans en matière religieuse n'échappe pas non plus aux critiques:

"A l'âge de 16 ans, l'enfant est soustrait à la puissance paternelle en matière religieuse. Les parents ne pourront donc plus exiger de leurs enfants honneurs et respect, ce précepte divin étant abandonné par la Constitution fédérale. Une pareille doctrine officiellement proclamée ne peut manquer d'exercer l'influence la plus pernicieuse sur la moralité des jeunes générations et de préparer des éléments destructeurs de l'ordre social." 45)

Dans les questions financières enfin, le Conseil d'Etat émet ses craintes de voir apparaître des impôts fédéraux s'ajoutant à la suppression des indemnités versées jusque là pour les postes et les péages, indemnités certainement pas

compensées par la prise en charge par la Confédération des charges occasionnées par l'équipement des troupes.

Quant au final, il est en tout point digne des sombres perspectives décrites tout au long de la proclamation:

"Que chacun, devant Dieu et en conscience, examine sérieusement le Pour et le Contre, et se rende à l'Urne avec l'intention de remplir fidèlement ses devoirs de citoyen.

Le moment est solennel: il décide de l'avenir de notre chère patrie. Présentez-vous donc en grand nombre au scrutin et faites votre devoir sans passion et avec la dignité de l'homme libre.

Et quel que soit le résultat de ce jour mémorable, conservez à la patrie tout votre amour; soutenez-la dans les temps d'épreuve comme dans la prospérité, et priez avec nous le Dieu de nos pères qu'il la conserve libre et heureuse!" 46)

Ainsi, le Conseil d'Etat, pourtant composé d'hommes passant pour être, à l'exception d'un seul, des conservateurs modérés, n'hésite pas, en exécution du mandat du Grand Conseil, à composer une proclamation très nettement anticentralisatrice. Ce fait montre bien dans quel sens penchaient les opinions, non seulement de la majorité conservatrice, mais également de ses franges modérées.

II. LA PRESSE VALAISANNE FACE AU PROJET DE REVISION -

A. ETAT DE LA PRESSE VERS 1874

1. Les journaux en présence

A l'heure du grand débat sur la révision de la Constitution fédérale, seuls trois journaux politiques s'impriment dans le canton, à savoir: le Gazette du Valais, le Walliser Bote et le Confédéré. 47)

La Gazette du Valais fut fondée en 1855, sous le régime radical finissant, en tant que porte parole d'un parti conservateur en pleine remontée. Comme premier rédacteur, le journal put compter sur un personnage brillant, l'avocat Ferdinand de Montheys, alors âgé de 31 ans. Ce dernier resta en place durant 13 années. 48)

Les débuts de ce journal, réalisés dans l'opposition, furent difficiles. Certains articles donnèrent lieu à des démêlés avec les tribunaux; 49) de plus, contrairement à l'organe radical, il ne fallait pas compter sur une quelconque aide financière venant du gouvernement. La situation s'améliora nettement lorsque, en 1857, les conservateurs revinrent définitivement au pouvoir, assurant du même coup l'avenir de leur organe.

Journal du parti, la Gazette du Valais reflète bien les opinions officielles, le rédacteur devant semble-t-il même trop souvent suivre les consignes du maître incontesté de l'époque, le Conseiller d'Etat Alexis Allet. En 1869, peut-être fatigué par cet état de fait, le rédacteur démissionne. Pour le remplacer, Allet fait appel à un jeune fribourgeois, Philippe Aebischer, qui restera en place durant 6 ans. L'arrivée de ce personnage marque une étape importante dans la vie du journal. Modernisé, il se transforme en véritable instrument de combat, ceci à la veille d'un épisode difficile de l'histoire valaisanne. 50)

Au niveau administratif, après la chute du Conseiller d'Etat Alexis Allet, une réorganisation a lieu. Le 11 novembre

1871, sont mis au point les statuts de la presse conservatrice. Désormais, une société d'actionnaires, au capital de 10 000 francs, est créée; la présidence est assurée par Henri Bioley, nouveau conseiller d'Etat. 51) En plus de la Gazette du Valais, la nouvelle société englobe la feuille conservatrice de langue allemande, le Walliser Bote. 52)

Ce dernier était apparu en 1840 déjà, lors de la séparation du supplément politique joint au Bulletin officiel. Sous le nom de Nachläufer, il ne vécut que du 29 août 1840 au 20 janvier 1841. Un deuxième essai, fait en 1851, échoue à nouveau. Ce n'est finalement qu'en 1858, après le retour au pouvoir du parti conservateur, que le journal, sous le nom de Walliser Wochenblatt, et confié à Xavier de Riedmatten, prit un départ définitif. De même que la Gazette, le Walliser Wochenblatt était donc bien un journal du gouvernement. 53) Après deux années seulement, de Riedmatten cédait sa place à Léon de Roten, qui conserva ce poste jusqu'en 1875. 54)

En 1869, le journal changera de titre, paraissant désormais sous celui de Walliser Bote. C'est à cette époque qu'il devient très nettement la tribune en langue allemande de la Gazette du Valais. 55) passant en 1871 officiellement dans une même et unique société.

Face à ces deux journaux, garants de l'idéologie conservatrice, se dresse le Confédéré, organe de l'opposition libérale. Son prédécesseur, le Courrier, n'avait pu résister à la chute du parti radical, chute qui avait entraîné le tarissement des subsides de l'Etat. Il abandonna le 30 décembre 1857, laissant:

"...à un autre journal et à d'autres hommes le soin de prendre en mains la défense des intérêts démocratiques du canton." 56)

Il fallut attendre 1861 pour que les milieux radicaux, alarmés par l'absence d'un porte parole, se décident à lancer un nouvel organe. Paraissant tout d'abord sous le titre : Le Confédéré du Valais, il connut plusieurs rédacteurs, dont l'ar-

dent polémiste Jean-Baptiste Calpini; 57) à son départ en 1872, une équipe de rédaction dont les membres nous sont inconnus prit la relève. Par la suite, ce journal qui subsiste encore aujourd'hui sous le même nom, connut des fortunes diverses.

Ces trois journaux politiques étaient donc les premiers qui devaient réussir à se maintenir, contrairement aux diverses feuilles apparues jusqu'en 1850.

2. Impact de la presse valaisanne

Avant de vouloir analyser la position des journaux dans les conflits de l'époque, il est bon de connaître quelle était leur force de pénétration dans l'opinion ainsi que le volume d'information distribué. Afin de donner plus de relief aux données que nous possédons à ce sujet, nous allons les comparer avec celles concernant la Suisse. Pour ce faire, nous utilisons les résultats retravaillés d'une enquête effectuée en 1872. 58)

A cette date, la presse helvétique comptait 416 publications, dont 226 à caractère politique. 59) Avec trois journaux seulement, la Valais venait largement en queue; en effet, tandis que la moyenne suisse se fixait à un journal pour 11 810 habitants, la moyenne valaisanne descendait à un journal pour 32 295 habitants, taux environ cinq fois inférieur à celui du canton de tête, Schaffhouse, qui comptait un journal pour 6 286 habitants. 60)

Autre facteur à prendre en considération: le nombre de parutions hebdomadaires. A ce niveau, les trois journaux politiques valaisans se placent dans les trois catégories les plus représentées. Le Walliser Bote, avec une parution par semaine, tient compagnie au 23,9% des journaux helvétiques; le Confédéré, avec deux éditions par semaine, partage le sort du 35,5 % des journaux, tandis que le Gazette du Valais, en paraissant trois fois par semaine, imite le 19,3 % des organes politiques suisses. Les trois catégories rassemblent un peu moins du 80 % du total des journaux, tandis que, parmi le solde, 16,6 % est com-

titué par des feuilles paraissent six fois par semaine. 61)

En ce qui concerne le format, autre point important de par son influence sur le volume de l'information, notons que les trois journaux se placent, en compagnie du 72 % des journaux confédérés, dans la catégorie délimitée par les formats 24/32cm et 29/41cm. 62)

Autre point important, pour ne pas dire essentiel, le tirage. On peut estimer que, vers 1874, les trois journaux valaisans ne devaient pas, à eux trois, dépasser un tirage de 1500 exemplaires. En 1875 en effet, le journal le plus répandu, la Gazette du Valais, se plaint, dans un article constatant une défaite électorale du parti conservateur, de la faiblesse de son tirage, qui n'atteint pas mille exemplaires. 63) Connaissant la faiblesse encore plus accentuée des deux autres organes, on peut considérer ce chiffre comme un reflet valable de la situation. Les citoyens habiles à voter au 19 avril 1874 étant au nombre de 26 685, on peut admettre qu'il existe un exemplaire pour quinze à vingt électeurs. 64)

Ces journaux, d'un prix élevé, ne sont pas à la portée de tous. Écoutons à ce propos Louis Courthion, parlant de la vallée de Bagnes:

X "En ces temps où l'argent ne circulait guère, les gazettes étaient rares. Les prêtres, quelques notaires et magistrats s'abonnaient parfois à des journaux en se cotisant. Au Châble, les messieurs conservateurs, avec les prêtres, tenaient cercle chez le médecin de la vallée. Dès 1861, la simple apparition du Confédéré motiva la création d'un cercle pour la lecture en commun de ce journal bi-hebdomadaire chez Jean Morend. Les établissements publics ne tenaient pas encore de journaux. Ce fut à l'heure de la Guerre franco-allemande seulement que M. Perrodin, aubergiste et buraliste, harcelé d'interrogations, trouva le moyen de s'en alléger en s'abonnant à la Gazette de Lausanne." 65)

Ce tableau saisissant est très révélateur. Le journal était encore un bien précieux et rare qui, financé parfois en commun, était lu par un nombre élevé de personnes. Si la situation de cette commune d'Entremont était sans doute moins favorable que celle régnant en plaine, elle n'en devait pas moins être supé-

rieure à celle de bien d'autres vallées latérales, telles qu'Hérens, Anniviers ou Conches. 66)

Ainsi, la presse, réduite à trois journaux, bien que se situant dans les normes suisses en ce qui concerne les parutions et le format, était relativement faible quant au tirage. Limitée par son prix et par l'ouverture des gens, elle atteignait en premier lieu les régions plus évoluées de la plaine, ne pénétrant en montagne que ponctuellement. Malgré cette faiblesse, son rôle ne peut être négligé, car l'information qu'elle répandait retombait finalement, par le nombre de lecteurs se partageant le journal et par le colportage de son contenu au gré des conversations, sur une part sans doute très large des électeurs, quand bien même elle devait y arriver passablement déformée:

"...la jeunesse lisait encore très peu, et l'information, basée sur le on-dit et transmise de bouche en bouche, laissait libre champ aux fantaisies rustiques et aux grossières mystifications." 67)

3. La presse conservatrice

La Gazette du Valais, imprimée à Sion, offrit jusqu'en 1868 à ses lecteurs deux éditions par semaine. Au moment de la reprise en main effectuée par Philippe Aebischer, le journal débarrassa ses colonnes du bulletin officiel et connut désormais trois éditions hebdomadaires.

Quant au format, il suivit l'ascension du journal; de 34/24cm durant la période 1855-1857, il passa successivement à 36/26cm entre 1858 et 1868, pour atteindre, avec la venue du fribourgeois, un format de 40/28cm. 68)

En 1858, le journal avait passé de deux à trois colonnes. Quant à la publicité, introduite petit à petit, elle occupa, à partir de 1871, toute la quatrième page, affermée désormais à un annonceur. Ainsi que ne manqua pas de le relever la rédaction, toutes ces améliorations de format et l'augmentation du nombre de parutions hebdomadaires se firent sans qu'il soit nécessaire de toucher au prix de vente qui resta durant toute la période fixé à dix francs. 69)

La feuille conservatrice en langue allemande faisait à cette époque figure de parent pauvre; également imprimée à Sion, elle devait se contenter d'une seule parution par semaine. Avec ses quatre pages, la dernière étant également affermée à un annonceur, et son format de 34/23cm seulement, elle offrait nettement moins de possibilités que sa grande soeur à l'intérieur de ses deux colonnes. Comparé à celui de la Gazette, le prix de l'abonnement à la feuille allemande était nettement supérieur, si ce n'est en valeur absolue -il coûtait six francs cinquante- du moins par rapport au volume d'information proposé. En raison de sa faiblesse et de son apparemment très net à la feuille conservatrice de langue française, nous ne nous occuperons pas de son contenu dans les analyses auxquelles nous procéderons plus loin.

La découverte des bilans des journaux pour les années 1860-1864 nous permet de faire une série de constatations fort intéressantes. Premier point important, les comptes du Bulletin officiel, du Walliser Wochenblatt et de la Gazette du Valais font partie du même bilan, ceci dans un livre de comptes de l'Etat du Valais, ce qui nous fournit la preuve du caractère officiel du journal; la Gazette du Valais est bel et bien le porte parole du Gouvernement. 70)

En ce qui concerne le nombre d'abonnés, en 1861, le Bulletin officiel en compte 108, le Walliser Wochenblatt 242, la Gazette du Valais 465. En 1862, à la suite de la création du Confédéré du Valais, tandis que la feuille de langue allemande reste stationnaire avec 243 abonnés, la Gazette du Valais tombe à 385.

En 1861, tandis que la vente des journaux rapporte 5 801.-, le subside de l'Etat s'élève à 1300.- francs. Dans le domaine des dépenses, l'impression revient à 4622.-, le salaire des rédacteurs atteint 1500.- francs 71) celui du caissier coûte 280.- francs, tandis que les frais de port s'élèvent à 372.- francs.

Si les comptes disponibles pour 1862, 1863 et 1864 sont moins détaillés, ils laissent cependant apparaître un état

stationnaire, tant au niveau des dépenses que des recettes.

En plus des questions techniques, financières et d'allégeance, le contenu et le programme de la Gazette du Valais doivent être rapidement abordés.

a. contenu du journal

En 1874, l'organe conservateur, dirigé pour une année encore par Philippe Aebischer, propose chaque semaine neuf pages d'information à ses lecteurs. Chaque numéro comprend un certain nombre de rubriques, toujours classées dans le même ordre: sur la page du titre prend place un article de fond accompagné par le feuilleton, placé en bas de page. A l'intérieur se succèdent les rubriques: canton du Valais, Confédération suisse, Nouvelles étrangères, Variétés.

Une analyse des dix premiers numéros de 1874 nous donne la répartition suivante:

Article de fond	:	19,3 %
Canton du Valais	:	34,2 %
Confédération suisse	:	16,- %
Nouvelles étrangères	:	13,7 %
Divers (Variétés + Feuilleton):		16,8 %

Le journal accorde donc la première place aux questions cantonales. En plus du compte rendu des séances -lors des sessions du Grand conseil- prennent place de très nombreux articles, écrits soit par le rédacteur soit par des correspondants, traitant, le plus souvent sur un ton de polémique, des points chauds de l'actualité valaisanne.

Reflet des préoccupations majeures du journal, l'article de fond, avec ses 19,3 % de surface imprimée et sa place privilégiée au centre de la première page, revêt une importance particulière. Durant les premiers mois de 1874, cette rubrique est en majeure partie consacrée au problème des luttes religieuses se déroulant en Suisse.

La rubrique Confédération suisse apporte des nouvelles fort diverses émanant tant de la ville fédérale que des cantons.

Ces nouvelles englobent aussi bien les compte-rendus des débats des Chambres fédérales et les décisions du Conseil fédéral que les nouvelles les plus graves concernant le Kulturkampf et les faits divers les plus banals.

Quant aux nouvelles étrangères, réduites à la portion congrue, elles ne font qu'énumérer, pays par pays, les principaux événements, sans amener de commentaires.

b. programme du journal

Dans sa première édition de 1874, à l'occasion de son vingtième anniversaire, la Gazette du Valais redéfinit pour ses lecteurs, ses objectifs. Elle se veut matériellement désintéressée, préoccupée seulement par la défense des causes qu'elle fait siennes.

"Notre oeuvre n'est pas une oeuvre de spéculation et d'intérêt; mais de dévouement à la cause religieuse et au bien-être de notre pays." 72)

Défense de la religion; c'est bien là en 1874 un des buts premiers du journal ou du moins son argument principal:

"De nos jours, où la liberté religieuse est méconnue et foulée aux pieds; où l'arbitraire est érigé en système gouvernemental; où la persécution pressure la conscience d'un grand nombre de nos confédérés, la mission de la presse catholique est ardue et difficile: c'est un combat de tous les jours et de toutes les heures." 73)

Cette défense passe par la liberté accordée à toutes les religions, aux évêques, aux prêtres et aux fidèles. Elle passe également par le refus le plus absolu de laisser à l'Etat le soin de décider en lieu et place des autorités ecclésiastiques, que ce soit dans des questions de dogme, de discipline ou d'organisation.

"Accordant à toutes les confessions la liberté la plus large, nous la réclamons pour nos évêques, nos prêtres et pour nous-mêmes; nous ne reconnaissons pas à l'Etat le droit de nous imposer un credo qui n'est pas le nôtre, de décider des questions de dogmes et de discipline ecclésiastique, de s'immiscer dans l'organisation de notre culte; de nous enlever nos églises et nos fondations et de nous donner pour évêque un prussien hérétique et schismatique,

alors qu'on nous accuse d'obéir au Souverain-Pontife que l'on appelle un prince étranger. Si l'Etat, oubliant ses devoirs et outrepassant ses attributions, s'arroge ce droit, alors nous lui disons: il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes.- En religion nous sommes catholiques, apostoliques et romains; tout cela et rien que cela." 74)

En ce qui concerne le second pôle des préoccupations de la Gazette, - "le dévouement...au bien-être de la patrie" - il passe, sur le plan fédéral, par la défense des principes fédéralistes, et sur le plan cantonal par la lutte contre les agressions de l'opposition radicale et de son organe envers le régime conservateur:

"Certes la patrie nous est chère et pour elle nous sommes prêts à tout sacrifier. C'est parce que nous l'aimons que, tout en acceptant les améliorations justes et raisonnables, nous avons combattu et nous combattrons encore la centralisation et l'unitarisme qui donneraient le coup de mort au régime républicain et à l'autonomie cantonale. C'est parce que nous aimons notre Valais en particulier que nous défendons les principes d'ordre et de justice; professés par notre gouvernement et par l'immense majorité du peuple; que nous condamnons l'opposition, lorsque, par esprit systématique, elle songe trop à ses ambitions froissées pour oublier les véritables intérêts du pays; que nous flétrissons une certaine presse qui a pris à tâche de miner notre crédit ébranlé par des revers dont la responsabilité ne retombe pas que d'un seul côté et auxquels le pouvoir actuel s'efforce courageusement de porter remède, et de dénigrer nos institutions et d'appeler de tous ses vœux le régime unitaire, le delenda Carthago du cantonalisme. 75)

4. La presse libérale

Le Confédéré, imprimé à Sion, en un format de 37/27cm paraît à cette époque deux fois par semaine. L'abonnement annuel s'élève à dix francs. Fort de quatre pages, il est rédigé sur trois colonnes. Tandis que les trois premières pages sont consacrées à l'information, la dernière est affectée à un annonceur. Inévitablement plus faible que celui de la Gazette, le tirage doit se situer entre 300 et 500 exemplaires.

L'analyse des surfaces rédactionnelles des dix premiers numéros de 1874 donne les résultats suivants:

Situation	:	20,1 %
Canton du Valais	:	35,9 %
Confédération suisse	:	6,1 %
Nouvelles des cantons	:	13,4 %
Faits divers	:	8,4 %
Dernières nouvelles	:	5,7 %
Nouvelles étrangères	:	10,4 %

De même que dans la Gazette du Valais, la place consacrée aux affaires cantonales prime, occupant le tiers de la surface rédactionnelle totale. Pour le reste, les différences sont assez sensibles. L'article de fond cède la place à un panorama des événements politiques survenant dans le monde, le tout placé en première page sous la rubrique Situation. En plus de cette rubrique, construite intégralement à partir d'informations recueillies dans des journaux de l'extérieur - procédé également en vigueur dans la Gazette du Valais - le Confédéré consacre encore deux rubriques à ce genre d'information, à savoir, en plus de la rubrique Nouvelles étrangères, celle intitulée Dernières nouvelles. Ainsi, pas moins de 35 % environ du journal est consacré à l'étranger, pourcentage de loin supérieur à celui de la Gazette du Valais. Sous les rubriques Nouvelles des cantons et Confédération suisse, de même que dans le journal conservateur, les nouvelles sont très variées, allant du fait divers au compte rendu des activités du Conseil fédéral.

Le journal rappelle ses objectifs dans son édition du 21 décembre 1873. Il s'agit, avec l'aide des libéraux valaisans, de continuer la lutte contre l'ultramontanisme, de défendre les idées progressistes tant dans les questions fédérales que cantonales, de se pencher sur les questions économiques intéressant le canton, de travailler au relèvement du crédit de l'Etat et de demander encore et toujours l'amélioration de l'instruction publique:

"Le Confédéré du Valais va entrer dans sa 14ème année. Fondé par les libéraux valaisans pour combattre l'ultramontanisme et ses créatures, il a eu une existence bien

laborieuse et parfois bien ingrate; cependant il ne renonce pas à la lutte.

Il continuera autant que ses forces le lui permettront, à concourir au triomphe du progrès dans la Confédération et dans le canton.

Au milieu des débats politiques, il ne perdra pas de vue cette autre partie importante de son programme: avancement de l'instruction publique; relèvement du crédit du canton; discussion des intérêts industriels et agricoles.

Le Confédéré ne se présente pas à ses lecteurs, tenant à la main la recommandation des évêques suisses; cette faveur est réservée aux feuilles de la "bonne presse".

Il compte par contre sur le bienveillant concours de ses confédérés libéraux et sur celui des libéraux valaisans dans et hors du canton." 76)

B. LA CAMPAGNE

1. Le projet fédéral

Nous avons vu plus haut que le projet fédéral reposait essentiellement sur un affaiblissement des droits cantonaux au profit de la Confédération, auquel s'ajoutait une teinte anticléricale assez prononcée. Il convient de voir plus en détail de quoi il en retournait, en vue de mieux comprendre les réactions de la presse, réactions que nous analyserons plus loin.

Il faut tout d'abord distinguer entre les articles engageant la structure de l'Etat fédéral et ceux définissant ses compétences. Le premier domaine n'est que peu touché par le projet; tout au plus peut-on citer l'introduction du référendum facultatif en matière législative ainsi que l'extension des compétences du tribunal fédéral.

Dans ces conditions, l'essentiel des transformations s'effectue au niveau des compétences de la Confédération. Ce sont donc ces changements que nous allons essayer de passer en revue tout en nous efforçant de les regrouper par thèmes.

Dans le domaine des attributions fédérales, les 58 articles de 1848 se retrouvent au nombre de 70. 21 d'entre eux ne changent pas du tout, 5 subissent une légère rectification de formule, 26 se voient plus ou moins transformés, 18 sont nouveaux

tandis que 7 articles de l'ancien texte sont supprimés. 77)

Premier domaine à connaître des changements: l'armée. Les articles concernés portent les numéros 18 à 22. Tandis que les trois premiers sont d'anciens articles transformés, les deux autres sont nouveaux. Si, après comme avant, tout suisse naît soldat, la Constitution inscrit dorénavant son droit à toucher une pension, si, à la suite de blessures occasionnées par le service militaire fédéral, il tombe dans le besoin; de plus, la gratuité de l'équipement complet est garantie, tandis que l'arme lui est désormais confiée en dehors des périodes de service actif. (art. 18, al. 1,2,3)

La Confédération s'attribue l'élaboration de prescriptions uniformes dans le domaine des taxes de réforme. (art. 18, al. 4) Avec la suppression des contingents, l'armée fédérale se compose désormais de tous les suisses astreints au service militaire. (art. 19 al. 1) L'Etat dispose de toute l'armée, du matériel de guerre, (art. 19 al. 2) édicte des lois sur l'organisation de l'armée, s'empare de l'instruction militaire, de l'armement, finance les frais d'habillement et d'équipement (art. 21, al. 1, 2, 3) et peut utiliser ou acquérir les places d'armes et les bâtiments à usage militaire disponibles dans les cantons, moyennant dédomagement. (art. 22, al. 1,2)

Dans ces conditions, les cantons, qui continuent à disposer "des forces militaires de leur territoire, pour autant que ce droit n'est pas limité par la Constitution ou les lois fédérales" (art. 19, al. 4) conservent "la fourniture et l'entretien de l'habillement et de l'équipement", (art. 20, al. 3) doivent veiller à l'exécution des lois émanant de la Confédération en ce domaine (art. 20, al. 1) et peuvent continuer à nommer les officiers de troupes restant formés uniquement par les soldats du canton. (art. 21, al. 1,2)

Ainsi donc, en ce domaine, tandis que certains droits sont reconnus au soldat, les cantons deviennent de simples exécutants des directives fédérales.

Les articles 28, 29, 30 concernent plus précisément le domaine financier. Désormais, le produit des péages fédéraux appartiendra à la Confédération. Toutes "les indemnités payées jusqu'à présent aux Cantons pour le rachat des péages, des droits de chaussée et de pontonnage, des droits de douane et d'autres émoluments semblables, sont supprimées". (art. 30, al. 2) Les alinéas 3 et 4 du même article prévoient le versement d'indemnités aux cantons alpins, pour l'entretien des routes alpestres internationales.

L'article 27 concerne les dispositions prises par la Confédération dans le domaine de l'enseignement. En ce qui concerne l'enseignement supérieur, il pourra être créé, en plus de l'école polytechnique, "une Université fédérale et d'autres établissements d'instruction supérieure". (art. 27, al. 1)

En ce qui concerne l'enseignement primaire, laissé aux cantons, il devra être "suffisant" et placé "sous la direction de l'autorité civile"; il sera obligatoire et gratuit. Les élèves ne devront en outre pas avoir à souffrir "dans leur liberté de conscience ou de croyance." (art. 27, al. 3) Le tout sera placé sous la surveillance de la Confédération, habilitée à prendre "les mesures nécessaires contre les Cantons qui ne satisferaient pas à ces obligations." (art. 27, al. 4)

Une fois de plus on assiste à une extension des droits de la Confédération, impliquant cette fois une meilleure protection de l'individu.

Dans le domaine du droit, l'article 64, en retrait par rapport au projet de 1872, prévoit que la législation sur la capacité civile, le droit des obligations, le droit commercial, le droit de change, la propriété littéraire et artistique, la poursuite pour dettes et faillites sera désormais dans les mains de la Confédération, l'administration de la justice restant aux mains des cantons, "sous réserve des attributions du Tribunal fédéral". (art. 64, al. 1,2)

Une série d'articles se penche sur le sort de l'individu. Par l'article 43, un Confédéré établi dans un autre canton reçoit le droit de vote en matière cantonale et communale après un délai de trois mois, au lieu des deux ans prescrits jusque là.

Les cantons n'ont désormais plus la possibilité de renvoyer de leur territoire des ressortissants du canton, (art. 44) tandis que l'article 45 facilite l'établissement des Confédérés à l'extérieur de leurs cantons d'origine. L'article 47 prévoit l'élaboration d'une loi en vue de déterminer la différence existant entre le séjour et l'établissement, ainsi que "les règles auxquelles seront soumis les Suisses en séjour quant à leurs droits politiques et à leurs droits civils." Tandis que l'article 66 attribue à la Confédération le droit de décider des circonstances dans lesquelles un citoyen suisse peut être privé de ses droits politiques, l'article 65 abolit la peine de mort.

Enfin, intervenant dans le domaine du travail, la Confédération se voit habilitée à légiférer sur la durée du travail, la protection de la santé des ouvriers et le travail des enfants. Le même article soumet également au contrôle de l'Etat les opérations des agences d'émigration ainsi que celles des entreprises d'assurances. (art. 34, al. 1,2)

Une autre série d'articles, à caractère essentiellement centralisateur doit encore être évoquée. La Confédération s'attribue en effet désormais la haute surveillance dans le domaine des forêts, des endiguements, (art. 24) règle la chasse et la pêche, (art. 25) légifère sur la construction et l'exploitation des chemins de fer, (art. 26) sur les maisons de jeu et les loteries, (art. 35) s'empare des postes, des télégraphes, (art. 36) surveille les routes et les ponts "dont le maintien l'intéresse". (art. 37) confirme ses droits sur la régle des monnaies (art. 38) et s'ouvre une brèche dans le domaine des billets de banque. (art. 39)

Dernier objet important: les articles dits confessionnels, à savoir les articles 49 à 54, ainsi que le 58. Ils donnent au projet une coloration à propos de laquelle William Rappard nous dit:

"Cela nous amène à relever un dernier trait de la révision de 1874: c'est l'inspiration anticléricale de sa philosophie libérale, ou peut-être serait-il plus juste de dire, l'inspiration libérale de son anticléricanisme," 78)

L'article 49, après avoir déclaré inviolable la liberté de conscience et de croyance, prévoit, en matière religieuse, l'émancipation de l'autorité paternelle à partir de l'âge de seize ans révolus. D'autre part, tandis qu'il est impossible de se soustraire pour des motifs religieux à l'accomplissement d'un devoir civique, l'article prévoit la non obligation pour l'individu "de payer des impôts dont le produit est spécialement affecté aux frais proprement dits du culte d'une communauté religieuse à laquelle il n'appartient pas." (art. 49, al. 6)

L'article 50 garantit le libre exercice des cultes, permet à l'Etat d'intervenir pour le maintien de l'ordre public, contre les empiétements des autorités ecclésiastiques et interdit la fondation de nouveaux évêchés sans l'approbation de la Confédération.

L'article 51 interdit toute activité à l'ordre des Jésuites et prévoit d'étendre cette interdiction à d'autres ordres, si nécessaire. La fondation de nouveaux ordres est quant à elle interdite par l'article 52.

L'article 53 dit que l'état-civil sera dorénavant confié exclusivement à l'autorité civile. Quant au droit au mariage, il est garanti par l'article 54, libéré de tout empêchement, tant économique que religieux.

Quant à l'article 58, il prévoit l'abolition de la juridiction ecclésiastique.

Voilà donc rapidement décrites les principales transformations apportées à la Constitution fédérale, telle qu'elle fut proposée au peuple suisse le 19 avril 1874.

Rappelons encore que ces lois, ayant pour effet de renforcer

les pouvoirs de la Confédération, de limiter ceux des cantons, d'augmenter les droits des citoyens tout en limitant certaines fois leurs libertés individuelles, auraient pu être classées différemment, en tenant compte d'autres critères. Si elles l'ont été ainsi, c'est en fonction du contenu des articles de journaux valaisans qui furent consacrés à leur critique ou à leur défense et que nous allons analyser ci-dessous.

2. Le contenu des journaux

a. la Gazette du Valais

Le graphique de la page suivante nous présente les pourcentages hebdomadaires de la surface rédactionnelle consacrés à la campagne précédant le vote du 19 avril 1874.

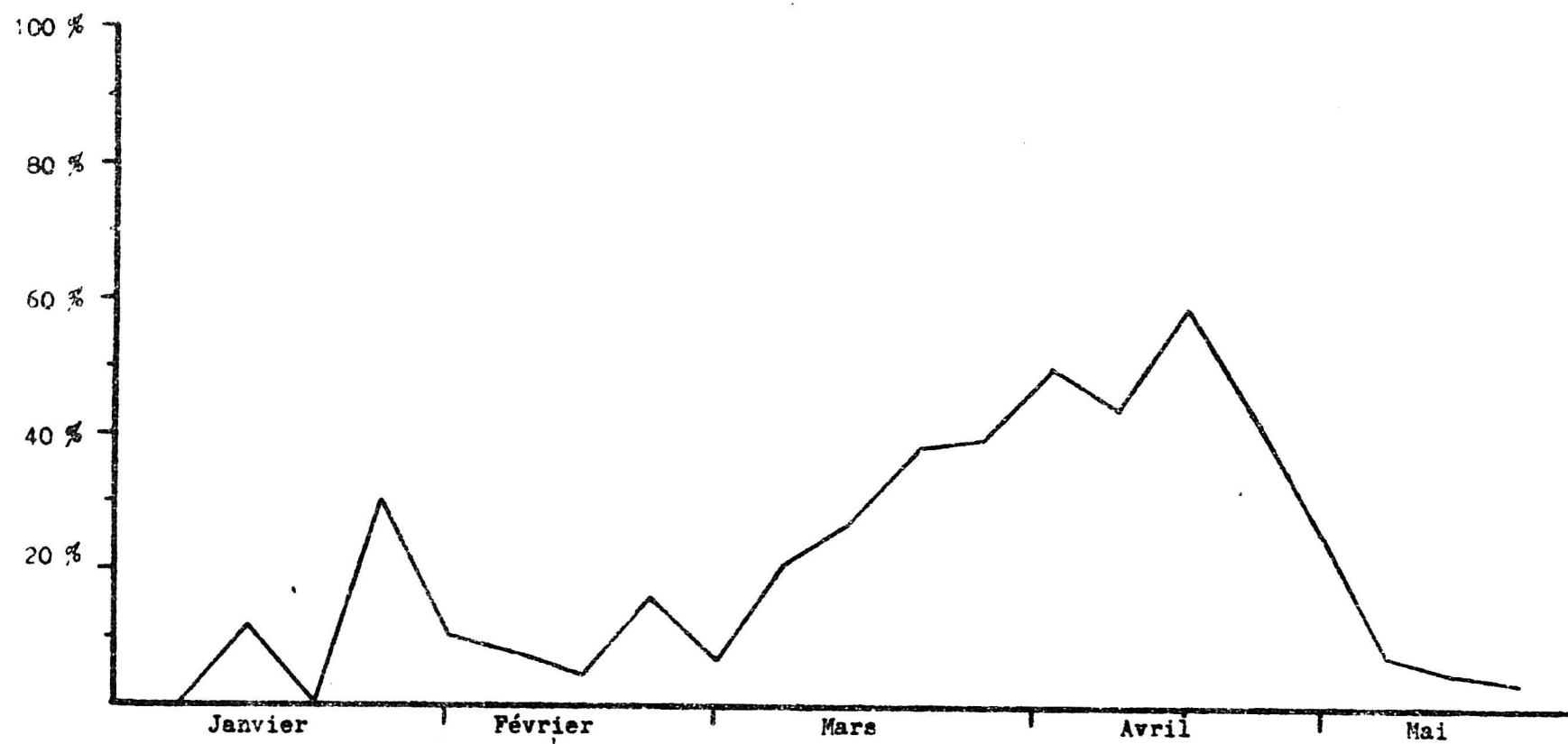
A partir du début de l'année et jusqu'à fin février, les pourcentages indiquent une position d'attente; la pointe enregistrée vers la fin janvier est due pour sa part à une reproduction partielle des débats se déroulant aux chambres fédérales.

Dès le début du mois de mars, on assiste au démarrage effectif de la campagne; les pourcentages hebdomadaires passant de moins de 10 % à près de 60 % dans la semaine précédant le jour fatidique. Dans l'édition du 17 avril, pas moins du 82 % de la surface totale sera consacré à la question.

Au lendemain du vote, il faudra attendre cinq semaines pour voir disparaître la question des colonnes de la feuille conservatrice.

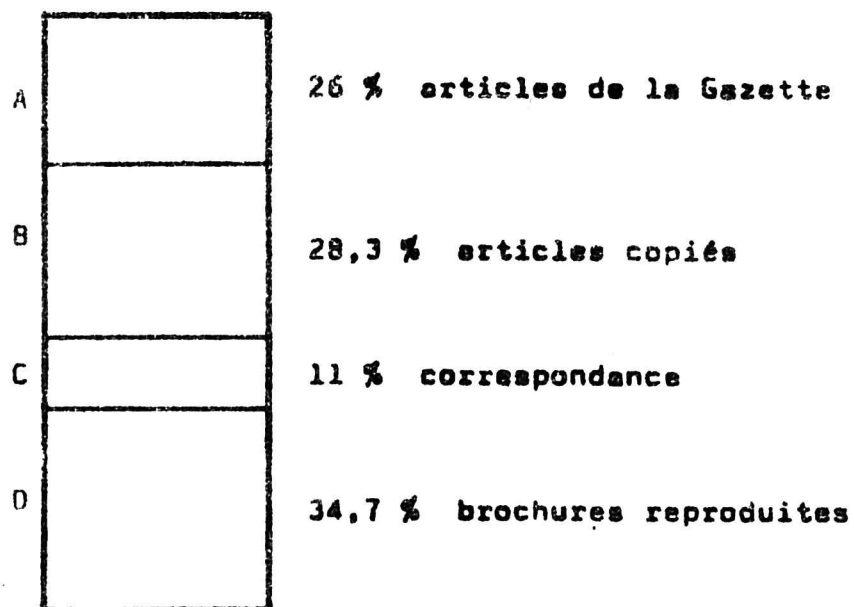
En ce qui concerne l'origine des articles, on peut distinguer quatre sources, à savoir: les articles dus à la rédaction de la Gazette du Valais, les articles copiés dans les colonnes d'autres journaux helvétiques, les correspondances, enfin deux brochures anti-révisionnistes dues à la plume d'Alphonse Morand, dont il a déjà été question plus haut, et de Gingins-La-Sara, vaudois, adversaire déclaré du projet.

GRAPHIQUE 3 : SURFACES REDACTIONNELLES DE LA GAZETTE DU VALAIS CONSACREES
A LA CAMPAGNE EN VUE DU SCRUTIN DU 19 AVRIL 1874



Ces quatre rubriques occupent les pourcentages suivants de la masse rédactionnelle consacrée à la campagne:

**GRAPHIQUE 4 : REPARTITION DU CONTENU DE LA GAZETTE DU VALAIS
EN FONCTION DE L'ORIGINE DES ARTICLES**

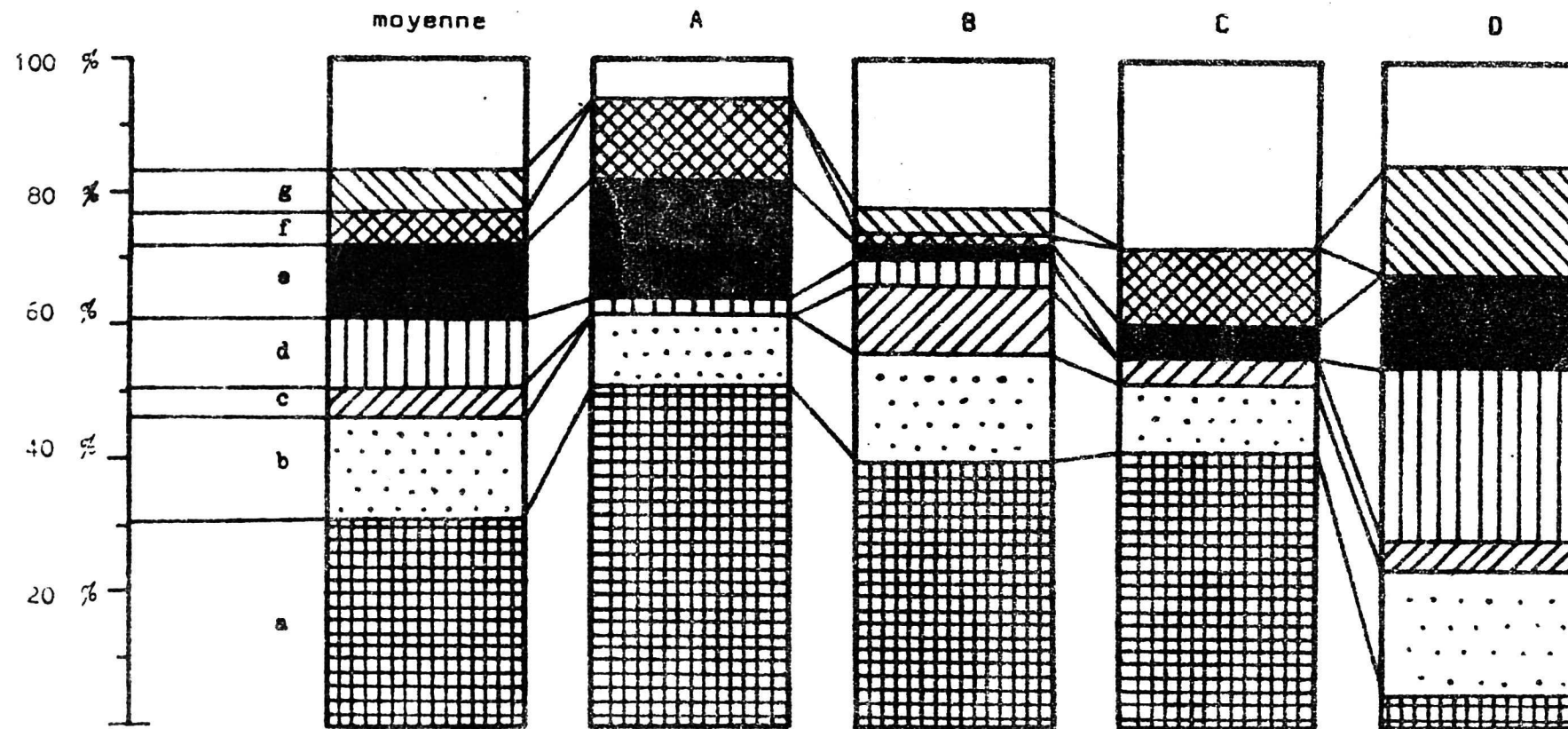


Une troisième détermination intéressante concerne la répartition de la totalité du texte consacré à la révision entre les divers thèmes qui retiennent l'attention. Les thèmes répertoriés sont au nombre de sept:

- a : questions confessionnelles
- b : fédéralisme et centralisation
- c : droit, justice
- d : armée
- e : questions économiques et financières
- f : libertés diverses
- g : instruction

Cette analyse a été menée sur l'ensemble des articles traitant de la question, le résultat correspondant à la première colonne du graphique de la page suivante; la même analyse a ensuite été appliquée aux quatre catégories distinguées plus haut.

GRAPHIQUE 5 : REPARTITION PAR THEMES DES SURFACES REDACTIONNELLES DE LA
GAZETTE DU VALAIS CONSACREES AU VOTE DU 19 AVRIL 1874



La moyenne générale nous révèle que les questions confessionnelles occupant le 30,7 % de la surface totale, viennent largement en tête. En seconde position arrive le thème fédéralisme et centralisation, avec un 15 %. Viennent ensuite les questions militaires et économique-financières, avec 10,6 % et 10,8 %. Un dernier groupe, voisin de 5 %, rassemble l'enseignement, le droit et la justice, les libertés diverses. Le 16,7 % restant est constitué par des fragments trop vagues pour être classés dans une des sept rubriques.

Les articles de la Gazette dus à la rédaction, plus facilement classables (94 % déterminé), privilégient nettement les questions religieuses, leur accordant un imposant 50,8 %. Tandis que les rubriques libertés diverses ainsi que droit et justice font défaut, tandis que les questions militaires n'occupent qu'un faible 1,5 %, les rubriques économie, enseignement et fédéralisme-centralisation occupent respectivement 18,5 %, 12,5 % et 10,7 % de la surface totale.

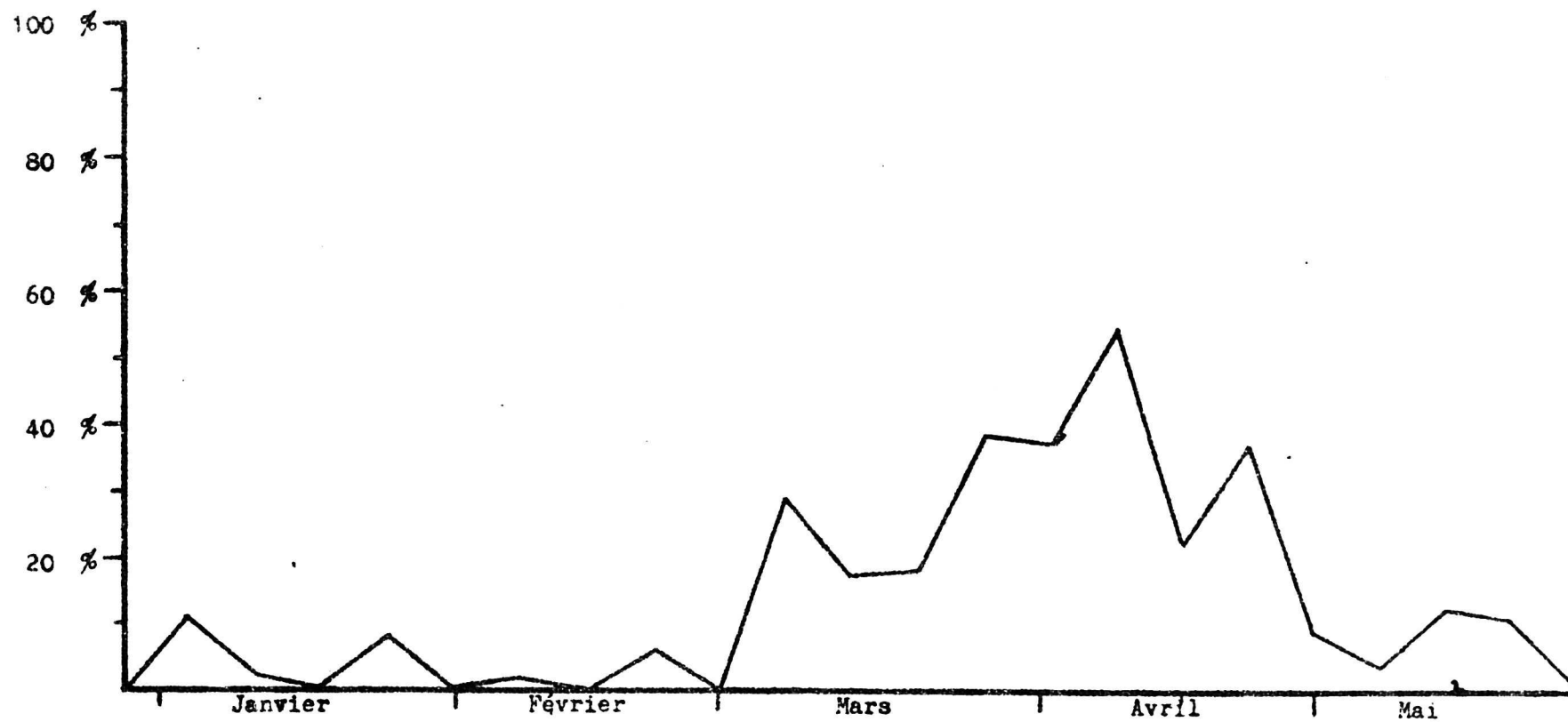
Les rubriques Copies et Correspondances, à l'exception près que leur contenu est plus difficilement classable, ne diffèrent pas fondamentalement du contenu des articles de la rédaction.

La dernière catégorie, comprenant la reproduction des brochures des deux radicaux fédéralistes cités plus haut, diffère très nettement des trois autres. Tandis que les questions religieuses sont reléguées avec l'enseignement et le droit aux dernières places (4,8 %, 0 %, 4,6 %), l'armée vient en tête, avec 25,7 %. Derrière cette rubrique se suivent avec respectivement 18,7 %, 16 % et 14,4 %, le fédéralisme-centralisation, les libertés diverses et les questions économiques.

b. le Confédéré

La campagne de l'organe libéral présente les mêmes phases que la feuille rivale, à la différence près que les pourcentages demeurent régulièrement à des niveaux quelque peu inférieurs. Cela peut s'expliquer par le fait que, persuadés d'

GRAPHIQUE 6 : SURFACES REDACTIONNELLES DU CONFEDERE CONSACREES A LA
CAMPAGNE EN VUE DU SCRUTIN DU 19 AVRIL 1874



victoire sur le plan fédéral autant que d'une défaite sans appel sur le plan cantonal, les rédacteurs se sentent moins motivés que leurs adversaires conservateurs. Preuve en est que, le jour même du vote, le journal libéral ne contient qu'un court appel à ses troupes, alors que l'organe conservateur, nous l'avons vu plus haut, monopolise le 82 % de sa surface rédactionnelle.

Un regard sur l'origine des articles nous montre que les articles dus à la rédaction représentent le 25,7 % du total, les correspondances le 30,9 % et les copies tirées des journaux confédérés, le 43,9 %. Tandis que la part occupée par les articles de la rédaction correspond à celle de la feuille conservatrice, les pourcentages consacrés dans cette dernière feuille aux brochures se reportent ici sur les rubriques Correspondances et Copies.

Il n'est pas possible, dans le cas du Confédéré, de diviser la masse rédactionnelle en diverses catégories, étant donné le caractère beaucoup moins tranché du contenu des articles.

C. ANALYSE DES THEMES

Connaissant maintenant les caractéristiques du projet de révision ainsi que l'ampleur de la réaction des journaux, nous allons mettre en parallèle les problèmes spécifiques du Valais avec les contenus des deux feuilles rivales. Pour ce faire nous utiliserons les sept catégories repérées dans les colonnes de la Gazette du Valais.

1. Instruction publique

L'article 27, traitant des questions d'enseignement, ne laisse indifférents ni les milieux politiques ni les milieux du clergé. Il comprend deux parties distinctes.

La première consiste en l'alinéa 1, octroyant à la Confédération le droit de créer, en plus de l'école polytechnique existante, une Université fédérale, ainsi que d'autres établissements supérieurs, ajoutant encore la possibilité de subventionner des établissements similaires. Ce premier alinéa, bien que n'engageant pas directement les intérêts du canton, n'en trouve pas pour autant grâce aux yeux des conservateurs. Les reproches sont de trois ordres. On y voit tout d'abord un empiètement fédéral doublé de la possibilité pour la Confédération de satisfaire ceux qu'elle entend amadouer.

"...nous craignons guère de nous tromper en disant que chacune des six académies existantes a reçu des promesses. C'est une concession comme une autre que les fédéralistes transfuges ont obtenue." 79)

Deuxième grief, on craint que, en l'absence de l'affirmation de la liberté de l'enseignement, les cours de cette future université fédérale ne deviennent obligatoires:

"Avec cette furieuse manie de copier servilement Berlin, nos potentats de Berne exigeront sans doute que celui qui se destine au sacerdoce suce le lait de la théologie et de la morale fédérales." 80)

Mais la perspective la plus amèrement considérée est celle de voir la Confédération subventionner des facultés de théologie vieilles catholiques, ceci de par son droit de venir en

aide aux établissements supérieurs. Ainsi, l'argent des catholiques irait servir à l'enseignement de cette secte détestée, au mépris de l'article 49 du même projet:

"Les catholiques paieraient donc des impôts pour venir en aide au vieux catholicisme et à l'instruction de ses ministres!

Comment concilier cela avec le dernier alinéa de l'article 49 qui dit:

Nul n'est tenu de payer des impôts dont le produit est spécialement affecté aux frais proprement dits du culte d'une communauté religieuse à laquelle il n'appartient pas. 81)

Ce premier alinéa éveille donc des animosités dues à des questions d'idéologie et de rivalités religieuses. Elles ne mettent cependant pas encore en cause le Valais en tant que canton.

Avec les alinéas 2, 3, 4, il en va autrement. Ceux-ci abordent en effet le domaine de l'enseignement primaire, pénétrant de plein pied dans un domaine cantonal, impliquant de plus des conséquences dans le domaine de l'enseignement religieux. Les réactions face à un tel objet seront pour le moins violentes.

Ces alinéas prévoient en effet que la Confédération sera désormais habilitée à intervenir dans les cantons où l'instruction ne sera pas gratuite, obligatoire, suffisante, sous autorité civile et ouverte aux représentants de toute confession.

Nous avons vu plus haut que le Grand Conseil avait, dans le courant de 1873, discuté et voté une nouvelle loi sur l'instruction publique, provoquant par la même occasion une violente polémique. Le problème était bien réel, portant sur le rôle du clergé dans l'enseignement, sur la formation et le salaire des maîtres, sur les locaux et les programmes.

Les discussions sont toujours prêtes à redémarrer lorsque intervient l'article fédéral. Sonnant le branle, le député de Monthey, le docteur Beck, dans la réunion radicale du 25 mars tenue à Martigny, dira, ainsi que nous le rapporte le Confédéré, en date du 29 mars:

"M. le docteur Beck, après avoir retracé les faits les plus saillants de notre histoire contemporaine, après avoir prouvé que tous les progrès réalisés depuis un demi-siècle avaient été conquis malgré l'opposition de la même classe d'hommes qui opposent à toute amélioration le danger de la religion, fait ressortir l'immense avantage qui résultera pour les valaisans de l'adoption des dispositions scolaires consacrées dans le nouveau projet.

Il a surtout été applaudi lorsque, retraçant les bienfaits de l'instruction qui, seule, rend l'homme libre, il a dit à l'auditoire: "ce bienfait n'est pas pour vous, il arrive trop tard; mais il est pour vos enfants et vos petits-enfants. Lorsqu'ils sauront lire et juger par eux-mêmes, ils seront affranchis de la tutelle de ceux qui vous font prendre des vessies pour des lanternes". 82)

Les dispositions fédérales arrivent donc à propos pour redonner espoir aux tenants de l'opposition, pour lesquels une meilleure instruction est à la base du réveil populaire et du progrès, bloqués à ce niveau par le gouvernement conservateur. Face à ces affirmations, les milieux conservateurs répliquent au travers de leur organe, provoquant des attaques encore plus violentes de la part du Confédéré, qui met sans détour sur le compte de l'ignorance, la fidélité d'un peuple à un gouvernement qui les berne:

"La Gazette a encore taxé de triviale une vérité qui a été dite à Martigny, savoir qu'à un peuple ignorant ou illettré il était facile de faire prendre des vessies pour des lanternes. Pour n'appliquer la chose qu'au Valais, n'est-ce pas ce qui s'est pratiqué par la presse jésuitique, depuis la Gazette du Simplon jusqu'à la Gazette du Valais, et même depuis l'époque de la Caroline jusqu'à nos jours? De 1830 à 1874 l'histoire du canton pourrait citer par centaines les vessies que vous avez gonflées pour les balancer devant les yeux d'un peuple crédule et lui faire perdre de vue les enseignements de ses propres malheurs et le danger de vos machinations." 83)

En cela donc, on sent les espoirs mis en l'instruction obligatoire, suffisante et gratuite. Mais les conservateurs ne sont pas en reste; ils agitent avec raison d'ailleurs la loi nouvellement votée, comme preuve de leur esprit progressif et décidé:

"Quant aux progrès de l'instruction, nous les désirons aussi vivement que Messieurs les révisards de Martigny."

Ce qui nous touche surtout plus qu'eux c'est une éducation morale et solide. En fait d'instruction proprement dite, nos pouvoirs publics viennent de rendre une loi qui réalise toutes les améliorations actuellement possibles et désirables et partant surtout de ce point de vue très juste et très sage que, dans un pays où les ressources sont limitées, les progrès doivent se faire graduellement et sans secousse. Si l'on croit devoir et pouvoir faire autrement, si la Confédération réussit à imposer tout d'un coup un minimum de 8 à 10 mois d'école, avec des traitements qui ne seront pas inférieurs à 600 ou 800 francs, ce n'est pas nous qui trouverons la chose mauvaise; mais nous verrons si elle pourra l'obtenir du jour au lendemain." 84)

Là ne s'arrêtent pas les remarques de la Gazette du Valais: en effet, si l'augmentation est acceptée, dans la mesure où elle est possible, l'ingérence fédérale est-elle vigoureusement dénoncée:

"Quelles seront les limites fixées à l'instruction suffisante, et qui jugera si elle est suffisante ou non? Admirez ici l'adresse des unitaires. Le but était de soustraire aux cantons l'instruction primaire. L'opération était difficile, car parmi les 22 cantons ils s'en trouvaient qui n'avaient pas la souplesse et la docilité que l'on désirait. Il fallait donc dorer la pilule et trouver un moyen inoffensif en apparence; ce moyen, c'est cette insignifiante et modeste épithète "suffisante" au bout de laquelle se trouve toute une cargaison d'inspecteurs fédéraux qui parcourront nos villages et visiteront nos écoles afin de s'assurer si notre instruction est suffisante, et comme ce mot n'est pas défini on trouvera un motif de vexer ceux qu'on aura décidé de vexer". 85)

Ces soucis fédéralistes se doublent de motifs religieux. Si l'obligation de laisser à l'autorité civile la direction de l'instruction publique ne provoque pas de réaction, étant donné qu'officiellement la condition est déjà remplie, celle de respecter les croyances de tous indignes:

"Ceci est le coup de grâce donné à l'enseignement confessionnel, car il se trouvera partout des esprits de travers qui ne voudront pas de religion à l'école et pour un seul insensé que le nom de Dieu agacera, Dieu devra être banni de l'école. Bien plus, en vertu de cet alinéa l'enseignement sera interdit à tous ceux qui appartiendront à un ordre religieux et à tous les ecclésiastiques, car, ainsi que chacun le sait, il

existe presque partout de ces gens qui ne peuvent supporter un habit qui n'est pas le leur." 86)

En résumé, cet article scolaire provoquera des réactions très vives au sein de la majorité pour deux raisons essentielles; d'une part les moyens de contrôle remis à la Confédération seront interprétés comme une intolérable immixtion dans les sphères cantonales, d'autre part les dispositions touchant le rôle des religieux feront craindre l'éviction de ces derniers d'un domaine où leur action passait pour être indispensable.

2. Armée

Le débat sur l'armée fait partie, en ce qui concerne la place occupée dans les colonnes de la Gazette du Valais, en compagnie de celui sur l'instruction publique, du groupe intermédiaire, s'étalant sur le 10,6 % des surfaces consacrées au problème de la révision.

Les premiers passages consacrés à cette question apparaissent dans la feuille conservatrice en date du 20 février 1874, soit deux mois avant le vote. Tirés de la Suisse fédérative, ils dénoncent la centralisation:

"L'armée devient dans la paix comme dans la guerre un instrument fédéral que l'on rapproche autant qu'on peut des armées permanentes. On en fait un moyen d'action qui peut à l'occasion servir des coups d'état..." 87)

Deux semaines plus tard, le Confédéré introduit également les questions militaires dans ses colonnes, au moyen d'un article de l'Eidgenossenschaft, article s'attachant à démontrer les progrès accomplis depuis le projet de 1872, et insistant sur le caractère tout à fait supportable des articles remaniés.

Fidèle à la Suisse fédérative, l'organe conservateur le reproduit à nouveau dans les colonnes de son édition du 11 mars:

"Ainsi, son service militaire sera beaucoup plus prolongé et plus rude.

Quoi qu'il en soit, la nouvelle organisation militaire, d'après la révision, doublera le service militaire, le soumettra à une discipline plus serrée, et menace de l'

ver le milicien de son arme, si c'est un jour le caprice du pouvoir central." 88)

Dans les questions de principe il convient encore de citer le débat qui se noue autour des pensions militaires accordées aux soldats devenus invalides à la suite d'un accident survenu durant le service; tandis que le Confédéré, s'appuyant sur le National suisse, salue ce progrès, la Gazette du Valais, par la plume de Gingins-La-Sara, s'attache à démontrer que ce soi-disant progrès existe déjà, bien que ne figurant pas dans la Constitution.

A partir de la fin mars, le débat se rapproche des réalités valaisannes. Le 27 mars, l'organe conservateur laisse percer les questions financières liées à la réorganisation:

"Nos centralisateurs font sonner bien haut, comme un argument en faveur de la révision, qu'une fois celle-ci adoptée, les cantons seront déchargés de la plus grande partie des dépenses militaires:" 89)

Peut-être verra-t-on diminuer les dépenses militaires, mais attention, les péages vont disparaître, les autres recettes diminuer, plus peut-être que les allègements annoncés; de plus les taxes de réforme vont désormais être fixées par la Confédération, qui s'en attribuera en plus, la moitié:

"Disons encore que si la révision passe, la Confédération fixera elle-même les taxes de réforme, et qu'alors de pauvres réformés seront rudement rançonnés, car du train dont on y va en fait de militaire il faudra toujours aller crescendo dans les ressources destinées à en couvrir les frais." 90)

Centralisation militaire, amélioration de l'armée, augmentation des charges, avec pour corollaire une augmentation des ressources; les conservateurs valaisans de 1874 ne sont pas encore acquis à ces idées!:

"...ce qui signifie de deux choses l'une: ou que les indemnités qu'on nous supprime sont supérieures aux frais dont on nous libère, et alors nos centralisateurs trompent le peuple pour satisfaire leur régime, - ou bien la Confédération créera de nouveaux impôts, et nous aurons

le plaisir d'avoir l'impôt fédéral en sus de l'impôt cantonal et de l'impôt municipal! Perspective fort encourageante!" 91)

Par la suite, l'organe conservateur revient sur l'allongement du service militaire, susceptible d'enlever des bras à l'agriculture; évoque les risques de voir désormais les jeunes valaisans aller faire leur service militaire à l'extérieur du canton, grand désavantage du point de vue économique; attire l'attention sur l'augmentation des dépenses consécutives au gonflement du personnel rendu inévitable en raison des charges nouvelles dévolues aux cantons:

"...ne nous ressentirons-nous pas lourdement des écoles plus longues que seront appelées à faire nos jeunes miliciens; du plus grand nombre de bras arrachés à l'agriculture et inutilisés dans les camps; de la privation peut-être de nos écoles militaires au profit d'autres cantons mieux en cour, et partant l'argent de nos concitoyens dépensé au dehors...

La rage du militaire s'accroissant toujours plus, notre modeste et économique administration pourra-t-elle à l'avenir suffire aux exigences fédérales? Ne faudra-t-il pas augmenter le personnel, etc.? C'est certes plus que probable." 92)

Contrairement donc à l'organe libéral, qui souscrit entièrement aux articles concernant la nouvelle organisation militaire, le porte parole de la majorité conservatrice les rejette en bloc tant pour des questions de principe qu'en raison des désavantages économiques qui ne sauraient manquer d'en découler. Dans une des rares questions d'importance ne comportant pas d'aspects confessionnels, surgit au grand jour l'opposition irréductible d'un canton fédéraliste n'ayant de plus pas encore oublié la défaite du Sonderbund.

3. économie et finances

De même que les questions militaires, celles concernant le domaine économique touchent à des points concrets. Les finances cantonales sont en effet engagées dans l'affaire.

Les griefs de la Gazette du Valais sont très précis, ils touchent la suppression des recettes sur lesquelles les cantons pouvaient jusque là compter:

"Elle ne dit rien des dommages financiers et matériels causés par l'occupement des postes et des télégraphes, des péages et du sel, par la suppression des indemnités payées aux cantons, et par les impôts à exiger des cantons pour subvenir aux nouvelles et énormes dépenses du pouvoir unitaire." 93)

A ces doléances conservatrices, les radicaux répondront par la bouche de leur leader, le député Alexandre Dénériaz, à l'occasion de la grande réunion radicale du 25 mars, tenue à Martigny. L'orateur démontrera que le Valais a tout à gagner sur le plan financier. Sommé par la feuille conservatrice de prouver ses dires, il y répondra en envoyant au journal son mode de calcul. L'organe conservateur publiera cette réponse, accompagnée d'une critique en règle, en première page de son édition parue au matin du vote. 94)

D'après le député radical, le Valais gagnera annuellement 84 988.- francs; il arrive à ce résultat en se basant sur les budgets de l'Etat du Valais. Au chapitre des pertes, il faudra enregistrer la disparition de l'indemnité fédérale des péages, représentant 101 402.- francs, de l'indemnité fédérale des postes, se montant à 23 999.- francs, ainsi que de la moitié des taxes de réforme, soit 15 071.-; montant total des pertes: 140 472.- francs. Dans le domaine des gains, la disparition des frais d'équipement des soldats entraînera une économie de 175 460.- francs; de plus, le Valais recevra désormais, pour l'entretien de ses routes alpestres, 50 000.- francs par an; total des gains: 225 460.-

Si l'on songe qu'à l'époque, le budget du canton dépassait à peine le million, on voit que ces chiffres ont une importance relativement grande.

Dans le calcul contradictoire établi par la Gazette du Valais, si le montant des pertes demeure sensiblement le même, il en va tout autrement en ce qui concerne les économies désormais réalisables. Le journal se refuse tout d'abord

à inclure les 50 000.- francs promis dans le calcul: -

"Cette valeur, comme Dénériaz lui-même l'a très bien senti, ne doit point être portée en ligne de compte, attendu qu'elle ne nous est accordée qu'à la condition que nous en fassions l'application, c'est-à-dire que nous exécutions des travaux en plus pour une valeur équivalente: d'où il résulte que la caisse de l'Etat ne bénéficiera pas d'un seul centime." 95)

Apportant encore des corrections dans le domaine des économies désormais réalisables par le département chargé des affaires militaires, la feuille conservatrice trouve en fin de compte un déficit de 31 327.- francs. Sentant peut-être que tout calcul fait, cette perte n'est pas excessive, elle s'empresse d'ajouter qu'

"Il ne faut pas perdre de vue non plus que les ressources qu'on nous enlève sont connues, précises, certaines, tandis que les charges fédérales dont on nous dégrève ne sont que problématiques, plus ou moins appréciables et non déterminées, et qu'il dépendra en grande partie du bon vouloir des pouvoirs fédéraux de les rendre plus lourdes ou plus légères. Nous savons ce que cela veut dire." 96)

Là encore, les milieux majoritaires s'opposent vigoureusement à des mesures entraînant un abaissement du pouvoir cantonal par le biais d'une diminution des ressources financières.

4. Droit et Justice

Nous incluons dans cette rubrique deux problèmes: celui concernant la réforme du Tribunal fédéral et celui ayant trait à l'unification du droit. Ces deux questions n'éveillent pas grand écho dans les deux feuilles valaisannes. Il est vrai que, tandis que le Tribunal fédéral paraît bien lointain, les concessions faites dans le domaine du droit, en faveur du fédéralisme, ont été considérables. Cela explique que la Gazette du Valais n'y consacre que le 4,8 % de la surface totale attribuée à la révision. De plus la question n'apparaîtra qu'à travers de copies de journaux helvétiques - essentiellement

tirées de la Suisse fédérative -, très accessoirement dans les correspondances et un peu dans les brochures. Le Confédéré se montrera encore plus avare de commentaires, ne faisant percer la question que dans quelques correspondances.

En ce qui concerne le Tribunal fédéral, la Suisse fédérative n'y voit qu'une institution bâtie sur le dos des cantons:

"Ainsi, ce qui avait été même réservé par la précédente révision, que les cantons conserveraient dans l'application des lois leur propre juridiction leur est arraché par la nouvelle, et cela seul suffirait pour faire rejeter le nouveau projet, au fond plus habilement rédigé pour servir de trompe-l'oeil, mais réalisant de fait un gouvernement unitaire, et dans l'administration, et dans la législation, et dans la distribution de la justice." 97)

Alphonse Morand ne se fait pas plus tendre dans sa critique concernant les unifications prévues dans le domaine du droit:

"Exercice des droits civils, commerce, transactions mobilières, obligations, change, poursuite pour dettes, faillites, sont du ressort de la Confédération.

On ne pourra pas faire un pas sans rencontrer la législation fédérale! Dieu sait comment elle sera faite.

En présence de la législation fédérale que nous avons déjà sous les yeux, il faudrait avoir perdu le raison pour espérer autre chose qu'un dangereux gâchis.

La législation fédérale serait un recul des plus pénibles pour les cantons avancés. Elle en serait un encore pour les cantons dits reculés qui adaptent au moins leurs lois à leurs besoins. Ces besoins seraient méconnus par la législation centrale." 98)

5. Libertés individuelles

Pas beaucoup plus que les questions de droit, celles concernant les libertés individuelles ne semblent retenir l'attention, tant des milieux conservateurs que radicaux valaisans. Le 6,4 % des surfaces de la Gazette du Valais consacré à la question revient à la rubrique des copies et à l'article d'Alphonse Morand. Ce dernier, adepte de la cri-

tiques systématique, condamne pratiquement chaque article; quant aux textes repris de la Suisse fédérative, ils sont de la veine suivante:

"Une des meilleures manières de juger un changement constitutionnel c'est de se rendre compte de la manière dont il agira sur l'existence individuelle de chaque citoyen.

Or, nous avons vainement cherché quel bénéfice nous pouvions tirer de la révision constitutionnelle fédérale qu'on est en train de nous imposer. En fait de libertés, nous n'y trouvons qu'un système de réglementation qui les met toutes en péril devant l'arbitraire du gouvernement central, qui, sous le prétexte de salut public, ne se gêne pas pour y porter atteinte sans qu'on puisse en appeler à un tribunal impartial et indépendant.

...En réalité nous ne saurions pas où rencontrer, dans ce qu'on nous propose, rien qui apporte au simple citoyen le moindre avantage sur sa condition actuelle. Nous n'y trouvons que des charges nouvelles pour lui. 99)

6. Les articles confessionnels

Les questions religieuses, nous l'avons vu, occupèrent une place fort importante tout au long de la campagne, remplissant le 30 % des surfaces rédactionnelles de la Gazette du Valais consacrées à la révision, accaparant, avec un 50 %, les articles de la rédaction du journal conservateur et provoquant d'assez nombreuses répliques de la part du Confédéré.

Il convient, pour comprendre cet acharnement, de garder en mémoire deux situations conflictuelles fort importantes. Sur le plan suisse tout d'abord, le Kulturkampf atteint son apogée. Genève, le Jura bernois, Soleure, Bâle, autant de régions où les catholiques vivent des heures pénibles. Un évêque expulsé, un autre en difficultés, le nonce apostolique renvoyé; voilà des motifs suffisants pour faire craindre une intolérable mise sous tutelle de l'autorité ecclésiastique, abaissement que pourrait bien sanctionner la future constitution fédérale.

Ces événements extérieurs viennent en Valais se greffer sur un très vieux différend opposant conservateurs et radicaux. En effet, si le canton est à l'abri des véritables luttes religieuses - toute la population est catholique à l'exception de 900 personnes étrangères au canton, de plus le diocèse se confond avec les limites cantonales - le concept des relations entre l'Eglise et l'Etat diffère fortement d'un parti à l'autre. Tandis que les radicaux réclament une séparation de l'Eglise et de l'Etat, un gouvernement véritablement libéré de l'influence des ecclésiastiques, une école moins soumise au clergé, les conservateurs continuent tout naturellement à marcher la main dans la main avec le clergé, caution morale imposante et sûr garant de leur maintien au pouvoir. A partir de là, la majorité et son organe ont beau jeu de dénoncer les radicaux valaisans comme les contempteurs de la religion, aspirant à introduire en Valais les ferments du Kulturkampf.

Dans ces conditions, les articles dits confessionnels vont subir de la part de la feuille conservatrice un feu roulant de critiques amères. Le premier de ces articles, le 49ème, énonce que "la liberté de conscience et de croyance est inviolable". Ce premier alinéa fera dire à la Gazette du Valais:

"Cet alinéa consacre-t-il la liberté extérieure? Si l'on nous répond oui, nous disons que cet article est menteur, car il est suivi d'une foule de restrictions et d'exceptions, qui l'anéantissent complètement. Si l'on nous répond non, nous affirmons qu'il est ridicule car l'intimité de la conscience n'est du ressort d'aucune autorité humaine." 100)

L'alinéa deux stipule entre autre que nul ne peut subir de peine "pour cause d'opinion religieuse",

"Alors pourquoi bannit-on les Jésuites et leurs affiliés? Pourquoi spécifie-t-on que d'un trait de plume le Conseil fédéral peut supprimer tous les couvents? Être jésuite, être religieux, c'est une opinion religieuse..."

Voyez-vous les contradictions et les mensonges?

Cet alinéa si plein de compassion pour les rebelles est d'airain pour ceux qui ne veulent pas se révolter." 101)

Quant à l'alinéa trois, prévoyant l'émancipation des enfants à partir de 16 ans en matière religieuse, il ne provoque pas une réaction moins violente:

"Cet alinéa est révoltant et nous ramène en ces temps heureux où les enfants avaient le droit de tuer leurs parents." 102)

Sur le même ton se poursuit la condamnation des articles 50, 51, 52, 53, 54, 58, dont le contenu a déjà été résumé plus haut (voir Chap. III, II, 8, 1)

7. Fédéralisme et centralisation

Le dernier thème présent dans les arguments développés à l'occasion du grand débat sur la révision de la Constitution fédérale tient en fait le rôle de pivot. Tous les arguments développés jusqu'à maintenant, à l'exception peut-être de ceux provoqués par les affaires religieuses, trouvent en effet

leur explication dans l'opposition viscérale à toute-idée de centralisation. Au simple énoncé du mot centralisation, toutes les forces présentes se dressent comme un seul homme, bien décidées à s'opposer jusqu'au bout, en vertu de grands principes aussi sacrés que fumeux, sans même savoir de quoi il en retourne; de telles réactions se rencontrent d'ailleurs encore de nos jours. Citons au passage quelques lignes de la Gazette du Valais, la digne aïeule de la presse conservatrice valaisanne actuelle:

"On dira que nous sommes des intransigeants que rien ne peut satisfaire. Soit. A notre tour nous dirons qu'il n'est jamais permis de transiger avec les devoirs qu'impose l'amour de la patrie; qu'il n'est jamais utile de faire des concessions sur le terrain des principes qui ont fait notre honneur national, surtout lorsque ces concessions ne satisfont personne." 103)

et plus loin encore:

"Si des concessions ont été faites, elles ont été faites par les fédéralistes en faveur du parti unitaire. La centralisation la plus complète et l'unitarisme le plus anti-républicain sont renfermés en germe dans le nouveau projet, et nous aimerions bien que l'on nous montre qu'il ne donne pas le coup de mort au cantonalisme. Le canton a tout à perdre en l'acceptant et le citoyen rien à y gagner." 104)

Attitude pénible de la part d'une majorité aussi inébranlable que figée, prête à défendre avec becs et ongles un fédéralisme qui, pour être plus crédible, devrait être mieux assumé. C'est finalement contre cette opposition bornée que viendra se briser la révision fédérale, comme se brisa la révision de 1848 et comme se briseront encore bien d'autres projets jusqu'à l'époque présente; et pourtant que de protestations veraient le jour en cas de suppression d'un des multiples acquis venus au jour à la suite d'un scrutin fédéral. Paradoxe dont la logique n'en fait pas moins regretter l'existence.

D. ATMOSPHERE A LA VEILLE DU VOTE

A l'approche de la date fatidique, la situation se tend. De part et d'autre, on remonte ses troupes. Trois semaines avant le vote, les leaders radicaux organisent en l'hôtel de ville de Martigny une imposante réunion. Tour à tour s'expriment le Conseiller national Louis Berman, Alexandre Dénériaz, leader du parti, les députés Beck et Defayes. 105) Si le premier décrit les débats du Conseil national, les suivants insistent sur les bienfaits qu'entraînera en Valais l'acceptation de la Constitution fédérale révisée. Devant des délégués de tout le bas, la consigne radicale passe donc sans ambiguïté.

De leur côté, les conservateurs attendront la veille du vote, pour tenir une assemblée dans le théâtre de Sion. Entre autres s'exprimeront Ferdinand de Montheys, Conseiller aux Etats, et Léon Roten, député du Haut-Valais.

"M. de Montheys a montré dans tout son jour ce perfide et déplorable projet... Les paroles de Monsieur de Montheys ont fait s'évanouir bien des indécisions et fait disparaître bien des incertitudes." 106)

Plus que ces réunions cependant agiront les efforts de persuasion déployés par les deux tendances dans chaque localité. A ce jeu, les conservateurs disposeront d'un atout fort important: la chaire. ^{Concili} Ecoutons comment l'organe libéral juge ce procédé:

X "Il nous tarde que le vote du 19 soit un fait accompli pour ne plus entendre parler des énormités dont les prêtres de notre canton et les journaux ultramontains se font les colporteurs. Que ces derniers répandent les bruits les plus absurdes, qu'ils inventent toutes les fables imaginables pour augmenter le nombre des adversaires du nouveau projet de constitution, rien de plus concevable; ils sont dans leur rôle. Mais que la chaire de vérité, soit transformée en tribune de mensonge, et quelque fois même d'injures ordurières, c'est ce qu'on aurait peine à concevoir si on n'en était pas les témoins tous les jours. Il n'y a pas un homme et surtout pas une femme en Valais qui, croyant sans examen à la parole de leur curé, ne soient persuadés que l'acceptation de la constitution révisée entraîne la perte de la religion. Ici, on engage les fidèles à célébrer avec pompe les cérémonies de la

semaine sainte, car si les tyrans de Berne sont vainqueurs le 19 avril, le culte sera supprimé; là on leur dit que tous les prêtres seront chassés, leurs biens confisqués, et qu'il n'y aura plus ni messe, ni sacrements; ailleurs, avec le langage le plus pathétique on s'adresse aux femmes pour leur faire comprendre tous les malheurs que X la Constitution leur prépare: dissolution du mariage et des liens de famille; affranchissement de l'enfant de tout respect et obéissance à ses parents; ailleurs encore pour relever la sublimité du langage de la chaire, on appelle les vieux catholiques un tas de fumier, une m..."
107) 16.4.74

Cet article, non contesté par le Gazette du Valais, semble bien être un juste reflet de l'atmosphère régnant à la veille du scrutin dont nous allons analyser maintenant les résultats.

CHAPITRE QUATRE : RESULTATS ET LENDEMAINS

I. LE VOTE DU 19 AVRIL 1874

Après avoir fait le tour des données nécessaires à la compréhension du contexte valaisan, une fois recréée l'atmosphère régnant autour du projet de révision, il est temps d'aborder l'analyse des résultats enregistrés au soir du 19 avril 1874.

Nous procéderons à trois approches successives. Dans la première seront étudiés les résultats proprement dits; plus loin s'inscrira une comparaison des résultats du 19 avril 1874 avec ceux enregistrés au 12 mai 1872, lors du premier vote sur la Constitution fédérale révisée; enfin viendra une comparaison entre les pourcentages de votes positifs exprimés le 19 avril et la force de l'électorat radical, comparaison devant permettre de mieux comprendre les ressorts du vote.

En introduction prendre cependant place un essai de synthèse des deux élections présentées plus haut, afin d'améliorer la fiabilité de la comparaison annoncée ci-dessus.

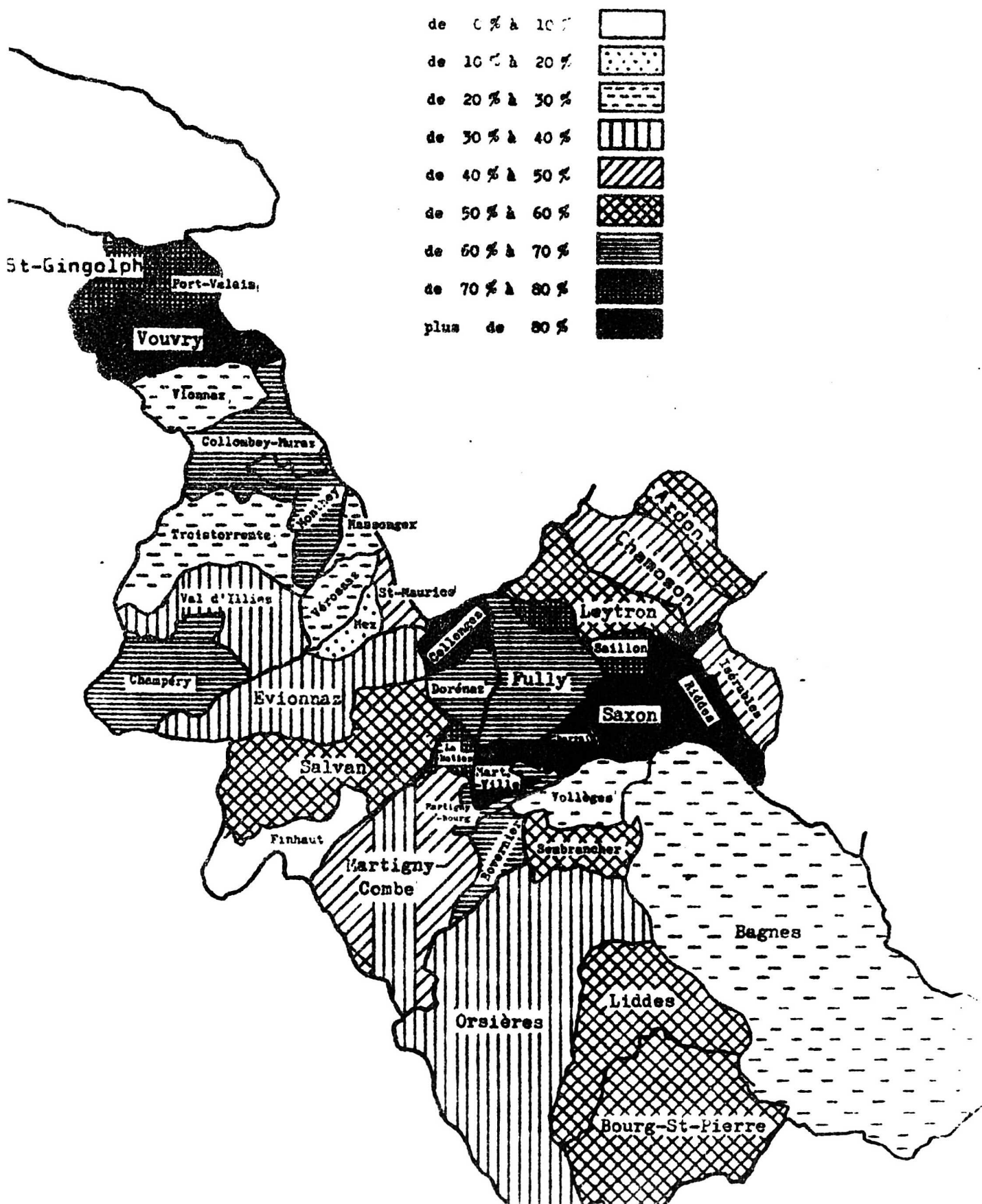
A. SYNTHESE DES SCRUTINS DE 1872 et 1873

Nous reprenons donc ici les résultats enregistrés lors des élections du 27 octobre et du 10 novembre 1872, ainsi que celles du 2 mars 1873, en vue de jauger le plus exactement possible l'implantation de l'électorat radical en Valais. Par la force des choses, cette détermination doit se limiter aux districts du Bas-Valais, à savoir Monthey, St-Maurice, Entremont et Martigny, auxquels nous ajoutons les communes de Chamoson et Ardon. Rappelons tout de même que ce secteur, quoique limité, n'en rassemble pas moins le 41,5 % de la population du canton et abrite l'essentiel des forces radicales.

Tenant compte des situations différenciées de chaque district, nous utiliserons tantôt un seul résultat estimé suffisamment sûr, tantôt une combinaison de plusieurs résultats. En ce qui concerne les districts de Monthey et Entremont, nous retiendrons uniquement les résultats du 2 mars 1873, vu le caractère très tranché de la lutte, ainsi que les correspondances évidentes existant avec les résultats enregistrés lors des élections des Conseillers nationaux. Pour le district de St-Maurice, étant donné que les résultats du 2 mars sont inutilisables, nous nous baserons sur ceux enregistrés en 1872. Le résultat correspond à la combinaison des deux tours de scrutin, le premier, en raison de sa fiabilité plus grande, étant compté deux fois. Le même procédé sera utilisé pour le district de Martigny, ainsi que pour les communes de Chamoson et Ardon, à la différence près que le scrutin de ballottage, moins soumis à des questions de personnes, sera pris deux fois.

C'est donc à partir de cette méthode qui, bien qu'empirique, n'en donne pas moins des résultats relativement fiables, que nous pouvons construire la carte de l'implantation des troupes radicales dans le Bas-Valais. (voir page suivante)

Le pôle radical est donc bien constitué par le district de Martigny, où le 70 % environ de l'électorat est acquis au radicalisme. Riddes (94 %), Saxon (95 %), Chartrat (94 %) et Martigny-Ville (86 %) forment un noyau extrêmement bien dessiné.



Ces quatre communes jointives sont formées de localités uniques, intégralement en plaine, et placées de surcroît sur l'axe de pénétration formé par la route de la vallée du Rhône. La commune de la Bâtie (71 %) jouxtant Martigny-Ville, malgré un résultat légèrement moins favorable, peut être rajoutée au même groupe. Sur l'autre rive du fleuve s'étalent trois communes: Saillon, Fully et Leytron. Toutes trois sont légèrement en retrait par rapport à la route principale de la vallée. Si la commune de Saillon, formée d'un seul village construit en plaine, voit le 78 % de ses électeurs opter pour les idées radicales, Fully et Leytron, où la population se répartit entre plusieurs villages, dont certains situés dans les hauteurs, n'accordent déjà plus que respectivement 61 % et 58 % de leurs voix à la cause libérale. Les communes de Martigny-Combe et Isérables, dont la population vit en zone de montagne sont aussi celles qui présentent les plus faibles pourcentages d'électorat radical du district, respectivement 40 % et 42 %.

Nous avons de propos délibéré laissé de côté les communes de Martigny-Bourg et Bovernier, pour les rattacher au problème de l'Entremont. Avec ce district, nous pénétrons dans une région de montagne vaste, très peuplée et traversée par une voie de communication internationale déjà extrêmement ancienne, celle du Grand-St-Bernard. Si Martigny-Bourg, au départ de la route, appartient encore à la plaine, Bovernier appartient déjà, de par la géographie, à l'Entremont. Bovernier, Sembrancher, Bourg-St-Pierre, trois communes où la population se rassemble dans un village situé sur la voie internationale, trois communes à majorité radicale (68 %, 59 %, 52 %); Liddes, commune également située à cheval sur la voie de communication, compte également, dans ses nombreux villages, dont la plupart sont situés sur la route, un 52 % de l'électorat votant pour les couleurs libérales. La commune d'Orsières, se confondant avec le Val Ferret, voit la majorité de sa population s'abriter dans des villages fort éloignés de la voie de passage; un seul village, portant d'ailleurs de nom de la commune, se trouve placé, au débouché du Val, sur la route du col; le 36 % seulement des électeurs votent encore pour les candidats libéraux.

Quant à Vollèges et Bagnes, communes situées à l'écart de la route du col, elles sont les plus nettement conservatrices, les pourcentages en faveur des radicaux n'atteignent respectivement que 29 % et 25 %.

Dans les districts de Monthey et St-Maurice, les oppositions entre plaine et montagne se retrouvent, si ce n'est dans tous les cas, du moins dans leur grande majorité. A Monthey, les troupes radicales se recrutent en plaine, seule la commune de Vionnaz faisant exception; en ce qui concerne les trois communes de montagne, Troistorrents et Val d'Illiez n'accordent respectivement que 24 % et 38 % de leurs voix aux radicaux, tandis que Champéry, faisant bande à part, pour des raisons que nous verrons plus loin, accorde 66% à ces mêmes candidats. A St-Maurice, tandis que le facteur montagne joue pour Finhaut, Mex et Vérossaz, (9 %, 10 %, 21 %) il se peut que la présence de l'abbaye de St-Maurice exerce une influence sur des communes telles que St-Maurice, Massongex, Evionnaz (49 %, 24 %, 38 %). Quant aux communes de Collonges et Dorénaz, elles se rapprochent des pourcentages du district de Martigny (87 %, 67 %). Salvan, enfin, commune à laquelle se rattache encore le village de Vernayaz, situé en plaine, et qui connaît, dans les zones de montagne, des luttes entre certains villages, se rapproche également du district de Martigny (52 %).

On constate, à l'issue de cette typologie, que l'implantation de l'électorat radical dépend largement de la situation géographique des communes. Sans qu'il soit question de déterminisme, force est cependant de reconnaître que le degré d'ouverture, l'intensité des échanges influe dans chaque commune sur l'ancrage de l'idéologie radicale. Les constatations faites dans le district d'Entremont sont là pour confirmer que le facteur primordial n'est pas nécessairement constitué par une opposition plaine montagne, mais bien plutôt par la proximité d'une voie de communication, assurant, en plus des marchandises, le passage des idées.

8. LES RESULTATS DU 19 AVRIL 1)

1. La participation

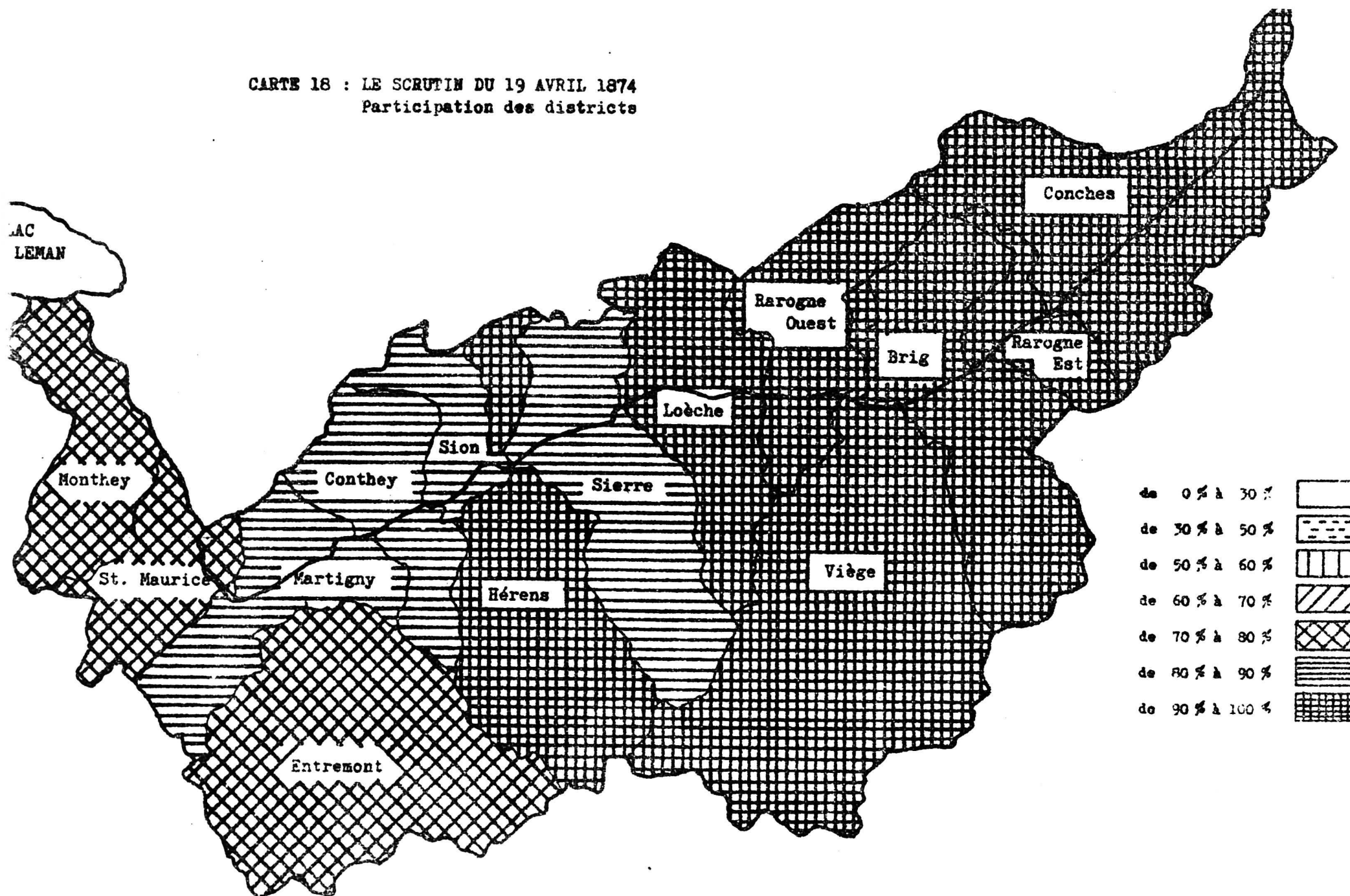
La participation globale du canton s'inscrit, au soir du 19 avril 1874, à 87,46 %, niveau contrastant fortement avec ceux enregistrés à d'autres occasions. Cependant, cette donnée globale recouvre des variations régionales fort sensibles. En effet, si l'on considère les trois régions que sont le Haut-Valais, le Valais central et le Bas-Valais, on constate que les taux de participation déclinent au fil du Rhône. Si le Haut-Valais accuse un taux de participation de 93,92 %, le Centre perd déjà près de cinq points, se situant à 88,15 %, tandis que le Bas-Valais, nettement en retrait, ne prend part au scrutin que pour un 78,28 %.

Au niveau des districts, six d'entre eux participent dans une proportion de 90 % et plus; cinq se trouvent dans le Haut-Valais, le sixième étant le district d'Hérens, situé dans le Centre. Le record de participation appartient au demi district de Rarogne-Occidental, où le 97,53 % du corps électoral se déplace. A l'opposé, trois districts se retrouvent au dessous de la limite des 80 %; tous trois sont dans le Bas, à savoir: Monthey, Entremont et St-Maurice, ce dernier fermant la marche avec une participation de 74,92 % seulement, en retrait de 22,6 % par rapport au district de tête.

Quant aux communes, sur les 165 que compte le Valais à l'époque, 31 participent à 100 %, soit le 18,18 % d'entre elles: ces dernières n'abritent, il est vrai, que le 8,9 % de la population.

La participation inégale des trois régions du canton aboutit à une modification de leur poids respectif. Tandis que le corps électoral, fort de 26 685 citoyens, se répartit à raison de 7 825 pour le Haut, 8 861 pour le Centre et 9999 pour le Bas, ce qui correspond successivement au 29,32 %, 32,20 % et 37,42 %, le nombre de votants se monte à 7 350 dans le Haut, 7 911 dans le Centre et 7 828 dans le Bas; dans ces conditions,

CARTE 18 : LE SCRUTIN DU 19 AVRIL 1874
Participation des districts



l'écart entre le Haut et le Bas, qui était de 8,15 % au niveau des inscrits, n'est plus que de 2,08 % au niveau des votants.

La comparaison des participations enregistrées lors de diverses votations et élections peut être un excellent révélateur du degré de motivation atteint le 19 avril. Dans le Bas, la participation, avec 78,28 %, reste très proche de celle enregistrée lors de l'élection des députés au Grand Conseil du 2 mars 1873 (79,24 %) et prend une avance de 9,59 points par rapport aux élections du 27 octobre 1872 pour le renouvellement de la députation au Conseil national (68,69 %).

Si le Bas-Valais où, lors de chaque vote, un enjeu réel existe, voit les taux de participation varier dans des limites relativement étroites, le Haut, de son côté, enregistre des variations d'une autre ampleur. Si la participation, lors du 19 avril, y atteint 93,92 %, elle ne se monte, au deux mars, qu'à 74,42 %, tombant même, pour l'élection des Conseillers nationaux, le 27 octobre 1872, à 63,12 % (Le district de Sierre rejoignant le Haut en cette occasion). Tandis que l'écart maximum enregistré dans le Bas atteignait 10 % environ, il se monte ici à plus de 30 %. Si l'absence d'une candidature radicale explique les participations plus faibles des 27 octobre et 2 mars, les différences importantes indiquent malgré tout très bien que le vote massif du Haut n'est pas le fait d'une habitude du corps électoral mais bien la conséquence de l'intérêt extrême porté à cette échéance fédérale.

Il n'est pas possible de comparer d'une manière précise les participations du 19 avril 1874 avec celles enregistrées le 12 mai 1872, lors du vote du premier projet de révision de la Constitution fédérale. Ne sont disponibles en effet, pour ce premier scrutin que les nombres de oui et de non. Toutefois, une comparaison approximative montre clairement que la participation est demeurée la même dans tous les districts. Au niveau du canton, les voix exprimées atteignaient 22 691 en 1872 contre 22 989 deux ans plus tard.

2. le verdict populaire

A l'échelle du canton, le résultat est sans appel. Les non l'emportent par 19 368 voix contre 3 558, soit un rapport de 5,44 contre 1. Les oui ne représentent que le 15,47 % des bulletins déposés.

Si les taux de participation présentaient d'importantes variations suivant les régions, il en va à nouveau de même en ce qui concerne la répartition des voix acceptantes et rejetantes.

Dans les cinq districts du Haut, les non représentent le 99,41 % des voix exprimées. Rarogne-Occidental, Rarogne-Oriental ainsi que Conches refusent à l'unanimité des votants. Dans le district de Viège, une seule voix se porte en faveur du projet, tandis que les districts de Brigue et de Loèche accordent respectivement 1,75 % et 1,15 % de leurs voix au projet. Au total, ce sont donc 41 électeurs sur 7 350 qui adoptent le texte de la nouvelle Constitution fédérale. La région où le vote est le plus massif est également celle qui refuse le plus clairement.

Dans les districts du Centre, les pourcentages en faveur du oui augmentent quelque peu, tout en restant dans des proportions bien modestes. Sur l'ensemble des quatre districts de Sierre, Sion, Hérens et Conthey, les oui emportent le 9,71 % des voix, soit 759 bulletins sur 7811. Ces districts du Centre se divisent en deux catégories; d'une part Hérens et Sierre où les oui ne représentent que le 0,98 % et le 3,94 % du total, d'autre part Sion et Conthey, où 17,27 % et 14,69 % des électeurs acceptent. 2)

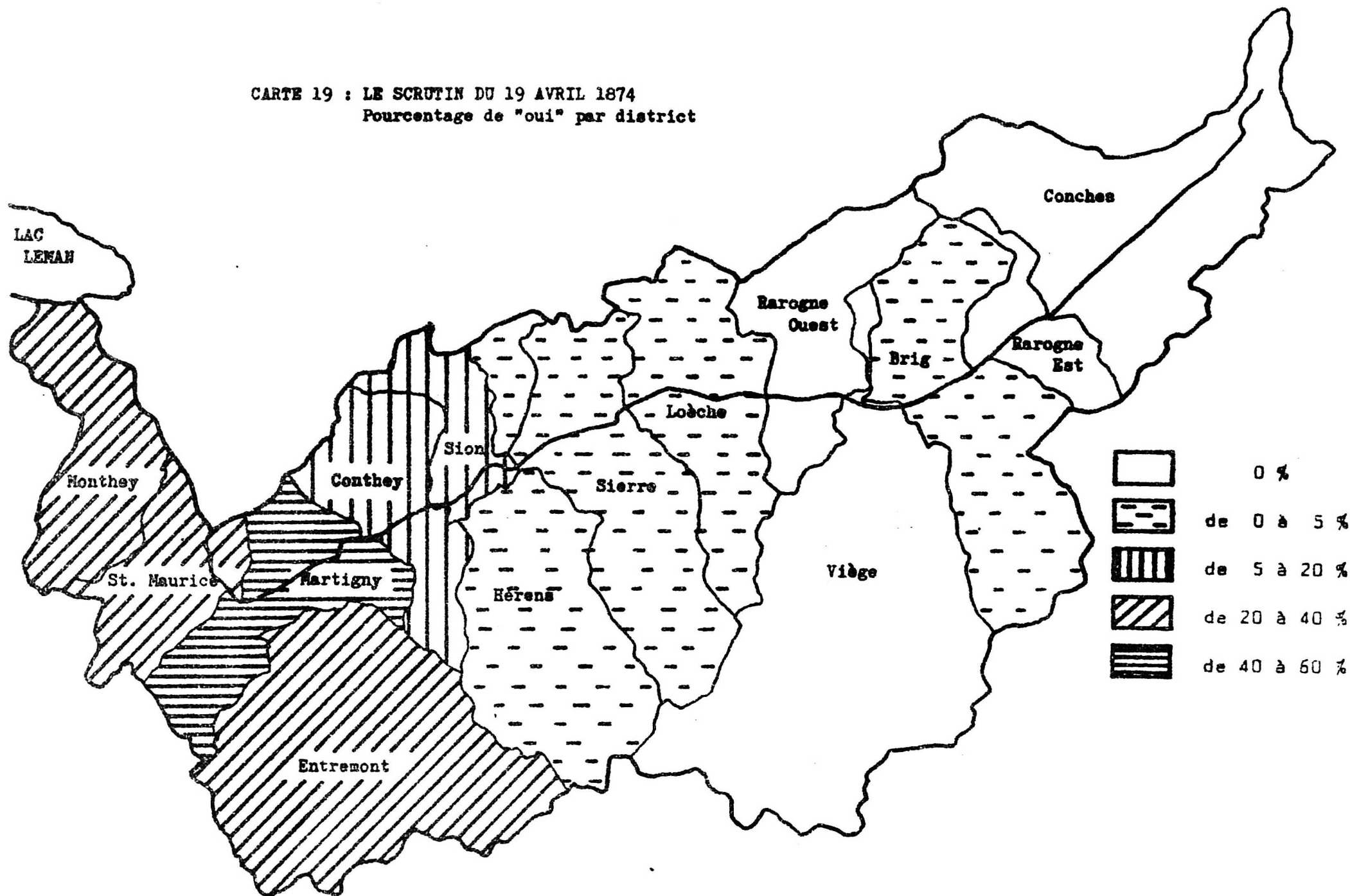
Dans ces conditions, l'essentiel des réponses favorables à la révision est le fait du Bas-Valais. Les quatre districts accordent 35,23 % de leurs voix, soit 2758 bulletins sur les 7828 rentrés aux thèses radicales. Tandis que St-Maurice et Monthey accordent 30,17 % et 30,67 %, Entremont tombe à 25,17 %, tandis que Martigny, avec 52,34 % de oui, devient le seul district donnant une majorité en faveur de la révision.

Le nombre des bulletins blancs et nuls est négligeable, ces derniers ne représentent en effet que le 0,27 % du total.

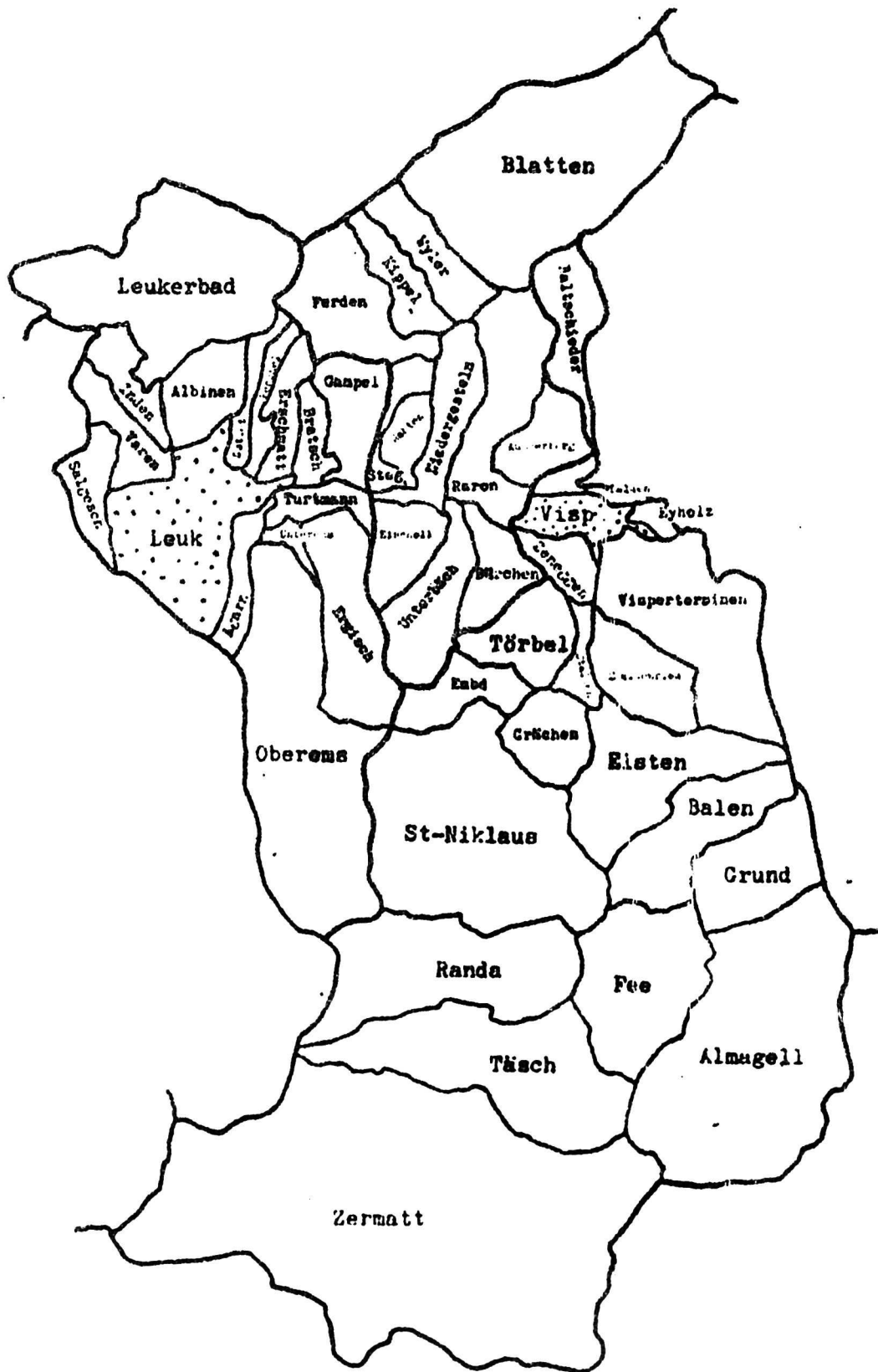
De loin plus intéressante se révèle l'analyse des résultats au niveau communal. Sur les 165 communes valaisannes, 115 refusent à l'unanimité des voix exprimées. Parmi les 50 autres communes, 13 seulement accordent plus du 50 % des voix au projet, 7 d'entre elles se trouvant dans le district de Martigny. (voir les cartes des pages suivantes)

Un regard sur la carte nous montre, en plus de l'opposition entre le Haut et le Bas-Valais, celle existant entre la plaine et la montagne. Les 41 voix haut-valaisannes acceptant le projet émanent de trois communes seulement, toutes situées en plaine, de plus chefs-lieux de districts. Dans le Centre, sur 14 communes accordant des voix au projet, 8 se trouvent en plaine; quant aux 6 communes de montagne, avec un total de 44 bulletins affirmatifs, sur les 759 délivrés par les quatre districts du Centre, ils ne contribuent au résultat que pour un 5,8 %. Dans les quatre districts du Bas-Valais, où les 36 communes se répartissent à raison de 20 en plaine et 16 en montagne, ces dernières, avec un total de 858 bulletins favorables au projet de révision sur les 2758 délivrés dans toute la région, interviennent pour un 32,1 %.

CARTE 19 : LE SCRUTIN DU 19 AVRIL 1874
 Pourcentage de "oui" par district



CARTE 20 : LE SCRUTIN DU 19 AVRIL 1874 (SUITE)
Pourcentage de "oui" par communes



Pourcentage de "oui" par communes



C. DU 12 MAI AU 19 AVRIL

A participation pratiquement égale, le pourcentage des voix acquises au projet de révision progresse entre 1872 et 1874. En effet, tandis que le nombre des votants ne progresse que de 1,3 %, celui des acceptants augmente de 18,4 %, passant de 3005 à 3558. Rapportée au nombre total des votants, l'augmentation des bulletins favorables ne représente cependant qu'un faible 2,23 %. 3)

Nous allons voir plus en détail de quoi il en retourne. Au niveau du district tout d'abord; aux quatre districts du Bas-Valeis: Monthey, St-Maurice, Entremont, Martigny (plus Ardon et Chamoson), nous ajoutons un groupe comprenant toutes les autres communes du canton ayant donné des voix au projet.

	A	B
MONTHEY	: + 5,65 %	+ 22,5 %
ST-MAURICE	: + 9,77 %	+ 50,2 %
ENTREMONT	: + 2,62 %	+ 11,1 %
MARTIGNY(+Ard.+ Ch.)	: + 3,81 %	+ 8,3 %
AUTRES COMMUNES	: + 0,99 %	+ 9,1 %

A = augmentation des bulletins positifs par rapport au nombre total des bulletins déposés.

B = augmentation des bulletins positifs par rapport au nombre de oui exprimés en 1872

Ainsi, à tous les niveaux, les pourcentages progressent en faveur du oui. Rapportée au nombre des votants, la progression oscille entre 9,77 % pour St-Maurice et 0,99 pour la catégorie "autres communes". Si progression il y a, elle n'est cependant pas spectaculaire. Derrière St-Maurice, Monthey n'indique déjà plus qu'une progression de 5,65 %, Martigny et Entremont tombant à 3,81 % et 2,62 %. La grande stabilité constatée au niveau du canton se retrouve donc en grande part au niveau des districts partiellement acquis au programme radical.

La progression se fait plus visible si, au lieu de considérer le déplacement de l'électorat, on regarde l'augmentation des bulletins favorables au projet. Dans le district de St-Maurice, l'avance est de 50,2 %, à Monthey elle atteint encore 22,5 %, tandis que dans les trois autres subdivisions, elle approche des 10 %.

Après ce rapide survol des districts, voyons ce que nous révèle l'analyse du comportement des communes. District par district, les graphiques des pages suivantes inscrivent trois données, à savoir: le pourcentage des voix acquises au projet en 1872, le pourcentage des voix acquises au projet en 1874 ainsi que le pourcentage des électeurs changeant de camp entre les deux votations.

Dans le district de Monthey, la hausse de 25,02 % à 30,67 % est due au revirement de la commune de Port-Valais, où pas moins du 70,15 % des électeurs change de camp. Très loin derrière, la seconde commune du bord du lac voit le 16,36 % de ses électeurs adopter la même attitude. Quant aux autres communes du district, elles se montrent extrêmement stables, découvrant des variations inscrites entre + 4,31 % et - 6,42 %.

Trois communes sont responsables, dans le district de St-Maurice, de l'augmentation considérable des voix favorables au projet, qui passent de 19,44 % à 29,21 %, ces communes étant Dorénaz (+ 34,5 %), Salvan (+ 26,2 %), Evionnaz (+ 12,7 %). Ailleurs les variations se situent entre - 7 % et + 7 %.

En Entremont, les variations les plus fortes sont dues aux deux communes radicales de Sembrancher et Bourg-St-Pierre: tandis que dans cette dernière pas moins du 24 % des électeurs rejoignent le camp du oui, Sembrancher voit les antirévissionnistes reprendre 9,3 % des bulletins. Pour leur part, les quatre communes conservatrices font toutes progresser, légèrement il est vrai, les scores acquis à la révision.

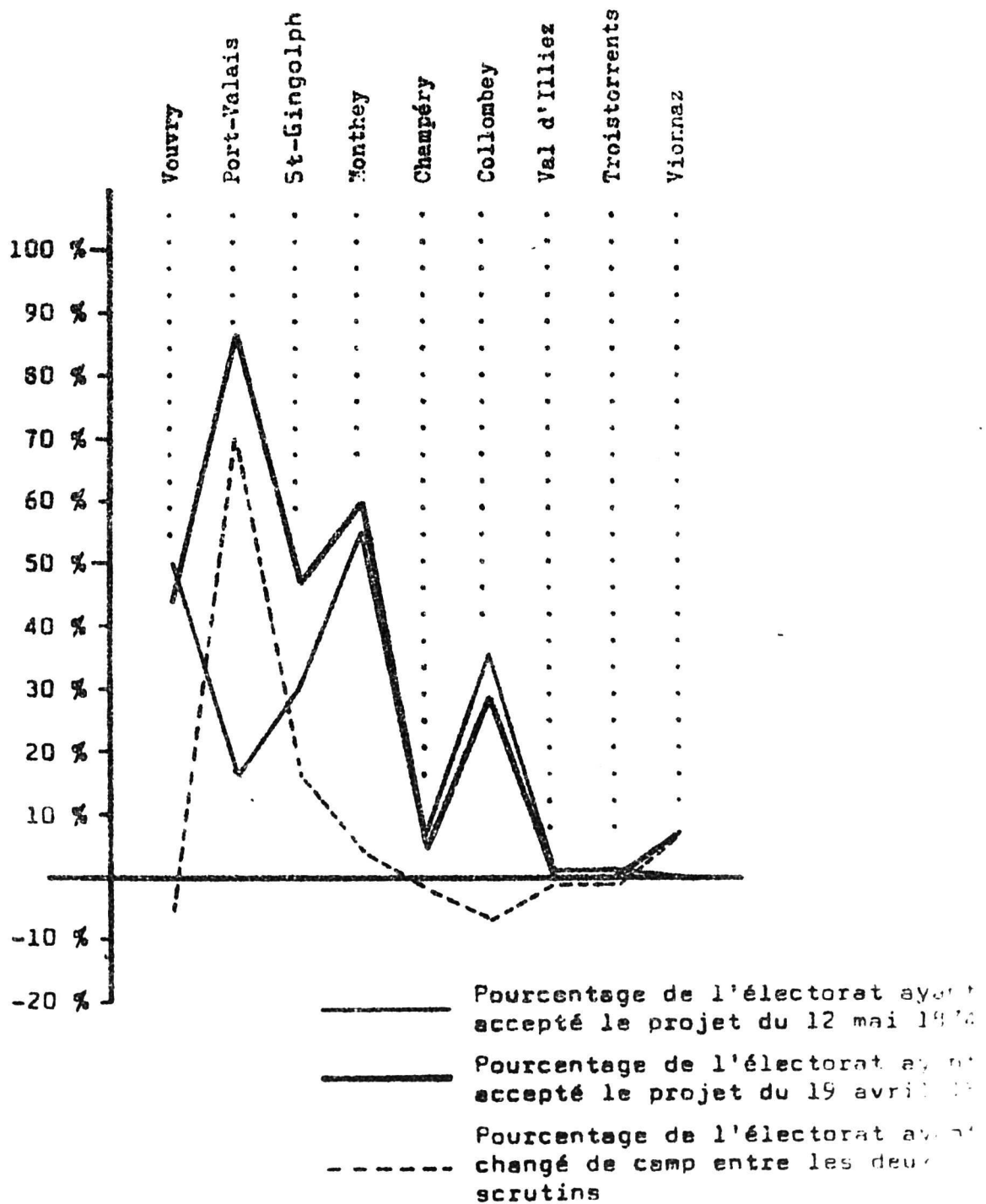
Dans le district de Martigny (+ Ardon et Chamoson), 6 communes sur 14 demeurent stationnaires (variation comprise entre - 4 % et + 3,5 %). Orientées vers la baisse, les trois

communes de Riddes, Leytron et La Bâtiez voient respectivement le 32,6 %, le 22,2 % et le 10,1 % de leur corps électoral rejoindre le camp conservateur. dans l'autre sens, ce ne sont pas moins de 5 communes qui voient progresser les voix radicales (augmentation comprise entre 6 % et 19 %, touchant les communes de Martigny-Combe, Saillon, Chamoson, Fully et Ardon).

Dans la catégorie "autres communes", celles qui, lors du vote du 19 avril 1874, accordent plus du 5 % de leurs voix au projet, présentent des variations dans l'ensemble relativement importantes. Si à Sion l'évolution n'est pas spectaculaire, elle devient très nette dans les communes de Vétroz, St-Léonard et Granges (+ 18,54 %, + 21,32 %, + 26,55 %). A Loèche et Brigue, l'augmentation faible en elle-même, apparaît plus importante si on considère les scores très faibles enregistrés le 12 mai 1872. Plus nettement orientées vers la baisse sont les communes de Sierre et Bramois, où 15,1 % et 8,9 % des électeurs rejoignent les antirévissionnistes.

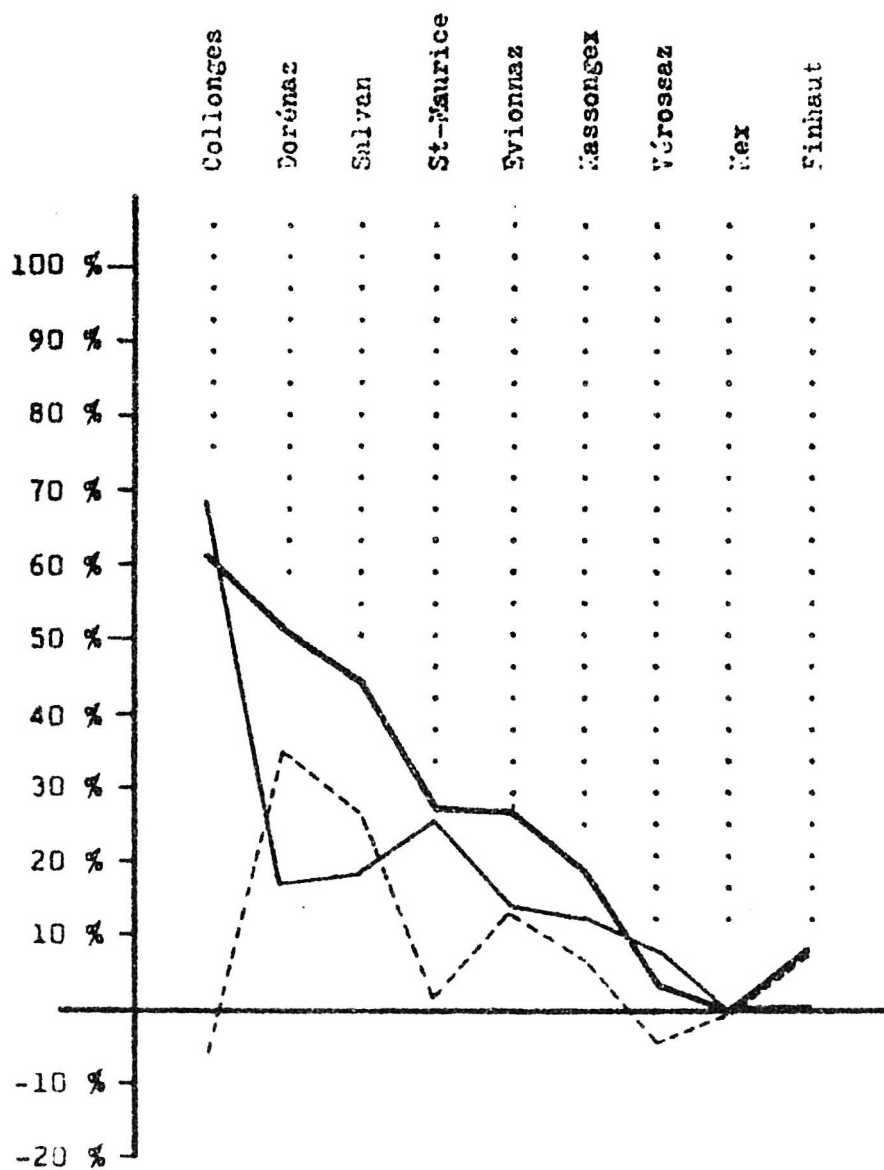
GRAPHIQUE 7 : GLISSEMENTS DE L'ELECTORAT INTERVENUS ENTRE
LE 12 MAI 1872 ET LE 19 AVRIL 1874

District de Monthey



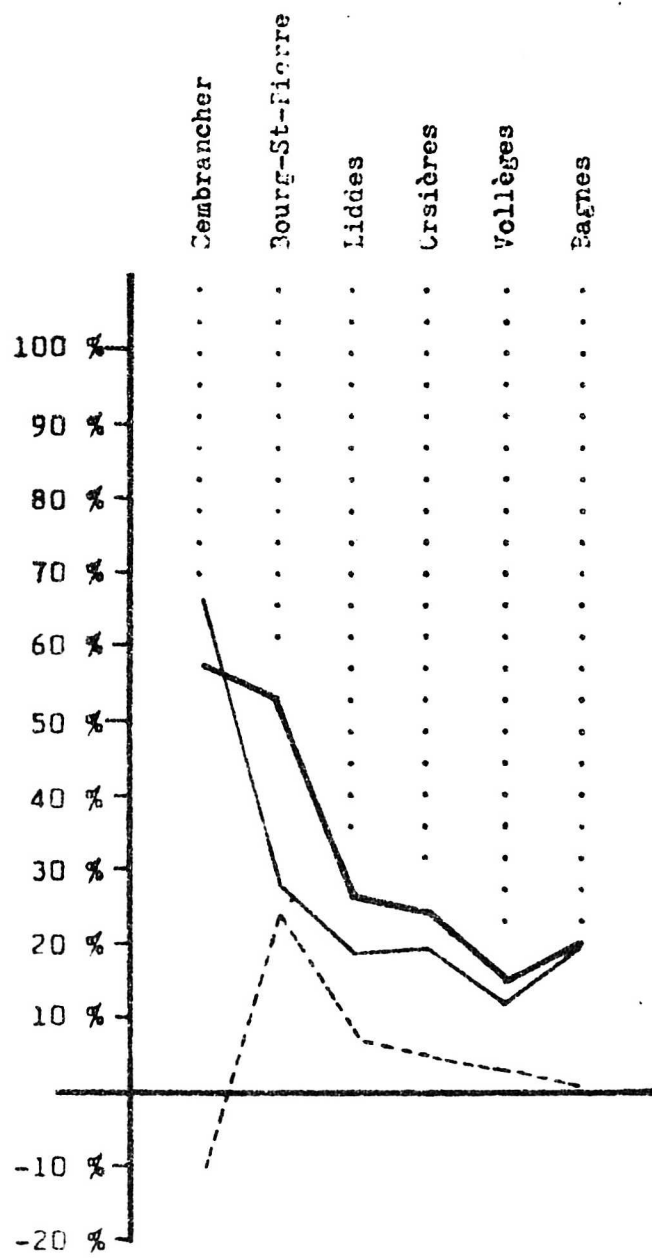
GRAPHIQUE 7 : GLISSEMENTS DE L'ELECTORAT INTERVENUS ENTRE
LE 12 MAI 1872 ET LE 19 AVRIL 1874 (SUITE)

District de St-Maurice



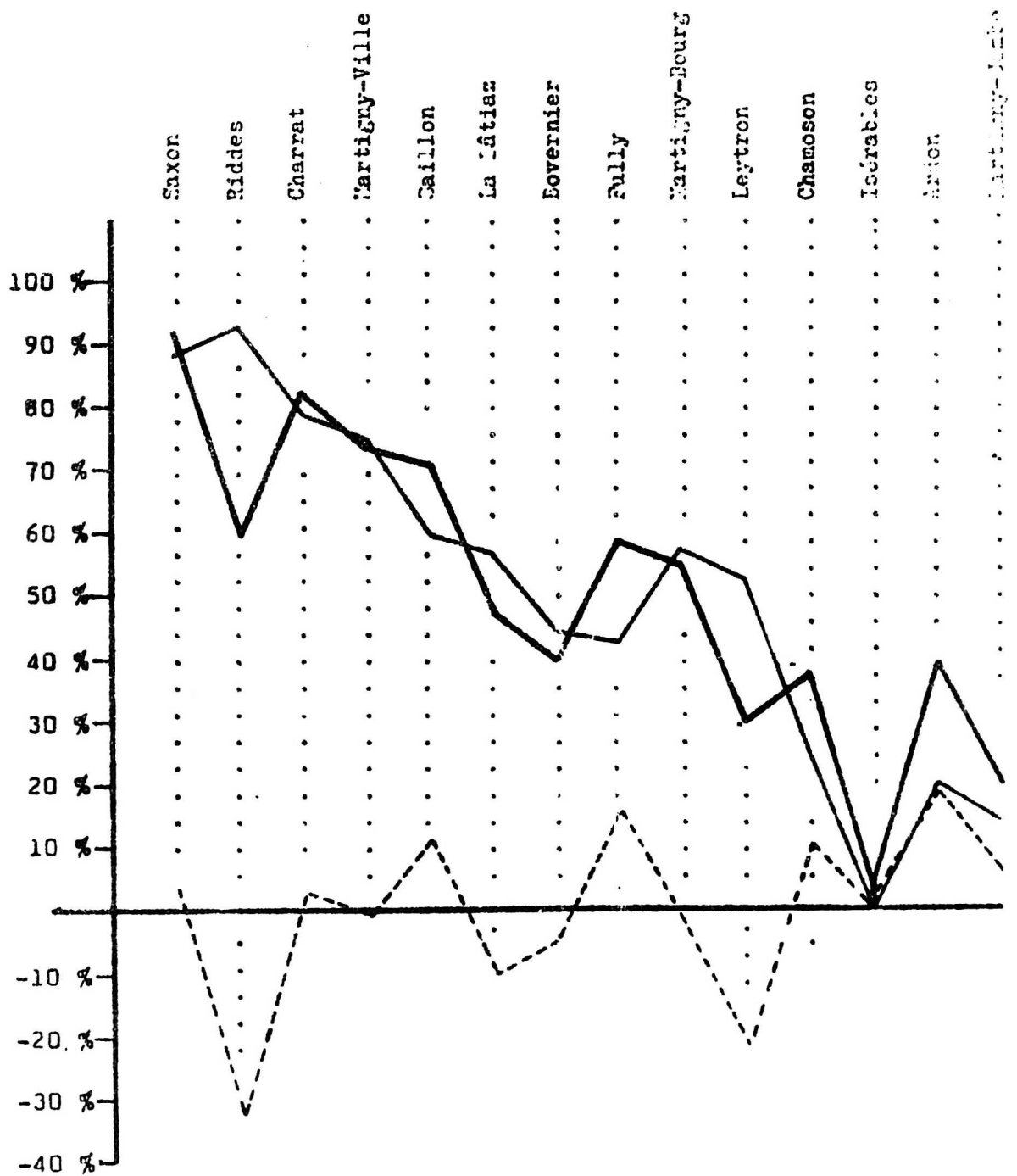
GRAPHIQUE 7 : GLISSEMENTS DE L'ELECTORAT INTERVENUS ENTRE
LE 12 MAI 1872 ET LE 19 AVRIL 1874 (SUITE)

District d'Entremont



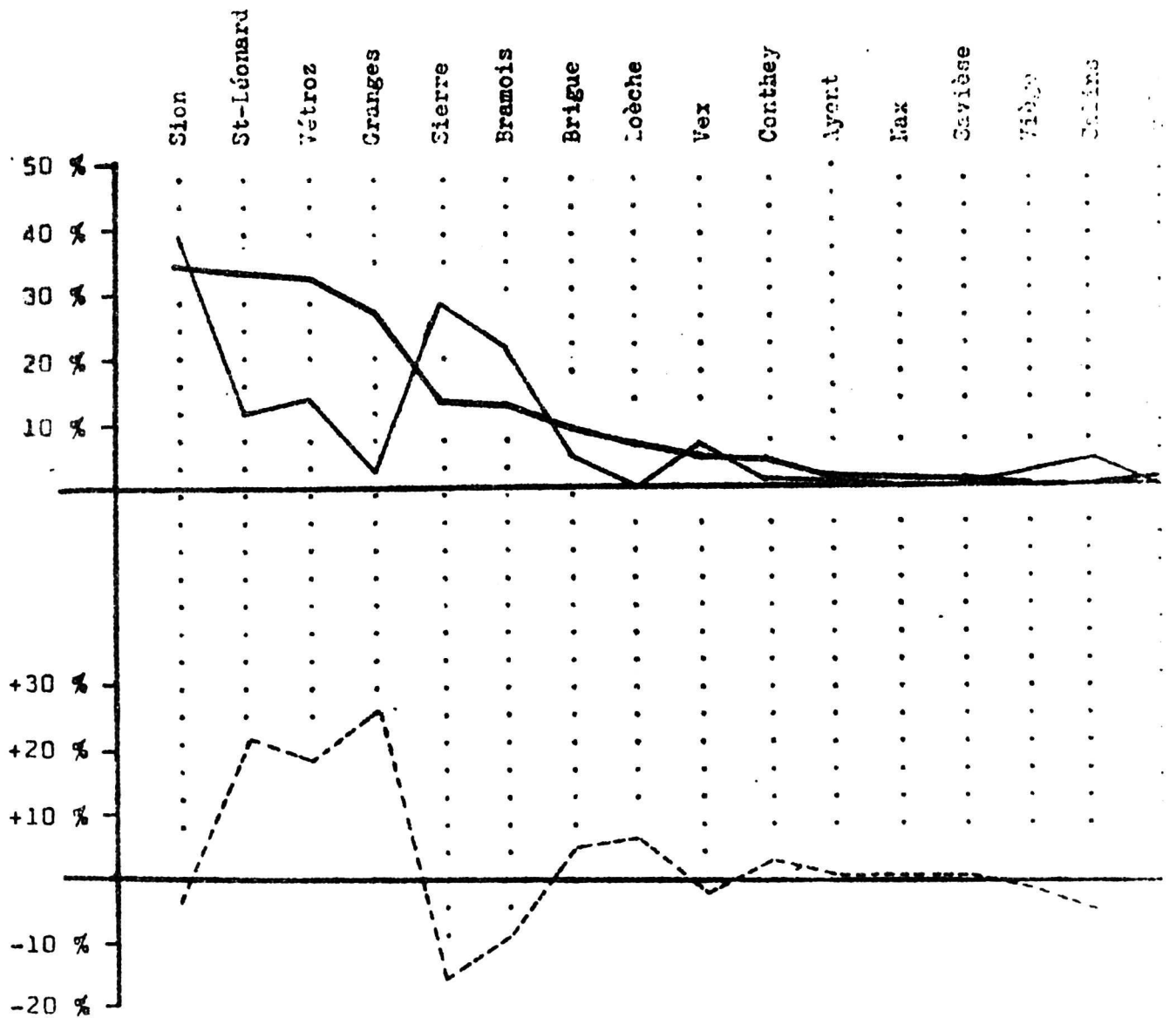
GRAPHIQUE 7 : GLISSEMENTS DE L'ELECTORAT INTERVENUS ENTRE
LE 12 MAI 1872 ET LE 19 AVRIL 1874 (SUITE)

District de Martigny



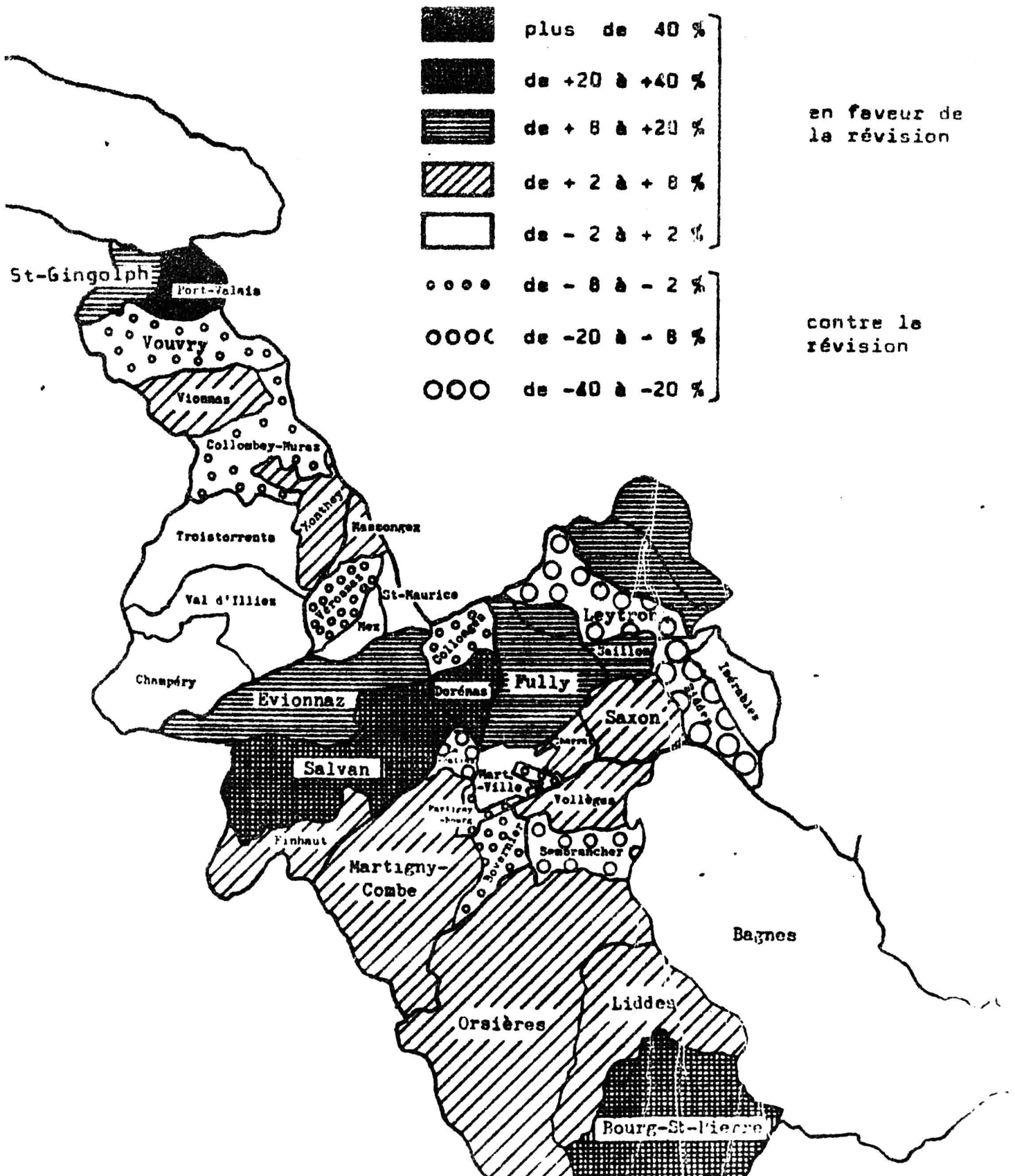
GRAPHIQUE 7 : GLISSEMENTS DE L'ELECTORAT INTERVENUS ENTRE
LE 12 MAI 1872 ET LE 19 AVRIL 1874 (SUITE)

Autres communes du canton



CARTE 21 : GLISSEMENTS DE L'ELECTORAT INTERVENUS ENTRE
LE 12 MAI 1872 ET LE 19 AVRIL 1874

Pourcentage de l'électorat changeant de camp



En résumé, on peut donc parler d'une certaine stabilité avec tendance à la hausse et existence de quelques cas particuliers. Reportés sur une carte (carte 21, page 164) les glissements compris entre +8 % et -8 % de l'électorat concernent 22 communes sur 38.

Les communes dans lesquelles plus du 8 % de l'électorat passe du camp conservateur dans le radical se situent, à l'exception des communes du bout du lac - St-Gingolph et Port-Valais - ainsi que Bourg-St-Pierre, sur un axe Evionnaz-Ardon. Quant aux communes faisant progresser l'antirévissionisme, elles s'égrènent entre Vouvry et Collonges, se concentrent dans la région de Martigny et forment avec Leytron et Riddes, un couple en très net recul.

S'il est pratiquement impossible d'interpréter ces évolutions particulières, - tout au plus pourrait-on dans le cas de la Bâtiaz, Martigny-Bourg, Bovernier et Sembrancher évoquer l'influence possible de Louis Gross - on constate, face à l'évolution globale, que les importants remous qui se firent jour entre 1872 et 1874 n'entraînèrent pas de grands changements au niveau des choix, la majorité des électeurs étant acquise dès 1872 à l'une ou l'autre tendance.

D. ANALYSE DES DECROCHEMENTS

Le début du chapitre avait été consacré à une synthèse de l'électorat radical. Reprenant ces résultats, nous allons voir dans quelle mesure cet électorat suit les mots d'ordre du parti dans la question de la révision de la Constitution fédérale. Cette analyse ne concernera encore une fois que les quatre districts du Bas-Valais avec en plus les communes de Chamoson et Ardon.

	A	B	C
MONTHEY :	58 %	30,67 %	52,87 %
ST-MAURICE :	40 %	29,21 %	73,-- %
ENTREMONT :	35 %	25,17 %	71,9 %
MARTIGNY :	70 %	52,34 %	74,77 %
			<hr/> * 68,-- %

A = force de l'électorat radical

B = pourcentage des voix favorables au projet

C = pourcentage de l'électorat radical qui suit les mots d'ordre du parti.

Tandis que dans trois districts 70 à 75 % de l'électorat radical vote en faveur du projet de révision, dans celui de Monthey le pourcentage tombe à 53 % environ. Dans ces conditions, il est bien clair que l'électorat radical n'a pas suivi en bloc. Le déchet atteint presque le tiers des troupes. En se basant uniquement sur les résultats globaux des districts, on pourrait en conclure à un relatif succès d'une aile radicale fédéraliste, suivant l'appel d'Alphonse Morand, adversaire décidé de la révision. L'analyse des décrochements conduite au niveau des communes va cependant nous montrer qu'il n'en est rien.

A raison d'un graphique par district, les pages suivantes présentent pour chaque commune les trois valeurs déjà rencontrées ci dessus, à savoir: pourcentage de l'électorat de la commune acquis au parti libéral, pourcentage de l'électorat

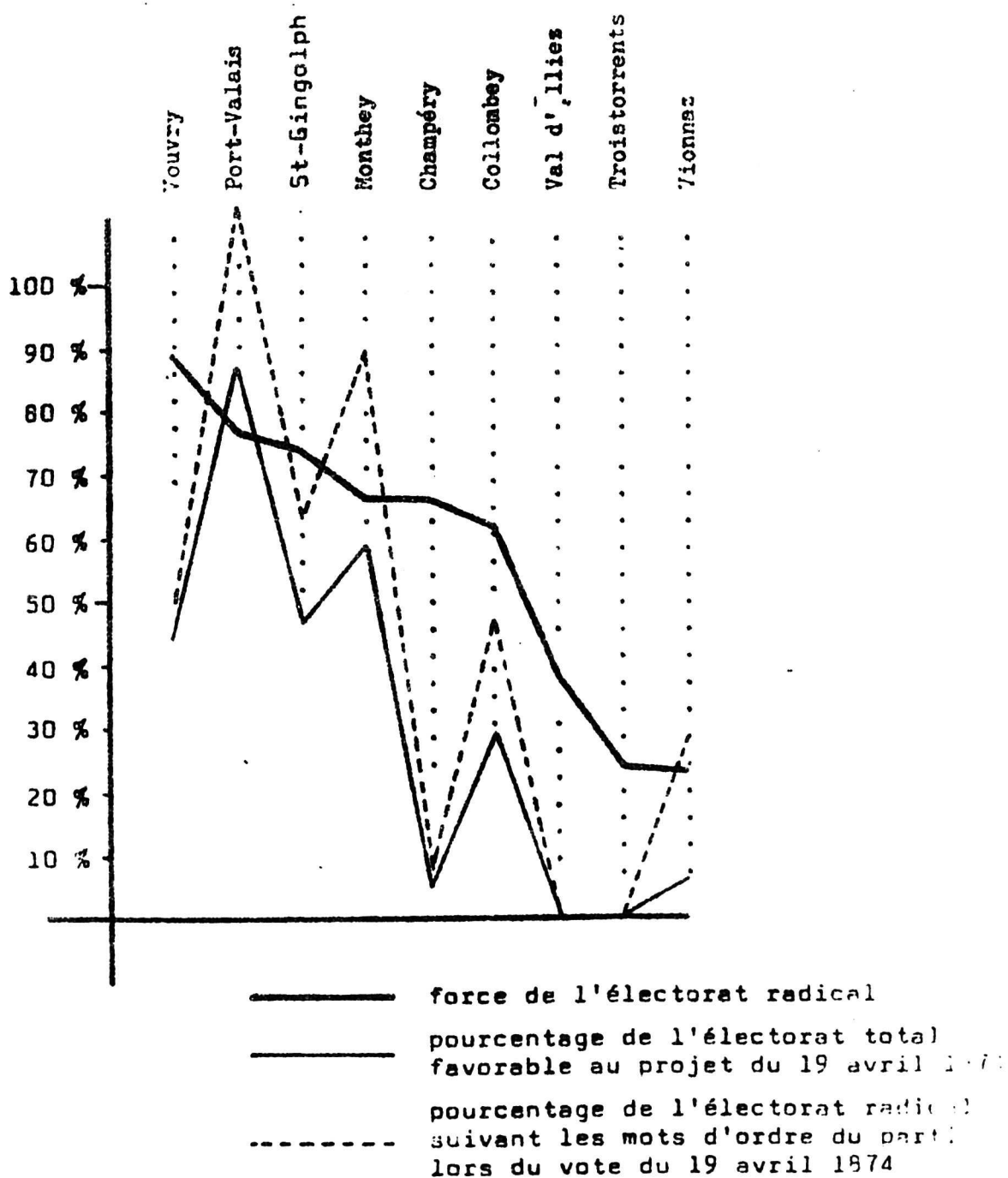
acceptant le projet et rapport entre les deux résultats, c'est à dire pourcentage de l'électorat libéral qui vote pour la révision.

Les graphiques seront suivis d'une carte destinée à re-placer dans l'espace les décrochements des communes.

Le graphique construit pour les communes du district de Monthey fait ressortir trois groupes. Le premier, constitué par trois des communes les plus radicales du district, à savoir Port-Valais, St-Gingolph et Monthey, suit en moyenne très bien les mots d'ordre du parti. Tandis que Monthey suit à 90 %, Port-Valais, dont nous avons vu plus haut le revirement, dépasse la cote des 100 %; de son côté, St-Gingolph, quoique légèrement en retrait, suit encore assez bien (63,6 %). Un second groupe, situé, de même que les communes précédentes, en plaine, suit moins bien; il s'agit du pôle conservateur, où seul le 29 % des radicaux suit (Vionnaz), entouré par deux communes pourtant très nettement radicales en d'autres occasions, à savoir Vouvry et Collombey-Muraz (50 % et 47 %). De même qu'il est permis de penser que le revirement très net de Port-Valais est dû à des brouilles politiques ayant abouti d'ailleurs à la dissolution du cercle de Vionnaz-Port-Valais (cf. élections au Grand Conseil), de même on peut attribuer ce décrochage à l'activité déployée par Cyprien Barlatay dans sa commune (personnage déjà rencontré lors des élections au Conseil national de 1872, à l'occasion desquelles il avait été porté comme candidat conservateur du district de Monthey). Un dernier groupe de trois communes concerne Champéry, Val d'Illiez et Troistorrents. Rappelons que ce sont là les trois communes de montagne du district. Le contraste avec les communes de plaine est très net. Tandis que Troistorrents et Val d'Illiez, traditionnellement conservatrices, n'accordent pas une voix au projet, Champéry, classée dans les communes radicales, ne réagit pas beaucoup mieux. Dans cette commune à 66 % radicale, seul un 8 % suit le parti. Une explication existe. Jusqu'au milieu du XIXème siècle, Champéry fit partie de la paroisse de Val d'Illiez. La séparation n'intervient qu'après de troi

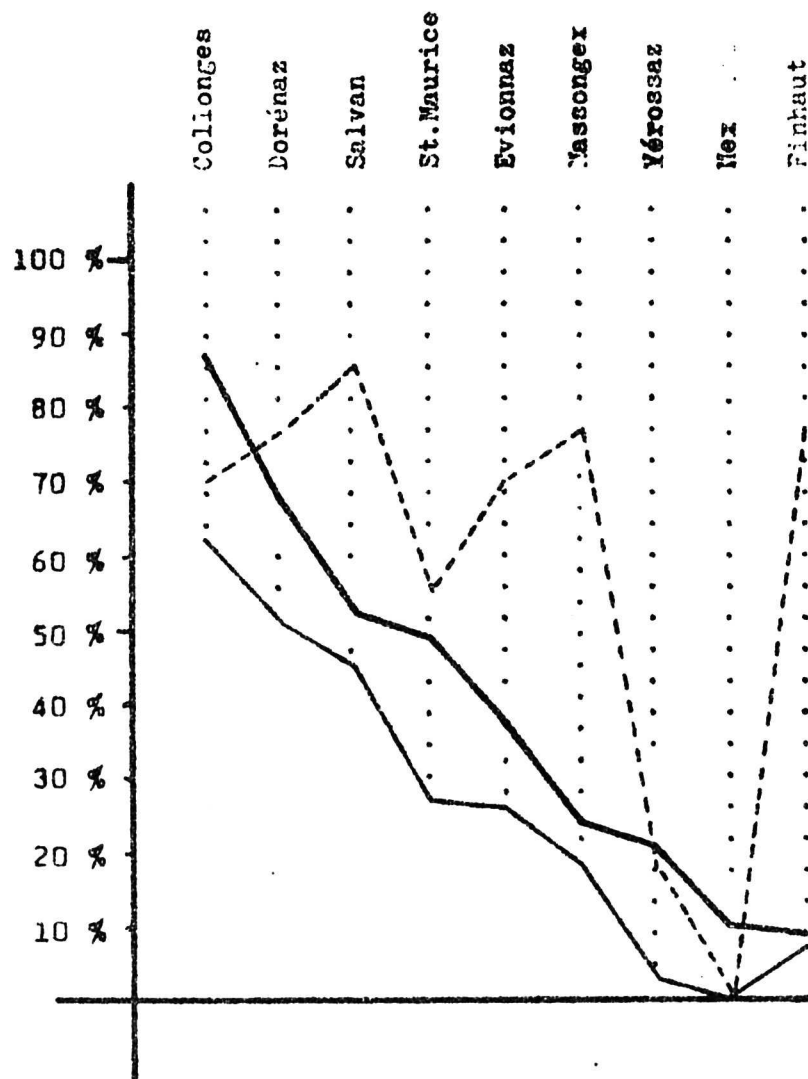
GRAPHIQUE 8 : DECROCHEMENT DES VOIX RADICALES LORS DU
SCRUTIN DU 19 AVRIL 1874

District de Monthey



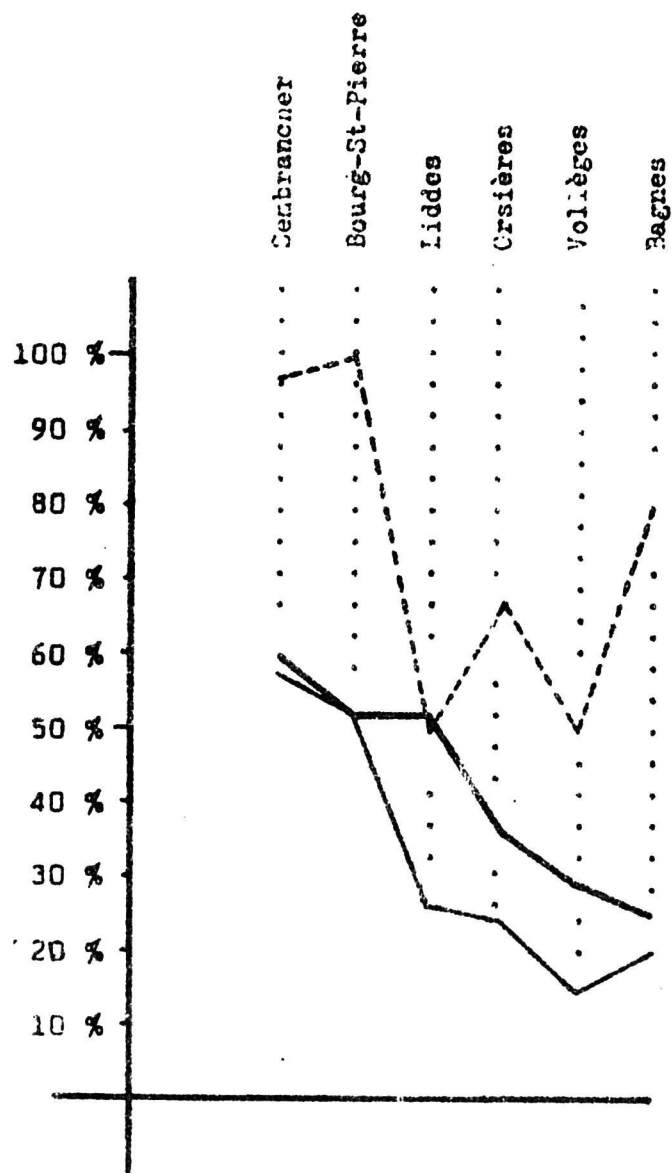
GRAPHIQUE 8 : DECROCHEMENT DES VOIX RADICALES LORS DU
SCRUTIN DU 19 AVRIL 1874 (SUITE)

District de St-Maurice



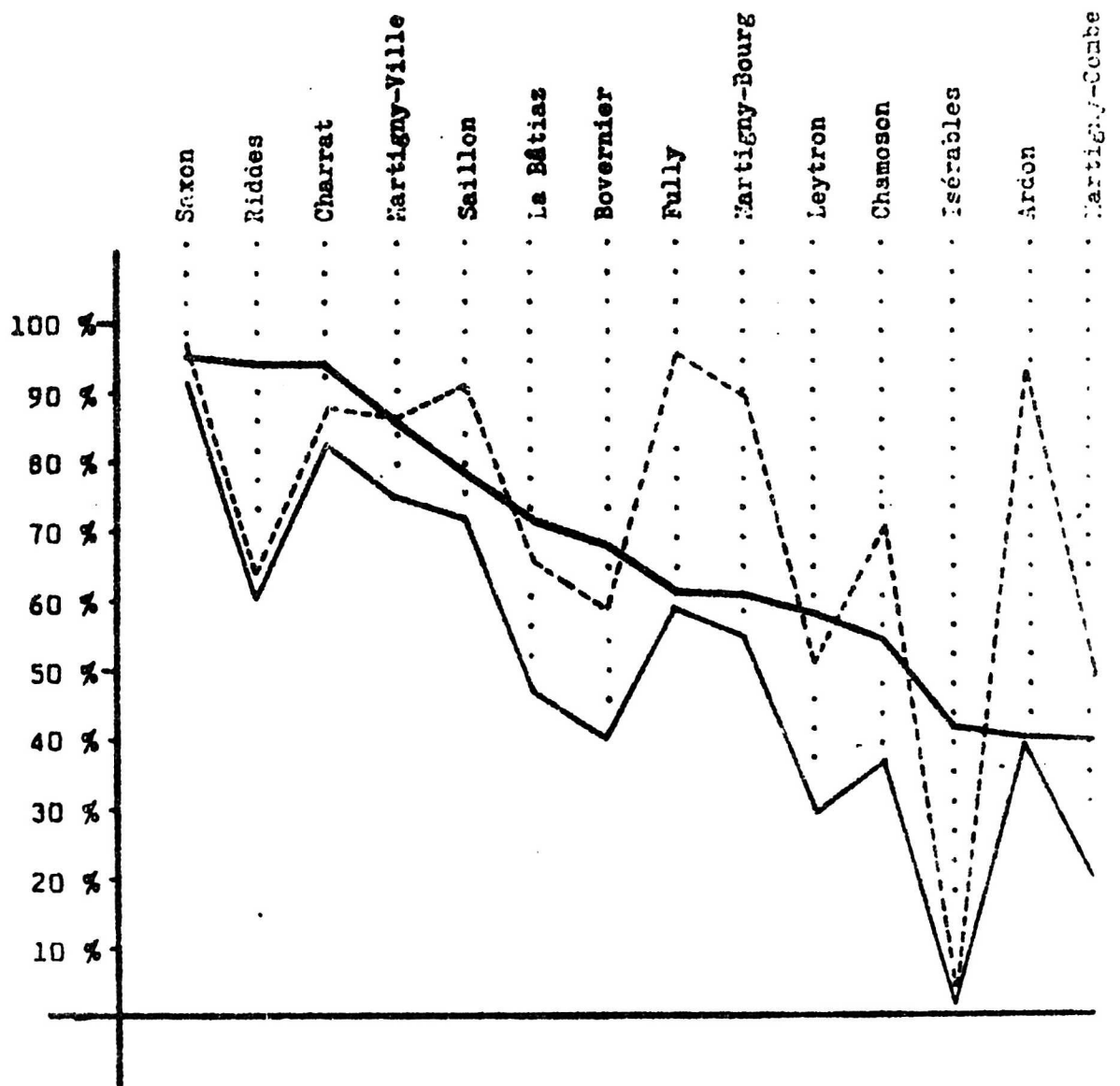
GRAPHIQUE B : DECROCHEMENT DES VOIX RADICALES LORS DU
SCRUTIN DU 19 AVRIL 1874 (SUITE)

District d'Entremont

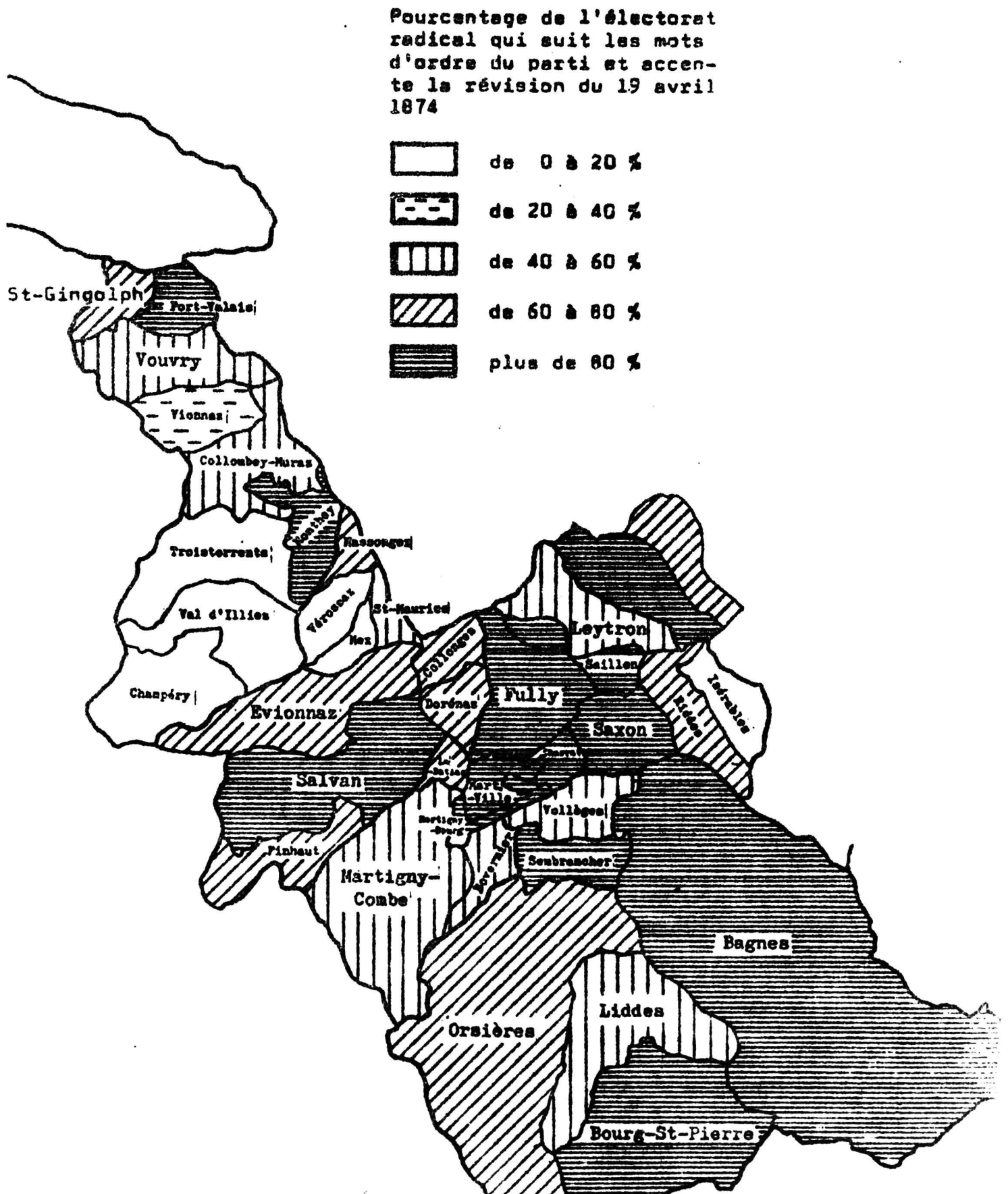


GRAPHIQUE 8 : DECROCHEMENT DES VOIX RADICALES LORS DU
SCRUTIN DU 19 AVRIL 1874 (SUITE)

District de Martigny + Chamoson + Ardon



CARTE 22 : DECROCHEMENT DES VOIX RADICALES LORS DU
SCRUTIN DU 19 AVRIL 1874



longues années de luttes durant lesquelles les champérolains se laissèrent gagner au radicalisme peut-être plus pour voter à l'opposé de la commune rivale que pour soutenir des programmes bien précis. Ceci peut expliquer que dans un vote aussi important les convictions profondes l'emportent, de la même manière qu'à Troistorrents et Val d'Illiez.

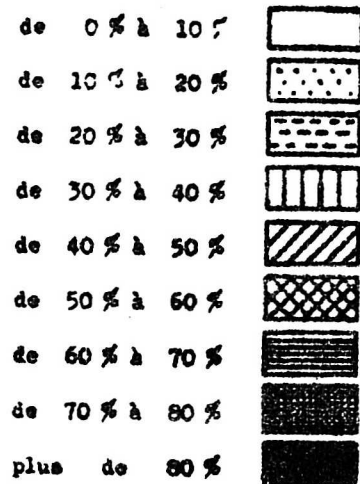
Dans le district de St-Maurice, quatre communes de plaine où l'électorat radical s'échelonne entre 87 % et 24 % (Collonges, Dorénaz, Evionnaz et Dorénaz) suivent très bien (entre 70 % et 77 %). A l'opposé les communes de Vérossaz et Mex, situées en montagne voient leurs électeurs radicaux déjà peu nombreux, renoncer à défendre le projet. Entre ces deux groupes, trois communes demandent à être traitées séparément. Si à St-Maurice l'influence de l'abbaye peut être évoquée comme facteur possible ayant provoqué un certain ralliement des troupes libérales, à Finhaut, l'entêtement des quelques électeurs radicaux à suivre le projet ne peut être expliqué. Vu le nombre extrêmement faible des électeurs radicaux (environ 10) nous nous contenterons d'enregistrer le cas. Quant à Salvan, commune située en plaine et en montagne, et formée de plusieurs villages, deux facteurs peuvent expliquer la bonne tenue de l'électorat radical. Une opposition existe tout d'abord entre Vernayaz, village situé en plaine, à proximité du pôle radical de Martigny (le village s'érigera d'ailleurs en commune au début du XXème siècle) et les localités de la montagne. Une seconde opposition règne en plus entre certains villages de montagne, ce qui peut expliquer une opposition au niveau des votes plus tenace qu'à Champéry, où l'objet de discorde s'est éteint vingt ans plus tôt.

Le district d'Entremont, où toutes les communes appartiennent à la zone de montagne, ne réagit pas de la même manière que les communes de montagne rencontrées jusqu'ici (à l'exception de Finhaut et Salvan). Les deux communes radicales du district, Sembrancher et Bourg-St-Pierre, dont nous avons vu la position par rapport à la voie du Grand-St-Bernard

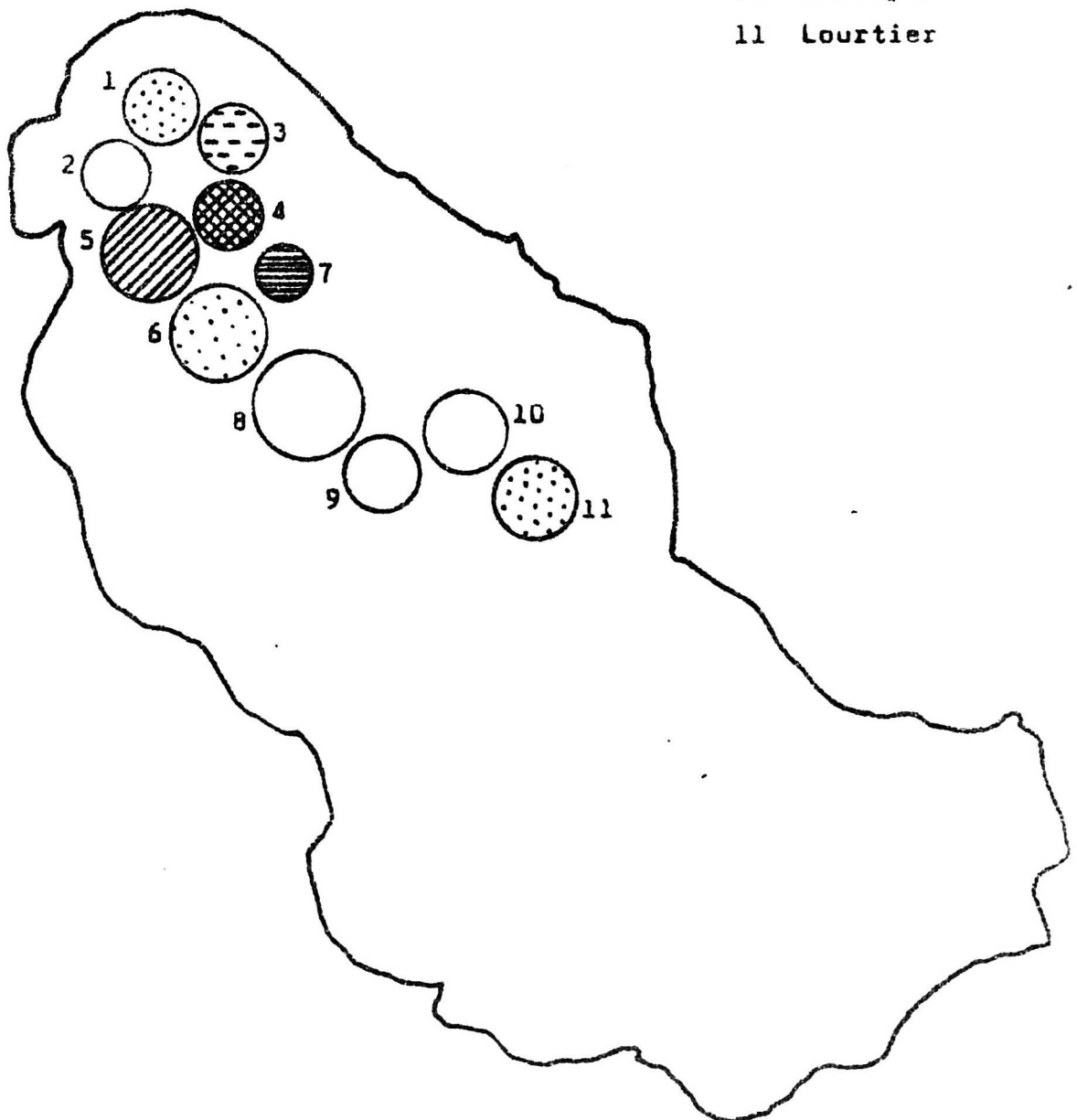
lors de la synthèse de l'électorat radical, suivent très bien. Les électeurs radicaux, nettement plus décidés qu'à Champéry, suivent respectivement à 97 % et 100 %. Un autre groupe de deux communes, formé de Liddes et Vollèges, voit l'électorat radical observer à 50 % seulement les choix du parti. Si la position en montagne, l'éloignement de la route du col et la faiblesse initiale de l'électorat radical peut expliquer le décrochement de Vollèges, il faut, pour expliquer celui de Liddes, chercher autre chose. Dans cette dernière commune, où nous avons attribué le 52 % du corps électoral au parti radical, la population se répartit en plusieurs villages, certains étant situés à l'écart de la route internationale. Il se peut que le parti majoritaire compte, dans les villages périphériques une certaine clientèle, comparable à celle de Troistorrens et Val d'Illiez dans le district de Monthey qui, dans une pareille occasion, rejoint le camp opposé.

Un dernier groupe de communes comprenant Bagnes et Orsières, suit assez bien (respectivement à 81 % et 67 %), alors que l'électorat radical y est relativement faible (25 % et 36 %). Les explications que l'on peut fournir se rapprochent de celles données dans le cas de Salvan, l'opposition entre communes de plaine et communes de montagne étant en l'occurrence remplacée par une opposition entre villages en contact avec la route du col et villages éloignés de celle-ci. Cette supposition peut être contrôlée dans le cas de Bagnes; on dispose en effet pour cette commune, des résultats des élections de 1873 au Grand Conseil valaisan, pour chaque village. Sur les onze sections que compte la commune, trois, toutes situées au débouché de la vallée, proches de la route du col, indiquent des majorités radicales; ces sections étant: Le Châble (51 %), Villette (62 %), Montagnier (66,5 %). A noter que Montagnier abrite à cette époque une fabrique de drap. Quant aux autres sections, situées plus en retrait ou dans les hauteurs, elles se montrent très fidèles au parti conservateur. Le Cotterg, pourtant proche du Châble, semble obéir à une querelle de voisinage, en n'accordant pas une seule voix au parti radi-

CARTE 23 : COMMUNE DE BAGNES
Electoret radical



- 1 Verbier
- 2 Cotterg
- 3 Médières
- 4 Villette
- 5 Châble
- 6 Bruson
- 7 Montagnier
- 8 Versegères
- 9 Champsec
- 10 Sarreyer
- 11 Lourtier



cal. Localisation géographique et querelle de voisinage, deux facteurs jouant leur rôle dans la formation et le maintien d'une opposition; écoutons à ce propos Louis Courthion parlant de la vallée de Bagnes:

"Le grand facteur des intérêts particuliers réclame également sa place dans cette profonde question. Plus éloignés de la propriété collective 4), les villages inférieurs vivent dans l'idée qu'ils ne disposent pas du commun au même degré que leurs combourgeois des villages écartés. D'où mécontentement, rivalités, puis opposition et obstruction de la part des premiers, résistance, satisfaction et loyalisme de la part des derniers. En outre ceux d'en bas, plus accessibles aux impulsions du dehors et déjà individualisés par un embryon de commerce, se rendent plus aisément indépendants; chez eux le fils échappe plus aisément à la tutelle traditionaliste des anciens que là où la transmission des biens-fonds demeure l'unique aubaine des générations nouvelles". 5)

Dans le district de Martigny, où l'électorat est à 70 % radical, 7 communes voient leurs troupes faire pratiquement le plein lors du vote. Toutes ces communes appartiennent à la plaine. Chamoson, Riddes et La Bâtie occupent une position intermédiaire (les électeurs radicaux suivent entre 60 % et 75 %) qui, replacée dans un autre district, ferait encore très bonne figure. Il est à noter que l'une d'elles est en sérieux recul par rapport au vote du 12 mai, à savoir la commune de Riddes qui, après avoir donné le 94,59 % de ses voix au projet en 1872, n'en donne plus que le 60 % deux ans plus tard. Quant aux quatre communes restantes, deux se trouvent en montagne, deux autres à cheval entre la plaine et la montagne, ce sont une fois encore les communes dans lesquelles l'électorat radical suit le moins bien. Si Bovernier se rapproche de la situation de Sembrancher, Isérables, village perché dans la montagne rejoint le camp conservateur; seul le 3 % de l'électorat radical suit le parti. A Martigny-Combe, commune partagée entre la plaine et la montagne, seul le 50 % de l'électorat observe les mots d'ordre. Quant à Leytron, il est possible que la baisse enregistrée entre le 12 mai et le 19 avril soit le fait des villages de montagne, dont le poids n'est pas négligeable.

Cette approche du comportement de l'électorat radical au niveau des communes indique clairement que l'élément décisif lors du choix ne fut pas un éventuel courant radical fédéraliste comparable à celui qui avait mu les citoyens vaudois en 1872 ou la clientèle de la Suisse fédérative à Genève en 1874 encore.

Sur l'ensemble des communes en effet, on constate que dans leur majorité, les pôles radicaux suivent très bien, tandis que les défections sont à mettre sur le compte des régions de montagne, où la clientèle radicale, fidèle lors des élections, fait défaut quand il s'agit de se prononcer sur des options fondamentales. Le cas de Champéry en est la meilleure illustration.

Les éléments dégagés plus haut, concernant les divergences communales consécutives à leur localisation, ne jouent donc pas seulement sur la force de l'élément radical mais également sur sa détermination

A ce facteur général, il convient d'ajouter des éléments plus locaux, querelles de village, rôle de personnalités, qui, s'ils sont plus difficilement discernables, n'en ont pas moins joué.

Ainsi le schéma explicatif n'est pas simple, plusieurs paramètres s'interpénètrent. A l'évidence cependant, l'élément radical fédéraliste reste confiné à un rôle très secondaire.

II. SUITES ET RETOMBÉES

Si le vote du 19 avril 1874 marque le point culminant du grand débat amorcé au début de la décennie, la querelle ne s'éteindra pas en un jour. Sans conserver la violence observable durant les semaines suivant ce scrutin mémorable, elle ne se perpétuera pas moins durant un certain nombre d'années. Pour saisir ce phénomène, nous aborderons deux échéances fort intéressantes. Il s'agira en premier lieu du referendum lancé en 1875 contre la loi sur l'état-civil et le mariage ainsi que contre la loi sur le droit de vote, deux créations consécutives à l'acceptation de la nouvelle Constitution fédérale. En second lieu sera abordée, comme point d'orgue, l'élection des députés au Conseil national de 1875.

A. REACTIONS ET CONSEQUENCES

1. Les réactions

Au lendemain du vote, "l'espoir change de camp"; la Gazette du Valais rejoint celui des vaincus. Devant la défaite de son parti sur le plan fédéral, elle essaie de trouver des motifs de consolation dans le "magnifique résultat" enregistré en Valais. Le peuple valaisan en effet ne s'est pas déjugé, il a montré une fois de plus son attachement à la religion de ses pères et au fédéralisme:

"Au milieu de nos tristesses nous avons de magnifiques consolations. Ces consolations nous sont procurées par la courageuse attitude du peuple valaisan qui ne s'est pas déjugé et a fait comprendre à ceux qui veulent l'opprimer et le décatholiser qu'il n'est pas mûr ni pour la servitude ni pour l'impiété." 6)

Passant en revue le vote des districts, après s'être réjouie sans réserve du triomphe de ses troupes dans le Haut-Valais, elle commente ainsi les résultats obtenus dans le Centre et le Bas-Valais:

"Sion a surpassé toute attente. Conthey a quelques nuages. Martigny, nous l'avons dit, a seul une majorité révisarde. L'Entremont est toujours solide, cependant les révisionnistes ont gagné quelques voix et il y a eu des abstentions dans le camp fédéraliste. Dans le district de St-Maurice on sent la cabale d'hommes qui affectent de s'affubler injustement du titre de conservateur et qui flairent le vent de Berne. Celui de Monthey mérite une mention très honorable et des éloges."

En fait, le journal ne peut accepter sa défaite sur le plan helvétique, il reprend sans cesse les mêmes protestations face au fédéralisme bafoué:

"Lorsque le Valais est entré dans la Confédération, il y est entré sous la garantie formelle de sa souveraineté cantonale. Il ne s'est pas livré pieds et poings liés, comme un pays conquis.

Dimanche dix-neuf mille citoyens ont protesté contre l'escamotage de la souveraineté de leur canton par une majorité qui, à bien prendre les choses, n'a pas le droit de disposer d'un pays auquel elle n'appartient pas." 8)

Pendant plusieurs semaines, les articles se succéderont dans la feuille conservatrice, dénonçant le complot anticatholique, prédisant les pires malheurs sous la nouvelle constitution fédérale.

Pour sa part, le Confédéré, dans son édition du 23 avril, ne consacre que quelques lignes aux résultats enregistrés dans le canton. Ses commentaires vont aux cantons acquis au projet. Après avoir émis le vœu de voir la minorité en Suisse accepter le verdict populaire, la feuille libérale a ces mots pour le Valais:

"les libéraux Valaisiens sont habitués à se voir gouverner par leurs adversaires; que ceux-ci à leur tour, apprennent à se résigner et à se familiariser avec les institutions qu'ils ont repoussées faute de les mieux connaître et la Suisse continuera à jouir de la paix et d'une prospérité toujours croissante.
Vive la Confédération!" 9)

Dès le 26 avril, devant les articles dépités et rageurs de la Gazette du Valais, l'organe libéral ne peut s'empêcher de se mettre de la partie. Les questions religieuses ne sont pas délaissées:

"Celle-ci affecte d'attribuer le vote du 19 avril à la haine des catholiques, comme si la religion devait être fatalement liée aux prétentions mondaines de ses ministres. La liberté de conscience garantie par la nouvelle Constitution, n'est pas un vain mot, quoique ses ministres redoutent la répression de l'abus qu'ils en font, en étendant leur puissance aux choses de ce monde. C'est cette tendance que les patriotes du Valais ont combattue pendant des siècles, jusqu'au moment où, vaincus par les Jésuites, ils ont fini par s'efforcer devant leurs maîtres." 10)

Les théories du Confédéré se font presque plus claires après le vote du 19 avril 1874 que pendant la campagne elle-même. 11)

La victoire sur le plan fédéral donnera lieu à plusieurs manifestations en Valais, essentiellement à Sion et Martigny, provoquant certains remous dans la presse. Provoquées par les

radicaux, elles seront bien évidemment fort diversement interprétées; si le Confédéré appuie les manifestations de joie de ses troupes:

"Le mardi soir un nombreux cortège composé de gens du peuple, de travailleurs, d'ouvriers, aux sons d'une joyeuse fanfare et à la lueur des flambeaux, parcourent les rues de Martigny-Ville et de Martigny-Bourg, aux détonations des mortiers et du canon. 12)

l'organe conservateur de son côté condamne sans détour ce sinistre défilé:

"Ce cortège funèbre de l'indépendance du canton du Valais et de la liberté individuelle s'arrête devant la brasserie Bovo pour réparer ses forces, et chante un hymne à la Liberté. Quelle contradiction dans les sentiments de ces prétendus républicains! Quelle aberration dans leurs idées! Contradiction des contradictions! contradiction du coeur et contradiction de l'esprit...

Quoiqu'il en soit, espérons que le bon sens du peuple valaisien ne sera jamais atteint de la gangrène qui a affecté depuis quelques années la jeunesse du Martigny. Espérons que ce radicalisme bâterd n'affectera point d'autres localités du canton. 13)

2. Les conséquences

Consentant ou non, le Valais ne pouvait qu'accepter le verdict populaire; la nouvelle Constitution fédérale était désormais une réalité.

Quelques mois auparavant, sentant que le projet serait probablement accepté, le Conseil d'Etat avait proposé au Grand Conseil de surseoir à la codification des lois administratives du canton. 14)

Au lendemain du vote, il fallut aller plus loin encore. En effet, la constitution cantonale de 1852 comportait dorénavant des articles contraires au nouveau texte fédéral. Dans ces conditions, le Conseil d'Etat fit parvenir aux députés, lors de la session de mai, une proposition de révision totale.

Renvoyée à une commission, elle reviendra sur le tapis le 20 mai. 15) Soutenue par la totalité des membres de la commission, la proposition ne rencontre aucune opposition au sein de la députation.

Ainsi, après avoir entrepris, sous la pression des événements, que ce soit la faillite de la banque sur le plan intérieur ou la révision fédérale, de refaire certaines lois par trop vétustes, le Grand Conseil allait devoir s'atteler à une tâche de longue haleine. Ce travail devait en effet capter l'essentiel de son attention jusqu'au 26 novembre 1875, date de l'acceptation du projet en seconds débats.

8. LE REFERENDUM DU 23 MAI 1875

A la suite de l'acceptation par le peuple suisse de la Constitution fédérale révisée, les Chambres entreprennent de légiférer dans les domaines qui désormais sont de leur ressort. Parmi les nouvelles lois, deux vont provoquer une levée de boucliers sur tout le territoire: la loi sur le droit de vote et celle concernant l'état-civil et le mariage. Profitant des nouvelles possibilités offertes par le referendum, les opposants vont tenter de les éliminer.

La nouvelle loi sur le droit de vote, adoptée le 24 décembre, si elle fixe les délais à respecter en matière de vote dans les affaires cantonales et communales pour les étrangers à un canton, ne précise pas, ainsi qu'elle était censée le faire, la différence existant entre l'établissement et le séjour. C'est principalement ce dernier point qui déclenchera l'essentiel des protestations.

Le même jour, les parlementaires adoptent une loi, de loin plus importante pour le Valais, à savoir celle légiférant sur l'état-civil et le mariage. Parmi les points de friction, remarquons principalement l'introduction du divorce et l'exclusion de tout ecclésiastique des sphères de l'état-civil.

1. Les prises de position

Un referendum est donc lancé au niveau suisse contre ces deux textes de lois. L'appel au peuple, inséré dans l'édition du 7 mars 1875 de la Gazette du Valais, pose nettement le problème. D'une part sont exposés les risques de voir des populations non fixées influencer négativement le devenir des communes où elles séjournent:

"Il y a dès lors à craindre pour les cantons et les communes où se trouve une population flottante nombreuse, de voir celle-ci exercer une influence prépondérante sur les affaires publiques, sans être guidée par les besoins et les vrais et durables intérêts d'une commune ou d'un pays auquel un bon nombre n'appartiennent et n'appartiendront peut-être jamais". 16)

D'autre part, s'élève le reproche énoncé plus haut, concernant l'absence des critères permettant de différencier le séjour de l'établissement; à la veille du vote, la Gazette revient encore sur cette question:

"...elle se borne à régler les droits politiques des citoyens en séjour sans rétablir la différence entre l'établissement et le séjour, question épineuse et comprise de différentes manières par les législateurs cantonaux. Ainsi, non seulement la loi manque de base, mais encore le législateur fédéral entreprend de scinder d'une manière arbitraire des questions connexes de leur nature et en vertu des prescriptions constitutionnelles". 17)

En matière d'état-civil et de mariage, l'opposition reproche tout d'abord au texte son inconstitutionnalité; il semblerait en effet que rien dans la nouvelle charte fédérale ne permette aux Chambres de légiférer sur les questions touchant au mariage. 18) Une fois de plus l'organe du parti conservateur rejoint les rangs de l'opposition la plus décidée, pourfendant la loi au nom de la défense de la religion et du fédéralisme:

"Il n'y a pas d'illusions possibles! C'est la grande lutte du 12 mai 1872 qui se renouvellera le 23 mai 1875. Les satisfactions que, dans un but conciliateur, les fédéralistes ont accordées en élaborant la Constitution actuelle aux partisans d'une centralisation extrême, ne les ont point arrêtés. Ils ont poursuivi leurs rêves ambitieux. Et c'est le projet du 5 mars 1872 qu'ils présentent aujourd'hui en détail à la sanction du peuple suisse. Mais la ruse est déjouée, la mauvaise foi mise en relief, et partout s'élève un cri d'indignation contre l'artifice auquel on a recours pour tromper la bonne foi des populations". 19)

"Considérées en elles-mêmes, les deux lois sur le mariage et le droit de vote blessent les principes les plus élevés d'ordre public, de justice, de moralité. Un catholique ne peut accorder un vote d'adhésion à une loi civile qui admet, contrairement à la loi canonique, d'autres causes de la dissolution de l'union conjugale que la mort de l'un des deux époux". 20)

Face à de telles lois, le Valais se doit de retrouver son unanimité coutumière, quant bien même il faille désormais

invoquer la Constitution impie et attentatoire aux libertés adoptée par la majorité du peuple suisse le 19 avril 1874:

"Le Valais n'a point faibli dans ses convictions. Il retrouvera les vingt-mille suffrages qu'il associait naguère à la défense de la Constitution de 1848. Aujourd'hui, c'est la Constitution du 19 avril 1874 qu'il évoque et dont il réclame le respect, car là est maintenant la cause du droit et de la justice." 21)

2. Le referendum en Valais

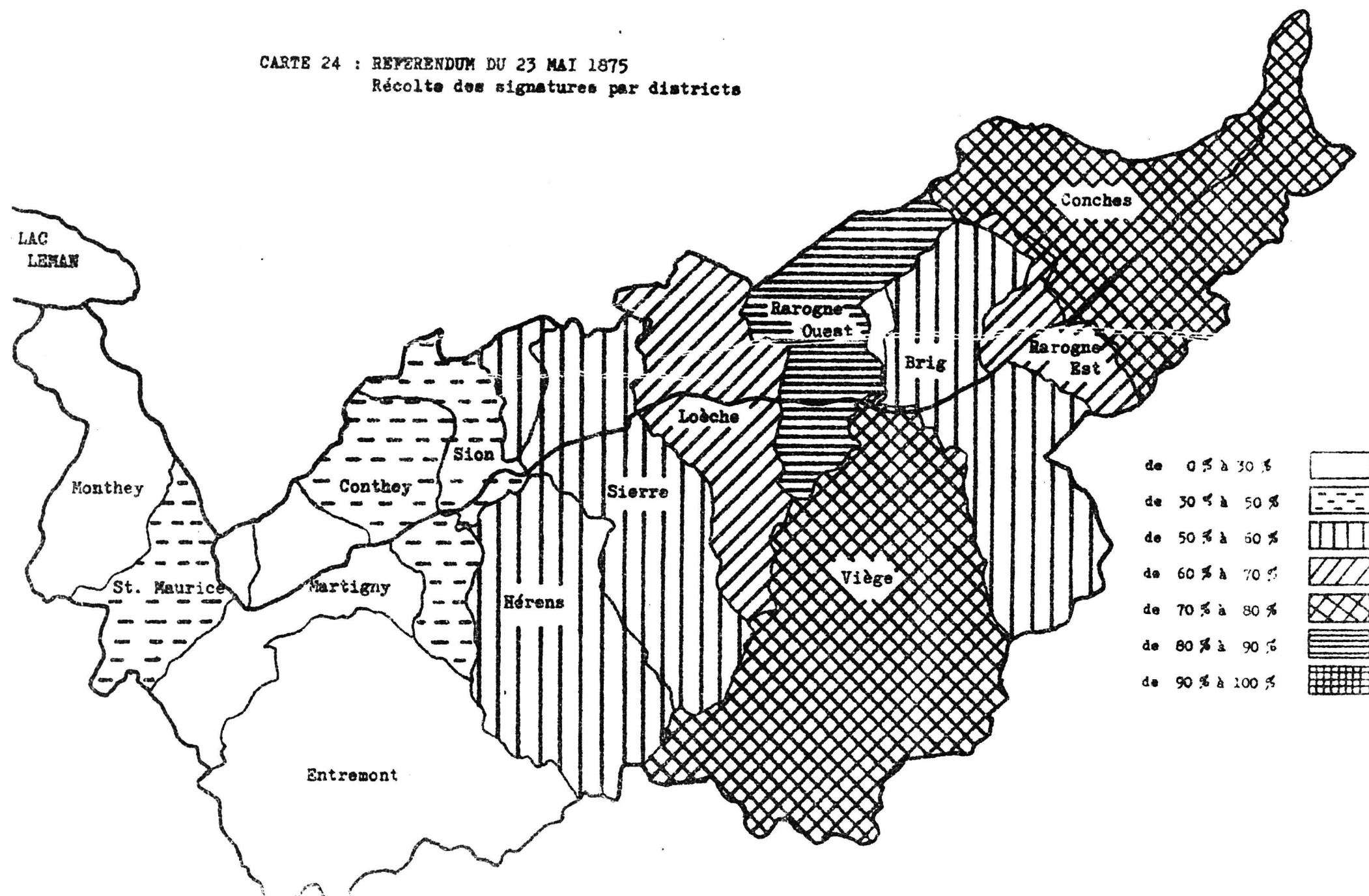
Le 12 mars paraît, dans la Gazette du Valais, une déclaration du comité valaisien pour le referendum; elle est signée entre autres par le Conseiller national Louis Gross et par le Conseiller aux États Ferdinand de Montheys. Outre les arguments développés plus haut, elle énumère une série de motifs d'ordre pratique et financier parlant pour le rejet:

"Mais d'autres motifs non moins graves et péremptaires doivent nous porter à appuyer par de nombreuses signatures la demande du referendum. Vous le savez, la loi sur l'état-civil et le mariage, outre qu'elle assujétira les familles à des prescriptions sévères et gênantes, outre qu'elle viendra encore grever vos budgets par la création, pour la tenue des registres de l'état-civil et sous les ordres d'inspecteurs fédéraux, d'une foule d'employés que les cantons devront rétribuer, cette loi blesse profondément nos sentiments religieux puisque, contrairement aux lois sacrées de l'Eglise catholique, elle introduit et impose le divorce, c'est à dire la dissolution des liens du mariage." 22)

Le ramassage des signatures connaît un succès impressionnant; sur 25 742 électeurs inscrits, 23) plus de 12 000 inscrivent leur nom sur les listes. 24)

Le détail de la récolte, publié dans l'édition du 4 avril, 25) nous montre qu'aucun district situé en amont de Sion ne voit le nombre des signataires tomber en dessous du 50 % du corps électoral. Dans les districts de Viège et Conches, la limite des 70 % est atteinte; quant aux électeurs de Rarogne-occidental, c'est à plus de 80 % qu'ils souscrivent à l'initiative. En aval de Sion, le résultat est nettement moins éloquent, tombant en certains districts sous la cote des 30 %.

CARTE 24 : REFERENDUM DU 23 MAI 1875
Récolte des signatures par districts



Une analyse détaillée du résultat de la récolte des signatures dans les communes peut nous apporter des renseignements sur le comportement et la motivation des électeurs, plus que ne peut le faire l'étude des participations et des choix lors des scrutins eux-mêmes. (carte 25, pages 189-192)

Dans le district de Monthey, on rencontre, une fois de plus, l'opposition entre d'une part les communes du Val d'Ille et plus Vionnaz, d'autre part le solda des communes de plaine. Si d'un côté on signe à plus de 50, voire même 60 %, de l'autre, certaines communes se montrent totalement réfractaires, n'accordant pas une seule signature, ainsi à St-Gingolph et Port-Valais.

Dans le district de St-Maurice, la palme revient comme prévu aux deux communes de Mex et Vérossaz (60-70 %). Evionnaz, Massongex, St-Maurice et Finhaut répondent à raison d'un 40 à 60 %. Si Salven et Collonges boudent la récolte, Dorénaz se montre moins insensible (30-40 %).

Le district de Martigny correspond bien à l'idée qu'on a pu s'en faire au travers de l'analyse des scrutins antérieurs. Les pôles radicaux sont également les plus réfractaires; Martigny-Combe et Martigny-Bourg confirment leurs positions. La-Bâtiaz répond mieux que prévu, tandis que la commune perchée d'Isérables, très portée en général vers les choix conservateurs, fait montre d'un intérêt fort mitigé.

Le district d'Entremont réserve une relative surprise. Dans le camp radical, Sembrancher présente un résultat logique tandis que Bourg-St-Pierre décroche passablement par rapport à ses votes antérieurs, accordant près d'un 50 % de ses voix au referendum. Quant à la réaction de Liddes, elle ne diffère guère de celle des pôles radicaux du district de Martigny. Dans le camp conservateur, les deux communes les plus conservatrices sont également celles qui suivent le mieux; pour les décalages sont importants, une commune telle que Bagnes, conservatrice à 75 %, ne voit que le quart environ de ses électeurs signer la demande de referendum.

Dans le Centre, la limite entre la plaine et la montagne

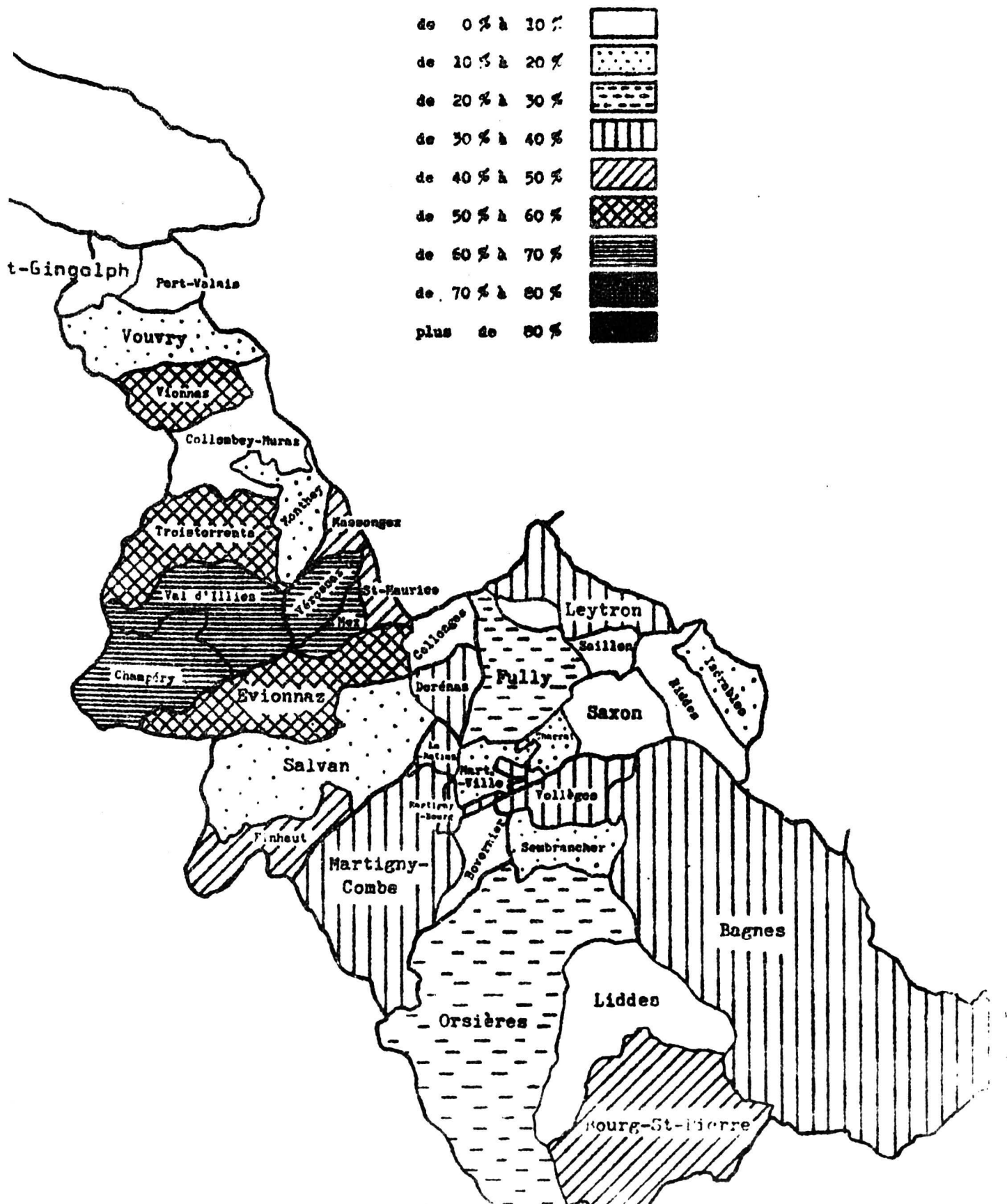
se fait à nouveau sentir. Tandis que les communes de plaine participent très moyennement, les communes de montagne assurent le succès de l'opération. Sur la rive droite du Rhône, un pôle se détache très nettement de Conthey à Lens; le 50 à 80 % des électeurs souscrit à la protestation. Dans la plaine, tandis que Chamoson, Ardon et Vétroz se rapprochent du Bas, Sion et Sierre n'accordent que le 20-30 % de leurs voix au referendum. Cette dernière localité semble bien déteindre sur les comportements de Randogne et Mollens. Sur la rive gauche, les trois vallées de Nendaz, Hérens et Anniviers présentent une gradation assez nette. Nendaz, marqué peut-être par son passé de pays sujet, se rapproche du comportement du Bas-Valais. Dans le Val l'Hérens, à l'exception des pôles de Vernamiège et Mass, les communes principales voient leurs électeurs signer à raison d'un 40 à 50 %. Dans la vallée d'Anniviers enfin, le succès de la récolte est extrêmement net, aucune commune ne descend en dessous de 70 %, annonçant déjà les comportements moyens du Haut-Valais.

A partir de Salquenen en effet, une frontière est franchie. Les participations massives sont désormais également le fait des communes de plaine. Dans tout le Haut, à l'exception de quatre communes, les scores ne descendent jamais en dessous de 50 %. Dans 36 communes la cote des 80 % est franchie.

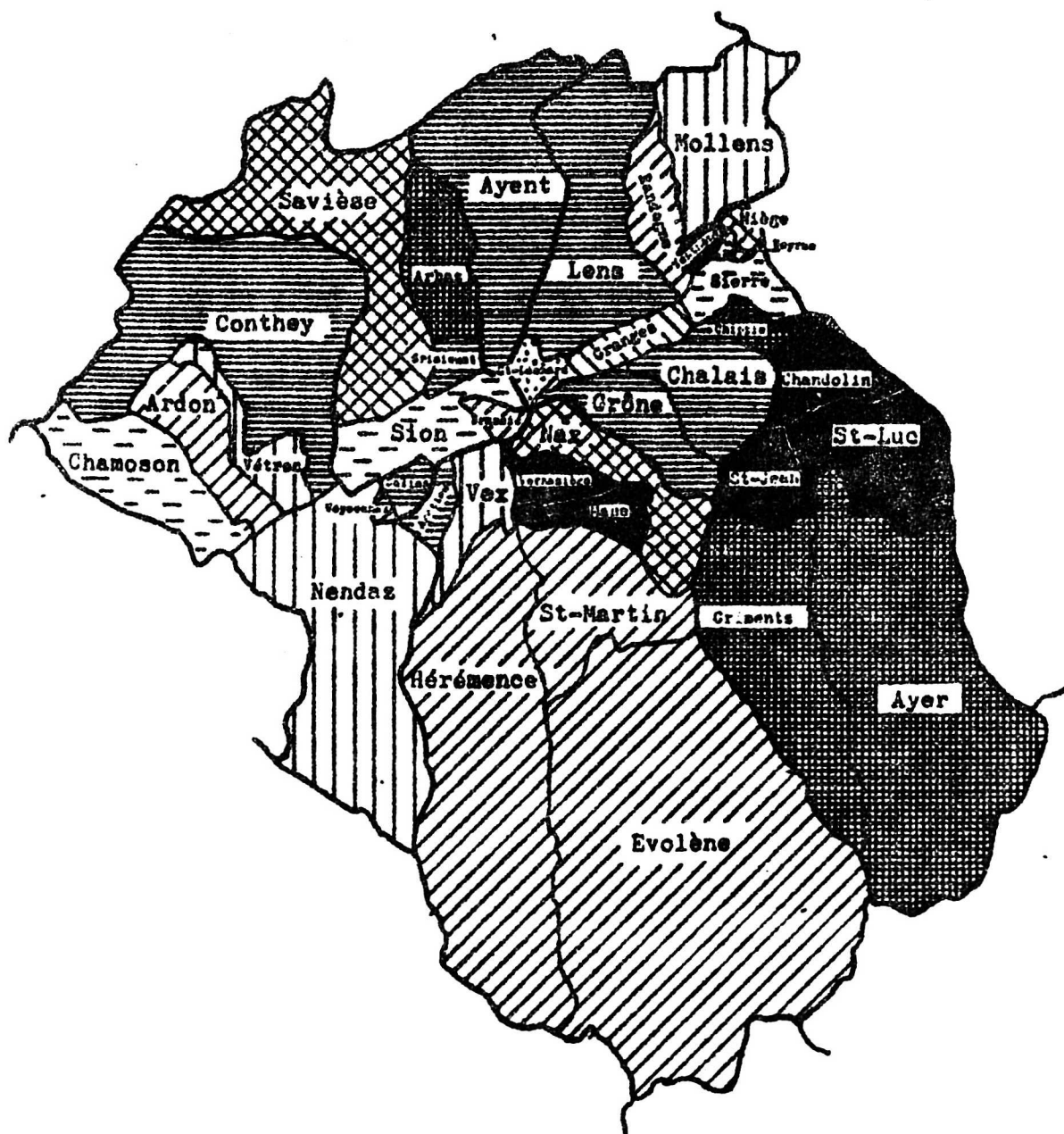
Ainsi, même en admettant une efficacité différenciée du recrutement, les résultats d'ensemble ne trompent pas. Si tous les ecclésiastiques n'ont peut-être pas fait campagne sur le mode décrit dans le Confédéré à propos d'une commune des environs de Sion, 26) ils n'en auront pas moins appuyé de tout leur poids dans la balance, complétant l'action des tenants de la majorité.

Malgré cela, on constate, en descendant le cours du Rhône, que le succès enregistré par la récolte des signatures décline plus vite que les troupes conservatrices qui s'y trouvent. Mentalité autre, attitude plus évoluée et plus critique des gens, emprise moins nette de certains ecclésiastiques,

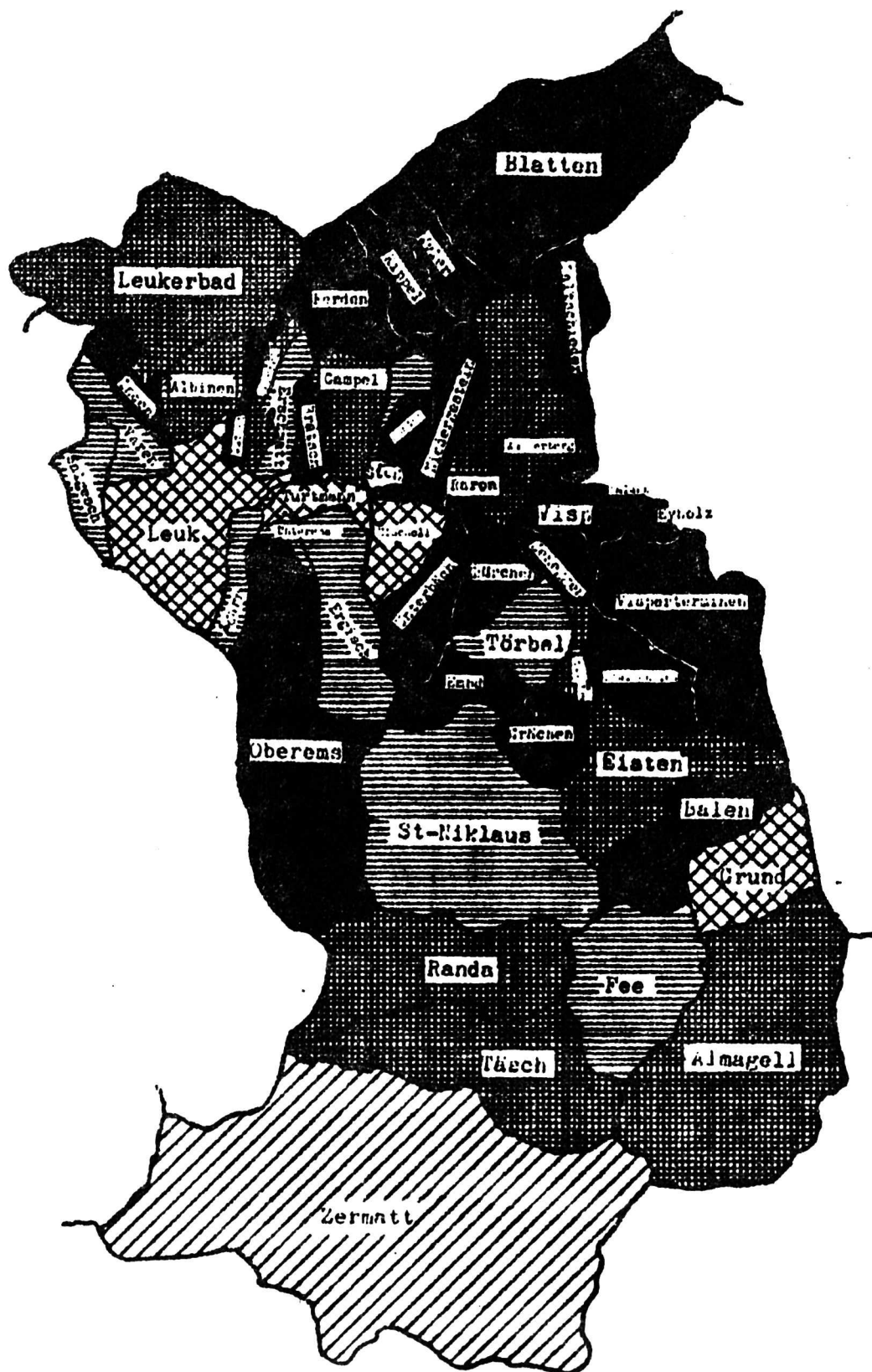
CARTE 25 : REFERENDUM DU 23 MAI 1875
Récolte des signatures par communes



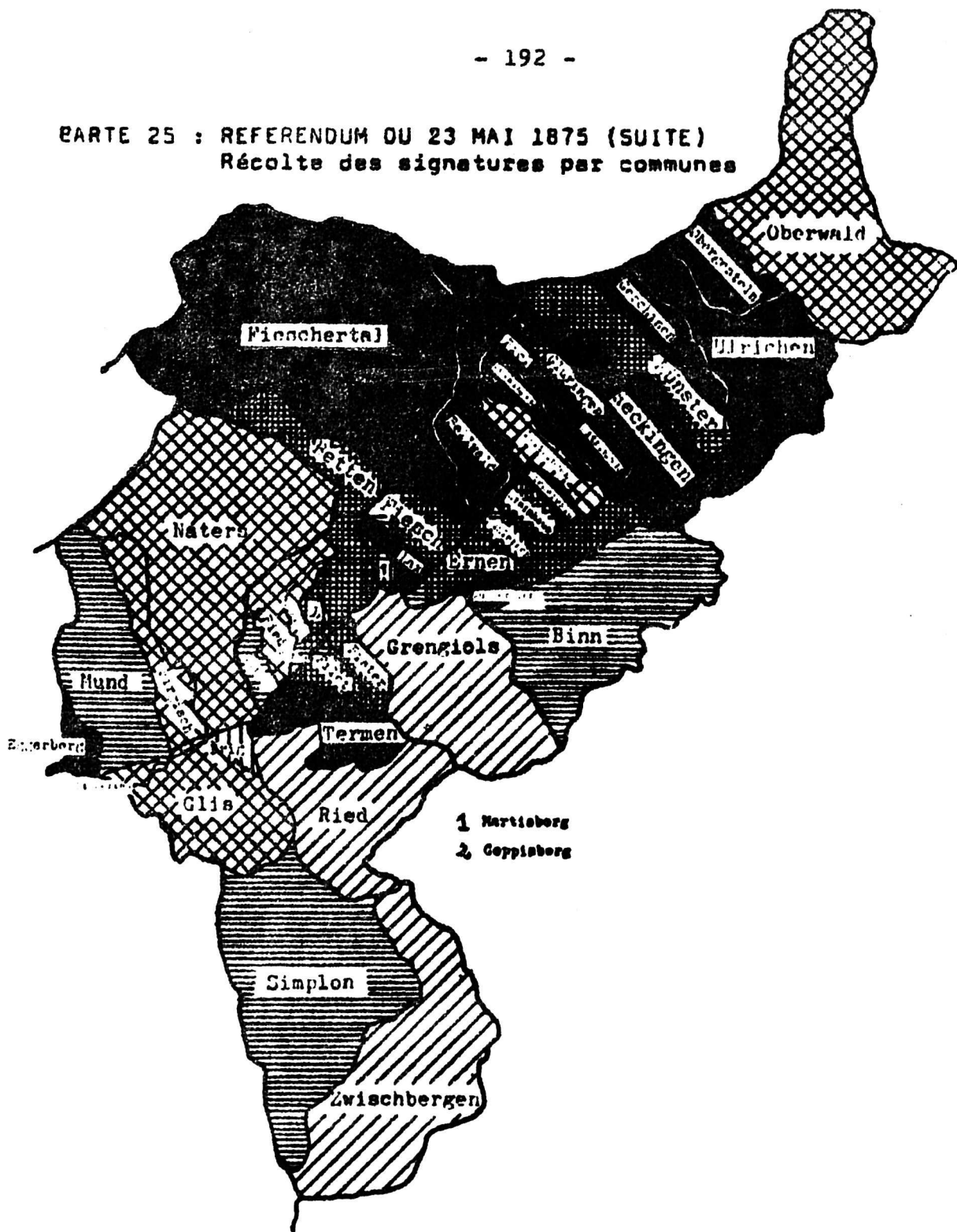
CARTE 25 : REFERENDUM DU 23 MAI 1875 (SUITE)
Récolte des signatures par communes



CARTE 25 : REFERENDUM DU 23 MAI 1875 (SUITE)
Récolte des signatures par communes



PARTE 25 : REFERENDUM DU 23 MAI 1875 (SUITE)
Récolte des signatures par communes



ouverture plus grande, pression moindre de la communauté peuvent expliquer cette attitude différente. Que de différences entre le succès obtenu dans les vallées de Conches ou du district de Viège d'une part et le relatif échec enregistré dans une région telle que la vallée de Sagnes, où le 75 % pourtant de la population se dit conservatrice.

Cette analyse permet donc de donner un éclairage quelque peu différent aux choix faits par les diverses régions du Valais lors des grands scrutins. La mentalité conservatrice du Haut n'est pas nécessairement la même que celle que l'on rencontre dans le Centre, ni celle-ci pareille à celle prévalant dans le Bas-Valais.

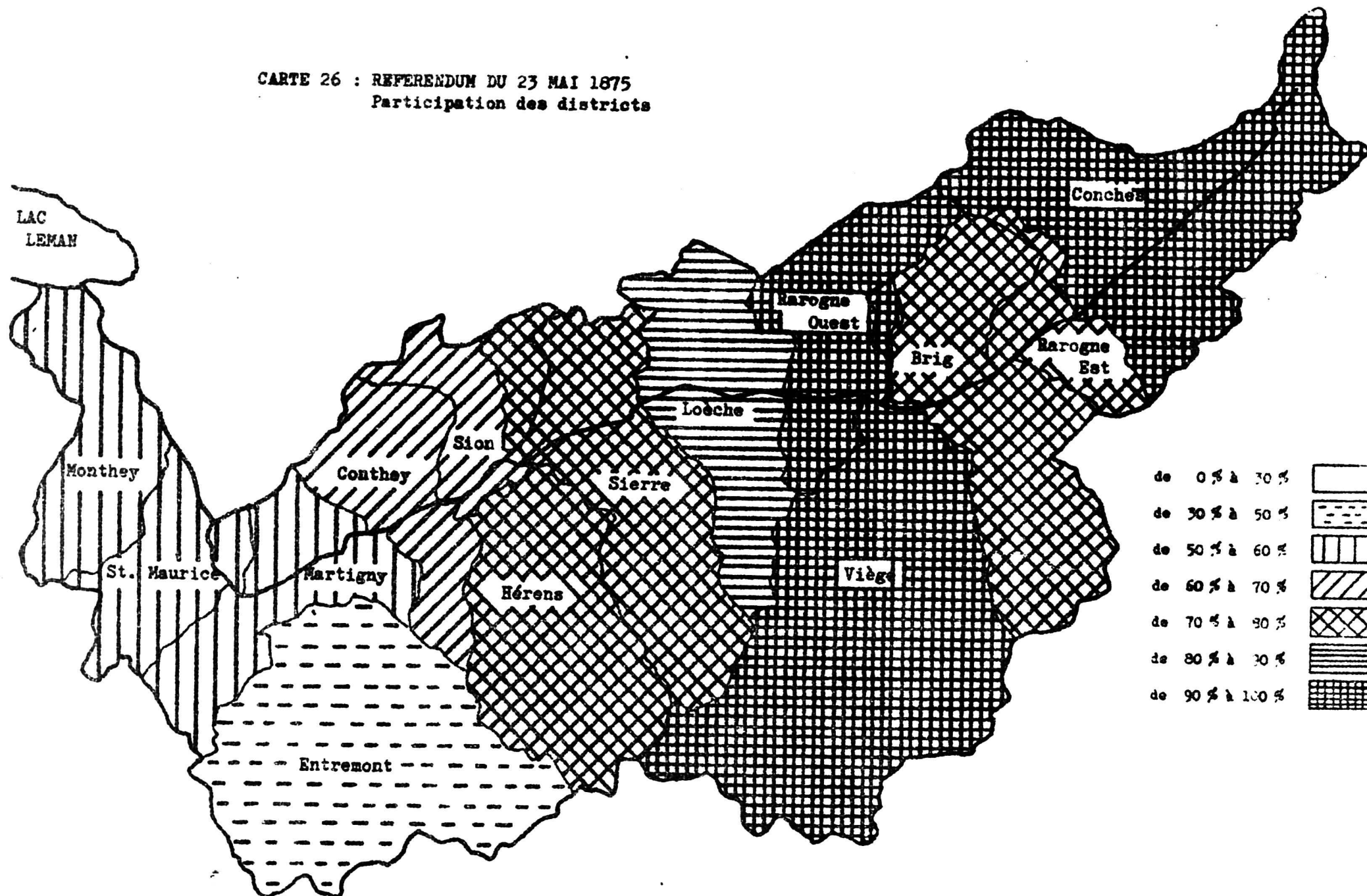
3. Le vote

Face à cette démonstration de force, le Confédéré, une fois de plus, ne se fait pas d'illusions sur l'issue du vote. 27) Il ne renoncera pas cependant à faire entendre la voix de la raison, s'évertuant à démontrer que la religion, une fois de plus ne se ressentira pas d'un vote positif. Un mariage civil, une inscription sur les registres de l'Etat et par un employé de d'Etat, une législation désormais libérée des règles du droit canon, le droit au divorce, autant de mesures qui, tant du point de vue administratif que du point de vue humain se révéleront salutaires.

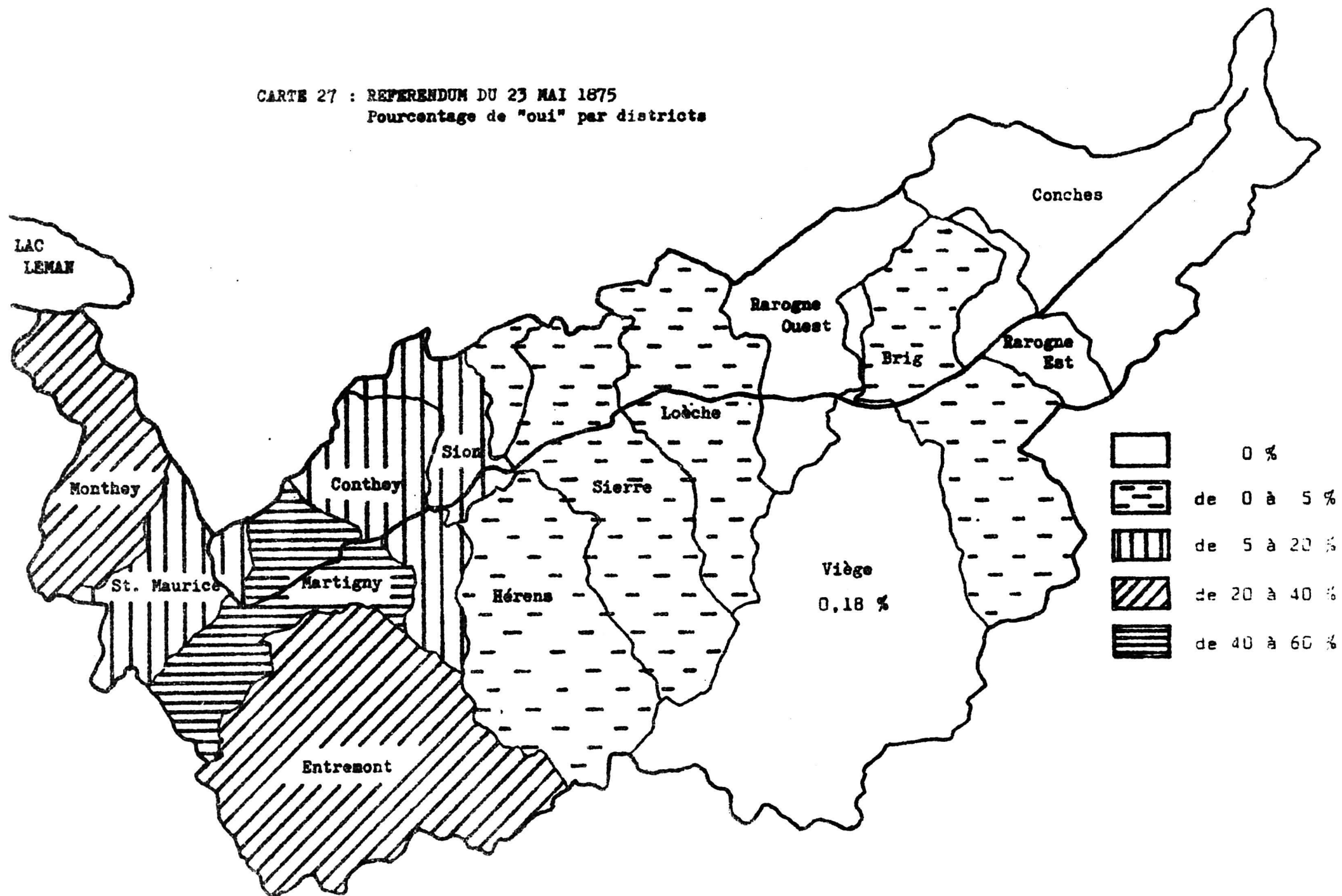
La décision populaire tombe le 23 mai 1875. Sur le plan suisse, le résultat est des plus serré; Tandis que la loi sur l'état-civil et le mariage est acceptée par 212 874 voix contre 205 062, celle concernant le droit de vote est rejetée par 206 953 voix contre 202 151. Dans les deux cas, les écarts ne dépassent pas 10 000 voix. 28)

Si, au niveau fédéral, le résultat est très discuté, il en va tout autrement en Valais. Les deux projets soumis au referendum sont refusés successivement par 15 325 voix contre 1 920 et par 14 932 voix contre 2 112, ce qui nous donne des rapports de 1 à 7,96 et de 1 à 7,07.

CARTE 26 : REFERENDUM DU 23 MAI 1875
Participation des districts



CARTE 27 : REFERENDUM DU 23 MAI 1875
 Pourcentage de "oui" par districts



Sur l'ensemble du canton, la participation, comparée à celle du 19 avril 1874, enregistre une baisse de 20 %, pour se fixer à 67,41 %. En fait les différentes régions du canton interviennent très diversement dans cette baisse. Tandis qu'elle se limite, dans le Haut-Valeis, à 7,71 %, elle atteint déjà 19,71 % dans le Centre, pour se fixer à 26,61 % dans le Bas.

Si, à une extrémité, Rarogne-occidental voit le 93,5 % de ses électeurs faire le déplacement, à l'autre bout de la liste, en Entremont, seul le 46,3 % du corps électoral estime utile d'aller voter.

En ce qui concerne l'issue du vote, le déséquilibre plus grand entre majorité et minorité, par rapport au résultat du 19 avril, est provoqué par la plus grande désaffection enregistrée le 23 mai dans les districts du Bas, désaffection touchant tant les conservateurs que les radicaux, et donnant un poids accru au vote massif du Haut et du Centre conservateurs.

(carte 27)

4. Les aménagements nécessaires

L'acceptation de la loi fédérale sur l'état-civil et le mariage allait entraîner tout un travail de mise en place en un temps très court. En effet, un arrêté fédéral du 17 septembre fixait au 1er janvier l'entrée en vigueur de la loi; 29) de plus les modalités d'application, confiées aux cantons, devaient être soumises aux autorités fédérales avant le 1er décembre 1875.

Devant cette situation, le Conseil d'Etat demandera au Grand Conseil de mettre au point et de discuter exceptionnellement en premiers et en seconds débats dans la seule session d'automne ces modalités d'application. Dans son message, 30 il s'étendra longuement sur les difficultés de mise en place et sur les coûts de l'opération. Si les questions religieuses ont joué le plus grand rôle, on ne saurait en effet méconnaître les difficultés financières et techniques qui vont en découler. Après avoir fait l'éloge du travail accompli

jusque là par les ecclésiastiques, travail ne coûtant aux collectivités que le prix des formulaires, et énuméré les différents points sur lesquels les autorités cantonales doivent légiférer, arrive sur le tapis la question des bureaux. L'établissement d'un bureau dans chaque commune reviendrait à environ 80 000 francs, 31) tandis que l'ouverture d'un seul bureau par district, nettement meilleur marché, ne saurait être envisagée en un canton aussi étendu.

Le Grand Conseil prend donc connaissance de la question en séance du 15 novembre. Une commission est nommée, elle présentera le résultat de ses délibérations le 23. Si les côtés techniques énoncés plus haut ont longuement retenu l'attention des membres, ces derniers ont semble-t-il eu plus de difficultés lors de la rédaction de la partie consacrée au divorce:

Abfassen
"elle rencontre de profondes répugnances et des obstacles dans nos lois, dans nos mœurs et dans nos principes religieux, lois mœurs et principes qui réprouvent, condamnent d'une manière absolue la dissolution du lien naturel et sacré du mariage, autrement dit le divorce." 32)

un rapport
Aussi, pour bien montrer l'opposition irréductible animant le Grand Conseil envers la loi qu'on le force de mettre au point, la commission propose d'inscrire dans les considérants, la totalité des lois, arrêtés, articles émanant de Berne, auxquels il n'est point possible de se soustraire. Le rapporteur de la commission s'en explique ainsi:

"Il ne vous sera pas difficile... de deviner ou de saisir les motifs pour lesquels nous avons adopté cette rédaction et insisté ainsi sur la nécessité où nous nous trouvons d'exécuter la loi fédérale et de nous soumettre aux ordres des autorités fédérales. Nous tenons à bien constater cette nécessité aux yeux du peuple valaisan, qui a rejeté la loi fédérale à une immense majorité, et à lui faire comprendre que ses mandataires ne donnent aucune adhésion à la loi qu'ils sont forcés de mettre à exécution. N'étant pas libres d'agir autrement, nous entendons, et nous le disons hautement, laisser à ceux qui nous l'imposent, la responsabilité entière de telles mesures législatives." 33)

Après de longs débats, la loi sera votée par le Grand Conseil le 2 décembre. Soumise à l'autorité fédérale, elle entrera en vigueur le 1er janvier 1876.

C. LES ELECTIONS DU 31 OCTOBRE 1875

1. La situation

Quelques mois après le vote sur l'état-civil, le mariage et le droit de vote, se présente un nouveau scrutin fédéral; il s'agit cette fois de renouveler la députation valaisanne à Berne.

En ce qui concerne les arrondissements, rien de nouveau n'est à signaler. Celui du Haut-Valais, de Sierre à Conches, va envoyer deux conservateurs, dans le Centre un représentant de la même tendance sera nécessairement élu, tandis que le Bas-Valais verra l'affrontement des radicaux et des tenants du parti au pouvoir.

Dès le début cependant, il est clair que la lutte sera moins violente qu'en 1872. Les articles des journaux se font nettement moins virulents, l'atmosphère semble se relâcher.

Tant la Gazette du Valais que le Confédéré le relèvent:

"Le Valais semble se préoccuper assez peu des prochaines élections du Conseil national." 34)

"Le moment des élections au Conseil national approche et le parti libéral valaisan ne semble pas beaucoup s'en émouvoir jusqu'à présent." 35)

Le 18 octobre, quelques politiciens conservateurs se réunissent à Martigny-Bourg chez le Conseiller national Louis Gross. Ils choisissent la sécurité, renoncent à présenter deux candidats; d'autorité ils décident de mettre sur leur liste, en compagnie de leur représentant, l'indélogeable Louis Barman. La Gazette du Valais, considérant cette décision comme un fait acquis se croit autorisée à écrire:

"Les élections prochaines, tout l'annonce, auront lieu en Valais sous les meilleurs auspices. Les rivalités de personnes et de partis semblent définitivement écartées, et la journée du 31 octobre n'aura pas chez nous d'autre caractère que celui d'une manifestation réfléchie du peuple contre les excès de centralisation et d'unification auxquels se sont livrés les législateurs fédéraux." 36)

Le parti radical ne l'entend cependant pas ainsi. Dans une réunion publique annoncée par voie de presse, il décide de ne pas donner la main à de telles manœuvres, et met sur les rangs, en compagnie de Louis Berman, le leader radical sédunois, Alexandre Dénériaz. L'organe du parti justifie ainsi cette décision:

"Et bien que le parti libéral s'affirme; que les électeurs libéraux se présentent nombreux au scrutin et à ceux qui nous reprocheront de repousser les avances qui nous sont faites nous répondrons que nous sommes toujours prêts à accepter une conciliation offerte d'une manière convenable et loyale mais non pas à recevoir de nos adversaires un mot d'ordre trompeur qui peut ne pas être celui de la dernière heure." 37)

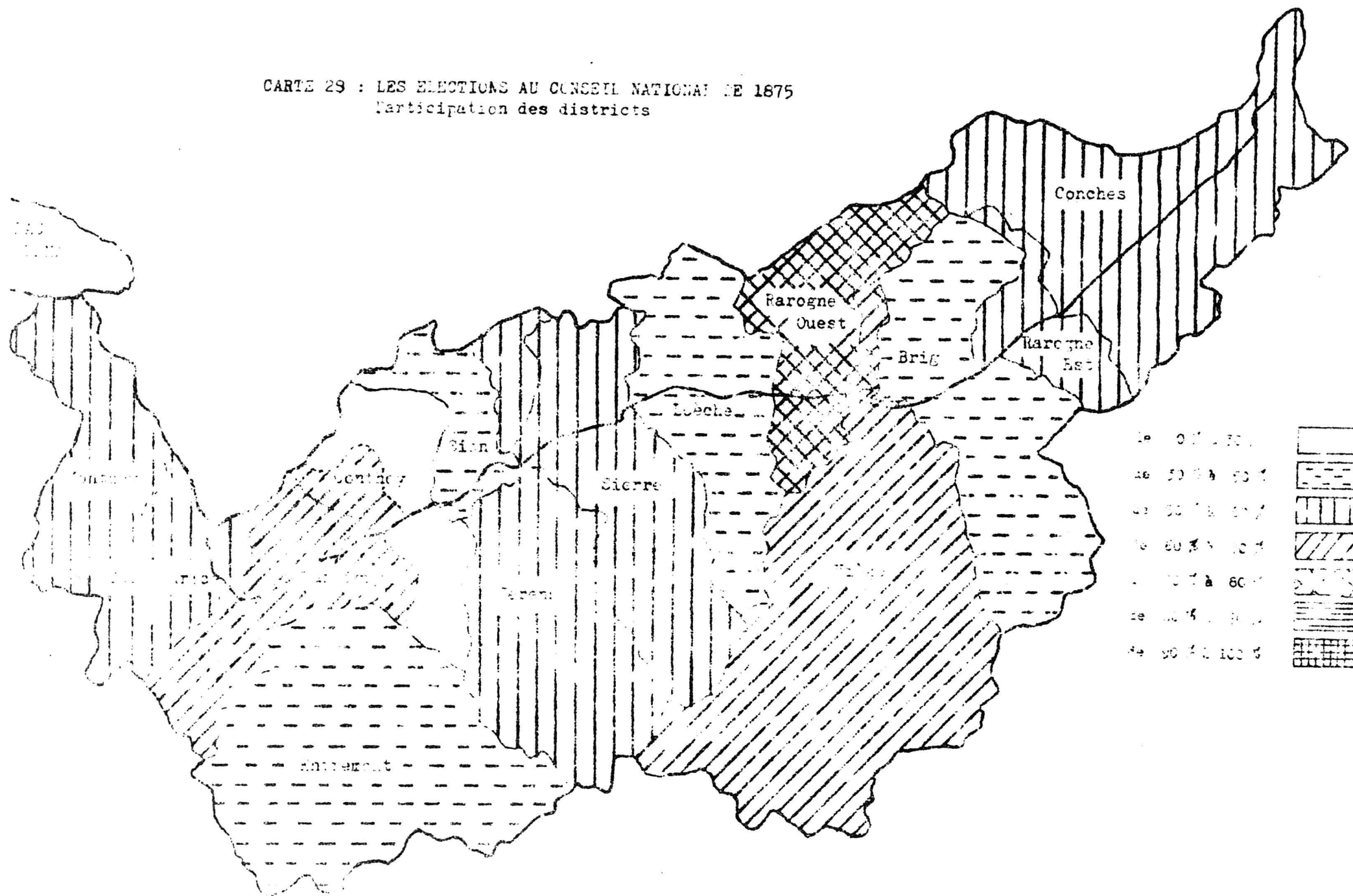
Notons encore que, dans le Haut-Valais, Ignace Zen-Ruffinen laisse la place au président du Grand Conseil, Victor de Chastonay, tandis que dans le Centre, Maurice Evéquoz, jugé probablement trop modéré, doit céder la place à Ferdinand de Montheys; un message du député sortant, publié dans la Gazette du Valais, l'indique assez clairement:

"M. le préfet de Montheys, actuellement membre du Conseil des Etats, ayant manifesté le désir de poser sa candidature, je crois devoir, par patriotisme, renoncer à la lutte." 38)

2. Le vote du 31 octobre

La participation confirme l'impression générale prévalant avant le vote. Elle chute en effet assez nettement. Dans le Haut-Valais, elle passe de 63,12 % en 1872, à 54,49 % en 1875. Dans le Centre, elle s'effondre littéralement, passant de 54,21 % à 34,31 %. La retraite du candidat de Conthey provoque dans ce district une abstention très forte, seul un 17,73 % du corps électoral se déplace; quant à la ville de Sion, elle bat le record, avec une participation inférieure à 15 %. Dans le Bas-Valais, où il y avait pourtant lutte, la baisse est aussi très nette: de 71,9 % on passe à 55,93 %. 39)

CARTE 29 : LES ELECTIONS AU CONSEIL NATIONAL DE 1875
Participation des districts



En ce qui concerne les élus, à côté des trois conservateurs du Haut et du Centre, deux radicaux reprennent les sièges du Bas. En effet, tandis que Louis Barman, porté sur les deux listes, recueille le 90,74 % des suffrages, Louis Gross est battu, n'obtenant que 47,9 % des suffrages contre 52,02 % pour Alexandre Dénériaz. Au grand dépit du parti majoritaire, les radicaux reprennent donc le siège perdu trois ans plus tôt.

CONCLUSIONS

Cet épisode clé du grand débat entre adversaires et tenants de la centralisation déclencha en Valais une confrontation d'une rare intensité. Il est vraisemblable que les difficultés intérieures consécutives à la faillite de la banque cantonale y furent pour quelque chose. Si l'opposition trouva un terrain favorable à la poursuite des attaques amorcées en 1871 contre la majorité, cette dernière accéléra l'oubli des déboires intérieurs auxquels elle n'était point étrangère, en faisant sonner bien haut les trompettes de l'antirévissionisme.

Dans ces conditions on assista à une véritable mobilisation, repérable surtout au travers des taux de participation aux divers scrutins de la période, ainsi que dans les deux organes politiques, tribunes officielles des deux partis en présence. Si l'on peut contester l'opportunité d'une telle violence, sans rapport avec l'enjeu véritable, on ne peut nier l'intérêt qu'elle présente. En effet, nul ne put rester indifférent, chaque parti dévoila jusqu'à ses dernières batteries, exposant toutes les facettes de son idéologie, laissant apparaître tant ses rancœurs que ses espoirs.

En ce qui concerne les rapports de forces entre conservateurs et radicaux, on ne peut dire qu'ils subirent, au contact de ces événements, un glissement enregistrable. Si l'opposition perdit un siège de Conseiller national en 1872, elle le récupéra trois ans plus tard. Quant aux élections de 1873, intervenant au milieu du débat, elles ne provoquèrent aucune redistribution des cartes. Cependant, ces scrutins n'en prennent pas moins place dans la remontée conservatrice, amorcée en 1848, au lendemain de l'écrasement, et qui aboutira dès 1878, et pour trois législatures, à l'éviction de tout représentant radical aux chambres fédérales.

La mise en parallèle de la clientèle radicale disponible lors de l'élection de députés au Grand Conseil ou au Conseil national avec le pourcentage des électeurs qui se montrèrent conséquents et prouvèrent la solidité de leurs appartenances dans le scrutin du 19 avril 1874 nous a permis de tirer des enseignements de première importance. Nous avons en effet pu constater que l'élément explicatif du décrochement intervenu entre les deux valeurs ne fut pas à mettre sur le compte d'un éventuel succès des tendances radicales fédéralistes défendues par Alphonse Morand, mais bien plutôt sur celui d'une dynamique différenciée des troupes radicales suivant leur situation géographique.

Cela nous amène à évoquer une réalité devenue de plus en plus nette au travers des approches successives que nous avons réalisées. Nous voulons parler de la prise de conscience de l'existence de deux Valais, dont les limites sont formées par la superposition de deux frontières, l'une étant la barrière entre le Haut-Valais alémanique et le Bas-Valais romand, l'autre la démarcation entre régions de plaine et régions de montagne. Peut-être serait-il plus juste, pour ce dernier point, de parler de zones au contact des voies de communication. Entre les deux extrêmes subsistent d'ailleurs, en raison de la non superposition des deux frontières envisagées, des zones intermédiaires.

D'un côté donc se rencontre le Valais de la tradition, replié dans ses montagnes, ne comptant que sur son effort, méfiant, si ce n'est ennemi, envers tout progrès ou tout élément nouveau, complètement étranger à toute question dépassant le cadre communal. De l'autre se dresse un Valais déjà plus ouvert, capable de comprendre et de faire siennes les options nouvelles, s'inscrivant dans un idéal de progrès.

Ce sont ces deux mondes qui s'affronteront le 19 avril 1874, incapables de se comprendre ni de se supporter. On assistera à l'écrasement sous le vote massif de l'élément

majoritaire, répondant à ses chefs et aux propos déplacés de leur organe, d'une minorité libérale méprisée.

Si le but d'une étude historique est de mieux nous faire comprendre le présent dans lequel on vit, cette approche remplit son rôle. Les constatations faites à propos d'un événement centenaire, inclus dans un débat qui dure toujours, restent encore valables aujourd'hui. Tandis que la presse dominante demeure aussi réactionnaire, primaire et bornée, le sous-développement civique de très larges couches, dont elles ne sont pas seules responsables, est toujours aussi patent. Un peu d'honnêteté permettrait de reconnaître que les exagérations présentes ne sont pas plus justifiées que celles que l'on peut dénoncer dans une question similaire intervenue dans le passé et sans cesse répétée depuis. Il ne s'agit pas de condamner un fédéralisme qui peut sans doute apporter beaucoup, mais de souhaiter une meilleure formation du citoyen, un peu moins de mauvaise foi de la part de certains, un peu plus d'objectivité et de souci d'information de la part de certains médias. Une meilleure connaissance par le souverain des objets sur lesquels il a à se prononcer ne saurait nuire à une démocratie désirant être digne de ce nom.

- 205 -

Notes et références

Chapitre 1

1. RAPPARD, W.: La Constitution fédérale de la Suisse 1848-1948. Ses origines, son élaboration, son évolution, p. 282.
2. Ibid., p. 282.
3. BLOLLAY, E.: Le Valais de 1815 à 1965, p. 13.
4. Ibid., p. 13.
5. Ibid., p. 14.
6. RECENSEMENT fédéral du 1er décembre 1870. Population du Canton du Valais, pp. 16-17.
7. Ibid., pp. 6-17.
8. ARLETTAZ, G.: Les transformations économiques du Valais entre 1850 et 1914 (à paraître)
9. Rapport de Gestion du Conseil d'Etat, 1872, p. 65
10. Pour toute cette question voir le mémoire de Béatrice Fournier: Le Gouvernement valaisan de 1857 à 1875.
11. Gazette du Valais du 6 octobre 1872
12. L'arrondissement du Haut-Valais, le 44ème arrondissement fédéral, comprend les districts de Conches, Rarogne Est et Ouest, Brigue, Viège, Loèche et Sierre.
L'arrondissement du Centre, le 45ème arrondissement fédéral, comprend les districts de Sion, Hérens, Conthey (sauf les communes de Chamoson et Ardon).
L'arrondissement du Bas-Valais, le 46ème arrondissement fédéral, comprend les districts de Martigny, Entremont, St-Maurice, Monthey, ainsi que les deux communes de Ardon et Chamoson.
13. En l'absence de données précises, on observera les pourcentages de oui émis dans ces communes à l'occasion des votes du 12 mai 1872 et du 19 avril 1874, concernant la révision de la Constitution fédérale. (chapitre 4, 1)
14. La candidature de Maurice Evéquoz provoque des tiraillements à l'intérieur du parti conservateur; ses prises de position à Berne - il avait voté pour l'unification du droit lors des débats destinés à la mise au point du projet de Constitution fédérale - étant désavouée par les plus intransigeants. Voir à ce propos le Confédéré du 17 octobre 1872.
15. Pour les candidats conservateurs voir la Gazette du Valais du 13 octobre 1872. Pour les candidats radicaux, voir le Confédéré du 24 octobre 1872.
16. Gazette du Valais du 10 octobre 1872.
17. En plus des articles de journaux cités, voir: ANDERRECEN, ...: Walliser in den eidgenössischen Behörden, 1815-1965, ainsi que GRUNER, E.: L'assemblée fédérale suisse 1848-1920.

18. Le Confédéré du 24 octobre 1872.
19. Le Confédéré du 27 octobre 1872 dira en effet ceci: "Quant à M. Louis Gross, nous nous faisons un devoir de rendre hommage à toutes les qualités qui le distinguent. Nous combattons en lui simplement un adversaire politique."
20. Le Confédéré du 27 octobre 1872.
21. Ibid. du 27 octobre 1872
22. Gazette du Valais du 16 octobre 1872.
23. Le Confédéré du 17 octobre 1872.
24. Gazette du Valais du 20 octobre 1872.
25. Ibid. du 20 octobre 1872.
26. Ibid. du 13 octobre 1872.
27. Ibid. du 23 octobre 1872.
28. Le Confédéré du 17 octobre 1872.
29. Ibid. du 17 octobre: "Parmi les articles révisés, il s'en trouve de très utiles pour nous, comme il s'en rencontre qui ne nous conviennent pas. L'assemblée fédérale a eu le tort de soumettre à la votation du peuple les changements en bloc, au lieu de les faire voter séparément. Vous avez témoigné votre mécontentement en rejetant l'ensemble tout en regrettant certaines dispositions que vous auriez été heureux d'accepter. Mais est-ce à dire que vous avez passé dans le camp conservateur et que, pour la première fois depuis le Sonderbund, vous vous ferez représenter par des députés de cette couleur? Vous nous l'apprendrez le 27 octobre."
30. Le Confédéré du 24 octobre 1872.
31. Ibid. du 27 octobre 1872.
32. Ibid. du 27 octobre 1872.
33. AV. DI. 270. Votations, Conseil national.
34. Le Confédéré du 31 octobre 1872.
35. Ibid. du 31 octobre 1872.
36. Gazette du Valais du 10 novembre 1872.
37. Le Confédéré du 7 novembre 1872.
38. Gazette du Valais du 17 novembre 1872: "Ajoutons que l'arrêté du Conseil d'Etat fixant l'élection supplémentaire au 10 novembre n'a pas été connu à temps dans les communes de Liddes et Bourg-St-Pierre où il a été lu au son du tambour seulement dans l'après-midi du jour de la votation."

39. AV. DI., 270. Votations, Conseil national.
40. Gazette du Valais du 22 septembre 1872.
41. Le Confédéré du 12 septembre 1872.
42. Ibid. du 15 septembre 1872.
43. Gazette du Valais du 15, du 20 et du 22 septembre 1872.
44. AV. DI., 8.1.5. Les Jésuites, affaire François Allet.
45. Gazette du Valais du 6 novembre 1872.
46. Le Confédéré du 14 novembre 1872.

Chapitre 2

1. L'élection des députés est réglée par l'article 59 de la constitution cantonale du 23 décembre 1852; cet article dit:
"Les députés au Grand Conseil sont nommés directement par chaque district à raison d'un sur mille âmes de population. La fraction de 501 compte pour mille.
La votation du peuple a lieu dans la commune.
L'élection se fait par district ou par cercle.
L'élection par cercle n'aura lieu qu'à la demande d'une ou de plusieurs communes du même district, présentant la population nécessaire pour avoir un ou plusieurs députés.
Dans ce cas, la formation de cercles est obligatoire."
2. Gazette du Valais du 21 février 1873.
3. A propos de Henre Bioley, voir chapitre III, I, C.
4. Gazette du Valais du 16 février 1873.
5. Le Confédéré du 27 février 1873.
6. Gazette du Valais du 16 février 1873.
7. Ibid. du 23 février 1873.
8. Gazette du Valais du 26 février 1873.
9. Le Confédéré du 27 février 1873.
10. Ibid. du 20 février 1873.
11. Ibid. du 2 mars 1873.
12. Protocole des séances du Grand Conseil, 1875
13. voir l'affaire François Allet, chapitre I, II, C, 3.
14. Le Confédéré du 9 mars 1873.
15. Ibid.
16. Ibid.
17. Gazette du Valais du 7 mars 1873.
18. Nous avons établi cette donnée en établissant la moyenne obtenue par les candidats radicaux, après élimination du candidat ayant obtenu le plus de voix et de celui arrivé en dernière position.
19. De même que pour Monthey, nous avons éliminé les résultats des extrêmes.
20. le candidat porté par les deux partis a été éliminé du calcul.
21. Gazette du Valais du 7 mars 1873.
22. ANNUAIRE officiel du canton du Valais, 1874

23. N'oublions pas que dans le district de Sion, la ville de Sion associée au village proche de Bramois forme un cercle.
24. ANNUAIRE officiel du canton du Valais.
25. On a déjà vu que sa non réélection est due à l'affaire Allet.
26. Pour l'adoption en premiers débats de la loi des finances et sur le timbre: Bulletin des séances du Grand Conseil, 1873, p. 107. (27 novembre 1873)
Pour l'adoption en seconds débats de la loi des finances: Ibid. 1874, p. 131. (26 mai 1874)
Pour l'adoption en seconds débats de la loi sur le timbre: Ibid. 1874, p. 153. (29 mai 1874)
27. Bulletin des séances du Grand Conseil, 1872, mai. p. 31-32.
28. discours prononcé lors de la séance de clôture de la dernière session de la législature, prononcé par Maurice Chapelet, reproduit dans le Confédéré du 2 février 1873.
29. Bulletin des séances du Grand Conseil, 1873, p. 117-118.

Chapitre 3

1. Bulletin des séances du Grand Conseil, 1872, pp. 189-190.
2. GRUNER, E.: L'Assemblée fédérale suisse, 1848-1920, pp. 864-865.
3. Bulletin des séances du Grand Conseil, 1872, pp. 189-190.
4. GRUNER, E.: op. cit., p. 868.
5. Ibid., p. 878.
6. Ibid., p. 873.
7. Ibid., p. 863.
8. Le Confédéré ne manquera pas de relever ce détail lors de la campagne de 1872, en vue des élections au Conseil national. (Cf. Chapitre 1, II)
9. GRUNER, E.: op. cit., p. 865.
10. Ibid., p. 856.
11. La Liberté du 8 novembre 1873.
12. Ibid. du 14 novembre 1873.
13. Le Casino de Saxon avait vu le jour grâce à une concession accordée en 1848 par le régime radical nouvellement arrivé au pouvoir. La concession ayant été établie pour trente ans, elle devait donc se terminer vers 1877-78. Une interprétation différente des diverses pièces relatives à cette concession amènera quelques problèmes au moment où il faudra fixer un terme à cet établissement, devenu pour certains milieux objet de réprobation en même temps que les autres établissements proposant les mêmes divertissements sur le territoire helvétique.
14. La Liberté du 15 novembre 1873.
15. Ibid. du 20 novembre 1873.
16. Ibid. du 13 décembre 1873.
17. Ibid. du 13 décembre 1873.
18. Ibid. du 19 et du 23 décembre 1873.
19. Gazette du Valais du 23 janvier 1874.
20. Ibid. du 25 janvier 1874.
21. Ibid. du 25 janvier 1874.
22. Ibid. du 28 janvier 1874.
23. Le Confédéré du 5 février 1874.
24. Protocole du Grand Conseil, 1874, Annexes. Message du Conseil d'Etat au Grand Conseil, du 9 février 1874.
25. Bulletin des séances du Grand Conseil, 1874, p. 146.
26. Ibid., p. 151.

27. Ibid., p. 153.
28. Ibid., p. 155.
29. GRUNER, E.: op.cit., p. 873
30. Ibid., p. 858
31. Le Confédéré du 25 décembre 1873 dira:
"Sa foi! Quelle foi politique entend-il inaugurer? Est-ce celle d'avant 1869 quant il était conservateur libéral? Est-ce celle de mars 1869 quant il s'est ligué ainsi que sa famille avec les radicaux du district pour sortir de la députation trois conservateurs de Massongex, de Salvan et de Finhaut, et pour les remplacer par son père flanqué de deux bons et braves radicaux de la nuance la plus écarlate? Est-ce sa foi ultramontaine qui a commencé en 1871 pour durer aussi longtemps qu'il n'aura pas besoin d'une autre foi. Voilà donc très espèces de foi dans un court laps de temps. Nous en passons bien d'autres.
Aujourd'hui M. Bioley est le fétiche de ceux-là mêmes qui ne lui ménagèrent pas les bénédictions ad hoc après les élections de 1869..."
32. GRUNER, E.: op. cit., p. 857
33. voir plus haut sa carrière politique.
34. Gazette du Valais du 24 août 1898 et Le Confédéré du 27 août 1898.
35. Bulletin des séances du Grand Conseil, 1873, pp. 188-189.
36. On lit dans le protocole du Conseil d'Etat, en date du 17 mars 1874: "M. Alphonse Morand ayant rédigé un mémoire sur la révision de la Constitution fédérale, il est décidé la publication de cet ouvrage en le faisant insérer dans la Gazette du Valais, au besoin par quelques suppléments et en le faisant imprimer en brochures."
37. Le Confédéré du 16 avril 1874.
38. Protocole du Conseil d'Etat, 1874, pp. 227-228.
39. Ibid., p. 237.
40. Ibid., p. 244-245.
41. AV. DI. 77. Referendum fédéral. Proclamation du Conseil d'Etat du Canton du Valais au peuple valaisan.
42. Ibid.
43. Ibid.
43. Ibid.
44. Ibid.
45. Ibid.
46. Ibid.
47. à côté de ces deux journaux de partis, il existe un petit organe, Le Villageois, consacré uniquement aux questions agricoles.

48. Voir plus haut sa carrière politique et ses opinions.
49. BERTHOUDZ, M.-C.: Dépouillement des vingt premières années de parution de la Gazette du Valais, 1855-1874, p. 9.
50. COURTHION, L.: Histoire de la presse valaisanne, p. 55.
51. Voir sa carrière et ses opinions sous chapitre III, I, C, 1
52. Statuts de la presse conservatrice, pp. 1 à 4.
53. COURTHION, L.: op. cit., p. 53.
54. PHILIPONA, P.: Histoire de la presse valaisanne. In: Le livre des éditeurs de journaux suisses, p. 1159.
55. COURTHION, L.: op. cit., p. 53.
56. Le Courrier du 30 décembre 1857.
57. COURTHION, L.: op. cit., p. 55.
58. Un travail statistique sur la presse suisse fut en effet réalisé en 1872, à l'occasion de l'exposition de Vienne. Nous utilisons ici les résultats de cette étude en les extrayant du travail de ROTH, H.: Die politische Presse der Schweiz um 1871 und ihre Haltung gegenüber der Pariser Commune.
59. ROTH, H.: op. cit., p. 8.
60. Ibid., p. 11. Seul le canton d'Uri ne comptait pas de journal; quant au canton placé immédiatement devant le Valais, le canton de Lucerne, il comptait un journal pour 18 905 habitants.
61. Ibid., p. 13. Dans le tableau présente par Roth en page 13, le Confédéré est classé par erreur dans la série des journaux comptant trois parutions par semaine, au lieu de figurer dans celle englobant les journaux à deux parutions par semaine.
62. Ibid., p. 16.
63. Nouvelle Gazette du Valais du 4 novembre 1875 (la Gazette du Valais prendra ce titre durant quelques mois seulement).
64. Il circule bien évidemment en Valais des journaux imprimés à l'extérieur du canton; si l'on sait qu'il pénétrait en 1834, 188 journaux en terre valaisanne (voir ARLETTAZ, G.: La presse libérale et la naissance de l'information politique en Suisse française) on ne peut en connaître le nombre 30 ans plus tard.
65. COURTHION, L.: La vie communale en Valais. La plus grande commune de la Suisse: Bagnes, p. 190.
66. Dans le cas d'Entremont, l'existence de la voie internationale du Grand-St-Bernard, vieille de nombreux siècles, contribua au rapprochement des gens de ces vallées des courants de pensée naissant à l'extérieur du canton, ce qui ne fut pas le cas des vallées du district de Viège par exemple.

67. COURTHION, L.: La vie communale en Valais. La plus grande commune de la Suisse: Bagnes, p. 190.
68. BERTHOUSOZ, M.-C.: op. cit., p. 11.
69. Gazette du Valais du 2 janvier 1874.
70. AV. DI. 245. Privilèges, droits, comptes, journaux.
71. Ferdinand de Montheys touche 945 francs, Clausen 55 francs, Leon Roten 500 francs.
72. Gazette du Valais du 2 janvier 1874.
73. Ibid.
74. Ibid.
75. Ibid.
76. Le Confédéré du 21 décembre 1873.
77. Loi fédérale concernant la révision de la Constitution fédérale du 12 septembre 1848. Du 31 janvier 1874.
78. RAPPARD, W.: La Constitution fédérale de la Suisse 1848-1948, p. 289.
79. Gazette du Valais du 12 avril 1874.
80. Ibid.
81. Ibid.
82. Le Confédéré du 29 mars 1874.
83. Ibid. du 12 avril 1874.
84. Gazette du Valais du 1 avril 1874.
85. Ibid. du 12 avril 1874.
86. Ibid.
87. Ibid. du 20 février 1874.
88. Gazette du Valais du 11 mars 1874.
89. Ibid. du 27 mars 1874.
90. Ibid.
91. Ibid.
92. Ibid. du 19 avril 1874.
93. Ibid. du 8 avril 1874.
94. Ibid. du 19 avril 1874.
95. Ibid.
96. Ibid.
97. Ibid. du 20 février 1874.
98. Ibid. du 29 mars 1874.

- 99. Gazette du Valais du 11 mars 1874.
- 100. Ibid. du 17 avril 1874.
- 101. Ibid.
- 102. Ibid.
- 103. Ibid. du 14 janvier 1874.
- 104. Ibid. du 11 mars 1874.
- 105. Le Confédéré du 29 mars 1874.
- 106. Gazette du Valais du 22 avril 1874.
- 107. Le Confédéré du 16 avril 1874.

Chapitre 4

1. Archives du Canton du Valais, Département de l'Intérieur.
No. 77, Referendum fédéral.
2. Le vote de 353 recrues logées à Sion sera inclus dans les résultats du district de Sion. Etant donné que ces recrues proviennent de toutes les parties du canton, nous ne les comptons pas dans le résultat du district. Notons que le vote de ces recrues est assez proche de la moyenne cantonale: 21,24 % de oui (recrues) contre 15,47)
3. Archives du Canton du Valais, Département de l'Intérieur.
No. 77, Referendum fédéral.
4. Les villages du fond de vallée sont en effet beaucoup plus éloignés que les autres des alpages de la commune, situés à la périphérie.
5. COURTHION, L.: La vie communale en Valais. La plus grande commune de la Suisse: Bagnes. pp. 181-182.
6. Gazette du Valais du 22 avril 1874.
7. Ibid.
8. Ibid.
9. Le Confédéré du 23 avril 1874.
10. Ibid. du 26 avril 1874.
11. Dans son numéro du 26 avril 1874, le Confédéré écrira:
"Les adversaires du projet de révision ont prêché à nos braves et trop crédules populations que son acceptation entraînerait la perte de la religion: de notre côté nous les avons rassurées; nous leur avons dit que ces vaines prophéties ne se réaliseraient pas plus que celles qui leur ont été faites dans le même but lors de la votation de la Constitution fédérale de 1848, lors de la votation de la Constitution cantonale qui nous régit et en maintes autres circonstances.
Que nos concitoyens tiennent en mémoire le dire de nos adversaires et le nôtre et ils verront qui les trompe.
La religion restera, après comme avant l'acceptation de la nouvelle constitution, la religion du Valais. Seulement il pourra arriver, ce qui n'a rien de commun avec la foi, que des fanatiques ou d'habiles exploiters, aspirant à un lucratif et bruyant martyre, soient rappelés au respect des lois du pays."
12. Le Confédéré du 1 mai 1874.
13. Gazette du Valais du 26 avril 1874.
14. Protocole du Grand Conseil, 1874, Annexes, message du Conseil d'Etat au Grand Conseil du 9 février 1874.
15. Bulletin des séances du Grand Conseil, 1874, pp. 18-19.
16. Gazette du Valais du 7 mars 1875.

17. Gazette du Valais du 21 mai 1875.
18. Tandis que le projet de Constitution comprenait un article disant: "Sera reconnu comme valable dans toute la Confédération, le mariage conclu dans un Canton...conformement à la législation qui y est en vigueur aussi longtemps que la législation n'aura pas déterminé les conditions nécessaires pour la validité du mariage", l'article 54 du projet de 1874 ne fait pas mention de cette réserve fédérale.
19. Nouvelle Gazette du Valais du 19 mai 1875.
20. Ibid. du 21 mai 1875.
21. Ibid.
22. Ibid. du 12 mars 1875.
23. Electeurs inscrits lors du vote du 23 mai.
24. Nouvelle Gazette du Valais du 31 mars 1875.
25. Ibid. du 4 avril 1875.
26. Le Confédéré du 28 mars 1875 écrira en effet:
"Si ces signatures s'obtenaient toutes de la même manière nous ne serions pas étonnés que les 19 000 du 12 mai se retrouvent au complet. Voici notamment comment on a procédé dimanche dernier, dans une commune des environs de Sion. Le curé monte en chaire et fulmine contre les lois du 24 décembre 1874 et surtout contre celle sur le mariage qui introduit le concubinage et le divorce. Après en avoir déduit tous les malheurs qui accableront nos populations en ce monde et la damnation éternelle dans l'autre, il les adjure de se rendre après la messe à la maison de commune pour signer la demande de l'appel au peuple. Les offices finis, la maison de commune s'ouvre et le peuple va signer."
27. Le Confédéré du 23 mai 1875:
"La Constitution fédérale de 1848 a été rejetée par l'immense majorité du peuple valaisien, parce qu'elle amenait la ruine de la religion. Lors de la révision de la constitution cette même majorité s'y cramponna comme à l'encre du salut de la religion; n'avait-elle pas fait le bonheur de la Suisse pendant un quart de siècle? Et la nouvelle constitution est rejetée par 19 368 Valaisiens contre 3358 acceptants. Aujourd'hui ces mêmes rejetants se posent en défenseurs de cette même constitution et dimanche, par respect pour elle, ils rejeteront les lois fédérales en votation par 19 000 et quelques centaines de voix, et toujours pour conserver la religion."
28. Archives du Canton du Valais, Département de l'Intérieur, No. 77, Referendum fédéral.
29. Bulletin des séances du Grand Conseil, 1875, p. 101.
30. ce message sera publié dans le Nouvelle Gazette du Valais du 14 novembre 1875.
31. Rappelons que le budget de l'Etat du Valais dépasse de

peu le million de francs; dans ces conditions, 80 000 francs de dépenses supplémentaires représentent une somme non négligeable.

32. Bulletin des séances du Grand Conseil, 1875, p. 94.
33. Ibid., p. 101.
34. Nouvelle Gazette du Valais du 15 octobre 1875.
35. Le Confédéré du 7 octobre 1875.
36. Nouvelle Gazette du Valais du 24 octobre 1875.
37. Le Confédéré du 28 octobre 1875.
38. Nouvelle Gazette du Valais du 22 octobre 1875.
39. AV. DI. 270. Votations, Conseil national.

bibliographie

1. SOURCES

A. Sources manuscrites

Archives de l'Etat du Valais

Grand Conseil

Protocole des séances du Grand Conseil

du volume 84 (février et mars 1872) au volume 94 (avril et mai 1876)

Conseil d'Etat

1. Protocole des séances du Conseil d'Etat

53 : 8 janvier 1870 - 29 mai 1873

54 : 4 juin 1873 - 28 décembre 1874

55 : 29 décembre 1874 - 26 décembre 1876

2. Lettres expédiées

9: du 4 janvier 1872 au 26 juillet 1873

10: du 30 juillet 1873 au 22 août 1874

11: du 25 août 1874 au 3 septembre 1875

13. Correspondance reçue

4 : 1870, 1871, 1872

5 : 1873, 1874

6 : 1875, 1876

18. Imprimés valaisans

20 : 1870, 1871, 1872

21 : 1873, 1877, 1878, 1879

22 : 1874

23 : 1875

Département de l'Intérieur

Ecclesiastica

8 : Jesuitica I (1844-1883)

Votations, Nominations, Referendum

63 : fasc. 2 : Votation cantonale pour les députés
au Conseil national et les Jurés fédé-
raux. Résultats et arrêtés. 1848-1893

77 : Referendum fédéral

Police communale

167 : Rapport des préfets 1871-1872

168 : Rapport des préfets 1873-1874

Privilèges, droits, comptes

245 : Comptes, fonctionnaires, foires, enfants
trouvés, journaux paroisses 1857-1876

Votations

270 : Votations, Conseil national

1. Circulaires et correspondance 1872-1899

2. Résultats et procès-verbaux 1851-1899

271 : Révision de la Constitution fédérale

1. Correspondance

2. Résultats 1874-1895

B. Sources imprimées

Publications officielles du canton du Valais

Annuaire officiel du Canton du Valais
Sion, années 1870-1874

Recueil des lois, décrets et arrêtés du Canton du Valais
Sion, t. XI, 1865-1874
t. XI, 1874-1879

Bulletin des séances du Grand Conseil du Canton du Valais
Sion, de mai 1872 à novembre 1876

Rapport de gestion du Conseil d'Etat
Sion, années 1872-1874

Journaux

Gazette du Valais
Sion, années 1872-1876, 1898

Le Confédéré
Sion, années 1872-1876, 1898

Walliser Bote
Sion, années 1872-1876

Le Courrier
Sion, année 1857

La Liberté
Fribourg, années 1873-1874

Brochures

Le libéralisme en veut-il à la religion. 80 p. sans lieu ni date. Supplément à la Nouvelle Gazette du Valais.

Lettres pastorales. Sion 1872-1874

Loi fédérale concernant la révision de la Constitution fédérale du 12 septembre 1848. Du 31 janvier 1874. Berne 1874, 28 p.

MORAND, Alphonse: Coup d'oeil sur la révision de la Constitution fédérale suisse en 1872. Lausanne 1872, 56 p.

MORAND, Alphonse: Les intérêts du Valais dans la question de la révision de la Constitution fédérale suisse en 1872. Martigny 1872, 14 p.

MORAND, Alphonse: La révision de la Constitution fédérale suisse. Sion 1874, 44 p.

Population du Canton du Valais. Sion 1872, 19 p.

Statuts de la société de la presse conservatrice du Valais, 11 novembre 1871. Sion 1871, 4 p.

II. OUVRAGES GENERAUX ET ETUDES PARTICULIERES

A. Sur la Suisse

AUBERT, Jean-François: Petite histoire constitutionnelle de la Suisse. Berne 1974, 118 p.

FÄH, Georges: Der Kanton Luzern und die Bundesverfassungsrevision von 1872. Luzern 1974, 154 p.

FUETER, Eduard: Die Schweiz seit 1848. Zürich 1928, 305 p.

GAVARD, Alexandre: Histoire de la Suisse au 19ème siècle. La Chaux-de-Fonds 1898, 462 p.

GRUNER, Erich: L'Assemblée fédérale suisse 1848-1920. Volume 1 Biographies, 1021 p.; volume 2 Sociologie et Statistique 253 p.. Berne 1966.

KAUFFMANN, E.: Bundesrat Jakob Dubs und die Bundesrevision von 1872-1874 im Lichte seiner Zeitung "Die Eidgenossenschaft" Fribourg 1957, 190 p.

LASSERRE, David: Etapes du fédéralisme, l'expérience suisse; préface de W.-E. Rappard. Lausanne 1954, 304 p.

MARTIN, William: Histoire de la Suisse. Lausanne 1966, 360 p.

PLOMB, Georges: Le canton dans la Confédération suisse. Le cas du canton de Vaud. De certains des comportements politiques d'une collectivité confédérée face à l'Etat (1945-1963) Lausanne 1968, 174 p.

RAPPARD, William: La Constitution fédérale de la Suisse 1848-1948. Ses origines, son élaboration, son évolution. Boudry 1948, 476 p.

B. Sur le Valais

ANDEREGGEN, Paul: Walliser in den Eidgenössischen Behörden 1815-1965. In: Blätter aus der Walliser Geschichte, XIV Band, 1, 1965-1966, pp. 167-194.

ARLETTAZ, Gérald: Les tendances libérales en Valais, 1825-1839. Fribourg 1971, 242 p.

ARLETTAZ, Gérald: La presse libérale et la naissance de l'information politique en Suisse française. In: Société et Culture du Valais Contemporain, Martigny 1974, pp. 45-79.

○ ARLETTAZ, Gérald: Les transformations économiques du Valais entre 1850 et 1914. A paraître.

BIOLLAY, Emile: Le Valais de 1815 à 1965. Sion 1966, 44 p.

BORTER, Léopold: Vom Wallis der 7 Zenden zum Schweizerkanton 1790-1815. In: Blätter aus der Walliser Geschichte, XIV Band, 1, 1965-1965, pp. 75-119.

CARLEN, Louis: Das Wallis und die Bundesverfassung von 1848. In: Blätter aus der Walliser Geschichte. XIV Band, pp. 121-131.

COURTHION, Louis: Le peuple du Valais. Paris-Genève 1903, 242 p.

COURTHION, Louis: La vie communale en Valais. La plus grande commune de la Suisse: Bagnes. In: Wissen und Leben, X Jahrgang, 1916. Zürich, pp. 140-145, 179-191.

○ FOURNIER, Béatrice: Le Gouvernement valaisan de 1857 à 1875. en préparation.

GHICA, Grégoire: La constitution de 1848 et le Valais. Notes de lecture. In: Annales Valaisannes, XV/2, 1967-1969, pp. 201-222.

○ JORIS, Gérard: Etude politique et sociale de l'Entremont dans le deuxième tiers du 19ème siècle. Fribourg 1973, 170 p.

REY, Pierre-Michel: Le régime radical en Valais, 1847-1857. Fribourg 1971, 229 p.

RIVAZ, Paul de: Histoire contemporaine du Valais. Tome II: 1872-1906. Sion 1950, 186 p.

ROTEN, Rose-Marie: Les débuts du radicalisme en Valais, 1840-1848. Fribourg 1971, 181 p.

- ① ROUX, Elisabeth: Le gouvernement valaisan de 1875 à 1905.
en préparation.

C. Sur la presse

- ① BERTHOUDZ-HITTER, Mary-Clotilde: Dépouillement des vingt
premières années de parution de la Gazette du Valais 1855-
1874. Genève 1974, 38 p.
- COURTHION, Louis: Histoire de la presse valaisanne. In: Wissen
und Leben, 1911, Zürich pp. 846-855, 43-56, 134-141.
- FARQUET, Raymond: Les révolutions européennes de 1848-1849
dans la presse romande. Fribourg 1970, 153 p.
- ① HILOBRAND, Liliane: Dépouillement bibliographique de la
Nouvelle Gazette du Valais, 1875-1884. Sion 1975, 26 p.
- LACHAT, François: Le Pays d'Ernest Daucourt. Fribourg 1969,
222 p.
- MEYER, Leo: Die periodischen Walliser Drucksachen im XIX. Jahr-
hundert, fortgeführt bis ins Jahr 1907. Separatdruck aus
der "Zeitschrift für schweizerische Statistik, 43 Jahrgang
1908.
- PHILIPONA, Pie: Histoire de la presse valaisanne. In: Le livre
des éditeurs de journaux suisses, Zürich 1925, pp. 1152-1161.
- ROTH, Heinrich: Die politische Presse der Schweiz um 1871 und
ihre Haltung gegenüber der Pariser Commune. Langnau 1956,
156 p.

LISTE DES CARTES

	pages
1. Communes de plaine et communes de montagne . . .	10-13
2. Densités de la population dans les districts en 1870	15
3. Les étrangers au canton en 1870 - par districts .	18
4. Les étrangers au canton en 1870 - au niveau des communes	19-22
5. Les élections au Conseil national de 1872 Participation des districts	36
6. Arrondissement du Bas-Valais - Elections du 27 octobre 1872 - Participation	38
7. Arrondissement du Bas-Valais - Elections du 27 octobre 1872 - Les voix radicales	39
8. Arrondissement du Bas-Valais - Elections du 10 novembre 1872 - Participation	44
9. Arrondissement du Bas-Valais - Elections du 10 novembre 1872 - Les voix radicales	45
10. Les élections au Grand Conseil du 2 mars 1873 Participation des districts	57
11. Les élections au Grand Conseil du 2 mars 1873 Participation des communes du Bas-Valais	61
12. Les élections au Grand Conseil du 2 mars 1873 Les voix radicales dans les communes du Bas-Valais	62
13. Les députés au Grand Conseil vers 1873	71
14. Domicile des députés	74-77
15. Renouvellements lors du 2 mars 1873	79
16. Les appartenances politiques	82
17. Synthèse de l'électorat radical dans les communes du Bas-Valais	143
18. Le scrutin du 19 avril 1874 - Participation des districts	147
19. Le scrutin du 19 avril 1874 - Pourcentage de "oui" par district	151
20. Le scrutin du 19 avril 1874 - Pourcentage de "oui" par communes	152-155
21. Glissements de l'électorat intervenus entre le 12 mai 1872 et le 19 avril 1874	164
22. Décrochement des voix radicales lors du scrutin du 19 avril 1874	172

23. Commune de Bagnes - Electorat radical	175
24. Referendum du 23 mai 1875 - Récolte des signatures par districts	187
25. Referendum du 23 mai 1875 - Récolte des signatures par communes	189-192
26. Referendum du 23 mai 1875 - Participation des districts	184
27. Referendum du 23 mai 1875 - Pourcentage de "oui" par districts	185
28. Les élections au Conseil national du 1875 Participation des districts	200

LISTE DES GRAPHIQUES

	pages
1. Population des districts en 1870	16
2. Surfaces rédactionnelles consacrées aux élections de 1872 au Conseil national.	30
3. Surfaces rédactionnelles de la Gazette du Valais consacrées à la campagne en vue du scrutin du 19 avril 1874	119
4. Répartition du contenu de la Gazette du Valais en fonction de l'origine des articles	120
5. Répartition par thèmes des surfaces rédaction- nelles de la Gazette du Valais consacrées au vote du 19 avril 1874	121
6. Surfaces rédactionnelles du Confédéré consa- crées à la campagne en vue du scrutin du 19 avril 1874	123
7. Glissements de l'électorat intervenus entre le 12 mai 1872 et le 19 avril 1874	
district de Monthey	159
district de St-Maurice	160
district d'Entremont	161
district de Martigny	162
autres communes du canton	163
8. Décrochement des voix radicales lors du scrutin du 19 avril 1874	
district de Monthey	168
district de St-Maurice	169
district d'Entremont	170
district de Martigny	171

ABREVIATIONS

AV Archives du canton du Valais
DI Département de l'Intérieur

TABLE DES MATIERES

	pages
<u>INTRODUCTION</u>	
<u>CHAPITRE UN : LES DONNEES DU PROBLEME</u>	4
<u>I. SITUATION GENERALE</u>	5
A. <u>La révision sur le plan fédéral</u>	5
B. <u>Le canton du Valais</u>	7
1. Le valais face à la Confédération	7
2. Le cadre valaisan	8
a. le facteur géographique	
b. répartition de la population	
c. les étrangers au canton	
d. économie et développement	
3. Situation politique du canton en 1872 ✓	24
<u>II. LES ELECTIONS DE 1872 AU CONSEIL NATIONAL</u>	26
A. <u>Les candidats</u>	27
1. Les arrondissements	27
2. Situation générale	27
3. Les candidats bas-valaisans	28
a. les candidats radicaux	
b. les candidats conservateurs	
B. <u>Autour du 27 octobre</u>	29
1. La campagne	29
a. l'ampleur de la campagne	
b. la campagne de la Gazette du Valais	
c. la campagne du Confédéré du Valais	
2. Les résultats	35
a. les arrondissements du Haut et du Centre	
b. l'arrondissement du Bas	
3. Les réactions des journaux	41

C. <u>Le scrutin de ballottage</u>	42
1. La seconde campagne	42
2. Le scrutin du 10 novembre	43
a. les résultats	
b. commentaires	
3. L'affaire François Allet	47
Conclusion	49
 <u>CHAPITRE DEUX : LE GRAND CONSEIL VALAISAN</u>	 50
 <u>I. LES ELECTIONS DU 2 MARS 1873</u>	 50
A. <u>L'enjeu</u>	50
B. <u>La campagne</u>	53
1. L'atmosphère	53
2. Les thèmes	54
C. <u>Les résultats</u>	56
D. <u>Analyse des résultats</u>	60
1. Le district de Monthey	60
2. Le district d'Entremont	64
3. Le district de St-Maurice	66
4. Le district de Martigny	67
5. Le cercle de Sion-Bramois	68
 <u>II. LA DEPUTATION ET SES ACTIVITES</u>	 70
A. <u>La députation</u>	70
1. Répartition géographique des députés	70
2. Analyse des renouvellements	73
3. Les appartenances politiques	81
B. <u>Les activités du législatif valaisan</u>	83

<u>CHAPITRE TROIS : FACE A LA REVISION</u>	86
<u>I. LES PRISES DE POSITION DES AUTORITES</u>	87
A. <u>La députation valaisanne à Berne</u>	87
1. Carrière et options politiques des députés	87
a. les Conseillers aux Etats	
b. les Conseillers nationaux	
2. Interventions des députés valaisans à Berne	91
B. <u>Le Grand Conseil valaisan</u>	94
C. <u>Le Conseil d'Etat valaisan</u>	96
1. Les membres du Conseil d'Etat	96
2. La proclamation du Conseil d'Etat	99
<u>II. LA PRESSE VALAISANNE FACE AU PROJET DE REVISION</u>	103
X A. <u>Etat de la presse vers 1874</u>	103
1. Les journaux en présence	103
2. Impact de la presse valaisanne	105
3. La presse conservatrice	107
a. contenu du journal	
b. programme du journal	
4. La presse libérale	111
B. <u>La campagne</u>	113
1. Le projet fédéral	113
2. Le contenu des journaux	118
a. la Gazette du Valais	
b. le Confédéré	
C. <u>Analyse des thèmes</u>	125
1. Instruction publique	125
2. Armée	129
3. Economie et finances	131
4. Droit et justice	133
5. Libertés individuelles	134

6. Les articles confessionnels	136
7. Fédéralisme et centralisation	137
D. <u>Atmosphère à la veille du vote</u>	139
CHAPITRE QUATRE : RESULTATS ET LENDEMAINS	141
<u>I. LE VOTE DU 19 AVRIL 1874</u>	141
A. <u>Synthèse des scrutins de 1872 et 1873</u>	142
B. <u>Les résultats du 19 avril 1874</u>	146
1. La participation	146
2. Le verdict populaire	149
C. <u>Du 12 mai au 19 avril</u>	156
D. <u>Analyse des décrochements</u>	166
<u>II. SUITES ET RETOMBÉES</u>	178
A. <u>Réactions et conséquences</u>	179
1. Les réactions	179
2. Les conséquences	181
B. <u>Le referendum du 23 mai 1875</u>	183
1. Les prises de position	183
2. Le referendum en Valais	185
3. Le vote	193
4. Les aménagements nécessaires	196
C. <u>Les élections du 31 octobre 1875</u>	198
1. La situation	198
2. Le vote du 31 octobre	199
<u>CONCLUSIONS</u>	202

<u>NOTES ET REFERENCES</u>	205
<u>BIBLIOGRAPHIE</u>	219
<u>LISTE DES CARTES ET GRAPHIQUES</u>	225
<u>TABLE DES MATIERES</u>	226

